



Université du Québec
à Rimouski

**LE RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LE PROCESSUS
D'INTÉGRATION ET DE RÉTENTION DES DIPLÔMÉS DE
LA RÉUNION À GASPÉ ET À RIMOUSKI**

Mémoire présenté

dans le cadre du programme de maîtrise en Développement régional

en vue de l'obtention du grade de maître ès arts

PAR

© CATHERINE ST-VINCENT VILLENEUVE

Janvier 2018

Composition du jury :

Marie-José Fortin, présidente du jury, Université du Québec à Rimouski

Marco Alberio, directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

Abdoul Echraf Ouedraogo, membre externe, Université du Québec à Rimouski

Dépôt initial le 7 janvier 2017

Dépôt final le 24 janvier 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

À tous ceux qui un jour ont
choisi de se créer de nouvelles racines

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire est une trajectoire dans mon parcours de vie. Un long sentier, parsemé de transitions, d'heureux événements et d'épreuves. C'est un processus qui m'a fait grandir, qui m'a beaucoup appris sur deux régions que je chéris, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, et qui m'a fait rencontrer des gens extraordinaires dont certains sont devenus de bons amis, des gens qui m'ont encouragée et qui m'ont transmis leur passion.

Je tiens d'abord à remercier mon amoureux, Christophe, qui m'a soutenue depuis le début de cette longue aventure. Il a toujours eu le bon mot pour me donner l'élan nécessaire pour poursuivre ma recherche, lorsque j'avais envie de tout abandonner. Il arrivait souvent avec une crêpe bretonne au sirop d'érable et un thé chaud pour me réconforter lors des nombreuses heures de rédaction. Il s'est occupé de notre famille. J'ai beaucoup d'admiration pour lui. Je souligne aussi la patience et les encouragements de mes enfants, Mathilde et Joseph, qui m'ont vu étudier et rédiger des travaux universitaires depuis leur naissance ainsi que mon beau-fils, Maïgan.

Je remercie mes parents qui m'ont toujours poussée vers le haut et qui m'ont appuyée pendant toutes ces années à la maîtrise. Mon père, Pierre, un érudit qui nous a quittés en 2014, m'a enseigné la rigueur, la recherche du mot juste, l'esprit d'analyse et l'art de poser des questions. Ma mère, Danielle, m'a transmis la persévérance, l'envie de se dépasser, le goût des longues études et la capacité de mener plusieurs projets de front. Je remercie aussi ma tante Lise-Anne, qui est une grande source d'inspiration et un modèle pour moi, pour son aide précieuse et ses encouragements.

Je remercie sincèrement mon directeur de recherche, Marco Alberio, qui m'a épaulée et dirigée au cours des trois dernières années. Il a eu un rôle important dans la réussite de ce mémoire. Il m'a tendu la main lorsque mon parcours devenait sinueux. Il m'a écoutée, il m'a guidée et nous avons eu de bonnes discussions enrichissantes. Il a été d'un soutien constant et inébranlable. Il m'a prodigué de bons conseils lorsque je ne savais plus par quel bout prendre ma recherche et il m'a aidé à voir plus loin. Il a surtout cru en moi.

Je remercie aussi Mario Handfield, le directeur des études de deuxième cycle en développement régional, à l'UQAR. Grâce à lui, j'ai replongé dans la maîtrise, après quelques années d'arrêt. Il m'a donné le courage de terminer cette aventure universitaire et il m'a inspiré par sa grande rigueur, ses connaissances et sa détermination. Merci aussi à Jeanne Thalheim, Louise Dickner et Jenny Vignola pour leur aide précieuse. Je remercie aussi tous les professeurs que j'ai côtoyés dans ce programme qui m'ont transmis avec beaucoup de passion leur amour pour les régions et leur savoir sur leurs enjeux. Ils ont, chacun à leur manière, semé des graines dans mon esprit, ouvert mes horizons et contribué au développement de mon propre sentiment d'appartenance envers ces territoires de l'Est-du-Québec.

AVANT-PROPOS

J'ai toujours ressenti une dualité en moi : vivre en ville ou vivre en région ? J'ai vécu mes cinq premières années de vie à Nicolet, le berceau de Solidarité rurale du Québec, où j'ai goûté à la vie rurale, où se sont forgés mes premiers souvenirs et mon premier sentiment d'appartenance. J'ai ensuite demeuré à plusieurs endroits dans la province, alternant entre région et ville, comme un jeu de ping-pong : Laval, Jonquière, Montréal, Gaspé, Québec, Saint-Basile, Saint-Fabien. Les études, le travail ainsi que les réseaux sociaux et familiaux ont influencé mes choix, tout comme mon désir de découverte, de changement et d'expérimentation.

Ce sont mes six années passées à Gaspé qui ont été les plus significatives dans mon parcours, autant personnel que professionnel. Cette période correspond à mon entrée dans la vie adulte. J'y ai commencé ma carrière et j'y ai fondé une famille. J'ai adoré ce territoire et j'ai eu le privilège de le parcourir en tant que journaliste, de l'analyser et de témoigner de ses réalités. Mon métier m'a offert la chance d'interviewer ses acteurs influents et ses résidents, dans les moments forts de l'actualité. En sillonnant les routes gaspésiennes, de village en village, j'ai observé les paysages démographiques, économiques et politiques se transformer. J'ai rencontré des acteurs inspirés par leur amour de leur région et guidés par leurs convictions. J'ai découvert leurs efforts constants pour dynamiser leur coin de pays, comme leurs initiatives pour freiner l'exode des jeunes et contrer le vieillissement de la population. Une de ces initiatives est la naissance des ententes entre l'île de La Réunion et certains cégeps. J'ai d'ailleurs eu à mener une série d'entrevues radiophoniques sur l'immigration en Gaspésie. Ces rencontres m'ont donné envie d'en savoir plus, de creuser

plus en profondeur ce sujet et de l'analyser plus longuement, ce que permet un travail de recherche universitaire.

Mon amoureux est un immigrant qui avait choisi de s'établir à Gaspé, après un passage dans les grandes villes, comme Paris, Montréal et Vancouver. L'intégration, le désir de s'établir en région, l'accès aux études, l'accès au marché de l'emploi ainsi que le développement territorial sont des thèmes qui reviennent souvent dans nos discussions et qui m'ont inspirée tant dans mon choix de recherche que dans mon choix de vie. J'ai aussi eu la chance de vivre plusieurs expériences internationales : en France, en Guadeloupe, en Asie et en Afrique de l'Ouest, entre autres, où j'étais l'étrangère. J'avais envie de comprendre pourquoi des immigrants font le choix de s'établir à Gaspé et à Rimouski et comment le territoire façonne leur trajectoire. Un peu comme moi qui ai choisi de m'installer d'abord à Gaspé et ensuite à Rimouski, après un passage à Québec. Dans mon cas, le marché du travail, le réseau social ainsi que la présence de l'université ont joué des rôles importants dans mon processus d'intégration et de rétention.

Ce mémoire se veut donc une réflexion à la fois personnelle sur le choix de demeurer en région et de se fabriquer de nouvelles racines et à la fois scientifique sur une préoccupation actuelle de notre société, la régionalisation de l'immigration comme solution partielle à la revitalisation et au repeuplement des territoires.

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur les parcours de jeunes adultes immigrants, venus de l'île de La Réunion, qui se sont installés à Rimouski et à Gaspé, deux villes moyennes éloignées des centres urbains, après avoir obtenu leur diplôme d'études collégiales dans ces deux villes.

Cette recherche s'inscrit dans un contexte régional de déclin de la population et de manque de main-d'œuvre qualifiée. Les élus et dirigeants locaux misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle à ces enjeux démographiques et économiques. Toutefois, la rétention des nouveaux arrivants en région demeure fragile et comporte de nombreux défis, comme l'accès au marché du travail, la présence d'un réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la société et les choix de l'immigrant.

Notre objectif est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais dans leur communauté d'accueil. Selon notre hypothèse, les institutions joueraient un rôle. Nous nous interrogeons sur son importance, sa temporalité et sa nature.

Afin de structurer la recherche, nous avons privilégié un cadre théorique sur les parcours de vie, afin d'observer le rôle des institutions dans la chronologie du parcours des immigrants délimité par des trajectoires et des transitions.

Nous avons fait notre collecte de données à l'aide d'entretiens semi-dirigés qui ont fait appel à la mémoire et à la subjectivité des 24 participants. Nous avons interviewé 16 diplômés de La Réunion et 8 représentants des institutions, répartis sur nos deux terrains de recherche.

Dans l'analyse des données, il ressort de cela que les institutions, principalement le cégep et le territoire, occupent les rôles les plus importants dans l'attraction, l'intégration et la rétention des étudiants internationaux, avant l'arrivée au Québec et pendant les études. Le cégep a un rôle important dans ce processus en favorisant, par différentes actions, l'accès à l'emploi, au réseau social et au logement ainsi que l'ouverture de la communauté et en influençant les choix des immigrants. L'administration municipale se fait plus discrète et elle est parfois absente auprès des nouveaux arrivants, même si la régionalisation de l'immigration est présente dans les discours officiels.

Mots clés : immigration; régionalisation; institution; parcours de vie; intégration; rétention; cégep; Gaspé; Rimouski; La Réunion

ABSTRACT

This thesis focuses on the trajectories of immigrants from La Reunion Island who settled in Rimouski and Gaspé, two medium-sized towns far from urban centers, after graduating from colleges in these two cities.

This research is part of a regional context of population decline and lack of skilled labor. Local elected officials and local leaders rely on the regionalization of immigration as a partial solution to these demographic and economic challenges. However, the retention of newcomers to the region remains fragile and involves many challenges, such as access to the labor market, presence of a social network, access to housing, openness of society and the immigrant's choices.

Our goal is to explore the role of institutions in the process of integration and retention of La Reunion Islanders in their host communities. According to our hypothesis, institutions would play a role. We wonder about its importance, its temporality and its nature.

In order to structure the research, we have focused on a theoretical framework on life paths, in order to observe the role of institutions in the chronology of immigrants' paths delimited by trajectories and transitions.

We collected data using interviews that rely on the memory and subjectivity of the 24 participants. We interviewed 16 graduates of La Réunion and 8 representatives of the institutions, spread over our two research fields.

In the analysis of the data, it appears that the institutions, mainly CEGEP and the territory, occupy the most important roles in the attraction, integration and retention of international students before arriving in Quebec and during studies. The CEGEP has a clear role in this process by promoting access to employment, social networking and housing, as well as the opening up of the community and the shaping of the immigrant's personality through various actions. Municipal administration is more discreet with newcomers, although regionalization of immigration is present in speeches.

Keywords: immigration; regionalization; institution; Life course; integration; retention; Cégep; Gaspé; Rimouski; La Réunion

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ix
AVANT-PROPOS.....	xi
RÉSUMÉ.....	xiii
ABSTRACT	xv
TABLE DES MATIÈRES.....	xvii
LISTE DES TABLEAUX	xxiii
LISTE DES FIGURES	xxv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xxvii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE 1 ÉTAT DE LA SITUATION	8
1.1 REGIONALISATION DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC	8
1.2 PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES.....	17
1.2.1 Démographie et économie au Bas-Saint-Laurent.....	19
1.2.2 Démographie et économie en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	22
1.2.3 Démographie et économie à l'île de la Réunion.....	24
1.3 LES CEGEPS : ACTEURS DANS LEUR MILIEU	26
1.3.1 Le cégep de Rimouski	28
1.3.2 Le cégep de la Gaspésie et des Îles.....	29
1.3.3 Le recrutement des étudiants de La Réunion.....	31
1.3.4 Programme Vivre et Étudier au Québec	34

CHAPITRE 2 ÉTAT DE LA QUESTION ET PROBLÉMATIQUE	36
2.1 RECHERCHES MENEES AU CANADA, AUX ÉTATS-UNIS ET EN AUSTRALIE.....	37
2.2 LES FACTEURS D'ATTRACTION, D'INTEGRATION ET DE RETENTION DANS LA LITTERATURE.....	41
2.2.1 L'accès à l'emploi.....	45
2.2.2 Le réseau social.....	48
2.2.3 Le logement	52
2.2.4 Le parcours de l'immigrant	53
2.2.5 Le rôle de la collectivité d'accueil.....	54
2.3 RECHERCHES MENEES SUR LES ETUDIANTS INTERNATIONAUX.....	56
2.4 PROBLEMATIQUE	61
2.4.1 Le développement régional.....	63
2.4.2 Objectifs et questions de recherche	67
CHAPITRE 3 CADRE THÉORIQUE ET PRINCIPAUX CONCEPTS	70
3.1 LES FONDEMENTS DE LA THEORIE DES PARCOURS DE VIE.....	72
3.1.1 Le concept des parcours de vie	75
3.1.2 Les concepts de trajectoire et de transition.....	77
3.2 LES CONCEPTS D'INSTITUTION, D'INTEGRATION ET DE RETENTION	80
3.2.1 Le concept d'institution	81
3.2.2 Le concept d'intégration	84
3.2.3 Le concept de rétention.....	88
3.3 LE LIEN ENTRE LA THEORIE DES PARCOURS DE VIE ET LE DEVELOPPEMENT REGIONAL	91
3.4 LA THEORIE DES PARCOURS DE VIE APPLIQUEE A NOTRE OBJET DE RECHERCHE.....	93
CHAPITRE 4 CADRE MÉTHODOLOGIQUE	98
4.1 L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	100

4.2	OUTILS DE CUEILLETTE	103
4.3	L'ÉCHANTILLONNAGE	106
4.3.1	Présentation des participants.....	109
4.4	TERRAINS DE RECHERCHE	113
4.5	TRAITEMENT DES DONNÉES	115
4.6	LIMITES MÉTHODOLOGIQUES.....	116
4.7	CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES	117
CHAPITRE 5 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....		120
5.1	TRAJECTOIRE 1 : LA VIE À L'ÎLE DE LA RÉUNION.....	122
5.1.1	Situation des participants à l'île de La Réunion et désir de changement	122
5.1.2	Rôle des institutions dans le choix de la destination	125
5.1.3	Le projet initial des Réunionnais	130
5.1.4	Résumé de la trajectoire 1.....	132
5.2	TRANSITION 1 : LE DÉMÉNAGEMENT AU QUÉBEC	133
5.2.1	L'arrivée des Réunionnais à Montréal et le trajet vers les régions.....	134
5.2.2	L'arrivée des Réunionnais à Rimouski.....	135
5.2.3	L'arrivée des Réunionnais à Gaspé	137
5.2.4	Résumé de la transition 1.....	139
5.3	TRAJECTOIRE 2 : LA VIE COLLÉGIALE	141
5.3.1	Rôle des institutions dans l'intégration et la rétention des Réunionnais	141
5.3.2	Rôle des institutions dans l'accès au marché du travail	153
5.3.3	Rôle des institutions dans la création du réseau social	157
5.3.4	Relations entre Réunionnais et Québécois	162
5.3.5	Rôle des immigrants	166
5.3.6	Rôle des institutions dans l'accès au logement.....	168
5.3.7	Rôle des institutions dans la participation à la vie de la communauté	170
5.3.8	Rôle des institutions dans l'ouverture de la collectivité	172

5.3.9	Situation de racisme.....	173
5.3.10	Résumé de la trajectoire 2.....	175
5.4	TRANSITION 2 : OBTENTION DU DIPLÔME COLLÉGIAL	176
5.4.1	Rôle des institutions lors de l'obtention du diplôme	178
5.4.2	Résumé de la transition 2.....	181
5.5	TRAJECTOIRE 3 : LA VIE APRÈS LE DIPLÔME.....	181
5.5.1	L'hésitation entre La Réunion et le Québec	182
5.5.2	Le choix de rester en région.....	184
5.5.3	Les facteurs répulsifs	186
5.5.4	Le rôle des institutions dans la rétention	188
5.5.5	Le rôle des institutions dans l'accès au marché du travail.....	194
5.5.6	Le rôle des institutions dans le réseau social	199
5.5.7	Le rôle des institutions dans la participation à la vie de la communauté	200
5.5.8	Le rôle des institutions dans l'ouverture de la communauté	202
5.5.9	Des Réunionnais qui aident à l'intégration et la rétention de leurs pairs	203
5.5.10	Le sentiment d'appartenance	204
5.5.11	Résumé de la trajectoire 3.....	207
CHAPITRE 6 ANALYSE, INTERPRÉTATION ET DISCUSSION DES		
RÉSULTATS		210
6.1	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL.....	214
6.2	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA CRÉATION DU RÉSEAU SOCIAL	216
6.3	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT	218
6.4	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA PARTICIPATION À LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ ...	218
6.5	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'OUVERTURE DE LA COMMUNAUTÉ.....	219
6.6	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LES CHOIX DE L'IMMIGRANT	220
6.7	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LE SENTIMENT D'APPARTENANCE	221
6.8	RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'INTÉGRATION	222

6.9 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA RÉTENTION	224
6.10 ROLE DES INSTITUTIONS DANS LA REGIONALISATION DE L'IMMIGRATION	225
CONCLUSION GÉNÉRALE	229
ANNEXE I LETTRE DE PRÉSENTATION DU PROJET AUX PARTICIPANTS	239
ANNEXE II FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	243
ANNEXE III CERTIFICAT D'ÉTHIQUE	249
BIBLIOGRAPHIE	253

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Portrait de huit Réunionnais de Rimouski	110
Tableau 2 : Portrait de huit Réunionnais de Gaspé	111
Tableau 3 : Portrait des deux terrains de recherche	114

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Modèle théorique sur le capital régional d'attraction et de rétention dans les collectivités locales (Vatz Laaroussi, 2011).....	44
Figure 2 : Le calendrier de vie dans le parcours des Réunionnais	121

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AIBSL	Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent
CANA	Centre d'accueil aux nouveaux arrivants
CE	Communauté européenne
CLD	Centre local de développement
CRCD	Conseil régional de concertation et de développement
CRÉ	Conférence régionale des élus
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IMQ	Institut maritime du Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MAIICC	Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
MRCI	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
SAPI	Service d'aide aux personnes immigrantes
UQAR	Université du Québec à Rimouski

INTRODUCTION GÉNÉRALE

*... pendant que nos racines se chamaillent dans le sol,
il arrive que nos feuillages, nos branches et nos fruits
se touchent, s'entremêlent et s'embrassent dans les
hauteurs. C'est peut-être le signe annonciateur d'un
début d'harmonie dans une société multiculturelle.*

– Boucar Diouf

Choisir le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine comme lieu de résidence et être à contre-courant. Embrasser ces territoires, les découvrir, les aimer et être tenté de les abandonner parce qu'il n'y a plus d'emplois, parce que la famille est à Montréal, à Québec, ailleurs ou parce que l'effervescence de la grande ville nous attire. Adopter un territoire éloigné, que nous soyons Québécois ou immigrants, est presque un geste politique, dans un contexte de baisse démographique, de manque de main-d'œuvre qualifiée, d'efforts de recrutement de la part des leaders régionaux et de volonté de régionaliser l'immigration dans les discours et les politiques des institutions.

Attirer, intégrer et retenir sont les trois actions qui sont mises en oeuvre par les institutions qui tentent de régionaliser l'immigration. Les institutions, afin de répartir les immigrants sur l'ensemble du territoire, élaborent des politiques et des programmes. En ce sens, les efforts du gouvernement du Québec s'accroissent depuis les années 1990, pour favoriser la venue de ces nouveaux arrivants hors des grands centres, mais les résultats demeurent mitigés. De nombreuses tentatives de régionalisation se sont soldées par le retour des immigrants vers Montréal ou une autre grande ville au pays. Ce constat est le même aux États-Unis et en Australie.

Après avoir attiré ces immigrants, les communautés locales ont le deuxième défi de les aider à s'intégrer, mais surtout de les retenir à long terme. Les institutions (gouvernements, municipalités, établissements scolaires et organismes de développement) unissent leurs forces pour créer des conditions favorables à l'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants. La régionalisation de l'immigration s'inscrit, depuis les années 2000, dans les intentions politiques des partis au pouvoir, en raison du contexte démographique actuel et des déplacements massifs des populations, comme les réfugiés. La régionalisation a aussi fait l'objet de consultations dans le cadre de la refonte de la Loi sur l'Immigration en 2016.

Il y a deux points de vue à cette régionalisation. Il y a les institutions qui développent, adoptent et appliquent des politiques et qui mettent en place des mécanismes pour favoriser la venue de nouveaux résidents dans les territoires les plus éloignés du Québec. Il y a aussi les individus qui ont leurs propres aspirations et qui sont libres d'adhérer aux politiques qui les encouragent à habiter l'ensemble du territoire. Ils ont chacun un parcours de vie construit de multiples trajectoires et transitions.

Les immigrants, comme les Québécois, recherchent un milieu de vie où ils pourront travailler pour subvenir à leurs besoins, un lieu où ils pourront améliorer leurs conditions de vie et un lieu où ils pourront créer un réseau tout en prenant part à la vie de la communauté; des critères qui seraient plus facilement comblés en région urbaine qu'en région rurale. (Arsenault, 2009; Vatz Laarousi, 2012; Gallant, Bilodeau, Lechaume, 2012; Ouedraogo, 2012)

Les données statistiques sur la démographie du Canada, du Québec et de ses régions démontrent à quel point les régions éloignées vivent des enjeux populationnels importants. En 2008, une analyse réalisée par Statistiques Canada démontrait qu'un Canadien sur cinq habite dans une ville canadienne de moins de 15 000 habitants, alors qu'un immigrant sur 40 fait ce choix (Bernard, 2008, en ligne). Plus récemment, en 2016, seulement 0,19% des

55 000 immigrants arrivés au Québec en 2015-2016 choisissaient de s'installer au Bas-Saint-Laurent et seulement 0,05% choisissaient la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ces deux régions ont, historiquement, accueilli de nombreux immigrants. En comparaison, plus de 67% de ces immigrants ont choisi de s'établir sur l'île de Montréal, ou 83% dans les régions de Laval, Montréal et Montérégie confondues, pour la même période (ISQ, 2017, en ligne).

D'ici 2036, quatre régions, les plus à l'est de la province, verront leur population décliner, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (ISQ, 2014, p. 40). La régionalisation de l'immigration se présente comme une avenue pour déjouer ou atténuer ces soldes migratoires négatifs dans les régions plus éloignées et à faible densité de population. Plusieurs groupes de recherche ont été créés au fil des ans pour étudier ces problématiques dans les différentes régions du Québec, du Canada et ailleurs dans le monde. Le manque de financement a, dans certains cas, mis fin à leurs activités de recherche.

Notre mémoire de maîtrise s'inscrit dans le prolongement des études existantes sur l'immigration dans les zones à faible densité de population et sur la régionalisation de l'immigration. Nous voulons explorer et tenter de comprendre le rôle des institutions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine dans le processus d'attraction, d'intégration et de rétention des immigrants, et plus spécifiquement auprès d'un groupe de diplômés de l'île de La Réunion.

Le premier chapitre nous permet de faire un tour d'horizon de l'histoire de l'immigration et de la régionalisation de l'immigration au Québec. Nous expliquons que plusieurs tentatives d'accueil des réfugiés dans des régions hors métropoles, initiées par les gouvernements dans les années 1960 et 1970, n'ont pas connu le succès de rétention espéré. Les gouvernements ont mis en œuvre, explicitement dans leurs documents officiels, des politiques de régionalisation de l'immigration à partir des années 1990. Ces orientations et ces politiques institutionnelles évoluent encore aujourd'hui. Nous décrivons, dans ce chapitre,

les territoires d'intérêt dans notre étude, soient le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et l'île de La Réunion. Nous exposons les contextes démographiques, économiques et politiques dans lesquels évoluent les participants de notre recherche. Nous détaillons aussi le rôle des cégeps, qui viennent de fêter leur 50^e anniversaire, dans leur communauté respective ainsi que leur contribution au développement de leur région. Nous expliquons la particularité des ententes de régionalisation de l'immigration, liées à l'accueil des étudiants internationaux, signées entre le gouvernement du Québec, les cégeps et le Conseil régional Région Réunion.

Dans le chapitre deux, nous exposons l'état de la recherche, qui correspond à la revue de la littérature, et la problématique de recherche avec ses objectifs, questions et hypothèses qui se présentent. Nous faisons état de recherches menées au Canada, aux États-Unis et en Australie sur la régionalisation de l'immigration. Nous présentons ce que dit la littérature sur les facteurs d'intégration et de rétention, tels que l'accès au marché du travail, la création du réseau social, l'accès au logement, le parcours et les choix de l'immigrant ainsi que l'ouverture de la communauté d'accueil. Nous présentons aussi des recherches menées sur les étudiants internationaux qui nous éclairent sur les caractéristiques de cette catégorie d'immigrants. Nous terminons ce chapitre par la présentation de la problématique. Le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine subissent le déclin démographique, actuel et anticipé, et pour contrer ses effets, ces deux régions misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle à cet enjeu aux multiples facettes économiques, sociales et culturelles. De son côté, l'île de La Réunion a une croissance de sa population, chez les jeunes surtout, mais le taux de chômage chez les 15-24 ans frôle les 60%. Le gouvernement français, en incitant ces jeunes de La Réunion à étudier et vivre au Québec, souhaite leur donner de meilleures chances d'employabilité et de meilleures perspectives d'avenir. En considérant ce contexte, notre objectif est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais diplômés des cégeps de Rimouski et de Gaspé et qui ont choisi de demeurer dans ces villes moyennes éloignées des

centres urbains. Nous précisons dans cette section nos questions et hypothèses de recherche ainsi que le lien de notre objet d'étude avec le développement régional.

Le troisième chapitre est consacré au cadre théorique et aux principaux concepts. Notre cadre théorique s'articule autour de la théorie des parcours de vie (Elder, 1974; Lalive d'Epina, 2005; Gherghel, 2013) qui nous permet une approche globale et multidisciplinaire de notre objet de recherche. La vie des acteurs, leur comportement et leurs expériences se déroulent dans une temporalité et un contexte sociohistorique. Les parcours de vie sont un ensemble de trajectoires, appelées des étapes de la vie, délimitées par des transitions, aussi appelées périodes de changement. Nos trois concepts sont les institutions, l'intégration et la rétention. Les institutions, dont les rôles sont définis par la théorie néo-institutionnelle (Scott, 1977; Powell, DiMaggio, 1991), sont en interrelations avec les individus qui les fréquentent. Réciproquement, institutions et individus se façonnent, selon des normes et des valeurs en vigueur dans la société dans laquelle ils évoluent. L'intégration et la rétention (Vatz Laaroussi, Bernier, Guilbert, 2012), qui signifient qu'un individu se place dans sa société d'accueil, qu'il s'épanouit et qu'il s'y sent bien, sont liées par les mêmes indicateurs de réussite, soient l'accès au marché du travail, la création d'un réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté d'accueil et les choix de l'immigrant.

Dans le quatrième chapitre, nous exposons notre méthodologie qui est la continuité de notre cadre théorique sur les parcours de vie. Nous avons choisi une approche qualitative (Gauthier, Bourgeois, 2016 ; Paillé, Mucchielli, 2008), compréhensive et rétrospective afin d'explorer le rôle des institutions à travers les témoignages des Réunionnais et des représentants des institutions. Nous nous sommes inspirés des récits de vie (Bertaux, 2016) pour construire nos entretiens semi-dirigés et pour mener nos rencontres. Nous avons élaboré deux grilles afin de réaliser nos 24 entretiens semi-dirigés (Savoie-Zacj, 2016). Nos participants ont été sélectionnés par choix raisonné et par effet boule de neige. Nous avons privilégié une cueillette de données dans deux terrains qui présentent un bon nombre de

dénominateurs communs, non pas dans un but de comparaison, mais afin d'éviter le tropisme territorial (Michel, 1997 ; Guéranger, 2012). Nous avons tenu compte des aspects éthiques de la recherche et nous avons assuré la confidentialité aux participants.

Dans le cinquième chapitre, nous présentons les résultats de nos entretiens avec les participants de La Réunion selon la structure suggérée par notre cadre théorique. Nous présentons nos résultats de manière chronologique, à travers un calendrier de vie des Réunionnais que nous avons bâti. Ce calendrier est composé de trois trajectoires: la vie à La Réunion, le temps des études collégiales et la vie après l'obtention du diplôme. Ces trois trajectoires sont délimitées par deux transitions de courte durée: le déménagement au Québec et l'obtention du diplôme. À travers ces cinq temporalités, nous observons le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais rencontrés. Nous avons privilégié l'analyse thématique des résultats (Paillé, Mucchielli, 2008) pour les regrouper selon les thèmes dominants de la revue de littérature, liés aux processus d'intégration et de rétention en contexte d'immigration.

Dans le sixième et dernier chapitre, nous analysons et discutons de nos résultats. Nous écrivons la présentation de nos résultats pour ne retenir que les tendances communes aux deux terrains de recherche et ainsi dégager un portrait qui pourrait peut-être s'appliquer à un autre terrain similaire. Nous confrontons nos résultats à la littérature et aux théories existantes et aux propos des représentants des institutions. Nous analysons le rôle des institutions dans l'ensemble du parcours des Réunionnais participant à notre recherche et dans chacun des indicateurs d'intégration et de rétention.

Nous concluons notre mémoire en revenant sur notre démarche et nos résultats. Nous tentons de situer nos résultats par rapport à certaines recherches et à notre cadre théorique. Nous revenons sur le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais à Rimouski et à Gaspé avec des constats liés à l'analyse de nos résultats de recherche. Nous établissons les limites de cette recherche, puisque nos résultats

représentent un petit groupe d'immigrants (16 Réunionnais diplômés à Rimouski et à Gaspé) et qu'ils ne peuvent pas représenter tous les immigrants. Nous proposons aussi des pistes d'études futures qui pourraient faire l'objet de recherches plus avancées.

CHAPITRE 1

ÉTAT DE LA SITUATION

Dans ce premier chapitre, nous faisons un survol de la régionalisation de l'immigration au Québec en présentant son évolution ainsi que les orientations et les politiques gouvernementales qui y sont associées. Nous exposons la situation démographique et économique des trois territoires qui nous concernent dans ce mémoire, soient le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et l'île de La Réunion. Nous présentons aussi l'institution qu'est le cégep, sa mission d'éducation et sa volonté de participer au développement de sa région d'attache. Ce chapitre nous permet de jeter les bases du contexte social, politique et historique dans lequel s'inscrit cette recherche.

1.1 REGIONALISATION DE L'IMMIGRATION AU QUEBEC

Au Québec, les efforts pour régionaliser l'immigration sont concrètement apparus dans les discours et les plans d'action gouvernementaux à partir des années 1990, soit plus de 20 ans après la création du premier ministère de l'Immigration.

La création de ce ministère, en 1968, s'inscrit dans la période sociale et historique de la Révolution tranquille où l'État québécois devient interventionniste et veut prendre ses responsabilités dans plusieurs champs de compétences. Le ministère de l'Immigration gère les flux migratoires sur son territoire et l'intégration des immigrants. Il s'agit d'une étape importante pour la province qui veut, à ce moment, se distinguer des pratiques canadiennes.

« [...] faire de la société québécoise une société d'intégration, assurer son poids démographique et politique au sein de l'ensemble canadien, enrayer les transferts linguistiques vers l'anglais et promouvoir les relations interculturelles et le respect de la diversité dans la communauté politique québécoise ». (Labelle, 2015, en ligne)

Les premières expériences de régionalisation de l'immigration, bien que timides, surviennent dans les années 1979 et 1980, lors de l'accueil de réfugiés indochinois, que l'on surnomme, à l'époque, les réfugiés de la mer. Le Canada accueille au cours de cette période 60 000 réfugiés d'Asie du Sud-Est, dont 13 000 au Québec. Ils sont alors dirigés à différents endroits dans la province, malgré l'absence de politique de régionalisation de l'immigration. Cependant, l'expérience, sous l'angle de la rétention en région des immigrants, est loin d'être un succès, puisque 10 ans plus tard, ils ont presque tous quitté leur première communauté d'accueil régionale pour s'établir à Montréal. L'accueil chaleureux n'a pas été un facteur de rétention assez persuasif pour retenir ces immigrants en région (Metropolis, 2003, p.6).

Dans les années 1980, la régionalisation de l'immigration continue de se traduire principalement par l'accueil des personnes réfugiées. En 1981, le ministère devient celui des Communautés culturelles et de l'Immigration. La même année, dans un contexte post-référendaire, le gouvernement dévoile un premier plan d'action destiné aux communautés culturelles, intitulé « Autant de façons d'être Québécois ». Ce plan poursuit des objectifs de développement des communautés culturelles, de sensibilisation des Québécois à l'apport de l'immigration dans leurs communautés et de valorisation de la langue française chez les nouveaux arrivants. Au cours de cette période, les demandes d'asile politique au Québec passent de 1 800 à 25 000. L'accueil de réfugiés est même devenu une tradition au pays. Le Canada est historiquement une terre d'asile, depuis l'accueil des 3000 loyalistes noirs qui fuyaient l'oppression de la Révolution américaine en 1776 à aujourd'hui, où des réfugiés de plus de 140 pays ont reçu le droit d'asile au Canada. Annuellement, le Canada accueille plus

de 10 000 personnes persécutées en plus de 12 000 réfugiés, nombre qui a augmenté en 2015-2016, avec l'accueil des réfugiés syriens. Le pays a d'ailleurs reçu la médaille Nansen, en 1986, des Nations Unies, pour sa tradition humanitaire exceptionnelle d'accueil de réfugiés (Gouvernement du Canada, 2015, en ligne). Le Canada poursuit, en 2016 entre autres, son processus d'accueil des réfugiés syriens. Rimouski, au Bas-Saint-Laurent, a accueilli deux familles de la Syrie, composées d'une dizaine de personnes. Les élus rimouskois ont, dans la foulée, adopté une résolution pour que leur municipalité soit reconnue, par le gouvernement du Québec, comme une des destinations d'accueil pour les réfugiés syriens, puisque cette ville, comme aucune autre du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, ne fait partie des villes ciblées par le ministère pour l'accueil de ces réfugiés. La demande a été acceptée et Rimouski fait maintenant partie des villes d'accueil.

Entre 1981 et 1991, il y a eu une évolution de la politique d'intégration. « Alors que le plan de 1981 proposait la convergence des cultures comme principe directeur, l'énoncé de 1990 suggérait le contrat moral comme concept central » (Koji, 2011, p.14). En 1981, les immigrants sont identifiés par leur groupe d'appartenance culturelle. Ces groupes culturels sont définis par leur appartenance à la même communauté linguistique, par le lien entre l'individu et la collectivité, par l'usage des traditions communes et par le partage des valeurs (Ménissier, 2000, en ligne). Le projet d'immigration est lié, au début des années 1980, aux traditions culturelles et à la langue française.

Entre les années 1980 et 1990, la société québécoise développe un modèle d'interculturalisme. Le gouvernement du Québec accueille de plus en plus d'immigrants, signe de nouveaux accords pour élargir ses compétences et son expertise en matière d'immigration et prend conscience de l'importance d'une gestion de la diversité. Dans son modèle d'interculturalisme, le gouvernement invite les immigrants à conserver leur héritage culturel, veut favoriser les liens entre les différentes cultures et réaffirme le français comme langue première (Rocher, Labelle, Field, Icart, 2007, p.25). L'évolution des politiques

d'immigration, entre les deux décennies, 1980 et 1990, démontre une préoccupation gouvernementale quant à la régionalisation de l'immigration, dans un contexte de baisse démographique anticipée.

La réflexion sur le rôle du nouvel arrivant dans la société québécoise se poursuit au-delà de la culture et de la langue. Les immigrants sont invités, dès 1990, à participer activement à la vie de leur communauté d'accueil afin qu'ils partagent un vécu avec les Québécois, afin qu'ils s'enracinent et qu'ils deviennent acteurs du développement régional.

Il faut attendre 1991 pour voir l'émergence de l'énoncé politique « Au Québec, pour bâtir ensemble ». Pour la première fois, l'État concrétise sa volonté de favoriser l'établissement d'immigrants en région, hors métropole. Ce sont principalement les immigrants de la catégorie économique qui sont visés par cette orientation. Le gouvernement de l'époque mise sur deux éléments fondamentaux dans son énoncé qui, selon lui, doivent guider la réflexion vers la régionalisation de l'immigration : « la liberté de circuler des personnes et la capacité d'accueil des régions » (Au Québec, pour bâtir ensemble, 1991, p.74). Cet énoncé constitue une première étape vers l'organisation de la régionalisation de l'immigration. Le gouvernement estime que l'immigration peut contribuer au redressement démographique et à la prospérité économique de toutes les régions de la province. La notion démographique, liée à l'arrivée des immigrants, est présente depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais elle prend sa pleine mesure dans les années 1990.

L'apport des immigrants au développement des communautés se précise. Dans cet énoncé politique de 1991, le gouvernement du Québec associe l'arrivée des immigrants à quatre enjeux : le redressement démographique, la prospérité économique, la pérennité du fait français et l'ouverture sur le monde (Au Québec, pour bâtir ensemble, 1991, p.8). Le fait français est un élément récurrent de la politique d'immigration depuis les années 1980. La protection de la langue et sa pérennité est prioritaire pour les élus de cette province

entourée d'anglophones. Le gouvernement veut augmenter la proportion de l'immigration francophone, afin que les nouveaux arrivants puissent s'intégrer plus facilement au marché du travail (Au Québec, pour bâtir ensemble, 1991, p.30). L'État n'est pas le seul responsable de l'accueil et de l'intégration de ces nouveaux arrivants. Cette politique appelle les institutions régionales et les municipalités à faire partie du processus de régionalisation de l'immigration.

Toujours dans cet énoncé de 1991, qui est demeuré un phare jusqu'en 2016 pour le gouvernement du Québec, les politiciens prévoient un plan d'intervention concerté sur la régionalisation, en collaboration avec les instances régionales, et appuyé par une politique de développement régional basée sur l'agriculture. Le gouvernement mise sur la promotion de l'exploitation de terres agricoles et sur le soutien des bureaux agricoles régionaux pour accueillir des immigrants. Le gouvernement souhaite aussi le développement de services d'aide à l'insertion au marché du travail et la participation des organismes culturels implantés en région pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivants (Simard, 2008, en ligne).

L'année 1991 est foisonnante en matière d'immigration. C'est aussi l'année de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains, appelé l'Accord Gagnon-Tremblay-McDougall. L'immigration au Québec connaît alors un moment décisif. La province obtient les droits et responsabilités sur le nombre d'immigrants à accueillir ainsi que sur la sélection, l'accueil et l'intégration. « L'accord Canada-Québec vise à préserver le poids démographique du Québec au sein du Canada et à favoriser l'intégration des immigrants dans le respect de son « caractère distinct » » (Labelle, 2015, en ligne). Cet accord permet aussi au Québec de poursuivre son développement comme nation au sein du continent nord-américain.

C'est dans ce contexte qu'a vu le jour la première politique de régionalisation de l'immigration, en 1992, « Une richesse à partager - orientations pour une répartition

régionale plus équilibrée de l'immigration ». À partir de cette politique, le ministère ouvre des bureaux régionaux. Parmi les postulats de cette politique, on note la contribution des immigrants au développement économique et à la vitalité démographique des régions. (Gouvernement du Québec, 1992, en ligne) Suivant cette politique, le Fonds de développement de l'immigration en région est créé en 1994.

Par la suite, le ministère change plusieurs fois d'appellation : en 1994, il devient le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC), en 1996, il devient le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), ensuite il se transforme en 2005 en ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et finalement, en 2014, il s'intitule le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI).

Dans les années 2000, les régions obtiennent un rôle important en matière de régionalisation de l'immigration. Elles deviennent des partenaires du gouvernement du Québec dans ce champ de compétences. Le gouvernement signe des ententes avec les Conférences régionales des élus, les municipalités, les institutions scolaires et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour favoriser la régionalisation de l'immigration. Les régions reçoivent des sommes d'argent qu'elles doivent dédier à des projets d'intégration et de rétention des immigrants sur leur territoire. Ces ententes sont façonnées selon les spécificités de chacune des régions. Dans la même foulée, des ententes entre le gouvernement et des institutions d'enseignement supérieur sont signées afin de promouvoir et de faciliter le recrutement et l'accueil des étudiants internationaux. Il s'agit d'initiatives concrètes pour attirer de nouveaux arrivants en région dans un contexte démographique difficile.

En 2004, le gouvernement provincial lance le plan d'action « Des valeurs partagées, des intérêts communs », avec un volet complet dédié à la politique de régionalisation de l'immigration. Québec instaure la même année le Programme régional d'intégration qui

valorise l'apport des immigrants hors Montréal et en 2008, le gouvernement annonce une série de mesures pour renforcer l'accès des immigrants au marché du travail, dont la formation « S'adapter au monde du travail québécois » et le programme « Passerelle pour l'emploi en région ». Ce programme « permet l'arrimage entre les besoins de main-d'œuvre des entreprises en région et les chercheurs d'emploi de la région de Montréal désirant s'établir en région et y travailler ». (Gouvernement du Québec, 2011, p.26) Il s'agit d'une entente entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et Emploi-Québec.

En 2011, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles renouvelle ses ententes spécifiques de régionalisation de l'immigration avec les CRÉ, dans le but de miser sur les spécificités locales et régionales afin d'accroître l'apport de l'immigration dans ces territoires. L'objectif étant de favoriser l'établissement et la rétention des personnes immigrantes hors des grands centres. « Ces ententes visent également à valoriser auprès des populations des régions l'apport économique, social et culturel de l'immigration, à favoriser le rapprochement interculturel, et à intensifier la lutte contre le racisme et la discrimination » (Gouvernement du Québec, 2011, p.26). Les CRÉ reçoivent alors des budgets spécifiques pour mettre en œuvre des initiatives d'accueil et d'intégration des immigrants, pour favoriser leur établissement durable et à long terme, pour faire le pont entre les besoins des employeurs et les compétences professionnelles des immigrants, pour promouvoir l'apport des immigrants à la communauté, pour favoriser des relations harmonieuses entre les membres de la communauté d'accueil et les nouveaux arrivants et pour soutenir des organismes à but non lucratif qui ont spécifiquement cette mission (Gouvernement du Québec, 2011, p.26).

L'abolition des structures suprarégionales que sont les CRÉ, en 2015, entraîne un défi supplémentaire aux municipalités des régions éloignées qui doivent reprendre les dossiers de régionalisation de l'immigration de concert avec les organismes à but non lucratif qui en

font leur mission, mais qui voient leur budget alloué par les gouvernements s'amenuiser dans un contexte de compressions budgétaires. Les institutions locales, en 2015 et 2016, vivent les contrecoups de l'abolition de cet organisme, et sont en pleine restructuration pour redistribuer les pouvoirs, notamment dans les MRC ou avec la création d'une nouvelle table régionale de concertation dans certains cas.

En 2015, le gouvernement du Québec entreprend une refonte majeure de sa Loi sur l'immigration, tout en actualisant sa politique en la matière, 25 ans après la création et l'adoption de l'énoncé « Au Québec pour bâtir ensemble ». Un des objectifs de cette réforme est d'aider les entreprises québécoises à recruter la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin. L'aspect économique de l'immigration a une grande place dans cette refonte. La nouvelle Loi sur l'immigration a été adoptée le 6 avril 2016.

La nouvelle Loi sur l'immigration ajoute plusieurs dispositions en matière économique, plus spécifiquement en matière d'emploi, et maintient les dispositions qui permettent au gouvernement du Québec de déterminer les conditions de sélection des immigrants. Les facteurs de l'emploi, du marché du travail et de la main-d'œuvre dominant à un point tel que, dans sa présentation, la ministre Kathleen Weil stipule que « parmi les personnes qui souhaitent immigrer au Québec, seules celles qui possèdent un profil répondant aux besoins du Québec seront invitées à présenter une demande formelle d'immigration » (Gouvernement du Québec, 2016, en ligne). Cela signifie que le modèle, où le premier arrivé est le premier servi, ne s'applique plus dans le système de sélection des immigrants. Les ressortissants étrangers de la catégorie économique obtiennent, avec cette nouvelle loi, un recours au Tribunal administratif du Québec si leur demande permanente a été refusée. Le gouvernement peut aussi imposer des conditions à un employeur qui embauche un ressortissant. La loi ouvre la porte aux demandes de sélection des employeurs.

« De plus, elle introduit un modèle basé sur la déclaration d'intérêt d'un ressortissant étranger qui permet de constituer une banque de candidatures et de choisir, selon des critères d'invitation déterminés par le ministre, celles qui répondent le mieux aux besoins du Québec » (Gouvernement du Québec, 2016, p.3).

La loi 77 a aussi reformulé les dispositions des programmes d'accueil, de francisation et d'intégration afin qu'elles « favorisent la pleine participation de ces personnes à la société québécoise, à la vie collective et à l'établissement durable en région et en habilitant le ministère à les mettre en œuvre » (Gouvernement du Québec, 2016, p.2).

L'adoption de cette nouvelle Loi sur l'immigration a été précédée de la publication de la politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion « Ensemble, nous sommes le Québec ». Cette politique actualise l'énoncé de 1991, « Au Québec pour bâtir ensemble ». Afin de mieux répondre aux besoins du Québec, notamment en matière d'emploi et de démographie, la nouvelle politique mise sur la modernisation du système d'immigration « en favorisant la transition du statut temporaire au statut permanent » (Gouvernement du Québec, 2015, p.5). Aussi, le gouvernement veut assurer un accès rapide des personnes immigrantes au marché du travail tout en les soutenant sur les plans de la francisation et de l'acquisition de compétences professionnelles. Les acteurs économiques locaux sont mis à contribution pour mener à bien les actions en ce sens, au même titre que les ministères et les organismes publics.

Dans cette nouvelle politique, l'accent est mis sur l'économie et l'emploi pour les personnes immigrantes, facteur important d'intégration et de rétention. La table des matières ne contient pas un point spécifique sur la régionalisation puisqu'elle inclut ce concept dans l'ensemble de son document. Le seul point en introduction qui vise directement la régionalisation de l'immigration est « le rôle clé de l'emploi comme facteur d'attraction des personnes immigrantes dans les régions hors du Grand Montréal » (Gouvernement du Québec, 2015, p.9). La politique aborde les partenariats avec les

municipalités pour rendre les collectivités plus inclusives et la vitalité des territoires fait partie des grands axes. Le gouvernement poursuit sa planification pluriannuelle de l'immigration dans un contexte sociétal de baisse démographique, mais aussi de concurrence avec les autres terres d'accueil. La notion de compétition dans un bassin mondial s'ajoute à la perspective migratoire. La place de la régionalisation de l'immigration dans les politiques gouvernementales a donc progressé depuis les 25 dernières années et les institutions sont les maîtres d'œuvre de ces changements.

1.2 PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES

L'institut de la statistique du Québec (ISQ) a publié en 2014 les perspectives démographiques du Québec et des régions 2011-2061. Dans cette mise à jour, l'ISQ soutient que la population québécoise atteindra les 10 millions vers 2061, si la tendance se maintient. Malgré cette progression, le déclin démographique n'est pas enrayé pour autant. La moyenne d'âge continuera d'augmenter, créant un écart entre les générations. En 2023, le nombre des 65 ans et plus serait plus important que les moins de 20 ans dans la province. De plus, quatre régions connaîtront un déclin de leur population dans une proportion qui varie de 0,5% à près de 4%, soient le Saguenay-Lac-Saint-Jean (-0,5%), le Bas-Saint-Laurent (-1,8%), la Côte-Nord (-2,7%) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (-3,9%). Le début du déclin pour ces régions est remarqué avant 2011, à l'exception du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Selon les prévisions de l'ISQ, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont les deux régions dont le vieillissement de la population sera le plus fortement ressenti. Toujours selon les perspectives de l'ISQ, en matière d'immigration, en 2021, 79% des immigrants résideraient dans la région métropolitaine de Montréal, contre seulement 0,06% en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 0,08% sur la Côte-Nord, 0,21% au Bas-Saint-Laurent et 0,33% au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine figurent parmi les régions du Québec les moins populaires auprès des immigrants lorsqu'ils choisissent leur lieu de résidence. Ces deux régions sont éloignées des centres urbains, les perspectives d'emploi sont moins nombreuses et moins diversifiées qu'en ville tout comme le choix des programmes pour poursuivre ses études. Les jeunes quittent les régions pour ces mêmes raisons (Leblanc, Gauthier, Mercier, 2002). Aussi, la plus forte présence des communautés culturelles dans les grands centres est attrayante pour les immigrants qui peuvent ainsi trouver en elles des points de repère. Entre 2011 et 2016, la province a accueilli 262 478 immigrants. De ce nombre, plus de 70% ont choisi de s'établir à Montréal qui est la plus grande ville métropolitaine du Québec. Seulement 0,19% des immigrants ont choisi le Bas-Saint-Laurent et 0,03 % la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine au cours de cette période (ISQ, 2017, en ligne).

Aussi, en 2015-2016, davantage de résidents ont quitté la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine que ceux qui s'y sont installés alors qu'au Bas-Saint-Laurent, le solde est nul puisqu'autant de gens entrent et sortent de cette région pendant cette période. Le solde migratoire est négatif dans les tranches d'âges des 20-29 ans et des 75 ans et plus au Bas-Saint-Laurent. Ceux qui quittent cette région se dirigent principalement vers la Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches et Montréal. En Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le solde est négatif chez les 5 à 24 ans, les 35 à 44 ans, ainsi que les 70 ans et plus. Ils quittent leur territoire principalement pour le Bas-Saint-Laurent, la Capitale-Nationale et Montréal (ISQ, 2017, en ligne).

Ces chiffres illustrent les difficultés d'attirer et de retenir les jeunes et les immigrants dans des régions comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui peinent à rivaliser avec des régions métropolitaines. Ces deux régions présentent des caractéristiques sociales et économiques similaires.

Le gouvernement du Québec a classé les régions dans trois catégories, selon leur structure économique et leurs conditions de développement : les régions ressources, les régions manufacturières et les régions urbaines. La région du Bas-Saint-Laurent, ainsi que celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, sont identifiées comme régions ressources, en raison de leur faible densité de population et de leur économie en partie axée sur l'extraction des ressources. Les régions ressources détiennent un faible poids démographique (7%) et économique (8,1%) dans le grand ensemble québécois (Gouvernement du Québec, 2016, p.10).

Entre 2015 et 2019, 18 600 emplois seront disponibles au Bas-Saint-Laurent et 10 400 emplois seront à pourvoir en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. L'adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences de la main-d'œuvre dans un contexte de rareté de main-d'œuvre qualifiée et de haut taux de chômage sont les principaux enjeux du marché du travail de cette région. Afin d'y remédier, le gouvernement du Québec veut accélérer l'insertion des personnes prêtes à l'emploi, favoriser l'embauche des personnes sous-représentées sur le marché du travail, améliorer les compétences de la main-d'œuvre et contribuer à l'adaptation de la gestion des ressources humaines (Emploi-Québec, 2017, en ligne).

Voici un bref portrait de chaque région que nous brosons à partir des données fournies par l'Institut de la statistique du Québec en juin 2016, dans son Panorama des régions.

1.2.1 Démographie et économie au Bas-Saint-Laurent

Selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, le Bas-Saint-Laurent se dirige vers un déclin démographique et un vieillissement de sa population d'ici 2036. Cette région a une superficie semblable à la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, soit 22 186 km², et

une population totale de 199 577 habitants, soit un poids démographique de 2,4% dans l'ensemble de la population québécoise. Son poids économique dans la province est légèrement plus élevé que celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, mais très faible, avec 2% (Gouvernement du Québec, 2016, p.12). Le Bas-Saint-Laurent compte 114 municipalités réparties dans huit municipalités régionales de comté, 16 territoires hors MRC et une nation autochtone, les Malécites. La plus importante ville de la région est Rimouski.

La base économique du Bas-Saint-Laurent est plus diversifiée que celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, bien qu'elle fasse elle aussi partie du grand ensemble des régions ressources : agroalimentaire, énergies vertes, habitat et construction, matériel de transport et produits métalliques, produits forestiers, ressources, sciences et technologies marines, technologies de l'information et des communications, tourbe et technologies agroenvironnementales et tourisme (Développement économique Canada, 2010, en ligne). Entre 2009 et 2014, l'indice de développement économique du Bas-Saint-Laurent a reculé, la situation de son marché du travail s'est détériorée et le taux de scolarisation de la population ne s'est pas amélioré. Le PIB par habitant a connu une faible croissance de 2,9% entre 2009 et 2014. En 2009, il s'élevait à 29 275\$ alors qu'en 2014 il était de 33 745\$. Le PIB de cette région se situe aussi en dessous de la moyenne québécoise (Gouvernement du Québec, 2016, p.23). La région occupe le 16e rang sur 17 régions pour le revenu personnel disponible par habitant. Les transferts gouvernementaux sont supérieurs à la moyenne québécoise, mais le faible revenu après impôt est moins élevé que dans l'ensemble de la province. Entre 2004 et 2013, 990 immigrants choisissaient le Bas-Saint-Laurent. En 2015, 112 projetaient de s'y installer. Les principaux pays d'origine des immigrants qui ont choisi le Bas-Saint-Laurent sont la France, les États-Unis, la Chine, Haïti et la Belgique (Gouvernement du Québec, 2016, p.23).

Les premiers immigrants au Bas-Saint-Laurent sont arrivés en 1847. Ils étaient principalement d'origine écossaise, anglaise et irlandaise. Dès 1851, Rimouski devient une des villes qui accueillent le plus d'orphelins arrivés par bateaux d'Europe (MRC Rimouski-Neigette, 2008, en ligne). Rimouski est aussi l'une des destinations d'accueil pour 30 familles faisant partie des réfugiés de la mer, entre 1979 et 1981. De ce nombre, une seule famille réside toujours à Rimouski. Au milieu des années 1990, une cinquantaine de réfugiés de la guerre de Bosnie trouvent refuge à Rimouski, mais quelques mois plus tard, ils ont tous déménagé en Ontario, auprès de membres de leur communauté culturelle. La MRC Rimouski-Neigette s'est dotée d'une politique d'accueil, d'intégration et de rétention des personnes immigrantes en 2008, une politique intitulée « La diversité culturelle, une richesse à partager ». Cette MRC était alors la première à le faire au Québec. Cette politique, dont les trois axes sont l'accueil, l'intégration et la rétention, est la suite logique du plan d'action sur l'immigration élaboré en 2002 par la MRC Rimouski-Neigette, lors de sa première entente signée entre les élus du Bas-Saint-Laurent et le gouvernement du Québec en matière de régionalisation de l'immigration.

Les organismes d'aide aux personnes immigrantes et les institutions locales, comme la Ville, la MRC, la CRÉ, le cégep et l'université, ont participé à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'action et de la politique sur l'immigration régionale puisqu'ils sont pour la plupart en première ligne, près des immigrants. La responsabilité d'accueil, d'intégration et de rétention est partagée entre tous ces acteurs du milieu. Le leadership est assuré à la fois par l'organisme Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent et par les élus municipaux. Ces politiques et orientations permettent de guider les actions des institutions en matière de régionalisation de l'immigration et renforcent les actions de l'organisme Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent. Cet appui permet à l'organisme d'adhérer à des groupes nationaux pour promouvoir la position régionale, comme la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. La Table a la mission de défendre les droits et de protéger les personnes immigrantes et réfugiées ainsi que de les

soutenir dans leur parcours d'immigration, d'intégration et d'établissement. Le Bas-Saint-Laurent a donc sa voix au sein de cet organisme qui fait des recommandations gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration.

Rimouski compte 49 281 résidents sur une superficie totale de 533,64 km² (Gouvernement du Québec, 2016, p.23). Cette Ville détient le titre de métropole régionale depuis les années 1960, en raison de l'importance de sa croissance économique des décennies antérieures. Rimouski est aussi la Technopole maritime du Québec puisqu'elle héberge, dans un rayon de 40 km, la plus grande concentration d'institution publique dans le domaine maritime, dont l'Institut maritime du Québec, l'Institut des sciences de la mer de Rimouski et l'Institut Maurice-Lamontagne.

1.2.2 Démographie et économie en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine couvre une superficie en terre ferme de 20 272 km², soit presque l'équivalent de la Belgique. Sa population est de 91 786 habitants. (Gouvernement du Québec, 2016, p.12) Cela représente un poids démographique de 1,1% au sein de la population québécoise. De toutes les régions québécoises, c'est celle où la population a connu la plus forte diminution entre 1996 et 2011. La population est aussi plus âgée que la moyenne québécoise. La tendance à la décroissance se poursuivra au cours des prochaines décennies. « En 2036, la part des aînés (38%) serait presque deux fois supérieure à celle des jeunes (16%) et l'âge moyen atteindrait 51,9 ans » (ISQ, 2014, p.70). En 2015, c'est la région du Québec qui détenait la plus faible proportion des 0-19 ans dans sa population et la plus forte proportion des 65 ans et plus (ISQ, 2016, p.21). Cette région se compose de 54 municipalités, huit territoires non organisés, six MRC et trois communautés micmaques. On peut qualifier Gaspé de principale ville de la Gaspésie, en

raison de sa population, des services offerts, des bureaux gouvernementaux présents et de son économie.

Le poids économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine dans la province est de moins de 1%, soit de 0,8%. Cette région regroupe 0,9% des emplois du Québec (Gouvernement du Québec, 2016, p.12). Elle détient le plus haut taux de chômage au Québec, avec 14,7% (ISQ, 2016, p.39). « L'économie de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est toujours orientée vers l'exploitation des ressources naturelles, mais le secteur secondaire prend de l'ampleur » (Gouvernement du Québec, 2016, p.12). La proportion des emplois dans le secteur primaire représente plus de deux fois celle de l'ensemble du Québec. Cela reflète sa vocation économique traditionnelle liée aux ressources naturelles, la pêche et l'agriculture. L'augmentation de la part des emplois en construction est en hausse, en raison de la construction des parcs éoliens, le secteur du développement durable et des énergies vertes. Ses créneaux d'excellence sont l'éolien, le récréotourisme et les ressources, sciences et technologies marines. Le PIB par habitant a connu une croissance de 4,9% entre 2009 et 2014. Il est passé de 24 516\$ en 2009 à 31 100\$. Il se situe en dessous de la moyenne québécoise qui est de 41 482\$ en 2014 et en dessous de la moyenne des régions ressources regroupées dont le PIB est de 47 550\$ (Gouvernement du Québec, 2016, p.23). La région occupe le dernier rang sur 17 régions pour le revenu personnel par habitant. Les transferts gouvernementaux par habitant sont une fois et demie plus élevés que la moyenne québécoise et la situation de faible revenu après impôt est comparable à la moyenne du Québec.

D'autre part, historiquement, la pointe de la péninsule a déjà été une mosaïque culturelle, accueillant pas moins de onze ambassades (Desjardins, Frenette, Bélanger, Héту, Mimeault, 1999, p.459). En 1860, Gaspé était un port franc et l'une des « plaques tournantes du trafic maritime nord-américain » (Ville de Gaspé, 2014, p.4). Aujourd'hui, dans la région administrative 11, on dénombre un des plus faibles taux d'immigrants dans

la province proportionnellement à la population. Entre 2004 et 2014, 238 immigrants choisissaient la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, alors que le Québec en accueillait 484 849 (ISQ, 2014, en ligne). En 2015, 24 projetaient de s'y installer. Les immigrants qui s'installent en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine proviennent surtout des États-Unis, de la France, de la Chine et de la Belgique. Ils sont principalement des travailleurs, des gens d'affaires ou des immigrants parrainés par une autre personne. Au Québec, en 2015, ils proviennent principalement de la France, la Chine et l'Iran (Gouvernement du Québec, 2016, p.25). Au début des années 2000, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a signé avec le gouvernement du Québec une entente pour favoriser la venue d'immigrants sur son territoire et dans ses institutions d'enseignement.

Gaspé compte 15 001 résidents sur une superficie totale de 1356,22 km² (Gouvernement du Québec, 2016, p.23). Cette ville se veut un pôle institutionnel en raison de son cégep, des bureaux administratifs gouvernementaux qui s'y trouvent et de ses infrastructures municipales, tout comme Rimouski. La Ville de Gaspé se qualifie de pôle économique de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, notamment en raison de son développement maritime et éolien.

1.2.3 Démographie et économie à l'île de la Réunion

Le troisième territoire qui nous intéresse dans cette recherche est La Réunion, une île volcanique située dans l'océan Indien. L'île fait partie de l'archipel des Mascareignes. Il s'agit du département d'outre-mer français le plus peuplé qui fait 2 500 km².

Sa population, au 1er janvier 2015, était de 843 500 habitants (INSEE, 2016, en ligne). La population représente 1,3% de la population française. Contrairement aux deux régions du Québec présentées précédemment, sa population est jeune avec 34% de moins

de 20 ans. Les 20 à 40 ans sont moins nombreux puisqu'ils quittent l'île pour poursuivre leurs études et leur vie professionnelle ailleurs. Le taux de chômage moyen en 2014 était de 26,8 %, alors que pour la tranche des 15-24 ans, il était de près de 60 % (INSEE, 2015, en ligne). La question de la jeunesse et de son avenir est une réelle préoccupation des dirigeants de ce territoire, tant du gouvernement français que du Conseil régional de La Réunion qui chapeaute administrativement et politiquement le territoire insulaire.

En 1997, La Réunion est devenue l'une des neuf régions ultrapériphériques de l'Union européenne. Ce statut lui permet de bénéficier de mesures pour faire face à « l'éloignement, l'insularité, une faible superficie, des conditions topographiques et climatiques difficiles et une dépendance économique vis-à-vis un petit nombre de produits » (CE, 2014, en ligne). Les principaux secteurs d'activité sont les services administratifs, le commerce, l'agroalimentaire avec la canne à sucre et le tourisme (IEDOM, 2016, en ligne). L'île de la Réunion bénéficie de subventions qui proviennent de deux fonds, soit le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen.

Dans son plan d'action 2014-2020, intitulé « Pacte de croissance territorial », le Conseil régional de La Réunion mise sur trois axes, l'emploi, l'écologie et l'économie pour répondre à quatre défis : démographie, environnement, énergie et mondialisation. Au point de vue de l'emploi, l'accent est mis sur la jeunesse, le développement du marché du travail, l'ouverture et sur le fait de briser l'isolement. La Réunion veut investir dans l'éducation pour « faciliter l'accès au savoir (y compris et nécessairement en dehors du territoire), créer le maximum d'emplois pérennes sur place, mais aussi permettre l'accès à d'autres emplois qualifiés à l'extérieur de l'île » (CE, 2013, p.31).

Les dirigeants de La Réunion veulent développer la mobilité des jeunes qui sont encouragés à s'expatrier pour étudier, travailler et bâtir leur vie à l'extérieur de l'île. Des dispositifs d'appui sont mis en place, comme des programmes assortis de bourses. L'importance des défis démographiques et économiques de ce territoire force les dirigeants

à faire un constat. « Cet effort de cohésion passe par des leviers d'accompagnement et des dispositifs, qu'ils soient européens, nationaux ou régionaux, inédits et à la mesure des particularités démographiques de La Réunion » (CE, 2013, p.26). Les dirigeants de l'île de La Réunion veulent travailler d'ici 2020 à l'élaboration de pistes de solutions innovatrices, entre autres par de la formation, pour faire face aux défis démographiques, environnementaux, énergétiques et de mondialisation.

La situation géographique de l'île, près du continent africain et de Madagascar et à proximité de l'Inde, en fait une escale privilégiée des navigateurs depuis le Moyen Âge. Les Réunionnais portent diverses cultures puisées des origines françaises, indiennes, arabes, africaines, malgaches, malaises et chinoises. La diversité de leurs origines et le multiculturalisme sont des traits caractéristiques des résidents et des natifs de l'île de La Réunion.

1.3 LES CEGEPS : ACTEURS DANS LEUR MILIEU

Les premiers cégeps, collèges d'enseignement général et professionnel, voient le jour en 1967, il y a 50 ans, dans la foulée de la création du ministère de l'Éducation et surtout dans un contexte d'une réforme majeure de l'éducation entreprise par les Libéraux de Jean Lesage. C'est le rapport Parent, symbole de la Révolution tranquille, qui a d'abord jeté les bases de cette réforme et par le fait même de cette nouvelle institution d'enseignement.

Le rapport Parent recommande que l'enseignement et ses institutions reflètent davantage la société dans laquelle ils évoluent : « l'enseignement exerce en retour une profonde influence sur l'état des connaissances et des conditions sociales; il est un élément dynamique de la civilisation » (Parent, 1964, p.26). Le rapport met l'accent sur le rôle éducatif, culturel et social des institutions d'enseignement. Les cégeps sont des pôles de

développement économique et culturel dans les régions. De plus, ce type d'établissement doit s'implanter à 25 ou 30 endroits dans la province pour permettre aux jeunes d'accéder à un niveau supérieur d'éducation plus près de chez eux. La création des cégeps répond à un besoin de développer, de coordonner et d'organiser davantage la formation vers les métiers professionnels et techniques, dont les connaissances ne s'acquièrent pas à l'université (Parent, 1964, p.27).

Il y a maintenant 48 cégeps, dans l'ensemble du réseau provincial, qui accueillent 178 000 étudiants. Les cégeps, dans leur mission, sont au cœur du développement des régions du Québec, parce que ces institutions sont réparties sur tout le territoire et permettent d'attirer et de retenir des jeunes et des immigrants dans les régions plus éloignées. Ces institutions s'investissent aussi dans la vitalité économique locale, par la formation de la main-d'œuvre, par l'envoi d'étudiants en stage dans les entreprises locales et par les centres de recherche appliquée appelés les Centres collégiaux de transfert technologique. « Ce rôle de développement est particulièrement important pour les cégeps de région qui dans le contexte démographique actuel du Québec se trouvent souvent dans une situation précaire » (Fédération des cégeps, 2016, p.4).

Afin de contrer la baisse démographique dans les régions, plusieurs cégeps mettent l'accent sur le recrutement d'étudiants internationaux depuis le début des années 2000. L'arrivée de ces étudiants permet le maintien de programmes de formation en région et une offre variée de cours. Cela permet aussi d'accroître la diversité culturelle dans les communautés d'accueil, de générer des retombées économiques en région et d'accroître la rétention de la main-d'œuvre qualifiée (Fédération des cégeps, 2016, p.5).

1.3.1 Le cégep de Rimouski

Le Bas-Saint-Laurent compte quatre cégeps, soit Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup et La Pocatière. Le cégep de Rimouski, une des institutions d'intérêt dans cette recherche, a vu le jour en 1967. Il est l'un des premiers dans la province à ouvrir ses portes. Sa création provient du regroupement de six établissements d'enseignement : le Séminaire de Rimouski, l'École des infirmières de l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski, l'Institut technologique de Rimouski, l'École normale, l'École de commerce et l'Institut familial. Le cégep de Rimouski chapeaute l'Institut maritime du Québec, une école nationale, qui offre quatre programmes techniques liés aux métiers de la mer ainsi que le centre matapédien d'études collégiales.

L'effectif étudiant est en baisse dans ce cégep. En 1996, plus de 3600 étudiants fréquentaient le cégep de Rimouski. Il accueille aujourd'hui environ 2600 étudiants dans 26 programmes à l'enseignement régulier, dont 17 techniques et neuf programmes préuniversitaires. Le principal pays de provenance des étudiants internationaux est la France ; cela s'explique par la signature d'une entente de coopération en matière de mobilité étudiante avec la France et ses départements outre-mer, dont l'île de la Réunion et la Guadeloupe.

Dans sa mission, révisée dans le cadre de l'élaboration de son Plan stratégique 2010-2015, l'institution met l'accent à la fois sur la qualité de la formation, sur son rôle de développeur dans la communauté et sur sa capacité à faire rayonner la ville au-delà des frontières. Le plan stratégique comporte six grandes orientations. La première correspond à la mission éducative d'un établissement d'enseignement, soit de tout mettre en œuvre pour accompagner les étudiants dans leur projet de formation et l'obtention de leur diplôme. La mission de ce cégep est beaucoup plus large que son rôle académique. Elle met l'accent sur le recrutement et la rétention des étudiants et du personnel. Les dirigeants se donnent aussi

le défi, dans leur Rapport annuel 2014-2015, d' « assumer un rôle actif dans le développement régional, qui se veut cohérent avec la mission de l'institution, les territoires desservis et son positionnement stratégique » (Cégep de Rimouski, 2015, en ligne).

Dans son plan stratégique 2017-2022, la direction du cégep présente sa vision dans un contexte où le déclin démographique et le resserrement budgétaire des institutions par l'État imposent leurs défis. La baisse démographique met en péril certains programmes déjà fragiles, ce qui incite les dirigeants à recruter à l'extérieur de son bassin naturel et à favoriser la rétention des étudiants. Une des nombreuses pistes évoquées est l'analyse de nouvelles possibilités d'ententes internationales. La priorité institutionnelle du cégep est de mettre l'étudiant au centre des préoccupations et des décisions. Ses orientations sont la réussite, le recrutement, le sentiment d'appartenance, le développement des ressources et le leadership.

1.3.2 Le cégep de la Gaspésie et des Îles

En Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le cégep compte quatre campus. Le premier voit le jour en 1968 à Gaspé. En 1983, les campus de Grande-Rivière, avec une dominante sur l'enseignement des pêches, et le campus des Îles-de-la-Madeleine ouvrent leurs portes. Le quatrième campus collégial, celui de Carleton-sur-Mer, a été créé en 1989.

Dans sa mission, le cégep de la Gaspésie et des Îles assure l'accessibilité aux études supérieures en premier lieu puisque c'est d'abord sa raison d'être, même si son rôle se veut beaucoup plus large. Le cégep s'investit dans des initiatives de développement régional, national et international dans le cadre d'ententes signées avec des ministères, des organismes et d'autres partenaires.

Le cégep multiplie ses actions pour renverser les prévisions d'une baisse démographique qui serait fatale pour certains programmes et emplois. En 2007, les prévisions pour 2015 sont sombres. Elles indiquent que le nombre d'étudiants chutera de 1095 à 761. Les dirigeants du cégep ont mis les bouchées doubles pour recruter des étudiants partout au Québec et aussi à l'étranger.

Des activités d'information et de sensibilisation animées dans les écoles secondaires de cette région ont contribué à retenir les jeunes sur ce territoire. Le cégep a aussi axé sa stratégie de communication sur son image d'enseignement « grandeur nature » qui fait référence au territoire. Un plan de communication qui mise sur l'image du cégep, de la région et sur l'expérience aventure-nature a été conçu pour joindre à la fois les étudiants des régions et les étudiants des grandes villes du Québec. Le cégep a développé et conclu des partenariats avec des départements d'outre-mer français, avec les lycées français spécialisés en aquaculture et en foresterie et avec les Académies de Créteil, Caen et Rouen, pour recruter des étudiants.

C'est ce qui a valu au cégep, en 2014, de réussir à accueillir 1139 étudiants et en 2016, 1500 étudiants dans une quarantaine de programmes à l'enseignement régulier. Un étudiant sur cinq, au cégep de la Gaspésie et des Îles, provient de l'extérieur de cette région. La proportion des étudiants internationaux au campus de Gaspé est de 9,85%, secteurs francophones et anglophones confondus alors qu'il est de 6,18% pour l'ensemble du cégep de la Gaspésie et des Îles. Le principal pays de provenance des étudiants internationaux est la France.

Par contre, ces efforts sont à renouveler chaque année puisque le financement des moyens qui sont déployés demeure précaire. Dans son rapport 2014-2015, le cégep signale « que la dissolution de la Conférence régionale des élus nous privera d'un financement que nous utilisons pour recruter des étudiants à l'extérieur de la région » (Cégep de la Gaspésie et des Îles, 2015, en ligne). Les cégeps ont subi des compressions gouvernementales de 155

millions de dollars entre 2011 et 2016 et leur budget dépend à 88% des fonds de l'État (Fédération des cégeps, 2016, en ligne). Le volet de l'internationalisation de l'éducation nécessite à lui seul sept millions de dollars. Les compressions gouvernementales combinées à une refonte des structures régionales de concertation et de développement ont un effet sur certaines actions, comme le recrutement à l'étranger des étudiants et leur accompagnement une fois qu'ils sont au cégep. Il s'agit d'un discours qui est partagé par d'autres cégeps en région, dont celui de Rimouski.

1.3.3 Le recrutement des étudiants de La Réunion

Depuis 2004, les cégeps de sept régions, dont ceux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, bénéficient d'ententes en vertu d'un protocole de coopération en matière de mobilité étudiante pour accueillir, entre autres, des étudiants de l'île de La Réunion. C'est le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, en collaboration avec le Conseil régional de La Réunion, qui ont mis en œuvre ce programme « Vivre et étudier au Québec » qui répond à différents besoins. Le ministère de l'Immigration voit en ces jeunes Réunionnais « un potentiel d'intégration élevé » (MICC, 2004, p.21).

Tout commence en mars 2003, par une première mission québécoise à l'île de La Réunion dans le but de recruter de nouveaux étudiants. Des représentants de ministères québécois, du CRCQ du Bas-Saint-Laurent, de l'IMQ, du cégep de Matane et de l'UQAR participent à ce voyage. Le 20 mars 2003, la première déclaration de coopération est signée entre le gouvernement du Québec et l'île de La Réunion. En octobre 2003, c'est une délégation d'une quinzaine de décideurs de l'île de La Réunion qui se rend au Québec et au Bas-Saint-Laurent pour rencontrer des représentants régionaux et pour vérifier si la région, ses programmes d'études et ses perspectives d'emplois peuvent effectivement convenir à

leurs jeunes. Un partenariat est signé à cet effet en 2004, entre le gouvernement du Québec, la CRÉ et le Conseil régional de La Réunion. Les institutions québécoises poursuivent l'objectif de recruter des étudiants motivés afin de maintenir en vie des programmes en difficultés, afin d'aider les entreprises locales à pourvoir des postes et afin d'accroître la population régionale.

Dans le cadre de cette entente, 34 programmes d'études sont ciblés pour accueillir les étudiants réunionnais. Ce sont des programmes techniques qui offrent des perspectives d'emplois. Les premiers cégeps qui participent à ce programme sont ceux de l'Est-du-Québec qui connaissent une baisse de clientèle à court et à long terme et qui cherchent à regarnir leurs salles de classe. En 2004, le Bas-Saint-Laurent reçoit les deux premiers étudiants de l'île de La Réunion.

En novembre 2004, c'est la première mission officielle à l'île de La Réunion des représentants de 15 établissements d'enseignement supérieur de huit régions du Québec qui veulent recruter des étudiants. À la rentrée scolaire de 2005, trois régions accueillent des étudiants de La Réunion, soit 53 au Bas-Saint-Laurent, 9 en Gaspésie et 32 en Chaudière-Appalaches.

Entre 2004 et 2006, l'accueil des étudiants de La Réunion dans les cégeps se concentre principalement à Matane, Gaspé, Rimouski, Rivière-du-Loup et La Pocatière. Dès 2006, l'Abitibi, l'Estrie et la Mauricie emboîtent le pas pour promouvoir à leur tour leurs programmes d'enseignement. L'entente, entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de La Réunion, a été renouvelée en 2015 pour une durée de quatre ans.

Dans le processus de recrutement, entre 2003 et 2010, les établissements scolaires dépêchaient à La Réunion chacun un représentant afin de vendre les qualités de leur cégep et d'offrir un encadrement personnalisé pour chacun des étudiants réunionnais dès les premiers instants. Il y a eu jusqu'à 18 représentants qui faisaient la tournée des lycées de La

Réunion et ils pouvaient évaluer la candidature des étudiants qui souhaitaient se lancer dans l'aventure.

Depuis 2010, le processus de recrutement s'est transformé. Un représentant de la Fédération des cégeps participe en septembre à une mission d'information à La Réunion. Les étudiants peuvent par la suite faire une inscription en ligne. En octobre et novembre, pendant un mois, il y a des séances d'information à La Réunion sur les programmes admissibles, les métiers associés aux programmes et les établissements scolaires. Trois employés du Service régional d'admission au collégial représentent les cégeps du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de Chaudière-Appalaches afin de rencontrer les étudiants et de traiter leur dossier.

En 2016, 18 établissements d'enseignement répartis dans sept régions accueillent les Réunionnais. Les étudiants de la Réunion peuvent étudier en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, au Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Chaudière-Appalaches, en Mauricie et en Abitibi-Témiscamingue. C'est le gouvernement du Québec qui détermine la liste des cégeps admissibles à ce programme.

Les étudiants de la Réunion peuvent choisir de s'inscrire parmi des programmes ciblés : Soins infirmiers, Maintenance industrielle, Intervention en délinquance, Éducation à l'enfance, Éducation spécialisée, Travail social, Comptabilité et gestion ainsi qu'Informatique. Les jeunes de la Réunion qui sont choisis pour participer à ce programme reçoivent une aide financière du Conseil régional de La Réunion qui comprend un billet d'avion aller-retour, 800 euros pour l'installation ainsi que 700 euros par mois pour une durée de 34 mois (Région Réunion, 2016, en ligne).

1.3.4 Programme Vivre et Étudier au Québec

Le programme qui permet aux étudiants de La Réunion de recevoir une bourse pour étudier dans un cégep du Québec s'intitule Étudier et Vivre au Québec.

Entre 2004 et 2016, les cégeps québécois ont accueilli 1224 Réunionnais, par le biais de ce protocole de coopération et de mobilité des étudiants réunionnais au Québec. De ce nombre, 664 ont obtenu leur diplôme collégial, ce qui équivaut à un taux de diplomation d'environ 54%. En moyenne, 70% de ces diplômés ont complété leur programme collégial en 3 ans. Entre 75% et 80% de ces diplômés intègrent le marché du travail et restent au Québec.

C'est en 2007 que les cégeps ont accueilli le plus grand nombre d'étudiants de La Réunion. Ils étaient, cette année-là, 250 à arriver au Québec. Dix ans plus tard, à l'automne 2017, 146 ont entamé des études collégiales.

Entre 2004 et 2016, le cégep de Rimouski a accueilli 109 Réunionnais. De ce nombre, 44 ont obtenu leur diplôme. En 2006, le cégep a accueilli sa cohorte la plus importante, soit 34 étudiants réunionnais. 2013 a été la plus petite année avec l'accueil d'un seul Réunionnais en première année.

Entre 2005 et 2016, le cégep de la Gaspésie et des Îles a accueilli, dans ses campus de Gaspé et de Carleton-sur-Mer, 73 Réunionnais. De ce nombre, 37 ont obtenu leur diplôme. C'est en 2007 que le cégep a accueilli la plus grande cohorte qui était composée de 17 étudiants réunionnais. En 2015, un seul est venu et en 2016, il n'y en a eu aucun.

La baisse de fréquentation des Réunionnais dans les cégeps québécois s'expliquerait par une combinaison de facteurs. La représentation des cégeps lors de la période de recrutement à l'île de La Réunion se déroule de façon différente depuis 2010. Il y a aussi eu des désistements d'étudiants, des changements de programmes et de cégeps ainsi que la

fermeture de certains programmes préalablement choisis avant que l'étudiant n'arrive au Québec. Le bouche-à-oreille entre les étudiants pourrait aussi être un autre facteur.

Dans ce chapitre, nous avons exposé les contextes historiques, politiques et sociaux dans lesquels se déroule notre recherche. Nous constatons l'omniprésence des institutions dans la régionalisation de l'immigration. Nous avons vu que la régionalisation de l'immigration est une volonté politique, qui est portée et développée en premier lieu par les institutions comme le gouvernement du Québec, les décideurs locaux et régionaux et les cégeps. La régionalisation de l'immigration a commencé timidement avec l'accueil de réfugiés dans les années 1970. Elle a pris son envol au début des années 1990, lorsque le gouvernement du Québec en a fait mention dans ses politiques et ses orientations jusqu'à devenir incontournable dans les années 2000. La situation démographique et économique du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, avec un déclin de la population actuel et anticipé, des emplois à combler, un faible revenu par habitant et un manque de main-d'œuvre qualifiée, incite les décideurs et les leaders locaux à multiplier leurs actions pour améliorer le sort de leur territoire respectif. Une solution partielle à ces enjeux est la régionalisation de l'immigration. Une initiative concrète de cette régionalisation est le recrutement, entre autres par les cégeps dont le développement régional fait partie de leur mission, d'étudiants internationaux à l'île de La Réunion, un territoire où le taux de chômage avoisine les 60% chez les 15-24 ans. Dans le prochain chapitre consacré à la revue de la littérature et à la problématique, nous verrons que l'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants, dont font partie les étudiants internationaux, comportent de nombreux défis.

CHAPITRE 2

ÉTAT DE LA QUESTION ET PROBLÉMATIQUE

Dans cette section du mémoire, nous présentons, dans un premier temps, la revue de la littérature. Il existe une quantité importante d'études empiriques, maîtrises ou thèses, et de documentation non scientifique sur la régionalisation de l'immigration. À l'intérieur de ces études se retrouvent des données sur les éléments d'attraction, d'intégration et de rétention des immigrants. Nous nous intéressons aux recherches qui portent sur la régionalisation de l'immigration au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde, comme aux États-Unis et en Australie. Notre mémoire s'inscrit dans la continuité des recherches existantes. Nous portons aussi une attention aux études sur les étudiants internationaux.

La régionalisation, c'est la décentralisation des pouvoirs vers le local, c'est une façon d'adapter les politiques nationales dans une perspective régionale ou locale et la façon dont l'État intervient sur un territoire donné dans un domaine précis. « La régionalisation désigne une augmentation des échanges entre des unités territoriales situées dans la même partie du monde » (Richard, 2010, p.19). La régionalisation se définit comme une dynamique d'échanges qui ne s'applique pas seulement au commerce, qui est multidisciplinaire, économique et sociale.

Au Québec, un bon nombre d'études de cas sur la régionalisation de l'immigration se sont déroulées sur des terrains comme l'Estrie, Chaudière-Appalaches et le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce sont des régions actives pour attirer et tenter de retenir les immigrants. Malgré leurs efforts, elles ont obtenu des résultats mitigés en matière de rétention (St-Amour et Ledent, 2010; Vatz Laaroussi, 2015). D'autres études, en plus petits nombres, ont

eu pour terrain des régions encore plus éloignées des grands centres, comme le Bas-Saint-Laurent (Gagnon, 2017; Ouedraogo, 2012; Quimper, 2006; Drainville, 2006) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (Arsenault, 2009).

Dans un deuxième temps, nous détaillons la construction de notre problématique et nous exposons notre objectif de recherche ainsi que nos questions et nos hypothèses de recherche.

2.1 RECHERCHES MENEES AU CANADA, AUX ÉTATS-UNIS ET EN AUSTRALIE

La population des régions rurales canadiennes vit un déclin depuis la Deuxième Guerre mondiale. La capacité des régions rurales à attirer des immigrants internationaux ou des migrants internes est ciblée comme l'une des seules façons d'accroître leur population (Bollman, 2007, en ligne). D'ici 2026, la croissance de la population canadienne dépendra de l'immigration puisque le nombre de décès sera supérieur au nombre de naissances (Bollman, 2007; ISQ, 2016). La majorité des immigrants en régions rurales au Canada sont arrivés après 1981, leur niveau d'instruction est plus élevé que la moyenne des résidents, leur chance d'employabilité serait assez bonne, mais plus la période d'arrivée est récente, moins les gains sont élevés (Beshiri, Alfred, 2002; Beshiri, 2004, cité dans Bollman, Beshiri, Clemenson, 2007, p.11). En région rurale, la main d'œuvre requise est autant spécialisée qu'ouvrière, notamment en raison de l'importance de secteur primaire, de l'exploitation des ressources naturelles et des exploitations agricoles (Beshiri, 2005, en ligne).

Des groupes de recherches se sont formés au Québec depuis les 20 dernières années pour encadrer, documenter et analyser les différentes problématiques entourant l'immigration au pays dans un contexte de déclin démographique.

Le Centre Metropolis du Québec sur l'immigration et les métropoles a mené des recherches sur la régionalisation de l'immigration entre 1996 et 2013, date à laquelle son financement s'est arrêté. Ce centre était un réseau international pour favoriser les échanges et la recherche sur l'immigration, la diversité et l'intégration dans un but d'élaboration de politiques publiques. Le projet international a permis à des chercheurs de plus de 20 pays de collaborer. L'Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants s'est intéressé, entre 2004 et 2009 à la régionalisation de l'immigration. Cet observatoire, issu de l'Université de Sherbrooke, est né en 2004 pour mieux saisir les réalités politiques et les processus concernant l'immigration dans les régions canadiennes en dehors des métropoles. Plusieurs études de cas ont été réalisées sur l'intégration et la rétention des immigrants à Lac-Mégantic, à Sherbrooke, à Rawdon, à Thetford Mines et à Trois-Pistoles, entre autres. Il y a aussi le Ceetum, le Centre d'études ethniques des universités montréalaises. Il s'agit d'un regroupement interuniversitaire et pluridisciplinaire qui se spécialise dans les relations ethniques au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde, notamment en milieu scolaire.

Les études menées dans le cadre de ces groupes de recherche et les études récentes (Gagnon, 2017; Vatz Laaroussi, Bernier, Guilbert, 2013; Ouedraogo, 2012) démontrent les difficultés persistantes de rétention des immigrants dans les petites communautés, par manque d'emploi, de réseau social, de services, de repères culturels ou d'ouverture de la communauté.

Ces difficultés ne sont pas exclusives aux régions du Québec. La situation est semblable aux États-Unis (Johnson, 2003) et en Australie (Collin, 2007).

Aux États-Unis, « Johnson (2003) a expliqué qu'au cours des cinq premières années suivant leur établissement dans les collectivités rurales, la moitié des immigrants repartaient principalement à cause du manque d'emploi » (Ouedraogo, 2012, p.17). Entre les années 1970 et 2000, le portrait américain des régions rurales (localités de moins de 2500

habitants) et non métropolitaines (villes petites et moyennes de moins de 50 000 habitants) a fluctué de décennie en décennie.

Dans les années 1970, la tendance du déclin des zones non urbaines se renverse. Il y a deux phénomènes observés : le premier est le « non-metropolitan turnaround » que les observateurs attribuent en premier lieu à l'étalement urbain, mais qui se répercute jusque dans l'Amérique rurale profonde ainsi que le second, que l'on qualifie de « rural renaissance » qui signifie que la population agricole décline alors que la population rurale non agricole s'accroît (Kayser, 1988, en ligne).

Dans une étude menée par Johansen et Fuguitt (1983), il en ressort que les avantages liés au paysage, à la qualité de vie, aux prix des terrains combinés à la présence d'infrastructures en loisirs ont contribué à attirer de nouveaux arrivants dans les campagnes américaines et ont entraîné la création d'emplois dans le secteur des services et dans certaines industries (Kayser, 1988, en ligne). Ces fluctuations sont attribuables aux changements organisationnels, technologiques et environnementaux (Brown, 2002, cité dans Johnson, 2003, en ligne). Ces migrations ont été déclenchées par un besoin de main-d'œuvre et aussi, sur la côte ouest notamment, par l'attrait des paysages (Johnson, 2003, en ligne). D'autres migrations sont attribuables au retour dans leur région natale d'Américains âgés d'environ 40 ans, après une perte d'emploi, puisqu'ils ont toujours un lien familial sur place, un attachement et un sentiment d'appartenance (White, 1986, cité dans Kayser, 1988, en ligne). Dans tous les cas, l'accès à un emploi demeure un facteur clé d'attrait et de rétention de nouveaux résidents dans les régions.

En Australie, les constats démographiques sont qualifiés de préoccupants. À partir de la Deuxième Guerre mondiale, les immigrants et les migrants se sont davantage installés dans les zones urbaines, ce qui a créé des problèmes environnementaux (congestion, surpopulation, pollution et détérioration de la qualité de l'environnement) et un manque de travailleurs hors des grandes villes (Collins, 2007, en ligne).

Entre 1991 et 2000, la population des villes australiennes a augmenté de 1,3% alors qu'en zone rurale la croissance n'a été que de 0,1%. Cela a entraîné une pénurie de main-d'œuvre de toute sorte, que ce soit des spécialistes ou des travailleurs non qualifiés, et des impacts directs sur le développement économique des localités (Collins, 2007, en ligne).

La situation du racisme est aussi un facteur répulsif de la régionalisation de l'immigration. Dans une étude menée sur l'immigration des personnes issues des minorités visibles ou l'intégration des aborigènes dans une Australie blanche, le fait d'avoir l'assurance d'un statut dans la société d'accueil favorise la réussite de l'adaptation, ce qui n'est pas souvent le cas, ni des immigrants, ni des aborigènes qui ont des statuts surtout précaires (Hage, 1998, en ligne). Dans une étude sur la mobilité d'immigrants libanais, Hage s'est intéressé au multiculturalisme, à l'ouverture de la communauté et au racisme. Les racistes vivaient un état de « coincement » produit par la globalisation néolibérale, l'insécurité du marché du travail et l'arrivée de migrant puisqu'ils ont l'impression de ne pas pouvoir se sortir d'une situation sociale qui ne les satisfait pas et dans laquelle ils s'enlisent alors que les immigrants gravissent les échelons petit à petit pour améliorer leur sort (Hage, 2005, en ligne).

Comme au Canada, une politique de régionalisation de l'immigration a été mise en place en Australie dans les années 1990 (Golebiowska, 2011, en ligne). En 1996, les immigrants qui désiraient s'établir en région et qui possédaient des compétences professionnelles spécifiques ou qui étaient des entrepreneurs et qui désiraient s'établir en région obtenaient des points supplémentaires ce qui accélérât leur processus d'immigration. Cette mesure s'est aussi appliquée aux étudiants internationaux dès 2003. Entre 2000 et 2004, le nombre de visas accordés a bondi considérablement ; il a même septuplé dans certains programmes. Toutefois, au moment où Collins a fait son étude en 2007, un bon nombre d'immigrants ne vivaient plus dans leur région rurale australienne de départ.

Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont cités comme étant les pays les plus novateurs dans le domaine de la sélection des immigrants dans un but de régionalisation et de compétitivité entre les régions hors des grands centres (Boulet, 2016; Wulff et coll., 2008 cités dans Belkhodja, Vatz Laaroussi, 2012; Hugo, 2008). Leur processus de recrutement s'appuie sur les profils des candidats qui correspondent aux qualifications des immigrants et aux besoins de main-d'œuvre des différentes régions.

2.2 LES FACTEURS D'ATTRACTION, D'INTEGRATION ET DE RETENTION DANS LA LITTERATURE

Il n'existe pas de recette unique pour aider les régions à retenir leurs nouveaux arrivants, mais un bon nombre de pistes se dégagent des études réalisées sur la régionalisation de l'immigration. Les facteurs d'attraction, d'intégration et de rétention des immigrants sont interreliés. Voici la liste de ces éléments recensés en ordre d'importance par Immigration et citoyenneté Canada.

- Des opportunités d'emplois
- Des opportunités de contact social
- Des logements abordables
- Une attitude positive vis-à-vis de la diversité
- Des organismes dédiés aux nouveaux arrivants
- La concertation entre les acteurs
- Des politiques municipales et des pratiques intégrant les immigrants
- Des opportunités d'éducation pour tous
- Un service de santé accessible
- Un service de transport accessible
- Des organisations religieuses diversifiées

- Des opportunités d'engagement social
- Des opportunités de participation politique
- Des relations positives avec les services de police et de justice
- La sécurité
- Les espaces publics et de loisirs accessibles
- Une bonne couverture médiatique

(CIC- Esses et al., 2011 cités dans Vatz Laaroussi, Bernier, 2013, p.220)

Ces dix-sept éléments, qui sont des thèmes récurrents de la majorité des études sur l'intégration et la rétention en contexte d'immigration, présentent la complexité et la complémentarité des facteurs d'attraction, d'intégration et de rétention des immigrants en région.

Ces thèmes sont identifiés, par exemple, dans les conclusions des études de cas de l'Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. Au Bas-Saint-Laurent, les facteurs d'intégration qui émergent des analyses sont l'emploi, l'éducation, la sensibilisation et l'information fournie à ceux qui résident sur le territoire, la participation des leaders du milieu au processus d'accueil et d'intégration et des séances d'information offertes aux nouveaux arrivants (Quimper, 2006, p.20). Plus spécifiquement à Trois-Pistoles, l'intégration se déroule autour de quatre axes : « le type d'entrée locale, l'adaptation des structures, le type de demande locale et la réponse migratoire puis le climat social et la dynamique des interactions dans le milieu » (Drainville, 2006, p.31). Ces facteurs présentent des limites dans une municipalité moyenne comme Trois-Pistoles qui a fait une tentative d'intégration de réfugiés colombiens en 2003. Les limites d'un marché de l'emploi restreint et de la capacité d'engagement communautaire ont freiné le développement de mécanismes d'intégration. Les réfugiés ont quitté la petite municipalité pour les grands centres, malgré les efforts d'adaptation des immigrants eux-mêmes et de la communauté d'accueil (Drainville, 2006, p.40). En Gaspésie, l'emploi, le développement

du sentiment d'appartenance des nouveaux arrivants et le développement de leurs liens avec leur nouvelle communauté sont aussi des facteurs importants d'intégration et de rétention (Arsenault, 2009).

La multiplicité de ces facteurs démontre que les immigrants et les collectivités locales sont en interrelation et en interaction dans ces processus d'attraction, d'intégration et d'installation. « C'est l'articulation entre les divers acteurs de l'intégration en région et les convergences potentielles entre les trajectoires des immigrants et le développement des collectivités locales » (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013, p.220).

Dans cette figure ci-dessous (Vatz Laaroussi, 2012, p.230), qui porte sur les capitaux régionaux d'attraction et de rétention des immigrants en région, nous observons l'interrelation entre les immigrants (leur projet de départ, leur personnalité, leurs aspirations) et les collectivités locales (l'ouverture, les discours politiques, la diversité, le projet collectif).

**MODÈLE THÉORIQUE SUR LE CAPITAL D'ATTRACTION
ET DE RÉTENTION DANS LES COLLECTIVITÉ LOCALES**

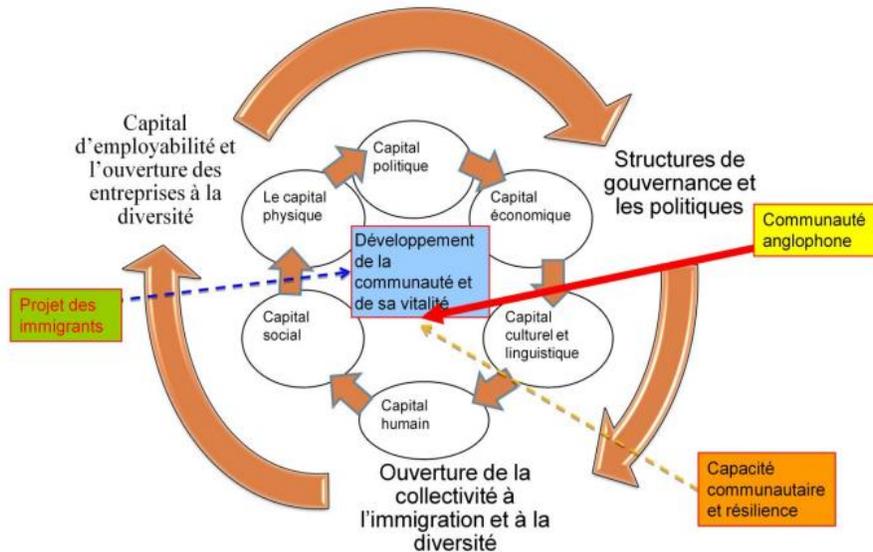


Figure 1 : Modèle théorique sur le capital régional d'attraction et de rétention dans les collectivités locales (Vatz Laaroussi, 2011)

Les capitaux d'intégration et de rétention, selon ce modèle de Vatz Laaroussi, sont portés par l'immigrant lui-même, par les collectivités locales et leurs institutions ainsi que par les différents acteurs qui gravitent autour d'eux. Ce qui se dégage de ce modèle et des études présentées plus haut, ce sont l'intégration et la rétention qui s'articulent autour de quatre grands axes : le capital d'employabilité, le capital sociopolitique, le capital culturel et linguistique et le capital d'ouverture de la région (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013, en ligne). La réunion des capitaux physiques (l'ensemble des infrastructures), politiques (présence dans des mécanismes de décisions), culturels et linguistiques, sociaux (réseaux de connaissances et de reconnaissances), économiques et humains permet de favoriser l'intégration et la rétention des immigrants, à la condition que l'immigrant et la communauté d'accueil travaillent ensemble (Vatz Laaroussi, 2012, p.232).

La possibilité d'emplois et de revenus satisfaisants, le sentiment d'être reconnu professionnellement et socialement, la présence d'un réseau de soutien, la proximité d'un milieu scolaire, l'accès à des services de santé, la présence d'organismes d'accueil et d'intégration disponibles et efficaces, l'ouverture des organismes ou instances locales à la participation des migrants représentent des facteurs d'intégration et de rétention. C'est un constat qui ressort à la lecture d'études (Vatz Laaroussi, Bernier, Guilbert, 2013; Ouedraogo, 2012; Gallant, Bilodeau, Lechaume, 2012; Vatz Laaroussi, 2011; Dion, 2010; Boudarbat, 2010; Arsenault, 2009; Leloup, Radice, 2008; Quimper, 2006; Drainville, 2006) qui portent sur ces questions. Parmi les thèmes récurrents, nous notons l'emploi, le réseau social, le logement, le parcours et la personnalité et les choix de l'immigrant ainsi que le rôle de la collectivité d'accueil.

2.2.1 L'accès à l'emploi

« L'employabilité est la capacité d'un individu à s'insérer en emploi. » (Gazier, 2008, cité dans Bernier, Vatz Laaroussi, 2013, en ligne) L'emploi est le facteur de rétention le plus important (Boulet, 2016; CIM, 2014; Vatz Laaroussi, Guilbert, Bezzi, 2010 ; Dion, 2010) chez les immigrants qui s'établissent dans les régions hors des grands centres, alors que le chemin pour y arriver se révèle souvent sinueux. Les données recueillies et analysées par l'Institut de la statistique du Québec, en 2009, illustrent ce constat.

- Au Québec, le taux de chômage des immigrants (13,7%) est presque le double de celui des natifs (7,6%).
- Le taux de chômage des immigrants est plus élevé au Québec (13,7%) qu'en Ontario (10,7%) et au Canada (10,0%).
- Chez les immigrants, le taux d'activité (61,7%) et le taux d'emploi (53,2%) sont plus faibles que chez les personnes nées au Canada (65,8% et 60,8%)

- Plus la durée de résidence des immigrants au Canada s'allonge (10 ans et plus), plus leur taux de chômage diminue
- Les immigrants qui ont obtenu un diplôme canadien ont un meilleur taux d'activité (77,6%) et d'emploi (71,0%) ainsi qu'un plus petit taux de chômage (8,5%) que les immigrants qui ont réussi des études à l'étranger
- Le taux de chômage varie selon le niveau de scolarité

Cinq ans plus tard, en 2014, le constat est le même, malgré une légère baisse du taux de chômage autant chez les natifs (7,1%) que chez les personnes immigrantes (11,1%). Les immigrants qui résident au Québec depuis plus de 10 ans ont des taux d'activité et d'emploi plus élevés que ceux qui sont établis depuis moins de 10 ans, mais leur taux de chômage est supérieur à ceux qui résident au Québec depuis 5 à 10 ans (MIDI, 2015, en ligne). La proportion des personnes immigrantes qui occupent un emploi permanent se compare à l'ensemble de la population. La durée de résidence influence aussi le statut de l'emploi des immigrants ; plus la personne est installée depuis longtemps (10 ans et plus), plus son emploi a un statut permanent. Le salaire moyen des immigrants (756,60\$) est inférieur à celui de l'ensemble de la population (814,40\$) et encore une fois, plus la durée de résidence est longue, meilleur est le salaire (MIDI, 2015, en ligne). Les immigrants sont aussi plus scolarisés que les natifs.

Il existe des disparités entre les hommes et les femmes chez les personnes immigrantes. Les difficultés rencontrées par les personnes immigrantes sur le marché du travail sont encore plus grandes pour les femmes immigrantes qui composent avec des enfants en bas âge, qui ont des difficultés d'accès aux garderies et qui vivent des inégalités au sein même de leur foyer (Chicha, 2009, p.19). Leur salaire demeure plus bas que celui des hommes et elles sont plus affectées que les hommes par la déqualification (Galarneau et Morissette, 2008, cités dans Boulet, 2016, en ligne).

Les principales difficultés rencontrées par les immigrants lorsqu'ils abordent le marché de l'emploi québécois ou canadien sont la méconnaissance du français et de l'anglais, la non-reconnaissance de leurs diplômes et de leurs expériences de travail passées, les préjugés, la discrimination, l'absence d'expériences canadiennes du marché du travail ainsi que des réseaux sociaux et professionnels peu élaborés (Drudi, 2006; Jean, 2007 ; Gauthier, 2013).

Les possibilités d'emploi, la diversité des emplois et des emplois liés au domaine d'étude et de connaissance de l'immigrant ou d'un des membres de sa famille sont déterminants autant dans le processus d'intégration que dans le choix de rester ou non au lieu de résidence, que la ville soit de petite ou moyenne taille. Les conditions liées à l'emploi occupé sont aussi importantes, comme un emploi lié aux compétences, stable et bien rémunéré (Boulet, 2016, en ligne). La participation des immigrants au marché du travail est influencée par le niveau de scolarité, par le lieu d'obtention du diplôme et par le nombre d'années de résidence dans un même lieu, alors que paradoxalement l'emploi est un facteur de rétention. (ISQ, 2011, en ligne) Les immigrants vivent davantage sur le marché du travail au cours des cinq premières années suivant leur arrivée. Comparativement aux natifs, les immigrants se tournent davantage vers le travail autonome et ils sont plus souvent surqualifiés pour les postes qu'ils occupent et ils sont en général moins rémunérés (Boulet, 2016, en ligne).

L'accès à un emploi permet aux personnes immigrantes de contribuer à la vie économique de leur communauté d'accueil et ainsi de développer un attachement au nouveau lieu de résidence (Boudarbat, Grenier, 2014, cités dans Boulet, 2016). L'employabilité est à la fois collective et individuelle (Bernier, Vatz Laaroussi, 2013, p.96).

L'employabilité collective (Bernier et Vatz Laaroussi, 2013, p.96) se réfère au potentiel socio-économique de la région choisie par les immigrants. Il se mesure par l'état du marché du travail, le taux d'activité, le taux d'emploi, le taux de chômage, les secteurs

d'activités économiques ainsi que les prévisions de besoin de main-d'œuvre (Bernier, Vatz Laaroussi, 2013, p.100). Les politiques et les programmes qui favorisent l'accès aux emplois ainsi que l'ouverture des employeurs et de la communauté en général contribuent à améliorer l'accès au marché du travail pour les personnes immigrantes.

Les immigrants sont choisis par les pays d'accueil selon des critères précis, notamment des critères liés à l'employabilité comme une expertise professionnelle ou des diplômes dans des secteurs d'activités en demandent. Ils s'insèrent aussi dans certains programmes d'immigration, comme les étudiants internationaux qui choisissent de recevoir une formation au Québec ou au Canada avec l'objectif de travailler dans leur société d'accueil. Afin de démontrer une certaine cohérence avec les politiques de recrutement des immigrants, les employeurs doivent faire preuve d'ouverture, doivent adopter et promouvoir des pratiques de gestion liées à la diversité (Boulet, 2016, en ligne).

L'employabilité individuelle (Bernier et Vatz Laaroussi, 2013, p.96) correspond aux facteurs qui appartiennent à l'individu et sur lesquels il a le pouvoir d'agir. Le réseau social, les caractéristiques personnelles et le capital humain en font partie. La personne immigrante doit connaître le fonctionnement du marché du travail de sa communauté d'accueil ainsi que les normes culturelles qui y sont rattachées (Boulet, 2016, en ligne). Ces normes varient légèrement d'une région à l'autre au Québec, mais elles sont similaires dans l'ensemble.

2.2.2 Le réseau social

Le réseau social est « un ensemble d'unités sociales et de relations que ces unités sociales entretiennent les unes avec les autres » (Merklé, 2004, p.4). Le réseau peut être organisé ou non et les relations à l'intérieur des réseaux sont diversifiées. Il y a trois

dimensions de relations dans les réseaux sociaux : l'appartenance, l'appropriation et la gouverne (Lemieux, 1999, p.11). « Les réseaux sont des systèmes d'acteurs sociaux qui, pour des fins de mise en commun de la variété de l'environnement interne, propagent la transmission de ressources en des structures fortement connexes » (Lemieux, 1999, p.11).

Dans les réseaux, il y a les liens forts et les liens faibles (Granovetter, 1973, 1983). Les liens forts, ou serrés, sont formés des membres de la famille et des amis. Les liens faibles, ou lâches, sont formés de la parenté plus éloignée, des voisins, d'anciens collègues d'école. Dans les réseaux constitués de liens forts, comparativement aux liens faibles, les relations sont plus fréquentes, plus intimes, il y a plus d'intensité émotionnelle et il y a plus de services rendus réciproquement (Lemieux, Ouimet, 2004, p.44).

Les réseaux sociaux sont incontournables dans la trajectoire, l'installation et l'intégration des immigrants (Vatz Laaroussi, 2008, en ligne). Les réseaux des immigrants se forment dès leur arrivée, lors des premiers contacts avec les résidents de la collectivité d'accueil et avec les organismes d'accueil ainsi que tout au long de leur parcours d'immigrant. Ces réseaux sont constitués de cinq groupes : la famille, les amis, le parrain, l'hôte et les nouveaux amis du même groupe culturel (Jean, 2007).

Les réseaux aident les immigrants à obtenir de l'information sur la société d'accueil, à trouver un logement, à accéder au marché de l'emploi et ils deviennent un soutien psychologique, financier et matériel (Hily et al., 2004; Laaroussi, 2008). L'enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada menée par Statistiques Canada entre 2003 et 2007 démontre que la famille est le premier réseau d'aide des immigrants, suivi des amis et des organisations. Selon cette étude, 80% des immigrants ont un réseau à l'arrivée alors que 78% d'entre eux en ont un en cours d'établissement (Jean, 2007). Les réseaux aident les immigrants à surmonter un bon nombre de difficultés à leur arrivée ainsi qu'au long de leur période d'adaptation et d'installation.

Le réseau social des immigrants est un important facteur de rétention et il a un impact sur l'entrée des immigrants sur le marché du travail (Bernier et Vatz Laaroussi, 2013; Forsé et Langlois, 1997; Granovetter, 1973). Les offres d'emplois peuvent être connues en contactant l'employeur, en consultant des organismes d'aide à l'emploi et les annonces dans les journaux ou les sites web ainsi que dans les réseaux sociaux où un bon nombre d'occasions d'emploi circulent de manière informelle. « Certains auteurs affirment que l'information découlant des réseaux sociaux est d'ailleurs à l'origine d'un plus grand nombre d'embauches de travailleurs, en particulier des immigrants » (Granovetter, 1995; Portes, 1995; Montgomery, 1992, cités dans Jean, 2007, p.4). Le réseau social dépasse l'emploi, dans certains cas, comme critère d'attraction et de rétention.

Par ailleurs, plus l'immigrant est scolarisé, plus il a de chances de développer de nouveaux réseaux au cours de son établissement. Les plus jeunes (15-35 ans) ont davantage de réseaux d'amis alors que les plus âgés (40 ans et plus) se tournent davantage vers la famille (Jean, 2007).

Les réseaux jouent un rôle dans la mobilité des migrants. « En effet, la plupart des études (Abu Laban, 2000; Simich, 2003) démontrent que si les immigrants s'installent en région pour l'emploi, ils en repartent souvent pour rejoindre des membres de la communauté [...] installés ailleurs » (Vatz Laaroussi, 2008, p.91). Au Canada, le réseau de la famille représente un incitatif important d'installation des réfugiés et des immigrants, dans une proportion de plus de 50% pour les immigrants indépendants (Bergeron, Potter, 2006). Ces réseaux familiaux sont particulièrement importants puisqu'ils « remplissent tout au long de la trajectoire migratoire des fonctions de soutien tant quotidiennes qu'exceptionnelles, mais aussi de lien entre le pays d'origine » (Vatz Laaroussi, 2009, p.86)

Dans les petites localités, l'idée du noyau ethnique pour attirer des immigrants de la même origine est l'une des avenues abordées dans les orientations de régionalisation. (Vatz Laaroussi, 2008, p.91) De plus, les immigrants qui s'installent en région n'excluent pas de

déménager et de choisir un autre territoire, car ils n'ont généralement pas d'attache (de réseaux) et ils ont l'habitude de se déplacer pour améliorer leur sort (Arsenault, 2009).

Les immigrants, à leur arrivée « adoptent une approche stratégique liée à leurs intérêts immédiats, économiques et sociaux : ce territoire est l'espace qu'ils occupent pour se faire une place socioéconomique et en vue de leur promotion sociale » (Vatz Laaroussi, 2008, p.86). Les activités socioculturelles et familiales permettent aux immigrants de faire des interactions et de construire leur réseau (Lukasa, 2010, en ligne). L'immigrant qui choisit une région n'a pas de racine sur place, il doit les créer, entre autres par les réseaux, sinon, il risque de ne pas s'y installer.

Les réseaux des immigrants sont à la fois internationaux et locaux. Internationaux, puisque leur famille et leurs premiers amis résident dans leur pays d'origine ainsi que locaux, puisqu'ils créent des liens dès leur arrivée. Toutefois, le premier réseau de l'immigrant, celui qu'il possède avant de s'installer dans sa nouvelle communauté n'est généralement pas considéré par la communauté d'accueil alors que l'accent est mis sur la création d'un nouveau réseau local (Vatz Laaroussi, 2008). En écartant les réseaux déjà constitués des immigrants, les communautés locales se privent d'un bagage culturel, d'occasions d'affaires et de la possibilité d'attirer des immigrants de la même ethnie. Les réseaux constituent une part importante de l'histoire et des récits de vie des immigrants. C'est aussi le réseau qui influence en partie le choix des immigrants de demeurer dans un grand centre ou de choisir de vivre en région hors métropole (Vatz Laaroussi, 2009, en ligne). Les réseaux aident les immigrants à tracer leur chemin. Leurs parcours sont souvent façonnés par les réseaux familiaux, par les réseaux d'amis et autres réseaux qui les entraînent d'un territoire à l'autre.

Les réseaux de parrain et d'hôte existent dans une proportion beaucoup plus faible que les réseaux des membres de la famille et des amis. Ces réseaux servent à donner de

l'information aux immigrants, à leur donner du soutien de façon générale et à les orienter dans leur recherche d'un emploi et d'un logement (Jean, 2007).

2.2.3 Le logement

L'accès au logement est un facteur de rétention significatif (Drainville, 2006; Vatz Laaroussi, 2013). D'après les résultats de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada de Statistique Canada, la période de six mois à deux ans après l'arrivée est la plus difficile pour la recherche de logement pour les immigrants. C'est au Québec où les immigrants sont les moins nombreux en pourcentage à accéder à la propriété. Les principaux obstacles à l'accès au logement pour les immigrants sont les contraintes financières (coût du loyer, absence de crédit), le manque de logements acceptables et le faible taux d'inoccupation (Statistiques Canada, 2007, en ligne).

L'accès au logement et l'accès à l'emploi sont des sphères où les immigrants sont victimes de discrimination, de racisme et de préjugés (Renaud, Germain, Leloup 2004; Arcand, Germain, 2015). « Ils sont souvent victimes de formes de discrimination les empêchant d'accéder au logement dans les mêmes conditions que les autres Canadiens. (Garon, 1988; Mc Andrew & Potvin, 1996; Ledoyen, 2004; Appariccio, Leloup et Rivet, 2006) » (Ouedraogo, 2012, p.61). Les réseaux sont une porte d'entrée pour faciliter l'accès au logement.

Au cours de leur première année d'arrivée, les étudiants internationaux qui s'établissent au Bas-Saint-Laurent choisissent en plus grand nombre les résidences (collégiales ou universitaires) afin de bénéficier de réseaux de solidarité et d'entraide (Ouedraogo, 2012, p.178). Lorsque ces étudiants migrent de la résidence à un logement situé dans la ville, les conditions d'hébergement seraient meilleures et les interactions avec

les membres de la société d'accueil seraient plus fréquentes et favorisées (Ouedraogo, 2012, p.174). Dans le cas des étudiants internationaux à Rimouski, l'accès au logement n'est pas apparu comme un facteur déterminant d'intégration et de rétention. Les étudiants ont accédé à un logement dans un délai moyen de deux semaines (Ouedraogo, 2012, p.174).

2.2.4 Le parcours de l'immigrant

Le parcours devient un levier pour l'immigrant; il teinte son cheminement, ses choix, et son projet d'installation. L'immigrant a un vécu dans son pays d'origine. Son pays d'origine aura même une influence sur sa relation avec sa société d'accueil (Chatel-DeRepentigny, Montmarquette, Vaillancourt, 2011). Le vécu dans son pays d'origine le conduit à faire deux choix, celui d'immigrer et aussi celui d'une destination. Les étudiants internationaux, par exemple, ont pour la plupart des liens avec la mobilité avant leur départ : ils ont voyagé, ils sont en réseau avec des membres de leur famille ou des amis qui ont fait ce cheminement d'étude à l'étranger (Gagnon, 2017, p.118).

Les immigrants qui arrivent au Canada à titre d'étudiants, au début de leur période de vie adulte, sont en transition (Gagnon, 2017, p.118). Le projet de l'immigrant évolue au fil des années. Par exemple, les étudiants internationaux ont d'abord un projet académique, qui peut se transformer en projet de vie au sein même de sa société d'accueil à la suite de la diplomation ou l'inverse. (Gagnon, 2017, p.115). Le cheminement académique est un parcours en soi : certains étudiants abandonnent, d'autres le poursuivent à des niveaux supérieurs ou dans une autre ville.

Le bagage personnel et culturel ainsi que le parcours des immigrants influencent la durée de l'intégration et de l'adaptation à la nouvelle société d'accueil. « Le temps d'adaptation varie en fonction du parcours, des ressources personnelles et de la capacité de

maîtrise et d'appropriation des nouveaux codes culturels » (Goyer, 2012, cité dans Gagnon, 2017, p.118). L'histoire de vie unique de chaque individu influence son expérience d'intégration et d'adaptation (Gagnon, 2017; Gyurakovics, 2014; Nadeau-Cossette, 2013).

2.2.5 Le rôle de la collectivité d'accueil

Les récentes études (Gagnon, 2017; Ouedraogo, 2012; Vatz Laaroussi, Bernier, 2013) démontrent que les attentes sont grandes envers les collectivités d'accueil dans la réussite de l'intégration et de la rétention des immigrants, particulièrement dans les petites et moyennes localités. Les institutions font « parties du capital d'attraction et de rétention des immigrants » (Vatz Laaroussi, 2013, p.5). « L'exposition à la diversité culturelle et les rencontres interculturelles de la part de la population favorisent l'intégration et l'insertion durables des immigrants dans ces localités » (Vatz Laaroussi, 2013, p.6).

La préparation des membres de la communauté et des employeurs, l'attitude positive et la concertation des acteurs (leader), l'appui fourni aux organismes dédiés aux nouveaux arrivants ainsi que des politiques adéquates favorisent l'accueil et l'intégration. L'accès à l'emploi, l'accès aux services publics et le rôle des communautés locales sont les trois dimensions principales qui contribuent à la rétention des immigrants (Gallant, Bilodeau, Lechaume, 2012, p.189). Les leaders des collectivités locales détiennent une mine d'or d'informations utiles aux nouveaux arrivants sur l'emploi, sur la culture, sur les organisations, le logement, les services, entre autres. Leur participation au processus d'intégration des immigrants est essentielle à la réussite de cette rencontre et à l'établissement à moyen et à long terme de ces nouveaux arrivants (Quimper, 2006, p.20).

Johnson (2003) suggère de s'intéresser au point de vue des communautés d'accueil ainsi qu'aux résidents locaux qui voient s'établir les immigrants avec leur bagage culturel,

leur savoir et leurs expériences. Leur vision respective du développement risque de s'entrechoquer et le partage des points de vue serait porteur de nouvelles pistes de développement. Les nouveaux arrivants ont un impact dans leur collectivité puisqu'ils dynamisent la vie économique, sociale et politique, comme ce fut observé dans les campagnes américaines (Kayser, 1988, en ligne).

Les données sur les gouvernements locaux, leurs politiques et leurs structures d'accueil et les plans locaux et nationaux d'accueil et d'intégration permettent de mieux comprendre la place qu'occupe l'immigration dans une société. Les élus ont des intérêts de survie politique et démographique, les chefs d'entreprise ont des vues économiques et les acteurs sociaux et communautaires veulent la survivance des racines historiques du local et le développement social (Vatz Laaroussi, 2008). C'est-à-dire que chaque protagoniste perçoit le nouvel arrivant selon sa vision du développement. Les acteurs locaux, dans les petites localités, cherchent avant tout le « bon immigrant », c'est-à-dire celui qui sera la solution au problème posé par les difficultés démographiques et économiques (Vatz Laaroussi, 2008).

Les administrations municipales tendent à déléguer à des organismes qui œuvrent sur leur territoire la responsabilité de l'accueil et de l'intégration des immigrants. « On pourrait s'attendre à ce que la Ville joue un rôle important dans l'intégration des immigrants au marché du travail. Pourtant, jusqu'ici, mis à part quelques initiatives isolées, il n'en est rien, ce que regrettaient plusieurs organismes approchés. » (Boulet 2016, en ligne). Les municipalités sont les porteuses des politiques et des orientations locales.

2.3 RECHERCHES MENEES SUR LES ETUDIANTS INTERNATIONAUX

Les institutions scolaires font partie des acteurs d'intégration et font partie des organisations de la collectivité d'accueil. La présence d'institutions scolaires qui correspondent aux besoins de l'immigrant ou des membres de sa famille qui ont immigré avec lui est aussi un facteur déterminant de rétention (Vatz Laaroussi, Guilbert, Bezzi, 2010). L'école primaire et secondaire joue un rôle déterminant et agit comme vecteur de socialisation.

L'école « est investie d'un rôle de médiation entre les différentes cultures, cherchant à la fois à intégrer les acquis préalables des élèves et de leurs familles et à leur fournir les références sociales et culturelles propres à la société québécoise » (Froelich Cim, Lenoir, 2012, p.21). « [L]'intégration des nouveaux arrivants dans les régions du Québec est teintée de difficultés même dans les établissements d'enseignement qui sont leur première raison de présence » (Ouedraogo, 2012, p.292). Les étudiants internationaux, dans leur milieu de formation, font face à la fois à un défi administratif, c'est-à-dire de remplir tous les papiers légaux pour étudier et travailler, qu'à un défi d'intégration dans leur communauté.

La mobilité étudiante est un phénomène en pleine croissance partout dans le monde. Entre les années 2000 et 2013, le nombre d'étudiants internationaux sur la planète a doublé, passant de 2 millions à 4,1 millions. Les étudiants internationaux sont ceux « qui ont franchi une frontière internationale entre deux pays dans le but de participer à des activités pédagogiques dans le pays de destinations » (UNESCO, 2016, en ligne). En 2013, la moitié de ces étudiants étaient concentrés dans six pays : États-Unis (19%), Royaume-Uni (10%), Australie (6%), France (6%), Allemagne (5%) et la Russie (3%).

Le Canada accueille 3% de ces étudiants, ce qui correspond à environ 150 000. Les étudiants internationaux au Canada proviennent principalement de la Chine, de l'Inde, de la

France et des États-Unis (UNESCO, 2016, en ligne). Environ la moitié des étudiants internationaux qui choisissent le Québec proviennent de la France (OCDE, 2010, en ligne).

Le Canada et le Québec sont en compétition avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie qui ont développé des stratégies et des politiques plus agressives d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux. Par exemple, dans sa stratégie internationale en éducation, l'Australie énonce neuf objectifs, dont la compétitivité des établissements d'enseignement à l'échelle mondiale. L'employabilité de ces diplômés figure aussi parmi les objectifs de la stratégie australienne (El-Assal, 2017, p.19). Au Canada, la Nouvelle-Écosse a son programme EduNova qui mise sur le recrutement international des étudiants tout comme la Colombie-Britannique avec sa stratégie de promotion à l'étranger de ses établissements et de leurs programmes d'étude (El-Assal, 2017, p.19-20). Le Québec qui voit croître son nombre d'étudiants internationaux depuis 1999 doit définir sa stratégie d'attraction et de rétention dans un contexte de concurrence mondiale et interprovinciale (El-Assal, 2017, p.20).

Selon un sondage effectué en 2009 par le Bureau canadien de l'éducation internationale, les caractéristiques retenues par les étudiants internationaux qui choisissent le Canada pour leurs études sont la qualité de l'éducation, la sécurité dans le pays, l'offre bilingue des programmes, le prestige du diplôme canadien, la réputation du pays, l'ouverture de la société et le coût des études (Chatel-DeRepentigny, Monmarquette, Vaillancourt, 2011, p.14). À l'inverse, pour les institutions d'enseignement supérieur, l'accueil des étudiants internationaux devient une reconnaissance de la qualité de l'enseignement et du diplôme. La mobilité étudiante peut aussi être une volonté d'ouverture au monde et de mieux comprendre les autres cultures, autant de la part des étudiants que des institutions (Morin, 2009, en ligne).

Le passage des étudiants internationaux dans une institution d'enseignement postsecondaire leur permet, une fois diplômé, d'accéder plus facilement au marché du

travail localement « puisque la complétion des études dans la terre d'accueil démontre l'adaptabilité de l'immigrant au système local, la connaissance des particularités sociales ou institutionnelles et lève la barrière à la reconnaissance des diplômés étrangers ». (Tremblay, 2005, cité dans Chatel-DeRepentigny, Monmarquette, Vaillancourt, 2011, p.32-33) Toutefois, l'accès au marché de l'emploi demeure une des principales difficultés de ces nouveaux diplômés (Ouedraogo, 2012; El-Assal, 2017). Les efforts de rétention des étudiants internationaux doivent commencer dès leur arrivée et non lors de la diplomation (Université McGill, 2016, en ligne).

À Montréal, le défi de l'intégration des immigrants en milieu scolaire est davantage lié à la performance et à l'adaptation des élèves (Kanoute, 2002, en ligne). « En région, le défi principal est celui de la socialisation car les institutions d'enseignement représentent le lieu unique de contact entre les nouveaux arrivants et la société d'accueil » (Ouedraogo, 2012, p.). En région, l'établissement scolaire joue un rôle plus important dans le développement de la collectivité que dans les grands centres où il y a une multitude d'institutions en compétition les unes les autres.

Une étude de l'Institut de recherche en politiques publiques, intitulée « L'intégration linguistique des immigrants au Québec » démontre que le cégep et l'université occupent un rôle significatif dans l'intégration des immigrants puisque ces institutions aident les immigrants à bien maîtriser la langue française. Le milieu de la scolarisation a un double rôle, celui de la francisation et celui du développement social, culturel et communautaire des immigrants (Pagé, 2010, en ligne). On voit dans cette étude que l'institution sert aussi de guide et de référence vers le marché du travail; l'éducation et l'emploi vont de pair. L'étude encourage d'ailleurs les jeunes immigrants à fréquenter un cégep ou une université afin de favoriser la réussite de leur intégration.

Une autre étude démontre que l'école devient le lieu de formation sur plusieurs aspects de la vie et le lieu d'un apprentissage et d'une confrontation identitaire. L'école sert

à instruire, socialiser, qualifier et favoriser la réussite académique. « L'intégration scolaire est étroitement liée à l'intégration institutionnelle, car celle-ci inclut les différents services : école, services sociaux, santé, médias » (Steinbach, Lussier, 2013, p.31).

Nous retenons de ces études que l'institution est un facteur d'intégration non négligeable. Dans le cadre de cette présente recherche, les Réunionnais ont le français comme langue maternelle, donc cette barrière est déjà franchie pour eux, mis à part leur apprentissage de certaines expressions québécoises et régionales ainsi que leur familiarisation avec l'accent qui diffère du leur.

De plus, le diplôme obtenu dans une institution locale favorise l'intégration au marché de l'emploi local. « L'intégration des immigrants au marché du travail semble fortement influencée par la région d'origine des immigrants, le lieu d'obtention de leur diplôme et leur âge à leur arrivée au pays » (Boudarbat et Boulet, 2010, p.6). L'accès au marché du travail demeure une condition essentielle de la rétention des personnes immigrantes, selon la majorité des études consultées.

Un bémol est cependant important à apporter à la fréquentation d'un cégep ou d'une université par un immigrant. Des immigrants adultes, qui ont déjà obtenu un diplôme dans leur pays d'origine et qui peinent à décrocher un emploi au Québec, prennent parfois le chemin des bancs d'école, en complétant soit une technique au cégep ou soit un baccalauréat à l'université, mais dans certains cas, leur situation ne s'améliore pas à la suite de l'obtention de leur diplôme québécois. Il s'agirait même d'une autre voie de garage (Vatz Laaroussi, 2009, en ligne).

Une étude américaine de l'Université du Minnesota a scruté une quinzaine de cas d'étudiants internationaux qui ont réussi leur parcours académique et leur intégration dans leur nouvelle communauté. La fréquentation d'un établissement scolaire constitue une partie importante de leur projet d'immigration. Six facteurs influencent positivement la

réussite de ces étudiants: le rôle actif de l'étudiant, sa valorisation (de l'individu et de sa culture) tout au long de son parcours, l'engagement des acteurs, les valeurs véhiculées par l'institution, le renforcement de la communauté et la création de partenariats ont contribué à ces réussites (Young, 2014, en ligne). Les universités qui font appel à des étudiants internationaux le font pour la diversité culturelle qu'ils créent sur les campus, mais surtout parce que ces étudiants payent un fort prix et qu'ils aident à garnir des classes dans des domaines en fortes expansions et qui n'arrivent parfois pas à attirer suffisamment d'étudiants locaux, comme les sciences, les mathématiques, l'ingénierie et les technologies (Young, 2014, en ligne).

Finalement, la sociologie de l'expérience scolaire nous permet de démontrer que l'établissement scolaire ne met pas uniquement l'accent sur les résultats, la performance académique et la matière enseignée. L'établissement a le mandat de former des individus avec des aptitudes et des dispositions pour leur vie future, professionnelle et personnelle. L'école transmet des savoirs, mais aussi les valeurs et les règles de la société dans laquelle elle évolue.

Comme nous le démontre la revue de littérature, l'emploi, le réseau social, le logement, le parcours de l'immigrant, les collectivités locales et les institutions scolaires jouent un rôle déterminant dans l'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants. Nous reprendrons ces principaux thèmes dans l'analyse de nos résultats de recherche sur le processus d'intégration et de rétention des diplômés de La Réunion des cégeps de Rimouski et de Gaspé. Les structures institutionnelles locales, comme un cégep et une administration municipale, jouent un rôle auprès des immigrants, mais l'étendue de leur pouvoir auprès des nouveaux arrivants est différente. Le discours interculturel est repris par les structures qui ont un lien avec l'État. L'immigrant lui-même, par sa présence et son bagage qu'il transporte influence les politiques locales et les collectivités dans lesquelles il s'insère.

2.4 PROBLEMATIQUE

La revue de littérature nous a montré que les petites et moyennes collectivités et les régions non métropolitaines canadiennes vivent, graduellement depuis la Deuxième Guerre mondiale, un déclin démographique, un vieillissement de la population et un manque de main-d'œuvre qualifiée (Bollman, 2007; Beshiri, 2005). Il s'agit d'un problème qui risque de s'accroître au cours des prochaines décennies (ISQ, 2016). Un bon nombre de ces régions éloignées des grands centres cherchent des solutions et multiplient les actions pour attirer de nouveaux arrivants afin de maintenir ouvertes les écoles, de maintenir des services de qualité pour l'ensemble de la population, d'accroître leur offre d'infrastructures et de loisir et de poursuivre le développement économique et social de leur territoire. Une des solutions retenues par les gouvernements nationaux et par les institutions locales, pour atténuer ce problème, est la régionalisation de l'immigration.

Dans ce contexte, la revue de littérature nous a montré que la régionalisation de l'immigration se présente comme une solution partielle à ce déclin démographique dans les petites collectivités et régions non métropolitaines. De nombreuses initiatives régionales ont été mises en place au cours des 40 dernières années, avec des résultats mitigés, pour attirer, intégrer et retenir des immigrants dans les différentes régions québécoises et canadiennes (Bernier, Guilbert, Vatz Laaroussi, 2013; Drainville, 2006; Quimper, 2006; Arsenault, 2009; Bilodeau, Gallant, Lechaume, 2012; Ouedraogo, 2012; Leloup, Radice, 2008; Gagnon, 2017).

Plusieurs facteurs d'intégration et de rétention sont récurrents dans les discours des différents auteurs, tels que l'accès à l'emploi, le réseau social, le logement, le rôle de la communauté d'accueil ainsi que le parcours et les actions de l'immigrant lui-même. Ce sont des facteurs ciblés comme importants dans la littérature pour réussir l'intégration et la rétention des nouveaux arrivants en régions éloignées. Nous avons vu que les institutions

portent, dans leurs différents discours et politiques, le désir d'attirer de nouveaux immigrants dans leur territoire afin de renforcer leur poids démographique et politique et afin de maintenir une vitalité économique. La revue de littérature nous a démontré à quel point la rétention des immigrants en région éloignée des grands centres demeure fragile et un des principaux défis des villes et des régions qui attirent des nouveaux arrivants. Nous souhaitons comprendre le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention.

Nous avons aussi vu que les régions non métropolitaines canadiennes, américaines et australiennes misent sur les étudiants internationaux pour peut-être espérer déjouer le déclin démographique et rajeunir leur population. Cette catégorie d'immigrants présente d'autres facteurs d'attraction en plus de ceux déjà mentionnés. Ils ont leur propre mobilité et ils recherchent, lorsqu'ils choisissent une destination, la qualité de l'enseignement offert, le prestige du diplôme et l'ouverture de l'institution. De plus, ils s'intéressent aux perspectives d'emplois du lieu choisi selon leur domaine d'étude, malgré les difficultés éprouvées par ces diplômés pour accéder à un poste qui concorde avec leurs compétences.

Au Québec, des régions comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine vivent un des plus importants déclin démographiques actuels et anticipés dans la province. Dans ces deux régions, les dirigeants d'institutions comme l'administration municipale et le cégep font état, dans leurs discours, des défis liés au vieillissement de la population, au déclin démographique, au manque de main-d'œuvre qualifiée et à la rétention des jeunes en âge d'occuper un emploi.

Les institutions des principales villes de ces régions, à Rimouski et à Gaspé, se tournent vers l'immigration, depuis une dizaine d'années, comme solution partielle à leur problème démographique, tout comme d'autres régions non métropolitaines qui vivent elles aussi un déclin de leur population. La volonté des institutions de Rimouski et de Gaspé de

participer à la régionalisation de l'immigration se traduit dans leurs discours et dans certaines actions, comme le recrutement et l'accueil d'étudiants internationaux.

Considérant les difficultés de rétention des immigrants en régions éloignées des grands centres, considérant qu'un problème démographique est existant au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et que les institutions de ces régions cherchent par divers moyens à freiner cette tendance afin de travailler au développement de leur région, comme l'attraction des étudiants internationaux, notre intérêt se porte sur le rôle des institutions dans le processus d'accueil, d'intégration et de rétention de cette catégorie d'immigrant. C'est pourquoi nous cherchons à mieux comprendre à quel moment, dans le parcours des étudiants internationaux, les institutions interviennent et de quelles façons elles le font. Nous cherchons à explorer les actions des institutions (en particulier le cégep, la municipalité et le territoire) et leurs impacts possibles dans la décision des diplômés internationaux de s'établir dans une ville d'une région éloignée des grands centres, comme Gaspé et Rimouski.

2.4.1 Le développement régional

Les institutions de Gaspé et de Rimouski, dans leurs discours, présentent la régionalisation de l'immigration comme une avenue de développement de leur région et de leur territoire dans les sphères socio-économiques. Les institutions locales réclament au gouvernement provincial une plus grande reconnaissance de leurs compétences en matière d'immigration, afin d'attirer, d'intégrer et de retenir les immigrants et afin de répondre aux besoins spécifiques de leur territoire respectif. Les institutions veulent être consultées par les gouvernements nationaux et exercer les pleins pouvoirs sur le territoire afin d'être partie prenante du développement régional. C'est ce qui émerge des discours institutionnels des institutions régionales, tant à Rimouski qu'à Gaspé.

En abordant l'intégration et la rétention dans un contexte de collectivité non métropolitaine, dans des villes moyennes, le territoire est présent et nous le positionnons comme une institution. Le territoire est un « agencement de ressources matérielles et symboliques capables de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu ou ce collectif sur sa propre identité » (Lévy, Lussault, 2003, en ligne). Le territoire institutionnalisé, qui se présente comme une collectivité territoriale, se caractérise par une décentralisation des pouvoirs qui lui reviennent, « avec son périmètre bien défini, son budget et champ de compétence » (Rivière, 2015, en ligne). Le territoire joue un rôle dans la manière de façonner les phénomènes démographique, social, politique et institutionnel. Le territoire, comme institution, peut influencer l'agir de l'acteur. Les immigrants et les collectivités locales sont en interrelation et constamment en interaction (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013) dans un objectif de développement régional.

La relation entre les institutions locales et l'État s'est transformée au cours des dernières décennies. Le développement régional est une pratique qui est relativement récente, née dans les pays occidentaux après la grande crise des années 1930, pour corriger des disparités entre les grands centres et les régions plus éloignées.

« L'idée centrale était la correction, par des interventions gouvernementales appropriées, des effets spatiaux d'une croissance économique qui, si elle était encourageante au point de vue tant de l'économie nationale que des conditions de vie de tous les citoyens, se diffusait inégalement dans les diverses entités sociospatiales » (Jean-1989: p.9).

Selon cette définition, c'est l'État qui aurait la volonté de corriger les disparités démographiques entre les régions en adoptant des politiques nationales et en faisant des interventions spécifiques. Les institutions locales n'auraient pas eu à agir dans ce modèle. Entre les années 1940 et 1970, c'est l'État-nation qui est au cœur de la gouvernance et qui

uniformise le développement sans tenir compte des spécificités locales et régionales. Le développement régional se présente comme une stratégie d'État pour moderniser les territoires et les rendre homogènes entre eux.

« La notion de développement, aussi bien dans son acceptation internationale que dans son acceptation régionale, s'inscrit dans la stratégie fordiste d'uniformisation sociale, politique et économique avec, comme référent territorial, le cadre national. C'est le triomphe de la société nationale sur la spécificité locale » (Klein, 2008, p.45).

Au cours de cette période, c'est l'État-nation qui devient la référence pour toutes les régions. La perspective descendante domine dans un contexte de croissance et de modernisation. Ce modèle est remis en question dans les années 1970 en raison, entre autres, de la mondialisation et du retour de l'acteur au centre du développement.

Klein cible trois conséquences du développement fait entre 1940 et 1970 dans une perspective descendante pour comprendre ce retour vers le local au milieu des années 1970.

« [...] la valorisation des ressources se fait de façon centralisée, [...] les politiques de développement prennent une direction sectorielle, [et on favorise] la concentration de la population dans les principaux centres urbains, aux dépens des cultures locales et des formes non urbaines d'occupation du territoire » (Klein, 2008, p.47).

Ce modèle ne tient plus à la fin des années 1970, il y a une crise du fordisme (faillite de nombreuses entreprises et hausse du chômage), le modèle est limité, les inégalités entre les villes s'accroissent tout comme dans la répartition de la richesse, donc « de nouvelles formules apparaissent qui essaient de traduire une autre vision des choses: autodéveloppement, développement endogène, développement autocentré, développement intégral, etc » (Klein, 2008, p.47). À partir de ce moment, les institutions locales et la société civile prennent plus de place en matière de développement, même si l'État demeure fort et qu'il ne recule jamais complètement. « Cette crise conduit le gouvernement

québécois à changer ses modalités d'action en regard du développement, et ce par l'adoption de politiques successives qui accordent un nouveau rôle aux organisations locales » (Klein, Champagne, 2011, p.19).

C'est dans cette période postfordiste que naissent les premières initiatives de régionalisation de l'immigration, notamment avec les réfugiés, dans un souci de mieux occuper le territoire. La gestion du développement devient une « gestion mixte où convergent l'État et les acteurs locaux » (Klein, 2008, p.48). Il s'agit à la fois d'une perspective descendante et d'une perspective ascendante qui répond à un besoin précis sur un territoire donné.

Au début des années 1980, il y a l'émergence « des valeurs du développement local qui prônent la synergie des acteurs privés et publics, le monde syndical et le patronat et l'élaboration de projets globaux qui articulent l'économique avec le social et le culturel » (Jean, 2005, p.132). Le développement local est vu comme un processus global qui « met l'accent sur la solidarité et la participation des groupes intéressés, en vue du développement de leur collectivité, à la fois du point de vue social et économique » (Tremblay, Fontan, 1997, p.149). Les acteurs de la communauté locale se concertent et mettent leurs efforts en commun dans une perspective de développement régional.

2.4.1.1 Les quatre phases du développement local

Les indicateurs de réussite du développement local sont la revitalisation, l'équité, la démocratisation et le développement durable. Tremblay et Fontan ciblent quatre phases du développement local.

La phase préliminaire où il est question de l'idée ou du besoin qui émerge, par exemple le besoin de main-d'œuvre et celui de renverser le déclin démographique. « Il

s'agit d'une longue période préparatoire au cours de laquelle se créent les conditions qui favoriseront l'émergence d'une stratégie de développement économique au sein de la collectivité » (Tremblay, Fontan, 1997, p.282).

La deuxième phase est celle des fondations où la situation est analysée. Par exemple, les institutions analysent leur marge de manœuvre, font des consultations, se concertent, étudient les initiatives qui réussissent ailleurs. « Il faut sensibiliser les gens, les informer de la situation, les consulter sur leurs désirs et volontés quant au développement économique du quartier » (Tremblay, Fontan, 1997, p.283).

La troisième phase en est une d'expansion au cours de laquelle les actions se concrétisent. Par exemple, les institutions mettent en place des politiques et des programmes d'accueil des immigrants et signent des protocoles avec le gouvernement pour faciliter la venue des étudiants internationaux dans les établissements scolaires en région.

La quatrième étape est la transition où le développement continue de progresser et suscite de nouveaux projets de développement, par exemple, les programmes destinés aux Réunionnais sont maintenant offerts à des Guadeloupéens et des étudiants de Nouvelle-Calédonie.

2.4.2 Objectifs et questions de recherche

Considérant les problèmes démographiques et économiques du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, considérant les défis de rétention des immigrants dans ces deux régions depuis des décennies, nous désirons, au cours de cette recherche, explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention de jeunes adultes immigrants qui ont complété un programme d'étude postsecondaire dans ces régions non métropolitaines et qui ont choisi de s'y établir après l'obtention de leur diplôme.

Nous avons ciblé une population pour mener cette recherche exploratoire : les Réunionnais qui sont arrivés au Québec, plus spécifiquement à Rimouski et à Gaspé, par une entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de La Réunion. Sur cet élément, nous y reviendrons plus en détail dans la section sur la méthodologie.

Nous voulons explorer le rôle des institutions par le biais des trajectoires et des périodes de transition de notre population étudiée. Dans notre recherche, les trajectoires correspondent à la période de vie à l'île de La Réunion, au parcours scolaire au cégep ainsi qu'à la période post-diplôme. Les transitions correspondent au déménagement des étudiants de La Réunion à Rimouski ou à Gaspé ainsi qu'à l'obtention du diplôme collégial qui mène à une vie qui ne sera plus encadrée par le cégep.

Nous cherchons à mieux comprendre le rôle des institutions, leurs actions et leurs impacts à différents moments du parcours des étudiants et des diplômés internationaux dans leur intégration et leur rétention à Gaspé et à Rimouski.

De notre objectif se précise une question générale de recherche. Est-ce que les institutions, qui misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle aux enjeux démographiques et économiques de leurs régions, jouent un rôle concret dans le processus d'intégration et de rétention des étudiants internationaux dans les territoires éloignés des grands centres ? De cette question générale découlent des questions spécifiques de recherche. Quelles institutions jouent plus un rôle dans le processus d'intégration et de rétention ? De quelle façon explicitent-elles ce rôle ? À quels moments dans le parcours des étudiants et des diplômés internationaux les institutions jouent-elles un rôle si elles en jouent un ? Est-ce que les institutions jouent un rôle auprès des immigrants dans l'accès à l'emploi, la création du réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté d'accueil ? Quelles actions les représentants des institutions entreprennent-ils auprès des étudiants et des diplômés internationaux ? Ces actions ont-elles un impact dans le processus de rétention ? Quelles sont les limites de ces actions ?

À cette étape de notre recherche, une hypothèse de recherche se présente et s'articule autour du fait que des institutions régionales jouent un rôle dans le processus d'intégration et de rétention tout au long du parcours des étudiants et des diplômés internationaux, à travers les expériences qui jalonnent le parcours des étudiants internationaux devenus diplômés et qui résident maintenant dans leur communauté d'accueil.

À travers la problématique, nous avons vu que les régions non métropolitaines et les petites collectivités vivent un déclin démographique, un vieillissement de la population et un manque de main-d'œuvre qualifiée. Nous avons aussi abordé la volonté des institutions locales de mettre en œuvre des solutions pour remédier à ce problème qui risque de s'aggraver dans certaines régions comme le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine au cours des prochaines décennies. Considérant cela, l'objet de notre recherche est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des diplômés de La Réunion à Rimouski et à Gaspé, par le biais des trajectoires et des transitions. Afin de mieux circonscrire le rôle des institutions, il se révèle nécessaire d'approfondir le modèle théorique et certains concepts dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 3

CADRE THÉORIQUE ET PRINCIPAUX CONCEPTS

Nous avons vu que les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, dans lesquelles se situent les deux pôles que sont respectivement Rimouski et Gaspé, misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle au déclin démographique actuel et anticipé dans les prochaines décennies. Ces régions vivent un vieillissement de la population ainsi qu'un manque de main-d'œuvre qualifiée. Dans ces deux municipalités, les dirigeants des institutions, comme le cégep et l'administration municipale, en font état dans leurs discours officiels. Les cégeps des régions de l'Est-du-Québec ont signé les premières ententes avec le gouvernement du Québec et le Conseil régional de La Réunion afin d'accueillir des étudiants de l'île de La Réunion dans des programmes collégiaux spécifiques qui visent à former de nouveaux résidents dans des domaines où les entreprises peinent à trouver des employés. Le territoire se positionne aussi comme une institution puisque nous abordons le processus d'intégration et de rétention dans un contexte de villes moyennes, de communauté rurale et non métropolitaine.

Nous avons vu dans la revue de littérature que les principaux facteurs d'intégration et de rétention des immigrants dans les régions éloignées des grands centres sont l'accès à l'emploi, le réseau social, l'accès au logement, le rôle et l'ouverture de la communauté d'accueil ainsi que la personnalité et les choix de l'immigrant. La revue de littérature nous a aussi démontré que l'attraction, l'intégration et particulièrement la rétention des nouveaux arrivants dans les communautés éloignées des grands centres présentent des défis depuis des dizaines d'années.

Notre objectif de recherche est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais, diplômés des cégeps de Rimouski et de Gaspé et qui ont choisi de s'installer dans une de ces deux municipalités. De cet objectif se sont précisées certaines questions de recherches sur le rôle des institutions dans ce processus. Une hypothèse s'est présentée autour du fait que les institutions joueraient peut-être un rôle dans le processus d'intégration et de rétention à travers les différentes trajectoires et transitions vécues par les acteurs.

En considérant cette réalité démographique dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, en considérant le faible taux d'immigrants présents dans ces deux régions proportionnellement à leur population, en considérant les discours et les actions entreprises par les institutions des villes pôles de ces deux régions en matière de régionalisation de l'immigration, en considérant les difficultés d'intégration et de rétention des immigrants dans les petites collectivités, les villes moyennes et les régions non métropolitaines et en considérant les facteurs qui favorisent l'intégration et la rétention des immigrants selon la revue de littérature, nous explorons dans cette recherche le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention, à Rimouski et à Gaspé, des diplômés collégiaux de l'île de La Réunion qui ont choisi de demeurer à Rimouski ou à Gaspé à la fin de leur parcours scolaire.

Afin de circonscrire le rôle des institutions, nous avons choisi la théorie des parcours de vie qui offre « un cadre global et compréhensif du développement individuel et peut ainsi être considéré comme un paradigme » (Sapin et coll., 2007 cité dans Ghergel, 2013, p.3) pluridisciplinaire en sciences sociales. (Gherghel 2013; Lalive d'Épinay et al., 2005; Bessin, 2009; Marshall et Mueller, 2003)

Cette théorie nous permet d'explorer notre objet d'étude de façon globale par des histoires de vie structurés par le biais des trajectoires et des périodes de transition. Cette

théorie nous permet aussi une souplesse et une interdisciplinarité dans l'analyse du rôle des institutions, dans les rapports sociaux et les dynamiques sociales.

Nous verrons, dans ce chapitre, ce qu'est la théorie des parcours de vie et de quelle façon elle s'articule en regard de notre objet d'étude. Nous verrons aussi les liens entre les parcours de vie et le développement régional. À cette théorie des parcours de vie, nous développons les concepts d'institution, d'intégration et de rétention.

3.1 LES FONDEMENTS DE LA THEORIE DES PARCOURS DE VIE

La théorie des parcours de vie a pris naissance dans les années 1918 à 1920, avec les auteurs William I. Thomas et Florian Znaniecki qui « plaident en faveur de l'étude longitudinale des individus et des groupes sociaux par le biais de la méthodologie des histoires de vie dans leur ouvrage fondateur *The Polish Peasant in Europe and America* » (Ghergel, 2013, p.8). Dans cet ouvrage considéré comme pionnier dans l'étude de l'immigration et des relations interethniques, les sociologues Thomas et Znaniecki se sont intéressés aux immigrants polonais qui se sont installés à Chicago aux États-Unis. Ils ont examiné la situation économique, sociale et culturelle de ces familles immigrées avant leur départ de la Pologne et après leur installation aux États-Unis.

Le récit de vie des immigrants, dont celui d'un boulanger dont le parcours a été analysé en profondeur, a permis aux auteurs d'explorer le développement et le comportement des acteurs par le biais du contexte social et économique, des normes et des valeurs sociales sociétales, de la personnalité de la personne immigrante et de ses relations avec la société d'accueil.

Les auteurs Thomas et Znaniecki ont suggéré deux modèles d'analyse du parcours des immigrants. Le premier modèle, macrosocial, mise sur une analyse des informations

détaillées du contexte historique et social du pays d'origine de l'immigrant ainsi que les normes sociales, familiales et corporatives du pays d'accueil. Le deuxième modèle, sociopsychologique, tient compte de la personnalité et de l'organisation de vie de l'acteur et propose quatre désirs fondamentaux dans les parcours : « les désirs de réponse, de reconnaissance, d'expérience nouvelle et de stabilité » (Caradec, 1999, p.766).

La théorie des parcours de vie s'est par la suite développée à partir de plusieurs théories et branches des sciences sociales (sociologie, démographie, psychologie), dès les années 1960 où elle a évolué jusqu'à aujourd'hui. Les transformations démographiques des territoires liées au vieillissement de la population et à l'arrivée des immigrants ont contribué au développement de cette théorie des parcours de vie (Elder, 2001, cité dans Ghergel, 2013, p.8). Ryder (1965) développe les parcours de vie sous l'angle des changements sociaux qui influencent le développement individuel (Gherghel, 2013, p.8).

L'étude longitudinale des individus proposée par Thomas et Znaniecki s'est développée avec des concepts comme les trajectoires et les transitions, ainsi que les temporalités et les calendriers sociaux (Elder, 1974).

Les études d'Erikson, Havighurst et Levinson, dans les années 1960 et 1970 mettent l'accent sur les possibilités de développement et d'échecs à chaque âge, enfants comme adultes (Sapin, Spini, Widmer, 2007). La compréhension des parcours de vie dans le vieillissement a donné lieu à plusieurs travaux qui ont permis de définir les concepts des trajectoires et des transitions (Cain, 1964; Clausen, 1972; Elder, 1974).

Cette approche s'est affinée à la fin des années 1980, avec la théorie du développement lifespan (Baltes, 1987; Baltes, Lindengerger, Staudinger, 1998 dans Sapin, Spini, Widmer, 2007) qui signifie que le développement se poursuit tout au long de la vie à travers différentes trajectoires. « La trajectoire individuelle est le point de départ de l'analyse (Boltanski, 2009; Martuccelli, 2006). Elle est un lieu unique où il est possible

d'observer l'imbrication de la structure relationnelle et les capacités actancielles des acteurs » (Carpentier et White, 2013, en ligne). Le matériau de recherche est l'histoire d'un individu avec ses relations, son milieu, les structures qui l'encadrent et ses comportements à travers cet environnement. La notion de temporalité des trajectoires est fondamentale puisqu'elle marque des moments clés du parcours des individus, soit des transitions, des points tournants ou des bifurcations.

À la moitié des années 1990, la théorie a encore évolué. Son approche écologique, modelée au début des années 1980 par la psychologie et la sociologie, met l'accent sur les différents contextes de vie : micro, méso, macro. En 1995, Elder y ajoute les dimensions temporelles et du développement individuel pour renommer l'approche bioécologique (Gherghel, 2013, p.10).

L'approche des parcours de vie « tente d'organiser la complexité de la vie sociale en tenant compte de la temporalité, du contexte sociohistorique, des contraintes structurelles et des capacités actancielles (agency) des acteurs sociaux en situation d'interdépendance » (Carpentier et White, 2013, p.279). L'expérience et le comportement humain constituent la base de cette théorie qui s'applique à un bon nombre de recherches sur l'enfance, sur le vieillissement et sur les dynamiques familiales. La théorie des parcours de vie domine dans l'étude des vies humaines (Elder et coll., 2004 cité dans Gherghel, 2013, p.3).

Les théoriciens cités plus haut, qui ont influencé la progression de la théorie des parcours de vie, ont voulu « comprendre les liens entre les trajectoires sociales, le développement individuel et les contextes sociohistoriques dans divers champs d'études et disciplines centrées sur l'étude du développement humain » (Gherghel, 2013, p.7). Les chercheurs ont voulu comprendre comment les grands événements historiques ont influencé les parcours des individus selon l'âge qu'ils avaient lors de leur déroulement, comme les deux grandes Guerres, la crise des années 1920, la grande Dépression et l'émergence des

régimes fascistes en Europe, mais aussi lors d'événements plus personnels qui surviennent dans la vie de chacun.

3.1.1 Le concept des parcours de vie

Le parcours de vie est une « séquence d'événements qui se déroule en fonction des groupes d'âge et qui est socialement définie et ordonnée dans le temps et le contexte historique » (Gherghel, 2013, p.14). À l'intérieur de ses parcours, l'humain se développe selon une temporalité, un contexte, des interrelations et sa capacité d'agir. Dans les parcours de vie, il y a des institutions et des « normes et contraintes, culturelles et matérielles, qui orientent l'avancée en âge » (Bessin, 2009, p.16). Le parcours de vie est influencé par l'environnement de l'acteur, par l'acteur lui-même et par le contexte sociohistorique dans lequel il évolue.

La notion de temporalité est fondamentale dans les parcours de vie, « c'est-à-dire d'inscription d'une situation donnée dans un processus dynamique, avec une histoire passée et des implications futures » (Bessin, 2009, p.13). Le développement individuel est relié aux temporalités sociales et historiques et aux contextes de vie (Gherghel, 2013, p.14). Les temporalités biographiques « sont façonnées par les institutions sociales, ancrées dans la période historique » (Gherghel, 2013, p.14). Le développement des individus est régulé et structuré par les contextes économiques, sociaux et culturels de la société dans laquelle ils évoluent dans leurs différentes trajectoires. Il y a un travail d'articulation à faire, lors de l'analyse des parcours de vie entre les différentes temporalités et ce qui les relie entre elles.

Dans les parcours de vie, les événements qui surviennent peuvent être normatifs ou non. Ils sont normatifs lorsqu'ils sont « attendus et structurés par les institutions » (Sapin et coll., 2007, p.32, cité par Gherghel 2013, p.24) et non normatifs lorsqu'ils ne sont pas conformes aux règles des institutions sociales. Le développement de l'individu est aussi perçu comme tel par les institutions qui forgent et mettent en œuvre des politiques sociales.

Les conceptions collectives migrent vers l'individuel puisque « les régulations sociales n'appréhendent plus les personnes à partir de l'ancrage dans des groupes sociaux auxquels on attribue des droits » (Bessin, 2009, p.17).

Le cheminement social est celui emprunté par un individu ou un groupe d'individus dans une société. « Ce concept désigne le côté normatif, institutionnel et généralisable des trajectoires individuelles, soit l'interface entre la biographie individuelle et les institutions sociales » (Gherghel, 2013, p.16). La société et les institutions peuvent influencer et réguler les comportements des acteurs (individus). Par ce cheminement et cet encadrement, les individus cheminent selon leurs décisions prises à des moments clés. L'individu peut se percevoir comme celui qui sera capable d'influencer le cours des événements, selon ses choix, ses expériences, ses rencontres et sa personnalité.

Dans les parcours de vie, il y a trois concepts : le concept de déroulement de vie (lifespan) qui correspond à toute la durée de la vie ou une partie temporellement significative d'un parcours, le concept d'histoire de vie (life history) qui se découpe par une chronologie précise dessinée dans un calendrier de vie et le cycle de vie (life cycle) qui est une séquence d'événements vécus d'une génération à l'autre (Elder et coll, 2004, cité par Gherghel, 2013, p.15).

Dans cette recherche, nous nous concentrons davantage sur le concept d'histoire de vie, puisque nous analysons les événements vécus par les Réunionnais à Rimouski et à Gaspé selon une chronologie précise et un calendrier de vie. L'analyse de leur histoire de vie se déroule à des moments précis, regroupés dans des trajectoires délimitées par des transitions. Par ailleurs, le concept d'histoire de vie a évolué vers le récit de vie qui est le récit de l'histoire vécue par une personne (Bertaux, 2016). Nous détaillons l'influence du cadre des récits de vie sur la construction de nos entretiens semi-dirigés dans la section sur la méthodologie.

Le parcours de vie est un ensemble de trajectoires dont les marqueurs sont les périodes de transition de courte durée et qui indiquent un changement d'état. À l'intérieur des trajectoires, il y a des événements, prévus ou inattendus, qui façonnent et transforment la vie des individus dans un contexte social et historique.

3.1.2 Les concepts de trajectoire et de transition

Dans la théorie des parcours de vie, les concepts de transition et de trajectoire sont centraux. Ils permettent de baliser les récits de vie et ils permettent d'organiser le calendrier social.

Dans notre recherche, les transitions correspondent au déménagement des étudiants de La Réunion à Gaspé ou à Rimouski et à l'obtention du diplôme collégial qui mène à une vie qui ne sera plus encadrée par le cégep. Ces deux transitions sont des processus dynamiques qui s'inscrivent dans un contexte précis. Ce sont aussi deux transitions qui se déroulent dans un cadre institutionnel et qui correspondent au début de la vie adulte.

Nous avons décomposé les parcours de nos participants en trois trajectoires qui correspondent à la vie à l'île de La Réunion, à la vie québécoise des Réunionnais pendant le parcours collégial de trois ou quatre ans ainsi qu'à la vie québécoise à Rimouski ou à Gaspé des Réunionnais après l'obtention du diplôme.

3.1.2.1 Les trajectoires

Les trajectoires représentent les périodes délimitées par les transitions. Elles sont des étapes de vie. « La trajectoire est composée de séquences de rôles et d'expériences qui sont définies ou délimitées par des transitions caractéristiques comme des périodes d'instabilité

» (Gherghel, 2013, p.16). Les trajectoires sont des périodes généralement stables. Les rôles et les statuts sont stables. « Selon Levy et l'équipe Pavie (2005), la trajectoire est définie comme un modèle de stabilité et de changement à long terme » (Gherghel, 2013, p.16). Au cours des trajectoires, les acteurs sont interreliés, s'influencent les uns les autres et ils vivent des ajustements (Gherghel, 2013, p.16).

Il y a plusieurs types de trajectoires dans la théorie des parcours de vie. Elles peuvent être cognitives, professionnelles, familiales. (Sapin, Spini, Widmer, 2007, p.31) Chaque trajectoire possède ses propres dimensions : économiques (accès au marché du travail et perspectives d'emplois), sociales (expériences d'étudiants, construction du réseau social), culturelles (contexte québécois en région). Ces dimensions influencent et façonnent les trajectoires qui se déroulent dans un contexte sociohistorique et un espace-temps. Ce sont les expériences vécues et les gens rencontrés qui sont différents dans chacune des trajectoires.

Le cheminement social fait partie des trajectoires. « Ces trajectoires sont influencées par les conditions et les contextes historiques (emplacement dans l'espace et le temps, dans une période historique et une société), déterminés et structurés par les régulations sociales, politiques et économiques » (Gherghel, 2013, p.15). Le cheminement social se déroule dans un milieu où les institutions, l'environnement et la société influencent « les comportements des individus par des interventions planifiées » (Gherghel, 2013, p.16). Dans cet environnement, les acteurs doivent aussi se responsabiliser et faire des choix à l'intérieur de ces contraintes.

3.1.2.2 Les transitions

Les transitions représentent des passages, ou des portes, entre les trajectoires. Elles sont « des périodes de courte durée et indiquent un changement d'état, de statut ou de rôle »

(Gherghel, 2013, p.14). Les transitions se définissent par trois caractéristiques : c'est un processus plus ou moins délimité dans le temps, la transition engendre un résultat et s'applique généralement aux parcours de vie individuels (Levy et Pavie Team, 2005, p.15 cité dans Gherghel, 2013, p.18). En sociologie, l'analyse des transitions se porte sur les facteurs sociodémographiques et institutionnels.

Une transition peut avoir une grande influence sur la suite des expériences vécues. « C'est pourquoi il est important de comprendre chaque période et transition de vie dans une perspective rétrospective, la situer dans l'ensemble de la trajectoire, sans l'isoler » (Settersten, 2003 cité dans Gherghel, 2013, p.19) Les transitions sont liées à des points tournants (Levy et Pavie Team, 2005; Rutter, 1996; Clausen, 1995), comme un échec à entrer dans le programme d'études désiré, l'admission au cégep et le déménagement, et à des événements (Levy et Pavie Team, 2005) comme l'achat d'une maison, le mariage ou une naissance. « Selon Levy et l'équipe Pavie (2005, p.19), les événements perturbateurs sont similaires aux points tournants (psychologie sociale et sociologie) et coïncident avec les changements de trajectoires (bifurcation) » (Gherghel, 2013, p.24).

Certaines transitions peuvent avoir un effet sur la suite de la vie d'un individu et déterminer ses expériences futures. La perception des individus sur ces périodes de transition, négative ou positive, aura aussi un effet sur les expériences vécues pendant la durée de la trajectoire (Gherghel, 2013, p.23).

L'entrée dans la vie adulte est une transition importante dans l'étude des parcours de vie. « Ces transitions renvoient à certains événements clés que ce soit le fait de quitter l'école, de travailler à temps plein, de quitter le domicile familial, de vivre en couple, d'avoir un premier enfant » (Doray et al, 2009, p.7). Ces événements sont des marqueurs de temps qui font cheminer les individus dans une trajectoire. Les transitions liées à l'entrée dans la vie adulte se réfèrent souvent au passage du milieu scolaire au milieu du travail et au passage du domicile familial à son propre chez-soi (Doray et al, 2009, p.7).

La théorie des parcours de vie nous permet de structurer et de rendre cohérente notre exploration du rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais à Rimouski et à Gaspé par le biais des trajectoires et des transitions, selon un calendrier social. Les trajectoires et les transitions sont utilisées dans l'étude des différentes étapes et changements de la vie, à différents âges, enfants, adolescents, adultes et personnes âgées.

Le développement de l'individu, les temporalités, les contextes sociaux et économiques et le cheminement social des acteurs peuvent être creusés à l'aide d'une perspective institutionnelle. Avec cette théorie des parcours de vie, nous conceptualisons notre recherche autour des institutions, de l'intégration et de la rétention.

3.2 LES CONCEPTS D'INSTITUTION, D'INTEGRATION ET DE RETENTION

Notre objectif est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des immigrants. Pour ce faire, nous étudions et analysons ce rôle par le biais de la théorie des parcours de vie. À l'intérieur de cette théorie, nous avons découvert que les institutions peuvent occuper un rôle significatif auprès des individus.

Dans le processus d'immigration, nous avons aussi découvert que l'intégration et la rétention sont reliées par leurs indicateurs et que les institutions et les immigrants influencent leur déroulement.

Nous ciblons trois concepts à développer: institution, intégration et rétention. Nous présentons l'institution dans sa définition théorique et les rôles qu'elles peuvent jouer dans une société et auprès des individus, tel qu'explicité par la théorie néo-institutionnaliste. Nous abordons aussi les définitions théoriques de l'intégration et de la rétention, toujours en lien avec la régionalisation de l'immigration et le rôle des institutions dans ce processus.

3.2.1 Le concept d'institution

Dans la théorie des parcours de vie, l'individu et l'institution sont réunis pour façonner les trajectoires et les périodes de transition, selon des normes et des valeurs qui correspondent au cheminement social. Pour comprendre ce qu'est une institution et pour comprendre son rôle auprès des acteurs qui la fréquentent, nous nous tournons vers la théorie néo-institutionnaliste.

Le néo-institutionnalisme, tout comme la théorie des parcours de vie, permet aux sciences sociales un terrain de réflexion multidisciplinaire. Cette théorie, née après celle des parcours de vie, est une évolution et une transformation de la théorie institutionnelle qui a vu le jour dans les années 1940.

Les travaux de Karl Polanyi, dont l'œuvre phare est *La Grande transformation*, demeurent incontournables pour comprendre l'institutionnalisme et la transformation de la société. « La pensée polanyienne est toujours utile pour suivre et comprendre le renouvellement des phénomènes d'intégration, d'émancipation, de marginalisation ou d'exclusion » (Fontan, Tremblay, 2008). Dans son approche, Polanyi tisse des liens entre l'institutionnel et les différentes sphères de la société. « Plus que jamais, des passerelles sont à établir entre l'univers de l'institutionnel et le royaume de l'action sociale dans ses déclinaisons économique, sociale, politique ou culturelle » (Fontan, Tremblay, 2008). Il y a réciprocité et redistribution entre les acteurs et les institutions, dans la mesure où chacun apporte un élément économique, social ou culturel à l'autre partie; le tout bénéficiant à la société dans laquelle les acteurs et les institutions évoluent (Degavre, Lemaître, 2008).

L'auteur Philip Selznick est considéré comme un des pères de la théorie institutionnelle. Selon ce sociologue, « les organisations s'adaptent, non seulement aux contraintes internes, mais également aux valeurs de la société externe. Reconnaître la base sociale et culturelle de l'influence externe sur les organisations n'est, toutefois, qu'une des

contributions de la théorie en cause » (Hatch, 1997, p.99). Les institutions se développent en cohérence avec la société dans laquelle elles se situent. Toujours pour définir l'institutionnalisme, Selznick définit une organisation avec des objectifs d'efficacité et de performance (Rouleau, 2007, p.82).

Dans les années 1970, l'arrivée des nouveaux institutionnalistes, comme Scott, Rowan, Powell et Dimaggio, permet aux sciences sociales de nouvelles réponses à « la façon dont les choix sociaux sont façonnés, médiatisés, canalisés par des dispositifs institutionnels » (Powell, Dimaggio, 1997, p.114). Ils renforcent l'idée que l'environnement influence le développement et l'évolution de l'institution. Ils renchérissent avec l'interrelation entre les institutions et l'environnement. L'individu au sein de ces institutions devient aussi un élément de construction identitaire pour l'un et l'autre.

Pour Powell et Dimaggio, qui sont considérés comme des pères du néo-institutionnalisme sociologique, le nouvel intérêt pour les institutions permet d'intégrer des notions sociologiques (le cognitif, la rationalité), historiques (les références au passé, d'où viennent l'institution et le contexte dans lequel elle a vu le jour) et anthropologiques (l'agir de l'acteur).

L'institution agit comme un filtre par lequel les individus découvrent leurs préférences et développent leur pensée par des dispositifs institutionnels « comme le moi, l'action sociale, l'État et la citoyenneté » (Powell, Dimaggio, 1997, p.114).

L'action et les relations sociales, les valeurs culturelles ainsi que l'environnement prennent donc une place primordiale dans l'exploration du rôle des institutions dans une société. Dans cette perspective, « les institutions ne se contentent pas de contraindre les choix possibles ; elles établissent le critère fondamental au travers duquel les acteurs découvrent leurs préférences ». (Powell, DiMaggio, 1991, p. 11) Les individus font des

choix à l'intérieur de ce cadre institutionnel qui les façonne de la même façon que l'institution se fait influencer par le contexte sociohistorique dans lequel elle baigne.

Le concept d'institution retenu dans cette recherche s'apparente au néo-institutionnalisme sociologique et à la dimension constitutive des institutions; un courant qui est né à la fin des années 1970 aux États-Unis. Ce courant, provenant de l'héritage durkheimien, soutient que « la société ne se réduit pas à la somme des comportements individuels et que la structure sociale est un facteur déterminant, qui dépasse et détermine les individus » (Hervier, 2014, p.376).

Les institutions sont des structures sociales qui agissent comme des organisations qui ont des attitudes et des valeurs dans leur société, et ainsi, « elles ressemblent à la société dans laquelle elles baignent » (Lecours, 2002, en ligne). Les institutions et la société s'imprègnent l'une de l'autre pour se développer et pour se transformer, dans un processus bidirectionnel, « tandis que les individus doivent adapter leurs propres comportements sur la base des régularités fournies par les institutions » (Lanzara, 1997, cité dans Rizza, 2008, p.9).

La survie de l'organisation ou l'institution dépend donc de ses interactions avec son environnement et les individus qui la fréquentent. L'institution peut jouer un rôle de régulateur des comportements, elle peut mettre l'accent sur des normes, des droits, des privilèges et des responsabilités et elle peut jouer un rôle cognitif (Scott, 2001, en ligne).

Le concept d'institution est important dans cette recherche puisque nous explorons le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des immigrants. Le néo-institutionnalisme sociologique s'inscrit dans les mécanismes de l'intégration, où les influences culturelles et les traditions nationales participent à la construction de l'identité. (Zetterholm, cité dans Hervier, 2014, p.379). La théorie néo-institutionnelle nous permet de comprendre le rôle multidirectionnel de l'institution et de son environnement ainsi que de

l'institution et des individus, selon le contexte sociohistorique et temporel qui sont deux dimensions de la théorie des parcours de vie.

3.2.2 Le concept d'intégration

L'intégration, comme l'institution et la rétention, est un concept central dans cette recherche. L'intégration, en contexte d'immigration, se présente comme « le processus qui conduit le migrant à se « placer » dans la société d'accueil, à y devenir sujet et acteur » (Vatz-Laaroussi, 2005). L'intégration devient un processus qui se situe entre l'attraction des immigrants et leur rétention sur un territoire donné et dans une collectivité ciblée et qui se poursuit tout au long du processus de rétention.

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion a présenté en mars 2016 sa Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion, assortie d'un glossaire. Dans ce document, le gouvernement propose une définition intéressante de l'intégration, que nous retenons dans le cadre de ce mémoire.

« Processus par lequel une personne immigrante en vient à participer pleinement à sa société d'accueil et à s'épanouir selon son potentiel et ses aspirations. L'intégration repose sur l'engagement partagé, soit l'engagement collectif de la société à inclure les personnes de toutes origines et à soutenir l'intégration des personnes immigrantes ainsi que l'engagement individuel de chacune et de chacun à prendre part activement à la vie québécoise dans le respect du cadre civique commun. L'intégration est un processus transitoire, multidimensionnel, multifactoriel et diversifié, qui s'échelonne sur des périodes de temps variables selon les personnes. » (MIDI, 2016)

Pour poursuivre la réflexion liée à la définition du gouvernement du Québec, l'institution publique qui chapeaute les municipalités dans leurs actions, l'intégration n'est pas une assimilation ni une acculturation. La notion de partage entre deux cultures, celle de l'immigrant et celle de la communauté d'accueil, est ici essentielle à la réussite de

l'expérience d'établissement. Ce processus s'appuie sur plusieurs facteurs ou conditions, qui augmentent les chances de réussir l'intégration et la rétention.

L'intégration des immigrants est « à la mode parce qu'[elle] a l'avantage d'incarner sous une forme laconique et simplifiée les modes d'ajustement social et culturel des populations étrangères dans leur pays d'établissement » (Ezechiel, 2006, p.7). L'intégration des immigrants, différents des natifs, « renvoie encore à une forme de standard prédéterminé qui fixerait les normes à atteindre sur le plan économique, linguistique ou social pour faire partie de ladite société » (Vatz Laaroussi, 2005).

Dans le cas des immigrants qui sont des étudiants, l'intégration, c'est le processus intentionnel de création d'une communauté dans laquelle les étudiants internationaux et les étudiants locaux prennent la responsabilité d'agir. Ils s'engagent à créer des interactions entre eux, dans un climat de respect mutuel et à poser des actions en ce sens. (Young, 2014, en ligne) Par ces quelques définitions de l'intégration, nous comprenons que l'intégration est un processus complexe qui se réalise que par l'immigrant et la communauté d'accueil.

Dewitt (1999) présente deux conceptions de l'intégration. La première est liée à la sociologie durkheimienne, dont les théories sont en amont de l'institutionnalisme, « dans laquelle l'intégration relève d'une solidarité organique qui implique une adhésion à des institutions scellant l'appartenance à la république (Gordon, 1964) » (Ouedraogo, 2012, p.40). Le concept de l'intégration repose sur les relations entre les immigrants, l'État et les groupes en place. La deuxième conception « serait issue de l'école de Chicago (1915-1935) qui, au lieu de proposer un modèle d'intégration, privilégie les études empiriques sur le passage de la culture d'origine à la culture de la société d'accueil » (Ouedraogo, 2012, p.40). Cette approche réfère à l'expérience individuelle de l'immigrant dans sa communauté d'accueil.

L'intégration, tout comme les parcours de vie, est multidimensionnelle, et permet un large champ d'exploration. Elle se situe dans des dimensions temporelles et sociohistoriques. Le concept d'intégration, bien que balisé selon certains critères que nous avons vus dans la revue de littérature, demeure subjectif. Comme les institutions et les parcours de vie, ce concept présente des dimensions économiques, sociales et culturelles. Bien que le couple immigration et intégration devrait aller de soi (Dewitte, 1999, en ligne), il n'est pas naturel (Belabdi, 2010, en ligne) puisque l'intégration ne va pas de soi si certaines conditions ou facteurs ne sont pas réunis.

Parmi les facteurs d'intégration, il y a l'emploi, la disponibilité de services adaptés, le maintien du rôle de l'État et l'accueil de la population (Simard, 1996). De plus, le diplôme obtenu dans une institution locale favorise l'intégration au marché de l'emploi dans cette même collectivité, en raison notamment des stages, des références obtenues au cours du parcours scolaire. L'intégration économique atteint sa réussite lorsque l'immigrant obtient les mêmes conditions de travail qu'un travailleur local (Da Silva, 1994, p.45 dans Ouedraogo, 2012, p.74). La revue de littérature nous a montré que les immigrants ont de la difficulté à atteindre ces mêmes conditions de travail dans un court délai.

L'accès au marché du travail, le réseau social et l'accès au logement demeurent des conditions essentielles d'intégration des personnes immigrantes et des étudiants internationaux. Les jeunes immigrants ainsi que les étudiants ou diplômés internationaux, ayant au préalable suivi une formation de recherche d'emploi ou suivi un stage dans le cadre de leurs études québécoises, ont été plus nombreux à entreprendre une recherche d'emplois que les autres (Ouedraogo, 2012, p.228).

L'accès au logement favorise l'intégration et la rétention, puisqu'avoir un toit comble le besoin de sécurité. Ainsi, « on peut penser que la pénurie de logements en région et le manque de complétude institutionnelle cités comme une des caractéristiques des petites collectivités (Vatz-Laaroussi, 2008; Bollman et coll., 2007; Johnson, 2003) vont forcément

influencer les modes d'intégration résidentielle de ces jeunes » (Ouedraogo, 2012, p.228). L'accès aux résidences étudiantes où la mixité des origines est favorisée contribue à la réussite de l'intégration et à la construction du réseau social des immigrants. L'accès au logement, après les études, hors de l'institution scolaire, comporte plusieurs défis, puisque le diplômé ne dispose plus de l'encadrement institutionnel et il est soumis aux lois du marché (Ouedraogo, 2012, p.229).

Les institutions font aussi parties du capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les localités, selon les dimensions de l'employabilité, de la gouvernance et de l'ouverture locale (Vatz Laaroussi, Guilbert, 2013, p.5). Dans les communautés d'accueil, l'attitude positive des leaders locaux vis-à-vis de la diversité, la présence d'organismes dédiés aux nouveaux arrivants, la concertation entre les acteurs ainsi que l'adoption de politiques et de pratiques intégrant les immigrants favorisent la réussite de l'intégration des nouveaux arrivants (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013, p.220). Ces facteurs liés à la communauté d'accueil sont matérialisés par les institutions locales. Toutefois, il n'est pas certain que ces dimensions puissent se compléter, se contaminer ou se fusionner. L'intégration se mesurerait davantage par son processus que par son degré sous ses différents angles. (Belabdi, 2010, p.18)

L'intégration est un concept multidimensionnel et il s'inscrit dans une temporalité et un contexte sociohistorique. Le processus d'intégration a une durée variable selon les expériences des individus et selon les caractéristiques sociales, économiques, politiques et culturelles du territoire d'adoption. L'intégration survient lorsque le nouvel arrivant est partie prenante de sa communauté d'accueil et qu'il s'épanouit sur les plans économiques, sociaux et culturels. Il est possible que les institutions puissent jouer un rôle dans ce processus d'intégration. Les facteurs actuels d'intégration des immigrants, démontrés par la revue de littérature sont l'accès à l'emploi, la création d'un réseau social, l'accès au logement, le rôle de la collectivité d'accueil ainsi que son ouverture à la diversité ainsi que

la personnalité de l'immigrant. Le facteur de diplomation dans un lieu précis peut aussi devenir un facteur d'intégration.

Le concept de rétention est la suite logique du concept d'intégration puisqu'ils sont intimement liés. La rétention est l'ultime défi des collectivités éloignées des grands centres qui misent sur la régionalisation de l'immigrant dans un contexte de baisse démographique et de manque de main-d'œuvre qualifiée. La rétention deviendrait possible lorsque l'intégration est réussie.

3.2.3 Le concept de rétention

Lorsque les collectivités éloignées des grands centres réussissent l'attraction et l'intégration des nouveaux arrivants, dont les personnes immigrantes, le défi suivant consiste à retenir ces personnes dans leur territoire dans de bonnes conditions, c'est-à-dire l'accès à un emploi satisfaisant, la possibilité de créer un réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté à leur présence et à leur participation à la vie démocratique. La revue de littérature nous a démontré qu'il est difficile pour les régions éloignées des grands centres de retenir les personnes immigrantes.

La rétention, c'est « l'installation à long terme des immigrants dans une région » (Garcea, 2006, cité dans Bilodeau, 2013, p.28). Il est difficile de délimiter la temporalité de ce concept en nombre de mois ou d'années. La durée de rétention est subjective. Par exemple, Vatz Laaroussi (2010) a étudié la rétention d'immigrants réfugiés sur une période de trois ans d'installation.

Les diplômés de La Réunion que nous avons rencontrés ont tous séjourné minimalement trois années dans leur ville d'adoption, pendant leur parcours collégial. Tant

qu'ils résident dans la région dans laquelle ils ont obtenu leur diplôme, ils sont susceptibles d'être actifs dans leur communauté et de contribuer au développement de celle-ci.

La rétention, comme nous l'a démontré la revue de littérature au Canada, aux États-Unis et en Australie, demeure fragile puisque les immigrants qui se sont déjà expatriés de leur lieu d'origine n'hésiteront pas à déménager une nouvelle fois pour remplir les conditions de vie gagnantes pour eux. La rétention demeure le défi des régions qui, après avoir attiré des immigrants, veulent les retenir à long terme.

La création de politiques de régionalisation par les institutions nationales et locales peut favoriser la rétention des immigrants si elles sont axées sur les conditions d'intégration des nouveaux arrivants. Les choix des immigrants, de rester ou de partir, reposent en partie sur les conditions de leur qualité de vie, comme « le niveau de revenus, la reconnaissance sociale, la place des réseaux, les possibilités d'éducation, le logement et l'accès à la propriété ainsi que la facilité de déplacement et surtout la stabilité de la situation » (Vatz Laaroussi, Guilbert, Bezzi, 2010, p.27).

Les institutions scolaires ont un rôle important à jouer dans la rétention des immigrants dans leur localité d'adoption. La présence d'un cégep, d'écoles professionnelles et d'une université est un autre élément catalyseur dans la rétention qui contribue à allonger la durée de résidence dans la ville, le temps du programme d'études, et parfois une année ou deux après. Plusieurs adultes issus de l'immigration vont tenter un retour aux études à défaut d'emploi. Ils le feront soit pour obtenir un diplôme québécois dans leur domaine de formation soit pour tenter une réorientation professionnelle dans un secteur régional demandé (Vatz-Laaroussi, Guilbert, Bezzi, 2010, p.29). Si la communauté d'accueil n'offre pas de possibilité de parfaire son parcours académique, en l'absence d'établissement scolaire postsecondaire, les chances de rétention à long terme peuvent s'amenuiser.

Dans les notions d'intégration et de rétention, la gradation de réponses aux besoins primaires est essentielle, viennent ensuite les besoins secondaires et tertiaires. « Notons que si cette définition prend en compte les besoins du développement humain selon Maslow, elle insiste peu sur la participation sociale ou sur la citoyenneté démocratique » (Vatz Laaroussi, 2007). Les besoins primaires selon Maslow (physiologiques, sécurité, appartenance et amour, estime et accomplissement) doivent en tout premier lieu être assouvis. Les immigrants qui s'installent dans une région ont aussi un besoin de participer au développement de la communauté et de nourrir leur capital social.

La notion du capital social est aussi importante pour définir la rétention des étudiants internationaux. Des études réalisées, entre autres aux États-Unis et en Australie, démontrent que le capital social a une influence réelle dans l'installation des nouveaux arrivants, surtout pendant les premières années. « Des données provenant de l'Australie (Giorgas, 2000) et des États-Unis (Amuedo-Dorantes et Mundra, 2004) révèlent que l'ethnicité et les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans l'intégration économique des immigrants » (CIC, 2011). Les différences culturelles s'acceptent et se partagent mieux lorsque les immigrants et la communauté d'accueil réussissent à développer leur capital social.

Le capital social se compose par les relations sociales ainsi que la structure, l'étendue et le contenu des réseaux (Bourdieu, 1985; cité dans Xue, 2008 dans CIC, 2011). Le « capital d'attraction et de rétention en région est porté et développé par des collectivités locales, leurs institutions, leurs organisations et leurs acteurs » (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013, p.223).

Plusieurs capitaux entrent en interrelation, dont le capital d'employabilité, le capital économique et des infrastructures, le capital sociopolitique, le capital culturel et linguistique ainsi que le capital d'ouverture de la région. « Ces capitaux représentent des indicateurs de vitalité d'une communauté, de sa capacité à attirer et retenir les nouveaux arrivants et à être résilient vis-à-vis les changements » (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013,

p.227). Pour les auteurs, « le capital social et les structures de gouvernance s'interinfluencent. En effet, une structure de gouvernance qui vise la concertation et le partenariat entre les acteurs permet de créer du capital social et vice versa par la création d'un réseau » (Vatz Laaroussi, Bernier, 2013, p.226). La qualité de vie des immigrants dans la région qu'ils choisissent, jumelée aux expériences vécues, à l'attachement et au sentiment d'appartenance, contribue aussi à leur rétention.

La rétention des immigrants est le prolongement de l'intégration, puisque c'est l'enracinement des immigrants dans leur communauté d'accueil et le développement de leur sentiment d'appartenance. Le nouvel arrivant fait partie prenante de la communauté, il est considéré comme l'un des leurs, et il développe son engagement dans sa communauté d'adoption. La rétention c'est aussi l'intégration des immigrants par leur communauté d'accueil aux plans économiques, sociaux et culturels.

3.3 LE LIEN ENTRE LA THEORIE DES PARCOURS DE VIE ET LE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Nous avons vu dans la problématique, que le développement régional peut être défini comme un « effort global pour réduire les disparités régionales par le soutien de l'activité économique (emploi et création de richesses) des régions » (OCDE, 2016, en ligne). Le développement vise à corriger une situation par des actions de l'État (Jean, 1989).

La régionalisation de l'immigration est un correctif, ou une solution, présentée pour contrer les problèmes démographiques et économiques des régions, comme le vieillissement de la population, l'exode des jeunes et le manque de main-d'œuvre qualifiée.

Notre recherche se déroulant dans des villes moyennes situées dans des régions non métropolitaines, nous considérons le territoire comme une institution qui influence et régule

l'agir de l'acteur et qui se transforme avec son environnement. En ce sens, nous élargissons la notion de développement régional, à la notion de développement territorial.

Qu'est-ce que le développement territorial? Le développement territorial est un paradigme émergent qui se conceptualise par les acteurs, les institutions, les cadres sociopolitiques, par les cultures, les traditions, les identités et les dynamiques locales, entre autres (Lafontaine, 2005, p.366). Le développement territorial se mesure par l'amélioration des conditions de vie et de l'augmentation du capital social (Lafontaine, 2005, p.366).

Le développement territorial, caractérisé par le développement local, est un processus de mobilisation des acteurs, d'adaptation aux contraintes extérieures et d'identification à un territoire et à une culture (Pecqueur, 2004). Le développement territorial peut être stimulé par ses acteurs, ses institutions et des politiques publiques. Le territoire peut être donné et construit. Le territoire est donné lorsqu'il est géographique, administratif, institutionnel et délimité par des frontières. Le territoire peut aussi être construit selon un processus mené par les acteurs (Pecqueur, 2005).

Le développement territorial correspond à une « nécessité d'une revalorisation des territoires et d'une densification des relations que les acteurs sociaux y nouent, l'importance des liens de ces territoires avec l'extérieur, la place stratégique des connaissances et des qualifications, la redéfinition pour l'État d'un rôle où il ne s'efface pas devant les impératifs du marché, le capital de dynamisme représenté par les mouvements sociaux et les groupes communautaires, le rôle positif attribuable au foisonnement des initiatives, la nécessité de renouveler les analyses régionales » (Côté, Klein, Proulx, 1994 : xii cité dans Mbaye).

Le développement territorial se construit aussi par l'économie informelle, par une relation de proximité entre les acteurs, dans un contexte de globalisation et d'un espace ouvert entre les acteurs et l'État.

Dans la théorie des parcours de vie, la notion de territoire est présente puisque les trajectoires des individus se déroulent dans des lieux géographiques. Ces lieux, ces

territoires présentent des caractéristiques physiques, historiques, politiques et démographiques que nous avons exposées dans l'état de la situation. Le territoire est aussi façonné par les institutions qui l'habitent, qui le balisent et le développent.

Les acteurs de cette étude participent à l'action étatique de régionalisation de l'immigration et à une stratégie de développement régional et territorial, dans une géographie délimitée. Les parcours de vie présentent une posture territoriale.

3.4 LA THEORIE DES PARCOURS DE VIE APPLIQUEE A NOTRE OBJET DE RECHERCHE

La théorie des parcours de vie nous sert de cadre pour explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais à Gaspé ainsi que pour présenter nos résultats de recherche ainsi que pour les analyser et en discuter. Voici comment s'articule notre objet de recherche dans ce cadre théorique.

Dans les fondements de la théorie des parcours de vie, nous avons relevé deux modèles créés par les auteurs Thomas et Znaniecki dans leur étude sur les paysans polonais.

Le premier modèle, macrosocial, invite le chercheur à tenir compte du contexte social et historique du pays de départ des acteurs immigrants ainsi que des normes et valeurs du pays d'accueil. Nous avons vu, dans l'état de la situation, que les jeunes de l'île de La Réunion sont confrontés à un haut taux de chômage, avoisinant le 60% dans leur tranche d'âge, que les perspectives d'emploi sont minces pour les diplômés et que le gouvernement français met en place des mécanismes pour aider les jeunes à quitter La Réunion afin de se faire former ailleurs dans le but d'y travailler ensuite. Ces jeunes arrivent au Québec dans le cadre d'un programme spécifique qui vise à les diriger dans des régions non métropolitaines, la plupart éloignées des grands centres urbains, qui vivent un déclin démographique et un manque de main-d'œuvre qualifiée.

Le second modèle, sociopsychologique, qui tient compte de la personnalité et de l'organisation de vie de l'acteur, nous a servi dans l'élaboration de notre grille d'entretien que nous verrons plus en détail dans la section méthodologique. Nous avons d'abord abordé le rôle de l'institution dans le parcours des acteurs, mais aussi la responsabilisation des acteurs dans leur parcours. Par les récits biographiques des acteurs, nous procédons, comme Thomas et Znaniecki, mais dans une moindre mesure, à une étude longitudinale des individus.

Nous reprenons l'approche bioécologique développée et raffinée par Elder en 1995, en tenant compte des temporalités et du développement individuel. La temporalité est l'entrée dans la vie adulte qui se vit à deux reprises par les acteurs de notre recherche, lorsqu'ils quittent le nid familial pour s'établir à Rimouski ou à Gaspé et lorsqu'ils quittent l'encadrement scolaire pour entrer sur le marché du travail. Le développement individuel se révèle subjectif puisqu'il est puisé à même les récits biographiques de chacun des acteurs qui présentent chacun un parcours unique selon différents paramètres. Nous retenons aussi le concept d'histoire de vie (life history) qui se découpe par une chronologie précise dessinée dans un calendrier de vie qui nous permet d'explorer un moment précis dans la vie et non la durée de vie entière.

De plus, dans la théorie des parcours de vie, nous avons retenu, en partie l'histoire de vie. Nous nuancions ce concept en précisant que nous tenons compte des récits de vie des acteurs. Cela nous permet de tenir compte du récit de la personne plutôt que de l'histoire vécue à proprement parler (Bertaux, 1976). Nous reviendrons plus en détail sur les récits de vie dans la section méthodologique où nous détaillerons nos outils de cueillette, comme l'entretien semi-dirigé qui tend vers la narration de l'acteur.

Les concepts de trajectoires et de transitions (Levy et Pavie Team, 2005) sont fondamentaux autant dans la construction des questionnaires que dans la présentation des résultats puisqu'ils nous permettent de structurer dans le temps l'histoire de vie de chacun

des acteurs. Nous avons ciblé trois trajectoires, la vie à La Réunion avant de partir pour le Québec, les trois ou quatre années d'études collégiales et la vie à Rimouski ou Gaspé après les études. Nous avons ciblé deux transitions, donc deux marqueurs importants, soit le déménagement de La Réunion à Rimouski ou Gaspé et l'obtention du diplôme collégial.

Les établissements d'enseignement peuvent être considérés comme des institutions « en termes de normes, explicitement définies ou non, qui peuvent prendre la forme de paramètres culturels et cognitifs ou de règles et procédures » (Lecours, 2008). Les municipalités correspondent à une définition matérialiste des institutions. Nous traitons ces deux institutions comme des appareils cognitifs supra-individuels. Selon cette approche, les institutions sont vues comme « des appareils cognitifs qui constituent la charpente à partir de laquelle les individus opèrent leur choix. Elles forment des répertoires culturels qui tendent à s'objectiver, mais qui, dans le même temps, se réalisent dans les pratiques sociales (De Leonardis, 2001) » (Rizza: 2008, p.4). Les cégeps et les municipalités suivent des règles d'efficience et d'efficacité, ces institutions du savoir normalisent les activités des autres acteurs et définissent les modes de fonctionnement (DiMaggio, Powell, 1983).

Ce cadre théorique nous permet aussi d'analyser les transformations et les changements d'une institution qui veut répondre à de nouvelles normes, sans être uniquement guidée par l'efficacité. L'innovation de l'organisation est attribuable à tous les acteurs qui gravitent à l'intérieur et autour.

Enfin, le cadre théorique des parcours de vie nous permet d'explorer le rôle des institutions par le biais des trajectoires et des transitions dans le cheminement social des Réunionnais qui ont choisi Rimouski et Gaspé comme lieu de résidence après leurs études.

Dans ce chapitre, nous avons exposé notre cadre théorique qui repose sur la théorie des parcours de vie. Nous avons expliqué pourquoi nous avons choisi cette théorie et surtout pourquoi nous pensons qu'elle nous permet d'explorer le rôle des institutions dans

le processus d'intégration et de rétention des diplômés collégiaux de La Réunion à Rimouski et à Gaspé. Nous avons aussi présenté trois concepts utilisés dans cette recherche, soient l'institution, l'intégration et la rétention.

Nous avons vu que la théorie des parcours de vie nous offre une approche globale et multidisciplinaire. Cette théorie repose, en partie, sur les récits de vie. Elle nous permet un cadre structuré pour l'étude des vies humaines dans leur temporalité et leur contexte social et historique. Une des études pionnières de cette théorie traitait d'immigration et elle tenait compte du récit des immigrants eux-mêmes, de leurs contextes économiques, sociaux et culturels de leur pays d'origine tout comme ceux de la destination choisie.

Ce cadre nous permet d'explorer le rôle des institutions à travers des histoires de vie ou récits de vie qui sont structurés par des trajectoires, ces périodes de stabilités, délimitées par des transitions, ces périodes de changement, et qui font appel à des souvenirs et à la subjectivité des acteurs.

Les institutions, qui selon la théorie néo-institutionnaliste, régulent les actions et sont en interrelation avec les individus qui la fréquentent. Les deux s'influencent et se transforment dans un contexte précis alors que l'un et l'autre ont besoin de la présence de chacun pour vivre. Nous explorerons le rôle des institutions qui dictent leurs normes et leurs règles dans le processus d'intégration et de rétention d'individus qui doivent aussi prendre leur responsabilité dans le cheminement social des individus.

Dans le prochain chapitre, nous présenterons la méthodologie choisie pour mener cette recherche, en cohérence avec notre cadre théorique sur les parcours de vie et notre problématique liée à la régionalisation de l'immigration et des défis qui s'y rattachent en régions non urbaines. Nous ferons le lien entre la théorie des parcours de vie et nos outils de cueillette ainsi qu'entre cette théorie et notre analyse des données.

CHAPITRE 4

CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Dans cette recherche, notre objectif est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des diplômés de l'île de La Réunion des cégeps de Rimouski et Gaspé, considérant les défis démographiques et économiques des régions dans lesquelles se situent ces deux municipalités et considérant les difficultés de rétention des immigrants dans les régions éloignées des grands centres. Afin de surmonter ces défis, ces deux régions, éloignées des centres urbains, considèrent la régionalisation de l'immigration comme une solution partielle au vieillissement de la population et au manque de main-d'œuvre qualifiée.

Nous avons ciblé une question générale de recherche à partir de notre objectif. Est-ce que les institutions, qui misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle aux enjeux démographiques et économiques de leurs régions, jouent un rôle concret dans le processus d'intégration et de rétention des étudiants internationaux dans les territoires éloignés des grands centres ? De cette question générale découlent des questions spécifiques de recherche, dont nous avons fait mention dans la problématique. Une hypothèse de recherche se présente, à ce moment-ci de la recherche. Selon notre hypothèse, les institutions jouent un rôle dans le processus d'intégration et de rétention des étudiants internationaux.

Considérant notre objectif de recherche, nos questions et notre hypothèse, le choix de notre cadre théorique s'est arrêté sur la théorie des parcours de vie. Ce cadre nous permet d'explorer notre sujet de recherche de façon globale et multidisciplinaire. Cette théorie, qui

met en relation les temporalités et les contextes sociohistoriques dans les récits de vie, nous donne une structure pour construire nos outils de cueillette. Ce cadre s'articule autour des concepts de parcours de vie, de trajectoires et de transitions. Le parcours est une suite chronologique de trajectoires délimitées par des transitions qui se déroule dans une temporalité et un contexte sociohistorique. Les trajectoires sont des étapes, comme la vie à La Réunion, le temps des études collégiales et la vie après l'obtention du diplôme, délimitées par des transitions de courte durée qui correspondent à une période de changement, comme le déménagement de l'île de La Réunion au Québec et l'obtention du diplôme.

Nous utilisons trois concepts, les institutions, l'intégration et la rétention. Les institutions, définies par la théorie néo-institutionnaliste, interagissent avec les acteurs de la société, régulent les actions, se transforment selon le contexte social et historique et se retrouvent en interrelation avec leur environnement. L'intégration et la rétention, des concepts multidimensionnels, sont en interaction. C'est un processus par lequel les individus se placent dans leur communauté d'accueil, s'y épanouissent sur les plans économiques, sociaux et culturels, deviennent parties prenantes et s'engagent dans son développement.

Ayant approfondi ces éléments, nous présentons notre cadre méthodologique. Il s'agit d'une recherche qualitative. En considérant que notre cadre théorique porte entre autres sur les parcours de vie, nous privilégions l'approche des récits de vie qui se veut compréhensive, rétrospective et subjective. Nous nous inspirons de l'approche des récits de vie pour mener nos entretiens semi-dirigés à travers lesquels nous voulons reconstruire la trajectoire et l'expérience migratoire. Dans ce chapitre, nous expliquons notre approche méthodologique, nos outils de cueillette, l'échantillonnage, nos terrains de recherche ainsi que la façon de traiter les données. Nous concluons avec les considérations éthiques de la recherche.

4.1 L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Nous avons choisi une approche qualitative (Paillé, Mucchielli, 2008; Grawitz, 2001) qui nous permet une souplesse dans la construction de l'objet de recherche, tout au long de sa progression (Pires, 1997), pour comprendre des phénomènes sociaux (Poisson, 1991), comme la régionalisation de l'immigration, les parcours des immigrants et le rôle des institutions dans une société et auprès d'individus.

L'approche qualitative est en croissance et en développement depuis les années 1980 au Québec. Elle est conçue pour recueillir des données sous forme de témoignages et pour donner un sens aux propos des acteurs lors de l'analyse (Paillé, Mucchielli, 2008, p.9). La question de la subjectivité est primordiale dans cette approche (Giraud, Raynaud et Saunier, 2014).

Les récits de vie (Bertaux, 2016) ont une perspective compréhensive et rétrospective, puisque les acteurs sont interrogés sur des événements survenus dans leur passé. Nous faisons appel aux mécanismes de mémorisation et d'appel au souvenir qui sont centraux dans la production des informations à recueillir (Couppié, Demazière, 1995). Avec l'approche qualitative, nous laissons place à l'interprétation des faits par les participants qui nous racontent les événements en se fiant à leur mémoire, à leurs souvenirs et aux émotions qu'ils ressentent des mois ou des années après l'obtention de leur diplôme collégial. Demazière (2003) souligne que les récits des parcours sont nécessairement teintés par les jugements de valeur, les évaluations et les anticipations, d'où l'importance de faire de la place à la subjectivité.

L'approche des récits de vie est biographique. Nous allons emprunter la métaphore de Pierre Bourdieu (1986) qui compare cette approche à un déplacement en métro. Dans un trajet de train, il y a un départ et une arrivée. Pendant le trajet, des personnes montent à bord et font un bout de chemin ensemble. Les voyageurs ne sont pas les mêmes au départ et

à l'arrivée. Il peut se produire des événements pendant le trajet. À la sortie, chacun bifurque et prend une direction. Toutefois, les parcours de vie sont plus malléables et ont une plus grande plasticité que le réseau de métro (Godart, 1989, cité par Bessin, 2009).

Le récit de vie n'est pas un simple récit biographique. Il s'agit d'« un modèle d'intelligibilité des individus dans ce qui constitue leur singularité sociale incorporée » (Giraud, Raynaud et Saunier, 2014, non paginé). Le modèle d'intelligibilité sert à expliquer et à donner un sens aux phénomènes sociaux.

Le récit de vie a trois fonctions : exploratoire, analytique et expressive (Bertaux, 2016). La fonction exploratoire permet au chercheur de se faire une tête sur l'objet de la recherche. Il procède, avec les premiers acteurs interviewés, à un tour d'horizon de l'objet étudié en les interrogeant et en recueillant leur perception d'événements ou de leur environnement. Les acteurs ont un vécu, des connaissances et parfois un certain pouvoir dans la société ou leur milieu, ce qui fait d'eux les experts de leur vécu ou d'un phénomène donné (Bertaux, 2016, p.53).

La fonction analytique permet au chercheur de se former dès les premiers entretiens à son sujet de recherche. L'écoute attentive des propos des interviewés lors des premiers entretiens est cruciale. Lors de ces premiers instants du terrain, le chercheur creuse, s'approprie son sujet et doit être attentif aux éléments d'information qu'il reçoit afin d'approfondir certains aspects et de poser de nouvelles questions au besoin pour bien maîtriser le sujet. « Les réécouter, les retranscrire, les lire et les relire, en commencer l'analyse dès le début de l'enquête » (Bertaux, 2016, p.55) permet au chercheur de se faire une représentation mentale de son sujet, de réajuster le tir s'il a commis des erreurs et de formuler plus justement son hypothèse de recherche. Commencer l'analyse dès la réalisation des premiers récits donne aussi au chercheur une perspective globale de l'entretien puisqu'il se remémore la qualité de la rencontre, ses impressions, ce qui l'a surpris ou choqué.

La fonction expressive enjoint le chercheur à insérer des extraits d'entretien, afin de donner l'effet d'un « ouvrage illustré » lorsqu'il présente ses données (Bertaux, 2016, p.57). Bertaux (2016) donne l'exemple de l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu, *La misère du monde* (1993), où la présence des nombreux extraits des entretiens réalisés rend la lecture si captivante. C'est ce qui rend intéressante la lecture des données, qui lui donne une couleur et une personnalité.

Le choix des récits de vie comme cadre méthodologique, afin de nous en inspirer pour mener nos entretiens semi-dirigés, lié à notre cadre théorique sur les parcours de vie et les concepts d'institution, d'intégration et de rétention nous guident dans la construction de nos outils de cueillette. Les récits de vie nous permettent de constater quels sens les participants donnent aux événements qu'ils nous racontent.

La technique de collecte de donnée que nous privilégions pour recueillir des informations sur les expériences et la trajectoire migratoire est l'entretien semi-dirigé. Nous souhaitons enregistrer les récits de vie par les entretiens semi-dirigés. Lors de la préparation de l'entretien, nous avons misé sur des questions ouvertes afin que l'interviewé tienne des propos d'un style narratif. Nous misons sur l'écoute attentive des réponses et nous guidons le participant à travers des thèmes précis. « Le guide d'enquête doit évidemment être évolutif : car à mesure que votre recherche avance vous ne vous poserez plus les mêmes questions qu'au début » (Bertaux, 2016, p.70). Il y a un récit de vie, selon Bertaux, dès que le participant raconte au chercheur un fragment de son vécu, sous une forme narrative. Il s'agit d'une méthode qui permet une co-construction entre l'intervieweur et l'interviewé : « les uns apprenant des autres et rendant possible l'élaboration d'un nouveau discours, à propos du phénomène étudié » (Savoie-Zajc, 2003, p.293).

L'entretien semi-dirigé se déroule sous forme de conversation entre le chercheur et la personne qui détient un savoir lié à notre sujet de recherche. Nous orientons la conversation à partir de thèmes généraux, nous nous laissons guider par le contenu de l'échange, mais

nous dirigeons cette discussion. Dans cette approche, le chercheur guide la conversation et interagit à de nombreuses reprises avec l'interviewé. « Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé » (Savoie-Zajc, 2003, p.296).

Nous avons choisi cette technique de collecte avec l'objectif de rendre explicite l'univers de la personne interviewée, de comprendre son monde, d'apprendre sur le phénomène étudié et d'explorer en profondeur, par un témoignage riche et senti, l'objet de recherche (Savoie-Zajc, 2003, p.297-298).

4.2 OUTILS DE CUEILLETTE

Afin de réaliser la collecte de nos données, nous avons ciblé la méthode des entretiens semi-dirigés. Nous avons réalisé 24 entretiens. Nous avons, comme outils de cueillette, deux grilles d'entretien.

Nous avons approfondi deux grilles d'entretien afin de recueillir des données primaires sous forme de récits de vie. Nous avons construit les grilles d'entretien en cohérence avec notre cadre théorique sur les parcours de vie, avec notre objectif de recherche et nos questions de recherche afin de vérifier notre hypothèse. Nos grilles sont construites selon les étapes du parcours de vie, des trajectoires et des transitions. Nous mettons l'accent, à travers nos questions, sur le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais, selon différents indicateurs, et suivant l'ordre chronologique de leur parcours : la vie à la Réunion, le déménagement, le temps des études collégiales, l'obtention du diplôme et la vie post-diplôme.

Il y a un questionnaire pour les diplômés réunionnais et un autre, légèrement différent, pour les représentants des institutions. La grille destinée aux entretiens avec les

Réunionnais met l'accent sur leurs expériences d'intégration et de rétention à travers leur parcours et leurs relations avec les institutions. Nous nous sommes attardés au rôle des institutions dans l'accès au marché du travail, dans la création du réseau social, dans l'accès au logement, dans l'ouverture de la communauté d'accueil et dans le façonnement de la personnalité des immigrants. La grille destinée aux entretiens avec les représentants des institutions est construite avec le même ordre chronologique et nos questions nous permettent de valider les perceptions des Réunionnais, de comprendre leur rôle vis-à-vis des immigrants et d'avoir leur regard sur leur propre rôle dans le processus d'intégration et de rétention. Nous avons testé nos grilles d'entretien et nous les avons ajustées avant de nous lancer dans les vraies entrevues.

Nous avons mené une recherche terrain qui exige une relation entre le chercheur et le sujet d'étude, ce qui est une des caractéristiques de ce type d'approche (Poisson, 1991). Nous avons opté pour l'entretien compréhensif (Kaufman 2006) qui s'inspire de l'entretien semi-dirigé. Dans cette démarche, nous apprécions les personnes interviewées comme des acteurs uniques, « des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs des individus; elle commence donc par l'intropathie » (Kaufman, 2006). Nous avons fait preuve d'empathie et d'intuition pendant les entretiens.

De plus, nous avons réalisé tous nos entretiens en face à face (Mucchielli, 2014) afin de créer une atmosphère plus intime et un climat de confiance entre le chercheur et le participant. Lors de ces rencontres face à face nous avons observé le non verbal des participants, ce qui nous a parfois incités à poser davantage de questions sur un aspect, à clarifier un point et à éviter des malaises. Nous avons aussi pu constater de visu que la personne se sentait à l'aise de participer tout au long de l'entrevue. Cela nous a aussi permis d'assurer la confidentialité à la personne interviewée puisque nous étions présents tous les deux, dans la même pièce.

Afin de mettre à l'aise les participants dès le début de la rencontre et afin de briser la glace, nous avons fait une présentation de notre recherche et nous avons posé des questions liées à des faits précis dès le départ, comme l'âge à l'arrivée, l'année d'arrivée et le programme d'études choisi. Nous leur avons ensuite demandé de nous décrire leur parcours et leurs motivations à immigrer au Québec et en région. Cela nous a permis de cerner dès le début de l'entretien ce qui a été marquant pour eux et quels souvenirs surgissent en premier lorsqu'ils réfléchissent à leur parcours depuis l'inscription au programme pour étudier et vivre au Québec jusqu'à la période d'installation post-diplôme. Nous sommes ensuite entrés dans le vif du sujet sur le rôle des institutions dans les différentes sphères de l'intégration et de la rétention. À la fin de l'entrevue, nous avons demandé aux participants s'ils souhaitaient ajouter un autre élément ou renchérir sur une réponse exprimée précédemment.

Les témoignages et récits des huit représentants des institutions nous ont été utiles afin de faire un tour d'horizon du rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des étudiants et diplômés internationaux dans leur cégep ou leur ville. Nous avons le point de vue des Réunionnais; obtenir le leur devenait essentiel pour confronter ensuite les deux visions dans l'analyse des données. Les représentants des institutions deviennent des informateurs centraux, compte tenu de leur position au sein de leur organisation et des connaissances qu'ils détiennent. Nous avons pu, par leurs récits, corroborer les récits des Réunionnais qui nous ont fait leur portrait de leur passage au cégep et de leur vie hors cégep.

Chaque entretien a duré environ une heure. Il s'est déroulé dans un lieu public, mais calme, ce qui a favorisé la communication. Nous avons fait un cours préambule au participant en expliquant l'objectif de la recherche, l'importance de sa contribution à la recherche par son témoignage que nous voulions le plus juste et honnête possible ainsi que son droit de se désister de la recherche à tout moment. Lors des entretiens, nous nous

sommes laissé « guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux » (Savoie-Zajc, 2004, p.296). Chaque rencontre a été unique et a été un moment privilégié de confidences. Pour chaque entretien, nous avons noté nos impressions et nous avons reproduit le verbatim complet des échanges afin de nous permettre une analyse thématique des données.

Nous avons complété notre cueillette d'information avec des données secondaires, entre autres celles contenues dans les rapports des différentes institutions, comme les ministères, les cégeps et les Villes, sur la régionalisation de l'immigration et plus particulièrement sur les Réunionnais qui ont été accueillis dans les deux institutions collégiales qui sont ciblées dans notre recherche.

4.3 L'ÉCHANTILLONNAGE

Afin d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention dans un contexte d'immigration, nous avons choisi deux catégories de participants.

Dans un premier temps, nous avons choisi des Réunionnais diplômés des cégeps de Rimouski et Gaspé et qui ont choisi de s'installer dans une de ces deux villes. Nous avons retenu un Réunionnais qui avait transformé son programme collégial technique en attestation d'études collégiales puisque ce diplôme provient du cégep. Nous avons retenu aussi deux Réunionnais qui ont fait presque tout le cheminement collégial, mais qui ont dû abandonner à la fin, pour des raisons personnelles. Nous avons retenu leurs témoignages puisqu'ils travaillent tout de même tous les deux dans leur domaine d'études collégiales et ils résident dans leur première ville d'adoption. Nous avons aussi rencontré une Réunionnaise qui était encore au cégep afin de prendre le pouls actuel des façons de faire

en matière d'intégration et de rétention. Nous avons conservé son récit puisqu'elle est demeurée à Rimouski après avoir obtenu son diplôme.

Dans un deuxième temps, nous avons choisi des représentants des institutions ciblées, le cégep, la ville et un organisme d'aide aux nouveaux arrivants qui travaillent en étroite collaboration avec les administrations municipales.

Pour le recrutement des Réunionnais, notre échantillonnage s'est fait par choix raisonné et par réseau (boule de neige) (Gauthier, 2016). Nous avons choisi ces méthodes puisqu'en « l'absence de base de sondage ou lorsque les objectifs sont moins de mesurer que de découvrir une logique, les méthodes non probabilistes sont souvent les seules utilisables, ou en tout cas, les plus adaptées » (Beaud, 2004, p.229) Le choix raisonné et le choix par réseau offrent une certaine souplesse adaptées à nos terrains de recherche et à nos populations qui sont à la fois peu nombreuses et difficilement quantifiables étant donné qu'ils sont répertoriés sous la nationalité française. L'aide des cégeps et le bouche-à-oreille ont été nos plus grands atouts pour les recruter.

Pour recruter les participants de La Réunion, nous avons d'abord fait une demande officielle au service des communications de chacun des cégeps afin qu'ils demandent aux diplômés de La Réunion, par courriel, de nous contacter, s'ils résident toujours à Rimouski ou Gaspé. Les employés des cégeps qui œuvrent à l'accueil et l'accompagnement des étudiants internationaux ont, pour la plupart, encore des contacts avec les diplômés internationaux, surtout s'ils sont restés sur place puisqu'ils viennent parfois rencontrer les nouveaux arrivants en début d'année scolaire pour leur parler de leur expérience personnelle et pour les guider les premières fois dans la ville. Cette méthode nous a permis de démarrer le recrutement et de procéder aux premiers entretiens. La méthode « boule de neige » nous a par la suite été très utile pour recruter des participants de La Réunion. Nous avons aussi fait un appel aux diplômés de La Réunion sur un groupe Facebook destiné aux Réunionnais qui vivent au Québec, mais sans succès.

Lors du choix des participants, nous avons eu le souci de la représentativité et de la diversification de l'échantillon (Michelat, 1975). Nous voulions, dans la mesure du possible, choisir autant de femmes que d'hommes, ce que nous n'avons pas réussi, et des diplômés arrivés au Québec dans des cohortes différentes et des programmes d'études variés. Davantage de femmes ont accepté de participer à l'étude. Nous avons choisi des Réunionnais qui sont arrivés au Québec dans des cohortes différentes et à des âges différents, de 18 à 27 ans. Aussi, la longueur de leur trajectoire post-diplôme est différente d'un participant à l'autre, variant de 7 ans à moins d'un an.

Nous avons mené un total de 24 entretiens, ce qui s'est avéré suffisant, en raison de la saturation. Le nombre s'est révélé suffisant puisque vers les dernières entrevues, nous avons vécu le concept de saturation empirique (Glaser, Strauss, 1967; Bertaux, 2016). Les propos recueillis se recoupaient avec ce qui avait déjà été mentionné lors d'entretiens précédents. « La saturation empirique désigne alors le phénomène par lequel le chercheur juge que les derniers documents, entrevues ou observations n'apportent plus d'informations suffisamment nouvelles ou différentes pour justifier une augmentation du matériel empirique » (Pires, 1997, p.67).

Nous avons choisi d'interviewer 16 Réunionnais, soit huit Réunionnais par terrain de recherche. Nous avons choisi de rencontrer quatre représentants des institutions par terrain de recherche, respectivement à Rimouski et à Gaspé, pour un total de huit entretiens avec les institutions, ce qui nous a permis de corroborer certaines informations recueillies lors des entretiens avec les Réunionnais et de saisir la perception des institutions elles-mêmes sur le rôle qu'elles jouent auprès des étudiants et des diplômés internationaux. Nous avons eu la surprise, au cours de trois entretiens avec des représentants des institutions, de voir une deuxième personne s'ajouter à l'entretien. Nous avons accepté cette présence inattendue puisque leur rôle était d'appuyer la personne principale qui faisait l'entretien.

4.3.1 Présentation des participants

Par souci éthique d'assurer la confidentialité des participants, nous ne pouvons malheureusement pas exposer avec détails le parcours de chacun d'eux, puisque dans des petits milieux de vie comme Rimouski et Gaspé, et parce que les Réunionnais sont peu nombreux à être demeurés sur place après leurs études, ils pourraient facilement être identifiables. Nous présentons donc ici un portrait global des participants, par terrain de recherche, Rimouski et Gaspé.

Voici d'abord un portrait plus global des Réunionnais de Rimouski et ensuite nous verrons celui de Gaspé. Le hasard a voulu que tous les participants soient en situation d'emploi, ce qui peut être un biais dans cette recherche. Le hasard, ou plutôt l'échantillonnage par effet boule de neige, ont voulu que nous rencontrions plus de femmes que d'hommes pour réaliser cette recherche.

Concernant l'âge des participants à leur arrivée au Québec, les Réunionnais de Gaspé étaient légèrement plus âgés que les participants de Rimouski. Nous avons constaté que les programmes d'études collégiales les plus populaires chez nos participants sont ceux liés à l'éducation, aux services sociaux et à la santé. Nous avons aussi constaté que les étudiants en Technique de Travail social sont ceux qui ont le plus participé à la mise sur pied d'initiatives au cégep pour favoriser l'intégration des étudiants internationaux.

Une minorité de Réunionnais qui ont obtenu un emploi dans leur domaine d'études, mais qui ont un statut précaire, ont continué de travailler dans un deuxième emploi, à temps partiel, surtout en restauration.

Ceux qui ont exprimé le désir de s'établir à long terme dans leur communauté d'accueil sont majoritairement ceux qui sont en couple avec une personne originaire de la région choisie et qui ont des enfants.

4.3.1.1 Réunionnais de Rimouski

Les huit participants réunionnais qui résident à Rimouski sont arrivés au Québec tout au début de leur vie adulte, c'est-à-dire à l'âge de 18 ou 19 ans. Nous avons rencontré une des participantes au moment où elle était toujours aux études, afin d'avoir un portrait juste de la façon dont ça se déroule en ce moment au cégep. Cette participante est demeurée à Rimouski après avoir obtenu son diplôme.

Nous avons rencontré cinq femmes et trois hommes. Selon notre échantillon, il est apparu qu'une majorité d'hommes (2 sur 3) avaient changé de programme d'études après une année collégiale, par manque d'intérêt et de motivation dans le programme initial. Une seule participante a poursuivi des études à l'université afin d'approfondir son parcours académique dans le domaine de la santé.

Nous avons remarqué que plus de la moitié des participants à l'étude qui résident à Rimouski occupent un emploi lié à leur champ d'études, soit cinq participants sur huit. De plus, deux femmes sont devenues entrepreneures après avoir occupé un poste dans leur domaine d'étude. Deux femmes cumulent plus d'un emploi.

Tableau 1 Portrait de huit Réunionnais de Rimouski

No	Sexe	Âge à l'arrivée	Année à l'arrivée	Études au cégep	Emploi lié aux études	Enfants	Projet d'installation
9	F	18	2014	3 ans	Non	Non	Court terme
10	F	19	2012	3 ans	Oui avec un autre emploi à temps partiel	Non	Court, moyen terme
11	M	19	2011	4 ans	Non	Non	Court, moyen terme
12	M	18	2010	4 ans	Oui	Non	Moyen, long terme

13	F	18	2008	3 ans	Oui	Oui	Long terme
14	F	18	2009	3 ans	Oui et entrepreneur	Non	Long terme
15	M	18	2008	3 ans	Oui	Non	Moyen, long terme
16	F	18	2006	3 ans	Non et entrepreneure (plus d'une entreprise)	Oui	Long terme

4.3.1.2 Réunionnais de Gaspé

À Gaspé, les huit participants réunionnais qui résident dans cette ville sont arrivés au Québec alors qu'ils avaient entre 20 et 27 ans. Ils étaient donc légèrement plus âgés à l'arrivée que les participants de Rimouski. Deux des participants n'ont pas obtenu leur diplôme collégial, mais ils occupent tous les deux un emploi lié à leur domaine d'étude collégiale et ils ont complété un parcours de près de trois ans au cégep. De plus, un autre participant a obtenu une attestation d'études collégiales et non un diplôme d'études collégiales.

Nous avons rencontré six femmes et deux hommes. Ils sont tous demeurés respectivement dans leur premier choix de programme technique pendant leur trajectoire collégiale. Aucun participant n'a fréquenté l'université par la suite.

Nous avons noté que cinq participants sur huit occupent un emploi lié à leur domaine d'étude. Une seule participante est entrepreneure. Une autre participante cumule plus d'un emploi en même temps.

Tableau 2 : Portrait de huit Réunionnais de Gaspé

No	Sexe	Âge à l'arrivée	Année à l'arrivée	Études au cégep	Emploi lié aux études	Enfants	Projet d'installation
1	F	20	2005	3 ans	Oui	Oui	Long terme
2	M	21	2007	4 ans	Non	Non	Moyen terme
3	F	27	2011	3 ans	Oui et autres emplois à temps partiel	Non	Court, moyen terme
4	F	23	2011	3 ans	Oui	Non	Court, moyen terme
5	M	27	2007	2 ans et demi	Oui	Oui	Moyen terme
6	F	26	2007	3 ans	Oui	Oui	Moyen terme
7	F	20	2007	3 ans (mais un an d'arrêt pour grossesse)	Non et entrepreneur	Oui	Long terme
8	F	21	2005	3 ans	Oui	Non	Court terme

Pour la majorité des participants des deux terrains, le projet de départ était de boucler les études et de rentrer à l'île de La Réunion, mais en cours de route, le projet individuel a évolué pour devenir un projet d'installation à plus ou moins long terme. Ils se sont dits influencés par leurs aspirations personnelles et professionnelles, selon leurs rencontres et les liens qu'ils ont tissés avec la communauté d'accueil.

4.4 TERRAINS DE RECHERCHE

Nous avons choisi de réaliser notre étude sur deux terrains de recherche, Rimouski et Gaspé. Nous ne faisons pas une étude comparative entre deux terrains. Nous avons choisi ces deux villes moyennes situées dans deux régions éloignées des centres urbains et qui présentent des similitudes sociales, démographiques et économiques. « Le but ultime est de mettre au jour les constances qu'on peut retrouver d'un cas à l'autre tout en observant les similitudes et des dissemblances. » (Gauthier, 2004, p.138) Notre souhait est de dégager, de nos données recueillies, des tendances générales sur le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention en contexte de régionalisation de l'immigration dans des villes moyennes éloignées des centres urbains, et non le simple portrait d'une seule communauté.

Rimouski et Gaspé présentent un bon nombre de dénominateurs communs. Ce sont deux villes moyennes qui sont considérées comme des pôles dans leur région respective, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Ces deux régions sont parmi les quatre au Québec qui connaîtront le plus grand déclin de leur population d'ici 2061. Elles sont aussi les deux régions, en excluant le Nord-du-Québec, qui sont les moins populaires auprès des immigrants et qui peinent à retenir leurs nouveaux arrivants. Le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine font partie des régions ressources de la province et elles détiennent un faible poids démographique et économique dans l'ensemble du Québec. À Rimouski et à Gaspé, dans les discours politiques, l'attraction des immigrants fait partie d'une des stratégies pour améliorer le sort démographique et économique de ces territoires.

En regard de ces similitudes, nous croyons qu'il est possible que nos données se recourent entre les deux terrains, ce qui nous permettrait de traiter nos données en lien avec un contexte géographique (ville de taille moyenne éloignée des grands centres), social

(déclin démographique) et économique (faible revenu par habitant) plutôt qu'en lien avec un lieu précis.

Tableau 3 : Portrait des deux terrains de recherche

Indicateurs	Bas-Saint-Laurent	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Population (2016)	199 983 habitants	91 781 habitants
Ville pôle	Rimouski (49 281 hab.)	Gaspé (15 001 hab.)
Poids démographique dans la province (2016)	2,4 %	0,8 %
Taux d'immigrants de 2006 à 2011	0,1 %	0,03 %
PIB (2016)	33 745\$	31 100\$
Revenu personnel par habitant (2016)	16 ^e rang	17 ^e rang
Taux de chômage (août 2017)	7,8 %	13 %

Ces deux terrains sont intéressants puisque leurs cégeps figurent parmi les premiers à avoir accueilli des étudiants de La Réunion dans le cadre du partenariat entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional Région Réunion qui est en vigueur depuis le milieu des années 2000. Les cégeps de ces deux villes ont accueilli une dizaine de Réunionnais par année, dans les premières années du programme, alors que maintenant ils peinent à en attirer un ou deux par année. Nous avons choisi ces deux terrains, car nous avons été témoin de l'investissement des cégeps dans le recrutement des Réunionnais et de leurs efforts pour favoriser l'intégration de ces étudiants internationaux. Nous voulions vérifier si ces efforts portent effectivement fruit auprès des Réunionnais.

Ces deux terrains présentent des spécificités, mais nous souhaitons explorer le rôle des institutions de manière plus globale sans nous limiter aux particularités d'un seul

territoire. « La quête de récurrences (des facteurs, des agencements, des temporalités et des bifurcations) permet de dépasser les histoires individuelles pour atteindre des généralisations plausibles sur la manière dont se construisent les processus » (Mendez, 2010, cité par Longo 2016). Nous voulons éviter le tropisme territorial « qui accorde au territoire une vertu explicative en soi, fournissant des explications attachées au territoire étudié, pour proposer des critères objectivables qui puissent être transposés » (Gueranger, 2012, cité dans Lestel, Carré, 2017, p.18) à d'autres recherches sur le même thème. Nous voulons éviter que les réponses à nos questions de recherche et à nos hypothèses soient attachées à un terrain précis. Nous désirons dégager des tendances communes, des récurrences dans les parcours, dans un terrain qui présente certaines caractéristiques, et qui peuvent par la suite s'exporter comme explications plus générales sur la régionalisation de l'immigration.

4.5 TRAITEMENT DES DONNÉES

En considérant notre cadre théorique sur les parcours de vie, nous avons choisi de traiter nos données dans un calendrier de vie. Ce calendrier nous permet de reconstituer le parcours des participants et de présenter leur récit dans un ordre chronologique balisé par des trajectoires et des transitions, sous l'angle du rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention.

Nous analysons nos matériaux, nos récits de vie, de manière qualitative, à l'aide de l'analyse thématique, « c'est le cas de la délimitation des thèmes dans l'analyse phénoménologique (Giorgi, 1975; Deschamps, 1993) » (Paillé, Mucchielli, 2008, p.161). La revue de la littérature nous a permis de dégager des thèmes récurrents associés à la réussite de l'intégration et de la rétention des immigrants, comme le marché du travail, le réseau social, le logement, l'ouverture de la communauté d'accueil et la personnalité de

l'immigrant. Nous avons pu structurer ces thèmes à l'intérieur de notre cadre théorique sur les parcours de vie, à travers les trajectoires et les transitions.

Nous présentons nos données à la manière de Pierre Bourdieu, avec plusieurs citations qui personnalisent et appuient ce que nous avons constaté et dégagé des récits de vie. Nous avons structuré la présentation des résultats en suivant le fil conducteur de notre recherche, c'est-à-dire selon l'ordre chronologique établie dans le calendrier de vie des Réunionnais dans leur parcours d'immigrant. Nous avons présenté les faits des deux terrains pour ensuite faire un résumé qui regroupe les tendances communes.

Nous avons ensuite interprété les faits dans la discussion des données, en les confrontant avec la littérature existante. Nous avons mis l'accent, encore une fois, sur le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais à travers les trajectoires et les transitions.

4.6 LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Cette recherche, par sa méthodologie, comporte certaines limites ou des biais. Nous avons choisi, consciemment, de nous concentrer uniquement sur les diplômés de La Réunion qui sont restés à Rimouski et Gaspé. Nous n'avons pas interviewé des Réunionnais qui quitté ces deux villes après avoir obtenu leur diplôme. Ce point de vue pourrait faire l'objet d'une autre recherche.

Nous avons choisi de nous concentrer uniquement sur les diplômés originaires de La Réunion et qui sont venus au Québec par le biais du programme de bourse étudier et vivre au Québec. Nous avons donc recueilli le point de vue d'immigrants qui sont susceptibles d'avoir des dénominateurs communs dans leur parcours.

Nous n'avons pas rencontré d'étudiants québécois qui côtoient les étudiants internationaux et qui participent aussi, dans un cadre institutionnel, à l'accueil, l'intégration et la rétention des immigrants. Ceci pourrait faire l'objet d'une autre recherche.

Le hasard a voulu que tous nos participants soient dans une situation d'emploi. Nous avons recruté nos participants principalement par effet boule de neige et par choix raisonné. Nous n'avons pas rencontré de Réunionnais sans emploi. Nous pouvons voir un biais dans la recherche ou nous pouvons peut-être penser que les Réunionnais qui restent à Rimouski et Gaspé après avoir obtenu leur diplôme le font parce qu'ils ont une situation professionnelle active. Ce biais fait en sorte que nous ne pouvons pas avoir le portrait juste de la rétention, puisque nous n'avons pas vérifié les facteurs répulsifs auprès de ceux qui ont quitté Rimouski et Gaspé.

4.7 CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

Tout au long de la cueillette des données et de leur traitement dans l'analyse, nous avons tenu compte des considérations éthiques de la recherche déjà établies dans le protocole de certification éthique de l'UQAR. Le comité d'éthique à la recherche a validé notre devis et nos outils de cueillette avant que nous réalisions les entrevues. Nous avons obtenu un certificat éthique avant de procéder à nos entretiens.

Nous avons mis en place des mesures pour assurer la confidentialité, le respect et l'intégrité des personnes interviewées. Il n'y a pas de risque pour les participants de l'étude.

Avant chaque entrevue, nous avons fait signer un formulaire de consentement éclairé à l'interviewé. Nous lui avons demandé la permission d'enregistrer notre conversation afin de faciliter la retranscription des propos tenus pendant la rencontre. Nous avons assuré à la personne rencontrée que ses propos demeureront confidentiels afin qu'elle s'exprime plus

librement. Les enregistrements seront ensuite conservés en sûreté et seront détruits au plus tard un an après le dépôt final du mémoire de maîtrise. Lors du choix des personnes interviewées, nous avons tout mis en œuvre afin de ne pas être influencé ou biaisé, notamment parce que nous avons choisi des participants par la méthode d'échantillonnage par réseau, par boule de neige. Nous avons été vigilants afin de demeurer neutres lors de l'entrevue. De plus, nous n'avons pas porté de jugement sur les points de vue des participants. Nous n'avons pas remis le questionnaire à l'avance, mais nous avons énuméré les grands thèmes de la rencontre préalablement afin que les candidats puissent se préparer adéquatement à la rencontre et qu'ils puissent réfléchir au sujet avant de répondre aux questions. Aussi, nous aurions respecté le choix d'un interviewé de ne pas répondre à certaines questions ou d'interrompre l'entretien, ce qui ne s'est pas produit. Il va de soi que nous avons été à l'écoute des participants et que nous avons répondu à leurs questions concernant l'éthique de la recherche.

En conclusion de ce chapitre sur le cadre méthodologique, nous avons vu que notre cadre s'inscrit dans la continuité de notre cadre théorique sur les parcours de vie. Nous privilégions l'approche des récits de vie et l'entretien compréhensif afin de recueillir des témoignages subjectifs qui font appel à la mémoire et aux souvenirs des participants.

Nous avons réalisé 24 entretiens semi-dirigés, répartis également dans nos deux terrains de recherche. Nous avons rencontré 16 Réunionnais et huit représentants des institutions. Lorsque nous avons réalisé nos derniers entretiens, nous avons vécu le principe de saturation. Nous avons aussi présenté les biais méthodologiques liés aux caractéristiques de la population étudiée.

Nous avons privilégié, comme outils de cueillette, deux grilles distinctes, une pour les Réunionnais, l'autre pour les représentants des institutions. Nous les avons construites à l'aide des thèmes qui sont ressortis dans la revue de littérature ainsi qu'à l'aide de notre

cadre théorique sur les parcours de vie organisés en trajectoires et transitions. Nous présentons et analysons nos résultats dans cette même logique.

Dans le prochain chapitre, nous verrons la présentation des résultats de la recherche, c'est-à-dire ce que les récits de vie nous apprennent sur le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais à Rimouski et à Gaspé, à travers le parcours des participants et la perception des représentants des institutions.

CHAPITRE 5

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Nous avons ciblé la théorie des parcours de vie pour encadrer notre mémoire puisqu'elle permet au chercheur d'étudier un sujet de façon globale et multidisciplinaire, à travers des récits de vie structurés et subjectifs. Nous avons choisi ce cadre théorique qui s'articule autour des trajectoires et des transitions et qui prédispose à l'étude des individus et des groupes. Dans les parcours de vie, les notions de temporalités, ainsi que le contexte sociohistorique dans lequel évoluent les acteurs, influencent le cheminement de l'individu tout comme sa personnalité influence ses actions. L'individu est en interrelation avec son environnement, avec les institutions qu'il côtoie ainsi que les normes et les valeurs de la société dans laquelle il évolue.

Notre objectif de recherche est d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des diplômés de La Réunion dans les villes de Rimouski et de Gaspé. Ces villes moyennes, situées toutes les deux dans des régions éloignées des grands centres, vivent des problèmes démographiques, comme le vieillissement de la population et le manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce sont aussi deux régions qui misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle à ces enjeux démographiques, mais qui peinent à attirer et à retenir leurs nouveaux arrivants, une tendance observée dans un bon nombre de régions non métropolitaines, tant au Canada, qu'aux États-Unis et en Australie.

Nous présentons donc les résultats de notre recherche sous forme chronologique. Nous nous intéressons au rôle des institutions dans l'intégration et la rétention des Réunionnais à divers moments de leur parcours, configurés en trajectoires et en transitions,

qui représentent la vie à La Réunion, le déménagement au Québec, le temps des études collégiales, l'obtention du diplôme et la vie post-diplôme. Afin de visualiser la structure de ce chapitre et l'organisation de la présentation des résultats, nous avons conçu une ligne chronologique dans la figure ci-dessous.

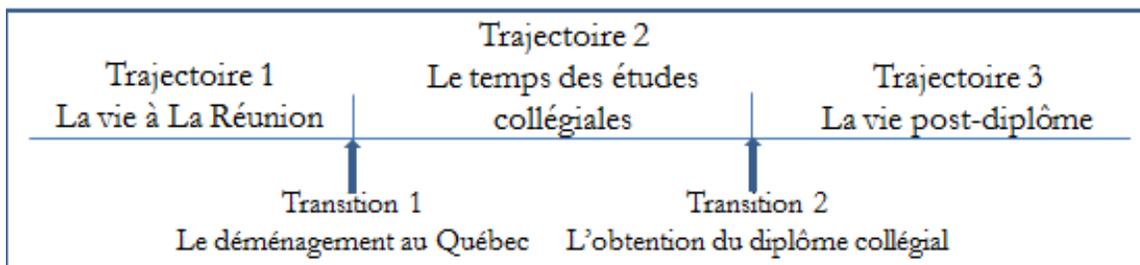


Figure 2 : Le calendrier de vie dans le parcours des Réunionnais

Nous expliquons plus bas ce que comportent les trois trajectoires et les deux transitions dans leur section respective. Ensuite, nous présentons les résultats de nos entretiens pour chacune de ces cinq sections.

Nous avons choisi deux terrains de recherche avec des dénominateurs communs afin que nos résultats ne soient pas le reflet d'une seule ville moyenne éloignée des grands centres, mais le reflet de tendances dégagées dans deux villes moyennes qui présentent un bon nombre de similitudes aux plans démographiques et économiques. Nous présentons les résultats des deux terrains séparément afin de regrouper dans un résumé les tendances communes entre les deux territoires. Ce sont d'ailleurs ces tendances communes que nous utiliserons au chapitre suivant, dans l'analyse et la discussion. Les résultats de l'étude se limitent au vécu des participants rencontrés et ils ne peuvent être généralisés à l'ensemble des immigrants.

Dans chacune des trajectoires et des transitions, nous reprendrons les discours tant des 16 Réunionnais que des huit représentants des institutions que nous avons rencontrés lors d'entretiens semi-dirigés.

5.1 TRAJECTOIRE 1 : LA VIE À L'ÎLE DE LA RÉUNION

La première trajectoire correspond à la vie des participants à l'île de La Réunion, au moment où ils ont connu les possibilités d'études dans les cégeps du Québec et au moment où ils ont réfléchi à leur situation et leurs perspectives d'avenir. Au cours de cette trajectoire, comme nous le verrons dans les témoignages des Réunionnais, ils sont à l'aube de leur vie d'adulte. Dans plusieurs cas, ils aspirent à un programme d'études, à La Réunion ou en France, qui est contingenté et ils font face à des perspectives d'emploi peu reluisantes avec un taux de chômage d'environ 60% chez les 15-24 ans. C'est la trajectoire au cours de laquelle ils rencontrent des représentants des cégeps québécois et choisissent d'étudier dans une région du Québec, en participant au programme Vivre et étudier au Québec lancé en 2004.

5.1.1 Situation des participants à l'île de La Réunion et désir de changement

À l'île de La Réunion, les participants rencontrés ont un profil un peu similaire. Ils ont tous fait des études à La Réunion et la majorité est encore aux études au bout desquelles les perspectives d'emploi sont peu encourageantes. Ils ont le désir d'être admis dans un programme d'études contingenté, mais ils se retrouvent sur une liste d'attente ou ils commencent une vie professionnelle pendant laquelle il leur faudra attendre longtemps

avant de grimper les échelons. Un autre enjeu important, pour certains étudiants, est leur capacité financière limitée qui ne leur permet pas de financer de longues études.

La situation du chômage à l'île de La Réunion chez les jeunes a été identifiée par une douzaine de participants comme étant un incitatif à poursuivre des études à l'extérieur de l'île. Lorsque la délégation des cégeps québécois a présenté les perspectives d'études et d'emplois, ça a été une source de motivation. « Ils m'ont dit que je serais formé et ensuite engagé, qu'ils avaient besoin de main-d'œuvre. Ça avait ce côté rassurant » (entrevue 12). Une des participantes avait l'impression de stagner professionnellement. Lorsqu'elle a demandé à son patron combien de temps il lui faudrait travailler avant de progresser dans l'entreprise, il lui a répondu que ce ne serait pas avant 10 ou 15 ans. Son conjoint faisait des démarches pour étudier au Québec et elle a décidé d'emboîter le pas. Une Réunionnaise détenait un diplôme en marketing et elle ne trouvait que des petits boulots dans des boutiques. Une autre participante qui avait un diplôme d'études professionnelles n'était pas satisfaite de ses conditions de travail. Elle affirme que son employeur ne la respectait pas et ne payait pas toutes ses heures de travail. Elle voulait un changement, mais les possibilités d'emplois étaient restreintes. Un autre participant ne trouvait pas d'emploi qui correspondait à ses compétences acquises à l'école.

La difficulté d'accéder aux études supérieures françaises a découragé la moitié des participants rencontrés. Une participante qui avait fait des études en littérature souhaitait poursuivre son parcours académique en éducation spécialisée après avoir travaillé temporairement dans une garderie, mais les places dans ce programme étaient limitées et elle n'a pas été admise à La Réunion. Une autre qui voulait aller dans le domaine de l'éducation n'arrivait pas à se tailler une place dans son programme à La Réunion. « On est à peu près 1500 à passer le concours d'entrée. Il retenait 30 étudiants. Chaque fois, je suis arrivée 45^e ou 50^e. S'il fallait que je continue comme ça, ça va être long » (entrevue 1). Une

autre qui voulait étudier en éducation après avoir complété un baccalauréat en sciences économiques et sociales n'arrivait pas à entrer dans le programme voulu.

La situation financière des participants a pu être, dans certains cas, un facteur déterminant dans le choix de poursuivre des études au Québec. Par exemple, une Réunionnaise qui a étudié en hôtellerie à la Réunion n'avait pas les moyens financiers de poursuivre son parcours académique en diététique. La bourse offerte par le programme Vivre et Étudier au Québec devenait alléchante. Même scénario pour un étudiant de la Réunion dont plusieurs membres de sa famille ont étudié au Québec par le biais de ce programme.

La qualité de vie à La Réunion a été un facteur décisif de départ pour au moins deux participants qui n'en pouvaient plus des nombreux embouteillages et de la population croissante sur leur petite île.

À l'unanimité, les Réunionnais rencontrés ont souligné qu'ils avaient une envie d'aventures, de voyages, de découvrir le monde et les autres cultures, au moment de leur entrée dans la vie adulte. « Quand on est jeune, on veut bouger, voyager, c'était un pays francophone, donc je n'avais pas la barrière de la langue » (entrevue 1). Plusieurs d'entre eux ont voyagé avec leurs parents, étant enfants. Cette possibilité d'études au Québec les a fait rêver.

C'est dans un tel contexte scolaire et professionnel que leur a été présentée l'option d'étudier au Québec. Des représentants des cégeps du Québec se sont rendus à La Réunion pour une mission de recrutement. Le Québec devient donc une avenue pour ces Réunionnais qui peuvent, dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de La Réunion, recevoir une bourse d'études dans un programme qui offre des perspectives d'emplois au Québec. La condition est de vivre, au moins pendant le

parcours scolaire, dans une région éloignée de Québec et Montréal, les deux grands centres urbains de la province.

5.1.2 Rôle des institutions dans le choix de la destination

Le dispositif de mobilité des Réunionnais vers le Québec, qu'ils soient lycéens, universitaires ou chercheurs d'emplois, a été créé par des institutions dont le gouvernement du Québec, le Conseil régional de La Réunion et la Fédération des cégeps. L'objectif de ce programme est de permettre à des Réunionnais qui sont sélectionnés selon un processus rigoureux de recevoir pendant trois ans une bourse de 700 euros par mois afin d'étudier au Québec. La liste des programmes techniques ciblés par ce programme tout comme les cégeps admissibles ont été déterminés par les institutions. Le choix de la destination est déjà orienté vers les cégeps admissibles qui sont situés à l'extérieur des grands centres, donc hors Québec et Montréal. Les cégeps des régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie et de Chaudière-Appalaches sont ciblés.

5.1.2.1 Rimouski

Le territoire a été un incitatif pour une des participantes qui cherchait un lieu où elle pourrait retrouver la mer et la montagne, deux éléments géographiques présents à l'île de La Réunion. La taille moyenne de la ville de Rimouski a aussi plu à cette participante qui ne s'imaginait pas vivre dans une trop grande ville. La situation géographique de Rimouski a influencé le choix d'un participant qui hésitait entre les cégeps de trois villes, Trois-Rivières, Jonquière et Rimouski. « J'ai choisi Rimouski parce que c'était proche du fleuve, de la nature. À l'île de La Réunion, on est proche de l'eau. J'ai regardé ce qu'il y avait aux

environs : la Gaspésie et Québec, pour le tourisme, et la Côte-Nord, pour aller voir une connaissance » (entrevue 12). Un autre participant a lui aussi choisi Rimouski pour la taille de la ville, mais aussi parce qu'il connaissait deux étudiantes réunionnaises qui avaient choisi Rimouski en même temps que lui.

La rencontre entre le représentant du cégep de Rimouski et plusieurs Réunionnais a été déterminante pour le choix de la destination. Ce contact humain à l'île de La Réunion, qualifié de chaleureux par les participants, a permis aux jeunes de créer un lien de confiance avec une personne-ressource qui a répondu à leurs questions. « Je me suis dit que si elle me rassure dans cette démarche-là, quand je serai là-bas, je ne serai pas tout seul. Ça a compté pour beaucoup. Si ça n'avait pas été elle, peut-être que je n'aurais pas été intéressé par Rimouski » (entrevue 12). Les Réunionnais rencontrés se souvenaient tous du prénom de cette personne avec qui ils avaient eu des contacts à La Réunion. Cette personne, représentante du cégep, est demeurée une personne référence pour les étudiants internationaux une fois rendus au Québec.

Toutefois, la nouvelle formule de recrutement, selon laquelle plusieurs cégeps délèguent un représentant à La Réunion, a forcé les représentants des cégeps à établir un contact par courriel avec les étudiants qui se sont montrés intéressés par le cégep de Rimouski, afin de ne pas perdre ces candidatures. « La relation, on devait l'établir rapidement, dans l'année qui précédait leur arrivée » (entrevue 23). Un suivi est fait par un représentant des cégeps plusieurs mois avant l'arrivée. « Je commence à leur donner de l'information sur le cégep et les programmes. C'est informel. Je vais leur parler de la météo et des étudiants ici. Je maintiens toujours ce lien-là. C'est sûr que je vais en perdre quelques-uns » (entrevue 24). Certains candidats changent d'idées, choisissent un autre cégep ou ne se qualifient pas.

De plus, le cégep de Rimouski a choisi de limiter le nombre d'étudiants internationaux qui sont admis, afin de répondre adéquatement à leurs besoins et d'avoir assez de ressource pour assurer un suivi adéquat tout au long de leur cheminement.

Le choix de Rimouski s'est fait, dans certains cas, lorsque le candidat réussissait à être admis dans le programme choisi, peu importe la ville. Lorsque plusieurs Réunionnais souhaitaient se retrouver dans le même cégep, ils cherchaient le cégep qui allait leur offrir à chacun leur programme d'études.

L'obtention d'une bourse pour aller étudier en région au Québec a été un incitatif pour choisir un cégep régional. Si la bourse avait été offerte pour des Réunionnais qui choisissaient un cégep de Montréal ou de Québec, certains d'entre eux ont admis qu'ils auraient d'abord privilégié les grands centres.

5.1.2.2 Gaspé

La géographie du territoire a été déterminante dans le choix de Gaspé pour la majorité des Réunionnais rencontrés. C'est la nature, la mer et la montagne qui leur rappellent leur île. Toutefois, ils ont indiqué qu'ils n'avaient pas choisi l'hiver qui a été un choc pour certains. Gaspé semblait aussi offrir un mode de vie paisible.

Une Réunionnaise a choisi le cégep de Gaspé, parce qu'elle avait été refusée dans un cégep du Bas-Saint-Laurent. Elle affirme avoir tenté le coup dans un cégep d'une région encore plus éloignée des grands centres, avec l'espoir d'être admise. Elle ne regrette pas son choix, en raison de la proximité de l'eau et des montagnes qui lui rappellent son île.

Une des Réunionnaises souhaitait étudier à Rivière-du-Loup, mais elle partait au Québec avec deux amies. Les trois étudiantes ont alors opté pour un cégep qui offrait leurs programmes respectifs afin qu'elles puissent demeurer ensemble. Les deux cégeps qui

correspondaient à ce critère étaient Gaspé et Jonquière. C'est l'aspect géographique des lieux qui a fait pencher la balance du côté de Gaspé. Il y avait la mer et la montagne, comme à La Réunion. « On ne s'imaginait pas être dans une place où on ne voit pas l'eau » (entrevue 1). Cette phrase qui exprime un besoin de vivre près de l'eau a été répétée dans plusieurs entretiens. Le réseau social a été, dans trois cas, un facteur déterminant dans le choix de la destination.

Des représentants du cégep de Gaspé se sont rendus à La Réunion rencontrer et recruter des étudiants. À l'unanimité, les participants ont signifié que la qualité du contact qu'ils ont eu avec la représentante du cégep de Gaspé à La Réunion les a convaincus de choisir Gaspé. Ils se souvenaient tous de son prénom et des premiers conseils qu'elle leur a prodigués. « Elle est venue à La Réunion, je l'ai rencontré, on a discuté et on a mangé ensemble. Elle avait l'air bien sympathique » (entrevue 5). C'est aussi en discutant avec la représentante du cégep de Gaspé qu'une des Réunionnaises a eu un coup de cœur pour Gaspé. C'est aussi en raison de la géographie. La représentante du cégep a pu mettre en contact des candidats potentiels avec des Réunionnais qui étudiaient déjà à Gaspé afin qu'ils puissent leur poser des questions. Des participants ont suggéré que des Réunionnais déjà établis au Québec fassent partie de ce genre de mission de recrutement à La Réunion.

La méthode de recrutement ayant changé, les représentants du cégep de la Gaspésie et des Îles doivent créer un contact à distance avec les étudiants potentiels. « On est très méticuleux sur cet accompagnement-là que beaucoup de cégep ne font pas jusqu'où on le fait » (entrevue 19). Par exemple, il y a des séances d'informations qui sont organisées par vidéoconférence sur le cégep de la Gaspésie.

Une mauvaise expérience vécue par un étudiant réunionnais à Gaspé aurait nui à la réputation du cégep de la Gaspésie et des Îles au campus du Gaspé et à sa capacité d'attraction des Réunionnais pendant une année ou deux, jusqu'à ce que le maire intervienne auprès d'une délégation officielle de l'île de La Réunion.

5.1.2.3 Résumé

En considérant les propos des Réunionnais, les institutions influencent le choix de la destination sur deux plans, par la géographie et par la qualité du contact à l'île de La Réunion avec la personne référence du cégep.

La méthode de recrutement a toutefois changé depuis quelques années. Les cégeps envoyaient en mission un représentant par collège, ce qui ne se fait plus aujourd'hui. Les cégeps se regroupent et partagent les coûts pour envoyer un seul représentant sur place, afin de réduire la facture. Les premières missions donnaient l'occasion à chacun des cégeps de personnaliser son discours auprès des Réunionnais et de répondre sur place aux différentes questions. La qualité de la relation avec les représentants des cégeps, le contact chaleureux avec cette personne ainsi que le lien de confiance qu'ils pouvaient tisser ont été soulignés à grand trait dans le choix de la destination.

Les cégeps doivent maintenant utiliser d'autres moyens pour créer des contacts avec les étudiants potentiels. La prise de contact de façon personnalisée, par courriel ou par vidéoconférence, et le maintien du lien avec ces étudiants s'organisent tout au long de l'année précédant l'arrivée des Réunionnais à Gaspé et Rimouski. De plus, l'administration municipale est absente de cette étape du parcours des Réunionnais. Seuls les représentants des cégeps agissent dans cette première trajectoire.

Le territoire a été un facteur clé dans le choix de Gaspé et de Rimouski. La situation géographique, avec la présence de montagnes et de l'estuaire du Saint-Laurent, donnait une impression d'être chez soi aux Réunionnais. Ceux-ci ont appuyé fortement sur ces aspects du paysage en tant que facteur d'attraction. Aussi, la taille des villes a été attrayante, mais nous verrons plus loin qu'elle peut aussi devenir contraignante pour les participants.

5.1.3 Le projet initial des Réunionnais

Lorsque le programme Vivre et étudier au Québec est présenté aux Réunionnais, dès le départ, le Conseil régional de La Réunion et les cégeps expliquent que l'objectif est d'étudier au cégep dans un programme technique de trois ans et ensuite de s'installer au Québec pour travailler. Leurs diplômes québécois ne sont d'ailleurs pas reconnus en territoire français, où ils devraient reprendre tout leur parcours scolaire s'ils arrivaient sans expérience, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Toutefois, la moitié des participants ont avoué que même s'ils connaissaient bien l'objectif du programme dès le départ, leur but était d'étudier trois ans, de vivre cette expérience à l'étranger pour ensuite revenir à La Réunion. « À la base, on venait étudier, avoir un diplôme de plus, une expérience de plus, pour arriver avec un meilleur bagage à La Réunion » (entrevue 8).

Pour seulement deux participantes, le projet initial était clairement d'étudier et ensuite de s'établir au Québec à long terme. Une autre participante voulait travailler au moins deux ans dans son domaine au Québec après son diplôme et ensuite rentrer à La Réunion. Elle réside maintenant à Gaspé depuis plus de 10 ans.

Quatre participants ont mentionné qu'ils voulaient se donner la chance, à la fin de leurs études, de décrocher un emploi. Ils se donnaient six mois pour y parvenir et en cas d'échec ils prévoyaient un retour à La Réunion ou un voyage.

5.1.3.1 Le rôle des institutions dans le projet initial des Réunionnais

Les institutions jouent un rôle de premier plan dans le projet initial des Réunionnais. D'abord parce que ce sont les institutions, dont les lycées, le Conseil régional de La Réunion, le gouvernement du Québec et les cégeps, qui font connaître aux Réunionnais le programme Vivre et étudier au Québec. Les institutions mettent cartes sur table dès le départ; elles informent les intéressés que l'objectif est d'étudier en région et de s'installer au Québec à la fin des études pour travailler. « Le message qu'ils passent, c'est : on ne vous finance pas pour faire vos études ici et retourner en France. Le but c'est que vous restiez au Québec. Ça, on l'a toujours compris. Les études ne sont pas reconnues en France » (entrevue 11). Une représentante du Conseil régional de La Réunion, qui réside au Québec et qui assure le suivi auprès des Réunionnais qui font partie du programme, fait le suivi avec les Réunionnais avant le départ et une fois qu'ils sont au Québec.

Ce sont les institutions qui organisent les présentations et qui déploient les ressources nécessaires pour répondre aux questions des étudiants. Par exemple, l'aide pédagogique individuelle du lycée que fréquentait une des participantes à l'île de La Réunion lui a présenté les possibilités offertes pour poursuivre des études collégiales au Québec. Ce sont des représentants des cégeps qui se déplacent à La Réunion pour répondre aux questions des candidats et qui font le suivi dans les mois suivants.

Ce sont aussi les institutions qui accompagnent les Réunionnais dans leurs démarches d'admission et qui les sélectionnent. « J'ai fait mon dossier sans me dire que ça allait marcher, parce que c'est quand même long les procédures » (entrevue 9). Ces démarches peuvent durer environ neuf mois, entre le dépôt des formulaires et la sélection finale. Il y a des formulaires à remplir pour l'admission et l'obtention des bourses, un test à passer, une entrevue devant un jury et la réussite du bac français.

Lorsque les participants sont sélectionnés dans le programme, ils reçoivent une formation, organisée par le Conseil régional de La Réunion, au cours de laquelle ils reçoivent de l'information sur le Québec, sur le fonctionnement des cours au cégep et sur la gestion du budget. Certains ont reçu un petit lexique du vocabulaire québécois, d'autres un DVD pour se familiariser avec le Québec. Ces ateliers permettent aux Réunionnais sélectionnés de créer un premier lien entre eux et de se connaître avant le départ.

Une des Réunionnaises a dit avoir choisi un programme d'études au Québec puisqu'elle pouvait bénéficier d'un encadrement institutionnel. « C'était plus rassurant de me dire : je pars au Québec, j'ai une bourse, je suis sur place, je sais que si j'ai quelque chose, j'ai toujours quelqu'un à qui me référer » (entrevue 9). Chaque année, les Réunionnais sont arrivés dans des groupes dont le nombre variait entre 2 et 12 personnes dans leur cégep respectif. Le nombre de Réunionnais admis dans les cégeps de Gaspé et de Rimouski a diminué au cours des dernières années. Certaines années, aucun Réunionnais n'a été accueilli.

5.1.4 Résumé de la trajectoire 1

Cette trajectoire correspond au début de la vie adulte des Réunionnais que nous avons rencontrés. Ils rêvent de voyage, de découverte et d'aventure. Ils vivent surtout une situation qui n'est pas satisfaisante à leurs yeux. Ils tentent d'accéder à des études supérieures dans un domaine qui leur plaît, mais les programmes sont contingentés et il s'avère difficile pour eux d'obtenir une place. De plus, leur situation financière personnelle ne leur permet pas d'étudier à l'étranger sans aide. Le marché du travail à l'île de La Réunion les déprime, avec un haut taux de chômage chez les jeunes et l'absence de possibilités d'avancement à court terme dans les entreprises. Ils vivent un sentiment de coincement et ils désirent améliorer leur sort.

Les institutions québécoises et réunionnaises entrent en scène à ce moment et proposent aux Réunionnais le programme Vivre et étudier au Québec. Les Réunionnais ont le choix parmi des programmes d'études collégiales techniques, sélectionnés pour leurs perspectives d'emploi et offerts dans les cégeps de régions éloignées des grands centres. S'ils sont retenus, au terme d'un processus de neuf mois où ils doivent passer des tests et des entrevues, ils recevront une bourse pendant trois ans pour étudier en région québécoise. Ces régions ont été ciblées, entre autres, pour leur situation démographique et leur manque de main-d'œuvre qualifiée dans des domaines spécifiques.

Les caractéristiques géographiques des territoires influencent le choix de la destination des Réunionnais. Ils choisissent Gaspé et Rimouski pour la présence de l'eau et des montagnes, un paysage qui leur rappelle leur île. La qualité et la chaleur du contact avec la personne déléguée par le cégep pour rencontrer et recruter les Réunionnais ont été déterminantes dans le choix de la destination.

Les institutions qui jouent un rôle dans cette trajectoire sont d'abord le cégep puisque les représentants développent une relation de confiance avec les candidats potentiels et les guident dans le choix de leur cégep, leur programme et leur région. Ce sont les représentants des cégeps qui poursuivent ce travail de recrutement et de suivi dans les mois précédents l'arrivée des Réunionnais. Ensuite, le territoire joue un rôle d'attraction par ses caractéristiques géographiques. Finalement, l'administration municipale est complètement absente de cette étape.

5.2 TRANSITION 1 : LE DÉMÉNAGEMENT AU QUÉBEC

Cette transition correspond au déménagement des Réunionnais au Québec. Après avoir attendu des mois, fait mûrir le projet d'études, s'être informé sur sa destination et

finalisé les derniers préparatifs du long voyage, le jour du départ arrive enfin. Ça fait neuf mois qu'ils préparent ce moment; c'est un aboutissement et un commencement à la fois.

Les nouveaux étudiants ont reçu un billet d'avion aller-retour, payé par le programme, et ils recevront aussi une bourse de 700 euros par mois pendant trois ans.

Lors de cette transition, les participants sont au début de l'âge adulte. Dans le cadre de cette étude, nous avons rencontré des Réunionnais qui avaient entre 18 et 27 ans au moment de l'arrivée. Douze d'entre eux, donc plus de la moitié, avaient entre 18 et 21 ans.

5.2.1 L'arrivée des Réunionnais à Montréal et le trajet vers les régions

Cette transition, c'est le moment où ils atterrissent en avion à Montréal, en groupe. Ils peuvent bénéficier, moyennant un supplément budgétaire, d'un service d'accompagnement dès leur arrivée à l'aéroport à Montréal. Les cégeps de l'Est-du-Québec embauchent une personne qui les accueille, qui les guide dans leurs démarches administratives à Montréal et qui les reconduit dans leur cégep respectif, de La Pocatière à Gaspé. « Ça fait en sorte que lorsqu'ils arrivent à Montréal, ils sont pris en charge » (entrevue 24).

Montréal est le premier dépaysement pour les Réunionnais, en raison de la grosseur de la ville et de l'accent québécois. Les Réunionnais dorment une nuit, le temps de se rendre dans les bureaux gouvernementaux pour remplir divers formulaires, dont celui pour obtenir la carte d'assurance-maladie.

Après avoir passé près de deux journées dans la métropole, c'est l'heure pour les Réunionnais de découvrir enfin le lieu qu'ils ont choisi pour les trois prochaines années. Ils sont épuisés du voyage, déboussolés par le décalage horaire. Ils doivent remplir des formulaires administratifs à Montréal.

L'autobus dans lequel ils prennent place les dépose dans leur cégep respectif, de La Pocatière à Gaspé. « Je me souviens quand on a quitté l'autoroute, on prend la 132, à Cacouna, et là on a un paysage qui change totalement. On traverse plein de petits villages où il n'y a pas grand-chose et on se répète sans arrêt : j'espère qu'il n'arrête pas là, ça a l'air tout petit » (entrevue 12). L'effet inverse est aussi vrai, lorsque certains descendent de l'autobus, les autres espèrent que leur cégep sera aussi beau et l'environnement aussi intéressant.

Pendant le trajet, les liens entre les étudiants internationaux se raffermissent, puisqu'ils deviennent aussi des points de repère l'un pour l'autre. Ils créent les bases de leur premier réseau de contacts en sol québécois, dans ce moment de vulnérabilité où ils doivent refaire leurs points de repère.

Ils sont excités par la nouveauté, heureux de voir un comité d'accueil qui les attend, parfois désespérés par l'aspect extérieur des résidences étudiantes et ils ont hâte d'aller dormir pour récupérer un peu.

Un représentant de la Ville va à la rencontre des étudiants internationaux à leur arrivée ou en début d'année scolaire, à la demande du cégep. « Il m'a invité à leur dire un petit mot. Je leur ai parlé de Gaspé et de la qualité de vie ici. J'essaie toujours de me tenir proche de ça, parce que c'est une des voies d'avenir, du nouveau monde chez nous » (entrevue 17)

5.2.2 L'arrivée des Réunionnais à Rimouski

Lors de l'arrivée à Rimouski, les Réunionnais confient presque à l'unanimité vivre un choc. La première impression les a marqués. Ils sont fatigués du voyage et la vue des résidences les déprime. Ce n'est pas ce qu'ils imaginaient. « La première chose que j'ai vue de Rimouski, quand je suis arrivée, c'était les résidences. Quand j'ai ouvert la porte j'ai

dit : oh non, je ne resterai jamais là, c'est sûr » (entrevue 9). Même commentaire de cette Réunionnaise. « Je suis arrivée un jour où il faisait beaucoup de brouillard puis on a vu les résidences. Là, je me suis dit : ah non, qu'est-ce que j'ai fait? (rires) Les résidences, de l'extérieur, elles ne sont vraiment pas agréables à regarder » (entrevue 10). Ils soulignent toutefois être satisfaits de la taille de la ville. Deux Réunionnais ont raconté avoir eu l'impression d'arriver dans un film. « Je voyais les autobus jaunes, comme dans les films américains. Je me suis dit : ça existe vraiment! J'ai tout de suite accroché à la ville » (entrevue 11). « Quand je suis entré à la cafétéria, il y avait le groupe des sportifs, c'était comme dans les séries américaines » (entrevue 10). Un autre était aussi emballé. « Moi je trouvais ça cool de dire : on est arrivé au Québec puis on est arrivé à Rimouski. C'est là que je m'en viens passer les trois prochaines années » (entrevue 12).

À leur arrivée, un comité d'accueil, composé de membres du cégep et d'étudiants de deuxième ou troisième année, les attend avec un goûter léger. Pour certains, le fait d'arriver dans un lieu comme le cégep, qui offre un encadrement, est rassurant. « Moi ça a vraiment été comme un cocon qui m'a accueillie quand je suis arrivée ici puis c'était vraiment réconfortant » (entrevue 10). Ils sont aussitôt en contact avec une personne-ressource du cégep qui les épaulera tout au long de leur parcours. Il s'agit souvent de la même personne avec qui ils ont des contacts depuis l'île de La Réunion.

Dès la première ou la deuxième journée, une personne référence du cégep organise un tour de la ville, leur montre où est l'épicerie, les aide à ouvrir un premier compte bancaire et leur donne quelques points de repère. « Je viens les chercher aux résidences avec un 15 passagers et je suis accompagnée d'un étudiant international qui est là depuis un an ou deux pour qu'il réponde à leurs questions » (entrevue 24). Certains ont souligné être allés manger une glace lors de cette tournée. Cette personne référence se révèle très importante dans le cheminement des Réunionnais puisqu'elle se montre disponible pour les aider dans diverses situations. « Elle est toujours disponible pour nous. Si on a besoin de parler, c'est sûr que

ça va être une personne à qui on va être référé » (entrevue 9). Cette personne, dès le départ, leur indique aussi où acheter les habits de neige et les bottes, nécessaires pour demeurer au chaud en saison hivernale. Deux participants ont toutefois mentionné avoir préféré s'organiser par eux-mêmes à l'arrivée, notamment avec l'aide d'autres Réunionnais qui étaient déjà sur place.

Pour un des participants, l'arrivée s'est révélée un peu chaotique, car son nom ne figurait pas dans le groupe qui devait monter à bord de l'autobus à partir de Montréal. Il a pu se rendre à Rimouski par un autre moyen, avec l'aide du cégep. Son arrivée aux résidences s'est tout aussi mal passée, puisqu'aucune chambre n'était réservée pour lui, alors qu'il assure qu'il avait fait toutes les démarches avant de quitter l'île de La Réunion. Les responsables des étudiants internationaux l'ont aidé à s'organiser, mais il a dû dormir une nuit ou deux dans la cuisine des résidences.

Un représentant de la Ville vient parfois à leur rencontre, à la demande du cégep. « Quand j'ai été sollicité, c'est toujours avec plaisir qu'on le fait. Pour eux autres, le maire est une rock star » (entrevue 21).

5.2.3 L'arrivée des Réunionnais à Gaspé

À Gaspé, l'arrivée s'est déroulée soit de jour, soit de nuit, à l'époque où les étudiants pouvaient encore arriver par le train. Dans les deux cas, un comité d'accueil les attendait. Le comité d'accueil était composé de membres du personnel du cégep, de professeurs, d'étudiants de deuxième ou de troisième année et de parrains ou marraines attirés aux nouveaux arrivants. L'accueil a été jugé satisfaisant par les participants. « On a été bien accueilli, bien pris en main. Il y avait une banderole et un petit buffet. On n'arrivait pas nulle part et ils nous lâchaient dans la nature » (entrevue 7). Les participants soulignent qu'à l'arrivée, ils sont fatigués du voyage et ils ont hâte de gagner leur nouveau logement. Deux Réunionnais ont affirmé qu'ils étaient désagréablement surpris par l'aspect des

résidences. Deux autres participants ont choisi dès le départ de louer un appartement en ville.

Des représentants du cégep insistent sur l'importance du premier contact qu'ils créent avec les nouveaux arrivants, lorsqu'ils débarquent de l'autobus. « La première étape, c'est comme Jurassique Parc, quand l'œuf éclot. La première personne qu'ils voient, c'est comme leur papa. Je suis toujours là et je suis leur référence tout au long de leur séjour ici » (entrevue 20). Ce représentant du cégep de Gaspé s'assure que les étudiants sont bien installés dans leur chambre et qu'ils ont le matériel de base. « Je sais que les trois premiers jours, on regarde sa valise, on ne la défait pas et on se demande ce qu'on fait ici. C'est d'essayer d'apaiser ça en les gardant occuper » (entrevue 20). Un guide est remis aux étudiants internationaux afin qu'ils puissent s'orienter dans la ville. Plusieurs activités d'accueil et d'intégration, entre autres des activités de plein air et des sorties dans les magasins pour faire les premières courses, sont organisées au cours des premiers jours pour ces nouveaux arrivants.

Lorsque la première cohorte est arrivée à Gaspé, en 2005, il n'y avait pas encore de parrainage entre les Réunionnais et les familles locales. Il y a donc eu des initiatives improvisées qui ont été les prémisses de ce parrainage, de la part de la personne qui s'occupait des étudiants internationaux. « Elle s'occupait de nos dossiers au départ dans le cadre de son emploi et quand elle a vu qu'on était livré à nous même un peu au début, elle et sa famille ont décidé de nous parrainer » (entrevue 1). Cette personne-ressource venait avec des membres de sa famille chercher les Réunionnais pour leur faire visiter la ville, pour leur faire rencontrer des gens dans la ville, pour des activités spéciales lors des fêtes et pour leur faire vivre des activités la fin de semaine. « Ils étaient venus à trois voitures et ils ont fait plusieurs aller-retour. Ils sont venus nous chercher pour faire les premières courses, pour nous montrer les magasins, qu'est-ce qu'on pouvait trouver où, la base quoi »

(entrevue 1). Par la suite, une initiative de parrainage a vu le jour entre des familles de Gaspé et des étudiants internationaux.

À Gaspé, dès la deuxième année de l'accueil des étudiants de La Réunion, un programme de parrainage a été mis en place pour faciliter l'intégration de ces nouveaux arrivants. Les professeurs et les membres du personnel ont d'abord fait appel à leurs connaissances, par bouche-à-oreille, afin de recruter des familles pour ce jumelage. Les étudiants et les familles ont été jumelés selon leurs intérêts communs, autant que possible. Par exemple, un Réunionnais qui aimait la chasse et le plein air a pu rencontrer une famille avec qui partager sa passion.

L'arrivée des étudiants internationaux a aussi coïncidé avec l'événement Festival musique du Bout du Monde. « Quand tu arrives là-dedans, tu te dis que c'est une belle ville, plein de monde, c'est animé. Deux jours après, c'est mort, il n'y a plus rien, plus personne dans les rues. L'hiver approche vite. C'est là qu'il faut avoir un réseau pour pouvoir rester » (entrevue 5). Les participants qui ont connu cet accueil soulignent qu'il y avait des musiciens lorsqu'ils sont sortis de l'autobus et qu'ils ont été enchantés par le caractère culturel et festif de la ville. Toutefois, lorsque le festival a été terminé, ils ont réalisé, avec déception, que cette animation n'était pas le reflet de la vie quotidienne à Gaspé.

5.2.4 Résumé de la transition 1

Cette transition, qui correspond au déménagement de l'île de La Réunion à Gaspé, est un moment à ce point marquant dans le parcours des Réunionnais qu'ils s'en souviennent tous avec beaucoup de détails. Ils se remémorent facilement les lieux, la météo du jour, l'ambiance, les gens présents et, surtout, ce qu'ils ont ressenti à ce moment. L'institution

qu'est le cégep encadre les Réunionnais dès leur atterrissage à Montréal. Pour ceux qui le désirent, moyennant un supplément, une personne embauchée par les cégeps de l'Est les accueille à l'aéroport et les guide dans la métropole afin qu'ils fassent leurs démarches administratives québécoises, comme l'obtention de la carte d'assurance-maladie. Ils sont ensuite reconduits en autobus dans leur cégep respectif. Ce regroupement leur permet de nouer des liens puisqu'ils partagent leurs angoisses et leur excitation liées à cette nouvelle aventure.

Le cégep joue un rôle d'accueil à l'arrivée dans la ville choisie, que ce soit à Rimouski ou à Gaspé. Un comité d'accueil est mis en place, composé de membres du personnel du cégep, de professeurs et d'étudiants internationaux déjà présents au cégep. La personne référence du cégep, avec qui les Réunionnais ont été en contact depuis le début de leur processus d'immigration, les attend à l'arrivée et fait figure de présence rassurante. Les Réunionnais disent à l'unanimité que cette personne a joué un rôle significatif dans leur parcours global.

Les nouveaux arrivants sont fatigués à l'arrivée, ils apprécient le comité d'accueil et le petit repas qui leur est offert. Ils mentionnent que la visite de la ville, lorsqu'elle se fait le lendemain de leur arrivée, avec un membre du personnel du cégep qui est parfois accompagné d'un étudiant international présent dans la ville depuis un an ou deux, est vraiment utile, notamment pour l'épicerie, les magasins, la caisse, les autobus, entre autres. Tous ne semblent pas avoir bénéficié d'une visite complète des lieux. Ils soulignent qu'ils aimeraient voir davantage d'étudiants québécois les accueillir afin de pouvoir tisser des liens dès le départ avec les jeunes de la place. Il y aurait des lacunes liées au manque d'explications sur le système de santé.

Il en ressort aussi que l'administration municipale est peu présente à l'arrivée des Réunionnais. Les représentants des municipalités disent avoir rencontrés les étudiants internationaux lorsque le cégep leur en a fait la demande. Toutefois, à l'unanimité, les

Réunionnais affirment ne pas avoir eu de contact avec l'administration municipale dès leur arrivée.

5.3 TRAJECTOIRE 2 : LA VIE COLLÉGIALE

Après le déménagement et l'installation à Rimouski et à Gaspé, les étudiants de La Réunion commencent leur parcours collégial. Leurs études doivent durer trois ans, le temps de compléter une technique dans un programme choisi à l'avance et qui correspond aux champs d'études admissibles dans le programme entre La Réunion et le Québec. Une minorité d'entre eux étudieront pendant quatre ans au cégep, parce qu'ils changent de programme ou parce qu'une grossesse survient. Ces trois années collégiales ont chacune leurs particularités liées à l'intégration et à la rétention.

5.3.1 Rôle des institutions dans l'intégration et la rétention des Réunionnais

Les étudiants réunionnais vivent au moins trois ans entre les murs du cégep, le temps de leurs études collégiales. C'est pendant cette trajectoire qu'ils apprivoisent le Québec et leur nouvelle ville. Ils réfléchissent à leur avenir, à leurs désirs et à la possibilité de s'installer ou non à Rimouski. C'est à ce moment, alors qu'ils sont encadrés par une institution qu'est le cégep et en vivant sur un territoire donné, que pourrait se jouer le processus d'intégration et de rétention.

Les cégeps allouent des ressources humaines aux étudiants internationaux : animateur à la vie étudiante, à la vie spirituelle, techniciens sociaux, responsable de l'accueil et de la mobilité, aide pédagogique, conseillère en information scolaire. Les représentants des

cégeps tiennent compte des besoins plus importants des étudiants internationaux en matière d'intégration.

5.3.1.1 Rimouski

Les Réunionnais expliquent qu'ils vivent progressivement leur intégration. Ils affirment qu'ils se sont sentis intégrés entre six mois à un an et demi après leur arrivée. Il y aurait trois étapes à cette intégration et chacune d'elle correspondrait à une année d'étude. « La première année, tu découvres, tu es incertain, tu penses revenir chez toi. La deuxième année, tu fais tes repères. La troisième année, tu décides de rester ici ou non » (entrevue 15). Une autre participante indique qu'en première année, elle avait tendance à mettre des barrières entre elle et les Québécois. En deuxième année, elle s'est sentie intégrée puisqu'elle avait son groupe d'amis, elle connaissait les professeurs et elle comprenait mieux le système scolaire québécois.

La première année au cégep serait celle qui serait la plus difficile sur le plan de l'intégration, selon les Réunionnais. Il s'agirait d'une période de remise en question, surtout pour ceux qui changent de programme, ainsi qu'une période de construction. « Un noyau très restreint d'amis, des activités plutôt restreintes, une technique qui ne m'intéressait pas tant finalement. Ai-je bien fait de venir au Québec? Devrais-je retourner chez nous? Pour faire quoi? La première année a été difficile » (entrevue 12). Lorsqu'il y a un changement de programme, l'intégration surviendrait au cours de la deuxième année.

La première année est aussi une année de deuil. Le deuil de laisser derrière soi ce qu'ils connaissent à l'île de La Réunion et des amis réunionnais qui décident de rentrer en se désistant de l'aventure québécoise. C'est aussi une année au cours de laquelle les étudiants font beaucoup de comparaisons avec ce qu'ils vivaient à La Réunion et ce qu'ils découvrent au Québec.

Tout au long du parcours scolaire, et plus particulièrement au cours de la première année, le cégep fournit un encadrement aux étudiants de La Réunion. « Quand ils arrivent, je leur demande : c'est quoi ta motivation première? Puis, en cours de route, quand ils sont ébranlés, c'est de revenir à ça. C'est ce qui fait que tu te branches à ton expérience » (entrevue 24). Aux résidences, il y a des intervenants. De plus, un stagiaire en éducation spécialisée a le mandat de porter attention aux besoins des étudiants internationaux. Il y a plusieurs rencontres avec des tuteurs et des aides pédagogiques afin de faire le suivi sur leur réussite scolaire. « Je ne veux pas que les jeunes aient l'impression qu'ils ont le droit de venir passer des vacances au cégep de Rimouski. Il y a des obligations de réussite » (entrevue 24). Les Réunionnais doivent réussir leurs cours pour continuer de recevoir leur financement. Deux fois par année, ils font un bilan complet avec un représentant du cégep et un représentant du Conseil régional Région Réunion. S'ils ont un échec scolaire, ils seront supervisés étroitement par un tuteur désigné, à la session suivante. Lors de ce bilan, la gestion de leur agenda et la gestion de leur budget sont abordées tout comme les difficultés vécues.

Les Réunionnais sont bien soutenus tout au long de la première année, l'année qualifiée de décisive par les représentants du cégep. « Quand ils ont passé la première année loin de la famille, la baisse de luminosité, le froid, la folie du printemps, ils sont plus solides. Ils seront capables d'entreprendre leur deuxième année en sachant ce qui les attend » (entrevue 24). Les représentants du cégep estiment que la taille du cégep permet de faire des suivis plus personnalisés avec chacun des étudiants, de jouer un rôle de sentinelle et d'avoir une approche plus humaine et sécurisante qui les distingue des autres.

Un bon nombre d'activités parascolaires sont offertes au cégep, comme des équipes sportives. Le cégep encourage aussi les étudiants à faire du bénévolat. « Quand j'ai embarqué dans de quoi que j'aimais vraiment, j'ai fait comme des rencontres. Je me suis

fait des amis aux résidences. Je me suis aussi mis à travailler. Tout a débloqué à ce moment-là » (entrevue 12).

Les ressources humaines du cégep, mises à la disposition des étudiants pendant leurs études, seraient un élément important de leur intégration et de leur réussite scolaire. « Je pense qu'il faut un certain encadrement et si je ne l'avais pas eu avec le cégep, je l'aurais eu de personne. À ma première année, j'avais des tutrices et on se voyait souvent pour parler de mes études et de tout » (entrevue 9). La personne référence du cégep avec qui les Réunionnais ont des liens depuis l'île de La Réunion continue de les suivre, de s'informer d'eux et de leur organiser des activités. Cette personne est qualifiée de réconfortante et de référence par les étudiants.

Les Réunionnais, puisqu'ils font partie d'un programme de bourse, ont des suivis, en groupe et individuellement, une ou deux fois par année avec la représentante au Québec du Conseil régional de La Réunion. Elle s'assure du bon déroulement de leur parcours collégial, de leur réussite scolaire, de leur état et les aide à faire leurs démarches d'immigration au besoin. Si les Réunionnais ont des problèmes, comme un échec scolaire ou un accident, c'est elle qu'ils doivent contacter.

Les professeurs sont des figures de référence qui sont proches des étudiants puisqu'ils les côtoient tous les jours. Les étudiants peuvent se tourner vers eux en cas de besoin. Une Réunionnaise, qui a subi une agression physique, dit en avoir parlé à un de ses professeurs en qui elle avait confiance. Ce dernier l'a orienté vers les bonnes ressources et il a fait un suivi avec elle au cours des années suivantes pour s'assurer qu'elle allait bien. Les professeurs ont aussi expliqué le fonctionnement du système de santé à des Réunionnais qui avaient besoin de consulter un médecin.

Toutefois, un bon nombre de Réunionnais nous ont expliqué que l'accessibilité et la proximité des professeurs ainsi que leur façon d'interagir avec eux ont été un choc. « Il y a

moins cette barrière de prof-élève qui montre qu'on est là juste pour les cours, comme dans le système français. C'était vraiment des échanges par rapport à ce qu'on avait fait la veille, qu'est-ce qu'on fait pour Noël » (entrevue 10). Cet autre participant mentionne avoir beaucoup apprécié cette proximité et les échanges qu'il a eus avec ses professeurs. « J'ai été impressionné par l'ouverture que les professeurs avaient ici. S'il y a quoi que ce soit, ils viennent te voir. Il y a une confiance qui se crée vraiment facilement » (entrevue 11). Les Réunionnais mentionnent ne pas être habitués à ce genre de proximité et qu'ils se mettaient eux-mêmes des barrières en refusant des invitations.

Le fait que les professeurs connaissent bien les étudiants, ceux-ci peuvent les orienter vers des stages d'études qui leur conviennent bien et ils peuvent devenir des références lorsque les étudiants veulent travailler. « On avait place à la personne qu'on était. On n'était pas juste un élève sur un banc. Les gens s'intéressaient à ce qu'on était » (entrevue 12). Des professeurs conseillent aussi des étudiants dans leur cheminement professionnel futur.

Les amis, rencontrés au cégep, deviennent aussi des personnes références lors des moments plus difficiles. Les amis originaires de l'île de La Réunion participeraient à ce processus d'intégration puisqu'ils brisent l'isolement et ils deviennent une référence de la vie d'avant à qui ils peuvent se confier en ayant de sentiment d'être compris, mais d'autres soulèvent le danger de la ghettoïisation.

Au cégep, plusieurs activités d'intégration sont organisées pour les étudiants, dont les étudiants internationaux, comme une sortie à la cabane à sucre, des randonnées en raquettes ou en ski. La participation à ces activités parascolaires contribuerait aussi à l'intégration et à la construction du réseau social. « Le parascolaire, c'est le meilleur moyen pour avoir une bonne adaptation. Tu vas connaître d'autres personnes et pas forcément dans un milieu d'études. Pour moi, c'est ce qui fait grandir le lien d'appartenance et l'adaptation à Rimouski » (entrevue 11). Le cégep de Rimouski organise beaucoup d'activités et de

sorties, destinées principalement aux étudiants internationaux, mais accessibles aussi aux étudiants québécois.

Les Réunionnais ont identifié quelques difficultés qu'ils ont vécues pendant leur parcours scolaire pour lesquelles ils auraient aimé avoir du soutien du cégep.

La gestion du budget est un apprentissage plus difficile pour certains étudiants qui auraient souhaité recevoir un encadrement sur ce plan.

Le climat, associé au territoire québécois, est un facteur de difficulté soulevé par quelques participants qui ont eu du mal à apprivoiser l'hiver et le froid mordant, le temps de comprendre comment bien s'habiller pour résister aux basses températures.

Les Réunionnais reconnaissent la présence et l'importance d'un encadrement constant au cégep. Toutefois, un bon nombre d'entre eux ont signifié avoir besoin de devenir autonomes rapidement, de se débrouiller par eux-mêmes et vouloir voler de leurs propres ailes. Ils mentionnent que leur réseau social prend le relais pour leur venir en aide en cas de besoin, mais que la présence des professeurs et des membres du personnel demeure rassurante.

Le cégep, avec ses codes, son fonctionnement et ses valeurs, est au cœur de la vie des Réunionnais pendant trois ans. « On passe le plus clair de notre temps au cégep, on a rencontré nos amis, j'ai eu ma première expérience d'emploi aussi. Mes expériences de bénévolat. Moi, ça a été important le cégep » (entrevue 14). Au cégep, les étudiants observent les normes de leur société d'accueil et les codes de communication.

Le cégep devient un peu comme un microcosme, représentatif de la société d'accueil avec des ressources présentes pour guider les nouveaux arrivants. « On ne veut pas être loin de ce qu'ils vont vivre dans la société québécoise. C'est notre rôle en tant que milieu de l'éducation de se coller le plus possible à ce qu'ils vont être comme citoyen par la suite »

(entrevue 24). En comparaison, un organisme d'aide aux personnes immigrantes qui n'accueille que des immigrants ne met pas directement en relation les nouveaux arrivants avec les Québécois. « Au cégep, on va croiser des gens qui sont intéressés ou non par des gens différents, qui sont sympathiques ou non, racistes ou non, puis on compose avec ça et on se débrouille avec ça, comme dans la vraie vie » (entrevue 15). Au cégep, les immigrants ne seraient pas marginalisés, selon des participants, puisqu'ils participent au même parcours collégial que les Québécois; ils ne sont pas dans un programme d'insertion qui leur serait destiné.

De plus, le cégep offre un cours complémentaire sur la Culture québécoise, où il est question d'histoire, de politique, de culture québécoise. Des sorties sont aussi organisées dans le cadre de ce cours, comme à l'Assemblée nationale à Québec ou la visite de musée.

Un des participants suggère de mettre à contribution les étudiants en travail social de 2^e et 3^e année pour faciliter l'intégration des étudiants de première année afin qu'ils créent un comité d'accueil, fabriquent de la documentation, organisent des tours guidés de la ville et créent une page de questions/réponses, notamment sur les coûts des achats quotidiens ou d'une voiture. Les Réunionnais diplômés en travail social sont ceux qui ont le plus ouvertement parlé de leur participation à des services d'aide et d'accueil.

Les participants ont mentionné ne pas avoir eu de contact avec l'administration municipale pendant leur parcours collégial, sauf pour quelques rares exceptions. « J'ai payé un ticket de stationnement, ça a été compliqué parce que leurs bureaux sont tout le temps fermés quand je finis de travailler » (entrevue 12). Le cégep leur a donné des informations pratiques sur la ville, comme le plan de la ville et les horaires d'autobus. Dans les témoignages des Réunionnais de Rimouski, c'est le cégep qui est l'institution présente pour l'intégration et la rétention des étudiants internationaux ainsi que le territoire avec son omniprésence quotidienne. Ils mentionnent aussi avoir assisté, pendant leur parcours collégial, à une présentation de l'organisme Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent. Ils

mentionnent ne pas avoir le réflexe d'aller vers cet organisme, puisque le soutien nécessaire est offert au cégep.

5.3.1.2 Gaspé

Les premières cohortes de Réunionnais à être accueillis au cégep de Gaspé ont été considérées par le cégep comme un groupe de défricheurs « On y allait vraiment par tâtonnement au début, on était les premiers. Les gens nous posaient plein de questions » (entrevue 1). Une autre participante explique avoir fait partie de la troisième cohorte de Réunionnais à arriver à Gaspé. Elle a eu l'impression que le cégep avait appris des expériences passées et que l'accueil et l'intégration étaient vraiment bien organisés, notamment avec le parrainage. Le cégep joue un rôle plus grand que celui d'éduquer les adultes en devenir. Il participe activement à l'intégration des étudiants internationaux. « Je suis venue ici pour étudier, mais grâce au cégep j'ai pu m'intégrer dans la société. Si le cégep n'avait pas mis en place son système pour nous accueillir les immigrants, on serait resté dans notre coin » (entrevue 3).

La première année est une année charnière et le cégep joue un rôle important auprès des Réunionnais en accompagnant ces derniers et en mettant en œuvre des mesures pour favoriser leur réussite scolaire. « Ça prend trois ans en fin de compte pour qu'ils disent : j'ai envie de rester ! Ils apprennent à vivre sans leur famille, à se créer de nouveaux amis et c'est un coup de cœur qui se crée au bout de trois ans » (entrevue 20). Tout au long des trois années, le cégep veut former les étudiants autant en savoir-faire qu'en savoir-être. « On veut éduquer les gens à devenir des citoyens, et les étudiants étrangers comme les autres, c'est comme ça qu'on perçoit notre responsabilité d'éducateur » (entrevue 19).

Les personnes références du cégep qui ont fait le voyage lors de la mission de recrutement à l'île de La Réunion ont suivi les étudiants tout au long de leur parcours

collégial et même au-delà. Ces personnes ont été si marquantes pour les diplômés rencontrés qu'ils se souviennent encore de leur nom. L'aide à l'intégration pouvait aller de conseils, à l'organisation de soirées, jusqu'au don de meubles lors de déménagement. Les employés des cégeps qui ont fait des voyages de recrutement à La Réunion ont tissé des liens avec les étudiants, mais aussi avec leurs parents. Ce qui fait qu'au moment où l'étudiant avait besoin d'aide, il se tournait vers cette personne qui avait eu un lien avec sa famille.

Une personne-référence au cégep guide les étudiants internationaux dans leurs démarches administratives, s'assure de leur bien-être et leur organise des activités. « On va faire une randonnée, pêcher sur glace, voir une cabane à sucre. C'est d'utiliser le milieu qui fait que moi aussi je suis tombé amoureux de cette place-là. J'organise le transport pour faire découvrir des coins » (entrevue 20). Les réseaux sociaux sont utilisés pour joindre et informer facilement les étudiants. Des activités d'échange entre les nouveaux arrivants et les diplômés internationaux sont aussi offertes.

Il y a une à deux rencontres individuelles par session avec les étudiants internationaux pendant lesquelles tous les aspects sont abordés : réussite scolaire, logement, finances, difficultés d'intégration et besoins spécialisés. Ces rencontres permettent de détecter des problèmes qui nécessitent l'intervention, parfois, d'une ressource spécialisée comme un travailleur social ou un médecin. La petite taille du cégep permet aux personnes ressources de faire des suivis plus personnalisés et de travailler étroitement avec les employés de tous les corps de métiers qui côtoient les étudiants internationaux.

Ceux qui ont eu des difficultés scolaires ont bénéficié d'un suivi régulier de la part des professeurs, des membres du personnel et de la responsable du Conseil régional de La Réunion. Les autres ont aussi eu un suivi, mais moins serré. Des mesures d'aide ont été mises en place pour jusqu'à un plan de réussite scolaire.

Des rencontres régulières se sont tenues, individuellement et en groupe, entre les étudiants internationaux et les responsables des nouveaux arrivants, afin de les aider à s'intégrer. « Il y avait des rencontres ou on pouvait se vider le cœur, ça faisait du bien. » (entrevue 7)

Une des participantes a eu, comme personne-référence, une enseignante très engagée dans l'accueil des nouveaux étudiants. Cette personne l'a appuyée à de nombreuses reprises dans ses coups durs et dans ses bons coups. Cette enseignante a mis sur pied une cellule interculturelle et un comité organisateur d'activités entre étudiants internationaux et québécois. « Ça permet aux étudiants internationaux de ne pas rester dans leur coin. C'est aussi pour les Québécois, les aider à comprendre notre culture, notre vécu à nous » (entrevue 5). Le cégep a offert des ateliers de découverte de la région aux étudiants internationaux.

Les professeurs sont présents et disponibles pour aider les étudiants internationaux, mais la difficulté, pour les Réunionnais, est d'accepter d'aller les voir et de demander de l'aide, ce qui serait moins fréquent comme façon de faire dans le système d'éducation en France. « Au point de vue éducation, il y a vraiment une différence entre les façons d'agir. Au cégep, la proximité et la chaleur nous aident à mieux comprendre la société » (entrevue 1). Plusieurs participants ont admis avoir eu du mal à tutoyer les professeurs, comme le faisaient les autres étudiants dans la classe.

Les professeurs sont présents dans le quotidien des étudiants et ils sont bien placés pour faire des suivis et pour les aider dans leur intégration. « Le cégep nous a permis de voir qu'il y a plein de choses possibles. Chez nous, c'est très hiérarchisé. On a vu que le maire est accessible, ce qui n'est pas le cas chez nous » (entrevue 1). À Gaspé, une participante explique à quel point les professeurs l'ont aidée dans son parcours scolaire et dans son cheminement personnel. « Mes professeurs, ça a été mes repères au cégep et ils m'ont beaucoup aidé dans mon intégration et tout et à m'ouvrir beaucoup plus parce que

moi quand je suis arrivée j'étais vraiment réservée » (entrevue 4). Un professeur a aidé une étudiante qui était enceinte en lui mentionnant tous les organismes de soutien, comme la maison de la famille, la friperie et en lui expliquant comment consulter un médecin. Les professeurs n'ont jamais mis de pression aux étudiants pour qu'ils restent après leurs études, mais ils en parlaient de façon informelle.

Des Réunionnais nous ont raconté s'être sentis attachés au cégep qui les a soutenus dans leur intégration. « Ben moi, c'est sûr que c'était ma maison. Il y a des étudiants qui viennent pour étudier, mais moi c'était ma maison d'accueil. C'était plus qu'un cégep dans le fond » (entrevue 8).

Le passage au cégep, par les cours, les travaux d'équipe et les discussions avec les professeurs, aide les étudiants plus timides à s'ouvrir aux autres. « J'ai beaucoup évolué depuis mon arrivée. Ça m'a permis de mieux comprendre les gens et de m'ouvrir aux autres » (entrevue 3) Le passage au cégep apprend aux Réunionnais à s'extérioriser. « Ce qu'il faut savoir c'est que notre culture à nous, si on a un problème, on n'en parle pas. Quand on est chez nous, on a nos parents, nos sœurs, nos frères, avec qui en discuter. Mais ici, on est obligé d'aller vers l'extérieur et on se retrouve tout seul » (entrevue 6).

L'organisation d'activités par le cégep a aussi contribué à renforcer les liens entre les étudiants et leur a permis de découvrir le territoire, à moindre coût. Les étudiants internationaux ont reçu des cadeaux de bienvenue, sous forme de bons rabais, qui ont été appréciés.

Une des participantes affirme avoir rencontré le maire de Gaspé, le député provincial et fédéral lorsque son dossier d'immigration bloquait.

L'administration municipale n'a pas joué de rôle significatif dans la vie des Réunionnais rencontrés qui auraient aimé recevoir plus d'aide pour faire leurs démarches d'immigration.

Des Réunionnais ont souligné qu'ils aimeraient que la Ville organise une séance d'information pour les étudiants internationaux sur les services disponibles, améliore le réseau de transport en commun, organise une foire d'emplois et améliore l'accès aux logements.

5.3.1.3 Résumé

Les professeurs du cégep, le responsable des étudiants internationaux et l'employé du Conseil régional Région Réunion font régulièrement des suivis auprès des étudiants pour vérifier leurs résultats scolaires. Si les notes baissent, il y aura un suivi fait avec l'étudiant et un plan de réussite scolaire sera mis en place. La gestion des finances, la gestion de l'agenda, le bien-être et la santé sont aussi abordés lors de ces rencontres.

Les cégeps organisent des ateliers de préparation à l'hiver, afin que les étudiants internationaux s'équipent adéquatement. « L'hiver, il faut faire l'effort de l'affronter et de trouver des solutions soit faire des activités et être bien habillés, soit se faciliter la vie » (entrevue 5). Les Réunionnais rencontrés ne partagent pas tous le même amour pour l'hiver. Pour certains, cette saison est pénible en raison du froid et du manque de luminosité, malgré toutes les activités organisées par le cégep pour leur faire apprécier les mois de décembre à mars.

Le passage au cégep permet aux Réunionnais de rencontrer beaucoup d'étudiants qui ont des intérêts semblables aux leurs, de construire des liens dans une période cruciale qui est l'entrée dans la vie adulte et de découvrir le fonctionnement de la société, un peu comme un microcosme de la société québécoise.

5.3.2 Rôle des institutions dans l'accès au marché du travail

L'accès au marché du travail est une condition de réussite de l'intégration et de la rétention. Depuis 2008, le gouvernement du Canada a assoupli ses règles pour l'octroi d'un permis de travail à un étudiant international qui reçoit un diplôme d'un établissement postsecondaire du pays. De plus, les étudiants internationaux qui ont choisi de s'établir en région pendant leurs études ont pu bénéficier d'un permis de travail hors campus. Toutefois, des Réunionnais nous ont dit avoir eu de la difficulté à obtenir leur permis de travail.

Au cégep, les étudiants n'ont pas besoin de permis de travail pour occuper en emploi dans les murs de cette institution. Par exemple, un bon nombre d'étudiants y obtiennent un premier emploi.

De plus, les représentants des cégeps remarquent que l'expérience, les diplômes antérieurs et les compétences acquises par les étudiants internationaux dans leur pays d'origine sont peu ou pas reconnus sur le marché du travail québécois. Dans certains cas, certains professeurs disent avoir fait des représentations directement auprès d'employeurs pour les inciter à embaucher un étudiant international pendant son parcours scolaire.

5.3.2.1 Rimouski

Quelques étudiants ont choisi de travailler pendant leurs études, même si leur bourse était suffisante pour combler leurs besoins. Leur travail à temps partiel leur a permis d'avoir un peu plus de sous pour des activités spéciales et des sorties. Ça leur a aussi permis d'obtenir une expérience de travail québécoise et de garnir leur curriculum vitae.

Une des participantes qui avait un diplôme en hôtellerie avant d'arriver n'a pas eu de difficulté à dénicher un emploi en restauration pendant ses études. C'était d'ailleurs son premier emploi qu'elle a obtenu en réussissant une entrevue. Elle n'a pas été obligée de fournir des références. La conciliation études et travail était plus difficile en fin de session. Elle a décidé d'occuper un emploi à temps partiel afin de pouvoir sortir davantage et de ne pas se priver. Elle aurait eu suffisamment d'argent pour subvenir à ses besoins avec la bourse, mais elle voulait avoir un plus grand train de vie et s'assurer une certaine sécurité financière.

Une des difficultés des Réunionnais, à leur arrivée, c'est la méconnaissance de la culture québécoise et du parler québécois. Cela leur nuit lorsqu'ils postulent, par exemple pour travailler avec des personnes âgées où les références culturelles peuvent être importantes.

Les professeurs du cégep encadrent les étudiants lorsqu'ils font des stages en entreprise pendant leurs études et à la fin de leurs études. Les professeurs guident et réfèrent les étudiants selon leurs compétences et leurs perspectives professionnelles. « Les profs communiquent avec beaucoup d'entreprises et d'organismes. Donc, oui quand ils doivent embaucher quelqu'un, ils vont appeler le cégep et les profs pour une référence » (entrevue 9). Les professeurs deviennent des références lorsque les étudiants veulent conquérir le marché du travail. Les stages permettent aussi aux étudiants de vérifier s'ils aiment leur programme d'études et s'ils s'imaginent travailler dans ce domaine. Dans le cas contraire, ils peuvent changer de programme, mais plusieurs règles s'appliquent afin qu'ils bénéficient encore de leur bourse.

Le premier emploi, lorsqu'il est obtenu au cégep, comme au café La Coudée, permet aux Réunionnais un premier contact avec le marché du travail. La responsable devient une référence québécoise à donner pour obtenir d'autres emplois.

Dans les techniques sociales, les professeurs abordent les conditions d'emploi avec les étudiants pour les préparer au marché du travail. Dans les techniques en services sociaux, des employeurs ont présenté leur entreprise et discuté avec les étudiants des possibilités d'emplois, des types d'emplois disponibles et des conditions de travail.

Les responsables du cégep encouragent les étudiants à chercher un emploi d'été afin d'accélérer leur intégration au Québec. « On les inscrit avec un numéro d'assurance sociale, je leur parle du Carrefour jeunesse emploi et je leur dis que l'été ils peuvent travailler partout au Canada, de sortir et de ne pas hésiter. » (entrevue 20). Lorsque les Réunionnais rencontrés ont obtenu un emploi d'été pendant leurs études, ils estiment que cela a contribué à briser des barrières culturelles et à les inciter à aller vers l'autre.

5.3.2.2 Gaspé

La bourse de 700 euros par mois n'a pas été suffisante pour tous les participants. Certains ont travaillé à temps partiel pour boucler leur budget mensuel.

Un des participants soutient que le marché de l'emploi à Gaspé fonctionne beaucoup avec le bouche-à-oreille et que les professeurs jouent ce rôle clé en informant les étudiants des emplois disponibles et en leur donnant des outils pour décoder le marché du travail. « Il faut prouver, peut-être parce qu'on vient d'ailleurs, qu'on est sérieux au travail » (entrevue 5). Les professeurs ont contribué à l'insertion en emploi des étudiants internationaux par des interventions directes auprès d'employeurs.

Une des participantes aurait aimé que le cégep la prépare mieux à son entrée sur le marché du travail, comme la préparation du CV, le fonctionnement du marché du travail, la préparation à l'entretien d'embauche. Il s'agit d'un accompagnement qui est maintenant offert aujourd'hui.

Une participante raconte que dans le cadre d'un cours, elle a fait un portrait des emplois disponibles. Ça lui a permis de mieux voir les perspectives d'emploi. De plus, des professionnels ont présenté leur métier aux étudiants dans le cadre des cours.

5.3.2.3 Résumé des tendances communes

La bourse fournie aux Réunionnais qui participent au programme pour étudier et vivre au Québec permet de combler les besoins d'une seule personne pendant la durée des études. Si les Réunionnais ont des enfants, la bourse ne suffit pas. De plus, des étudiants préfèrent avoir un emploi à temps partiel afin d'augmenter leur niveau de vie et afin de s'offrir plus d'activités ou de sorties.

Les professeurs jouent un rôle important dans l'accès au marché du travail. Ils informent les Réunionnais des emplois disponibles et sensibilisent les employeurs si nécessaire. Les Réunionnais peuvent aussi leur demander une lettre de recommandation lorsqu'ils postulent pour un emploi.

La participation à des stages dans le cadre des études est une formule qui permet aux Réunionnais de vivre une expérience professionnelle au Québec, de vérifier s'ils aiment réellement la matière qu'ils étudient et s'ils se projettent dans ce type d'emploi après leurs études. Les Réunionnais qui font des stages se font connaître des employeurs locaux et cela améliore leur chance d'obtenir un emploi après les études.

Il ne semble pas difficile pour les Réunionnais d'obtenir un poste dans ce qu'ils qualifient de petits boulots, comme la restauration rapide. Les étudiants internationaux auraient de la difficulté à faire reconnaître auprès des employeurs locaux leurs compétences acquises dans leur pays d'origine. Malgré ce constat, certains Réunionnais qui avaient des diplômes à leur arrivée au Québec et de l'expérience de travail ont pu dénicher un emploi

dans leur domaine, même à temps partiel pendant leurs études, mais ça n'a pas été le cas de tous les Réunionnais.

Le marché du travail québécois comporte ses codes, ses valeurs et ses façons de faire. Les Réunionnais rencontrés disent avoir besoin d'apprendre et de comprendre les façons de faire au Québec, puisque s'ils arrivent avec leur bagage français et réunionnais et que cela peut leur nuire à l'entretien d'embauche.

5.3.3 Rôle des institutions dans la création du réseau social

L'appartenance à un réseau social est un facteur aussi important que l'accès au marché du travail dans les facteurs d'intégration et de rétention.

Les Réunionnais rencontrés disent avoir ce besoin de s'ouvrir à l'autre afin d'éviter l'isolement. « Si je suis seule de ma culture, je n'ai pas le choix de m'ouvrir aux autres. Mon chum est Gaspésien, il m'a permis d'entrer dans son réseau de contacts et sa famille » (entrevue 1).

Lors du passage au cégep, les Réunionnais disent qu'ils créent un réseau social qu'ils continueront de fréquenter après l'obtention du diplôme. Ils rencontrent autant de Québécois, que de Réunionnais ou d'étudiants d'autres nationalités. Le cégep est le lieu où ils commencent leur vie d'adulte et ils des créent des repères de vie communs avec d'autres étudiants.

Le réseau social qui se construit pendant les trois années au cégep demeure le réseau le plus solide des Réunionnais, même s'ils font de nouvelles rencontres une fois sur le marché du travail.

Les Réunionnais qui rencontrent l'amour pendant la période collégiale, particulièrement avec un Rimouskois ou un Gaspésien, élargissent très rapidement leur réseau social local. Le réseau est un groupe de référence et de soutien en cas de coup dur.

5.3.3.1 Rimouski

Plusieurs relations amicales naissent pendant les cours et aux résidences, dans un cadre institutionnel. « C'est le milieu étudiant, où on rencontre du monde et où on va se créer en tant que personne » (entrevue 11). Une des participantes mentionne qu'elle était la seule Réunionnaise dans sa classe. Ce sont les professeurs qui ont favorisé les échanges en favorisant les travaux d'équipe. La barrière de l'accent a rapidement été franchie. « Ça m'a pris une à deux semaines avant de bien comprendre l'accent. Je me suis fait rapidement des amis québécois à cause des travaux en équipe qu'on a dû faire dès le départ » (entrevue 12).

Une des participantes mentionne que le cégep organise de temps à autre un souper avec les étudiants internationaux, mais elle n'est pas disponible pour y participer. Elle préfère organiser elle-même des soupers avec ses amis. Dans ses temps libres, une des participantes indique qu'elle voit ses amis et qu'elle fait des sorties au centre-ville, comme le cinéma et les bars. Une autre affirme aussi fréquenter les bars, les cinémas, sortir avec des amis et faire de la lecture.

Lorsque les Réunionnais tombent amoureux d'une personne originaire de leur région d'accueil, ils ont, selon leurs témoignages, un plus grand cercle social, ils s'ouvrent davantage à la culture québécoise et ils prennent de l'autonomie.

Une des participantes a profité de sa présence au cégep et de son programme en services sociaux pour mettre sur pied un groupe d'aide pour les étudiants internationaux. Ce groupe sert de point de référence et de groupes de rencontres et de discussions. Elle a aussi

contribué à l'intégration de Québécois dans ce groupe afin de favoriser les échanges interculturels.

Une des remarques des Réunionnais à l'égard du cégep est de faire plus de publicité auprès des étudiants québécois pour les inviter à participer aux activités offertes aux étudiants internationaux. Le cégep de Rimouski avait, lors d'une semaine culturelle, diffusé sur des écrans les visages des étudiants internationaux avec une description de leur parcours, afin de sensibiliser les étudiants québécois à leur présence.

5.3.3.2 Gaspé

À Gaspé, le personnel du cégep a mis en place un système de parrainage entre les Réunionnais et des familles locales. À leur arrivée, les étudiants de La Réunion sont jumelés à une famille gaspésienne avec qui ils tisseront des liens. Les jumelages se font sur la base des intérêts communs des deux parties. Par exemple, un des participants a été jumelé avec une famille qui l'a initié à la chasse, un événement hautement culturel en Gaspésie. Ce jumelage a facilité son intégration et le partage des cultures.

Pour une autre Réunionnaise, ce parrainage lui a permis de mieux comprendre la culture québécoise et de se familiariser rapidement avec l'accent québécois. « La personne avec qui on a été jumelée est venue faire avec moi ma première épicerie. Elle nous a expliqué où on peut trouver des choses pour pas cher. Cette personne m'a aidé à m'intégrer dans la société québécoise » (entrevue 3). Elle a été jumelée un an et ensuite le contact a été rompu puisque sa marraine était malade.

Pour une participante, sa marraine lui a vraiment fait découvrir la ville, lui a donné des repères, l'a invitée à des fêtes. Le lien était tellement serré qu'elle et sa famille sont

devenues des membres de la famille de son garçon qui les appelait grand-papa ou grand-maman.

Une autre participante affirme que les liens tissés avec sa marraine à l'arrivée se sont poursuivis même après qu'elle ait obtenu son diplôme. Elles s'envoient des cartes à Noël. De plus, celle qui était sa personne référence au cégep fait encore partie de son réseau.

Une des participantes pense que ce parrainage pourrait se faire avec des jeunes québécois. « Ce serait bien qu'il y ait des jeunes québécois qui sont là pour les accueillir. Puis, ces jeunes-là devraient être proches du cégep. Pas une marraine qui a 30 ou 35 ans » (entrevue 6).

Une Réunionnaise, qui était un peu plus âgée que les autres étudiants à son arrivée à Gaspé, a joué un rôle de mentor pour les plus jeunes qui partaient de chez eux pour la première fois. Elle a aidé les plus jeunes à gérer leur budget et elle a fait de grands repas communautaires afin qu'ils se sentent moins seuls.

À Gaspé, le cégep est un lieu de rencontre entre les étudiants internationaux et aussi avec les autres étudiants québécois. Des liens se tissent au fil des années et des cours suivis ensemble. Le fait de rencontrer un amoureux originaire de l'endroit a permis à une Réunionnaise de se créer un cercle gaspésien qui est devenu une deuxième famille. « J'ai trouvé que c'était plus facile de se faire des amis à l'école que sur le marché du travail ou il y a différents âges. À l'école, on a pratiquement tous le même âge » (entrevue 8). Au cours de la première année, elle est sortie beaucoup avec des étudiants à des soirées. Ça lui a pris un an avant de se sentir bien intégrée.

Les professeurs font même parfois partie du réseau social des étudiants. Le passage au cégep permet de créer un réseau lors des diverses activités, comme les épluchettes de blé d'Inde, des sorties de plein air en groupe, sans compter les cours où des travaux en équipe

sont obligatoires. Les enseignants forment parfois eux-mêmes les équipes afin de s'assurer qu'il y ait une mixité.

Lors de son arrivée, une participante a été accueillie par des étudiants du cégep avec qui elle a gardé des liens forts, même après avoir gradué. Les anciens étudiants dans le même programme ont pu vendre ou prêter leurs livres aux nouveaux arrivants, ce qui a diminué les coûts de la rentrée scolaire.

La Ville fait la promotion d'activités culturelles organisées sur son territoire, ce qui peut être intéressant pour découvrir la culture et tisser des liens. Les professeurs, à l'intérieur de certains cours, expliquent le fonctionnement de la société québécoise. Les Réunionnais souhaiteraient suivre des cours sur l'histoire du Québec afin d'en connaître davantage et être plus au courant lorsqu'ils discutent avec des Québécois.

5.3.3.3 Résumé des tendances communes

La création du réseau social est une condition essentielle de l'intégration et de la rétention. Les Réunionnais, comme les autres étudiants internationaux, ont déjà un réseau à l'extérieur du cégep, à l'international. Ils arrivent dans une cohorte avec d'autres Réunionnais qui parfois abandonnent le programme en cours de route ou déménagent dans un grand centre, ce qui peut être un incitatif au déménagement.

Le passage au cégep favorise la création de ce réseau social, puisqu'ils se retrouvent avec de jeunes adultes de leur âge qui ont des points communs avec eux, ne serait-ce que le domaine d'études. En classe, les professeurs stimulent les échanges par des travaux en équipe. Le passage aux résidences leur permet aussi de rencontrer un grand nombre d'étudiants. Aux résidences, les responsables des deux cégeps s'assurent de mêler les

personnes de différentes cultures afin de provoquer des échanges et des rencontres. Des professeurs font aussi partie de leur réseau.

Lorsque les Réunionnais tombent amoureux d'un Rimouskois ou d'un Gaspésien, non seulement ils commencent à envisager un projet d'installation à plus long terme, mais ils bénéficient surtout d'un réseau d'entraide et de support plus important, composé de leur belle-famille et des amis de leur conjoint(e).

Les Réunionnais suggèrent aussi que des étudiants québécois soient jumelés avec eux à leur arrivée et qu'ils aient des activités à faire ensemble. Ils estiment que des Québécois de leur âge seraient les meilleures personnes pour leur faire découvrir la ville, les activités destinées aux jeunes adultes et qu'ils pourraient facilement avoir des intérêts communs.

5.3.4 Relations entre Réunionnais et Québécois

Une des difficultés soulevées dans la création du réseau social réside dans les différences culturelles et dans les façons de nouer des amitiés et d'entretenir les relations. « C'est des personnes qui vont donner du temps dans la relation, une certaine période, et après ça va se détacher, se dissoudre et après plus rien » (entrevue 9). La façon d'aborder l'autre est différente d'un endroit à l'autre. Les Réunionnais mentionnent qu'il est facile d'entrer en contact avec les Québécois, qu'ils posent beaucoup de questions, mais qu'ils manquent de profondeur et de longévité dans leurs relations. Les Réunionnais avaient beaucoup d'éléments à souligner sur leur relation avec les Québécois, c'est pourquoi nous avons choisi de l'aborder séparément du réseau social.

5.3.4.1 Rimouski

Un constat qui est fait par les Réunionnais, c'est que les Québécois sont curieux. Une des participantes mentionne que les Québécois, davantage des adultes que des jeunes, lui posent beaucoup de questions sur sa venue au Québec, sur sa vie à La Réunion et sur son désir de s'établir ici. Elle a l'impression que la communauté est concernée par sa présence à Rimouski.

Des Réunionnais mentionnent que le cégep et les écoles secondaires pourraient mieux informer les étudiants québécois sur les réalités d'autres pays. « Ils veulent tout le temps voir, je suis tout le temps obligée de montrer des photos pour montrer qu'on n'est pas des sauvages qui marchent pieds nus, parce que c'est vraiment ça, les jeunes. Ils pensent qu'on vit dans des tipis, qu'on ne s'habille pas, c'est fou » (entrevue 9). Les participants racontent que les Québécois sont moins familiers avec la géographie de leur île et associent trop souvent l'île à l'Afrique.

Un des aspects mentionnés par plusieurs participants est la facilité avec laquelle les Québécois s'expriment et disent ce qu'ils pensent. Des participants ont dit que ça les avait aidés à s'extérioriser. Ils mentionnent toutefois avoir eu du mal au cours des deux premières semaines à bien comprendre l'accent québécois et à tutoyer les adultes en autorité.

Les partages culturels les plus fréquents sont la cuisine et la musique. Les Réunionnais font découvrir leur musique aux Québécois et ces derniers font la même chose. Les échanges culinaires sont une façon rapide de goûter à la culture de l'autre et de tisser des liens. La télévision permet aussi aux Réunionnais de rester en contact avec leur culture d'origine puisque tout est accessible sur le web et de la partager. La télévision québécoise et les humoristes québécois permettent aux Réunionnais de s'imprégner de leur culture d'adoption.

Des participants ont souligné qu'il est fréquent que des Québécois travaillent pendant leurs études. Un des Réunionnais dit que ça l'a influencé dans son cheminement, à devenir sérieux et à se prendre en main. « Ça force à aller chercher du travail, à aller rencontrer des patrons, même si c'est un petit job, juste 10h par semaine, ça permet de faire un premier lien avec le travail » (entrevue 11). Les Réunionnais mentionnent que les relations avec les Québécois sur le marché du travail leur permettent de voir la vraie vie québécoise.

Les relations entre étudiants et professeurs au Québec sont différentes des relations entre étudiants et professeurs en France. « J'ai énormément aimé la relation, le lien que tu peux créer avec un professeur. Toute ma vie, que je sois en France ou à La Réunion, s'il y a un prof, jamais tu n'allais voir ton prof après ton cours. Alors que là, j'ai été impressionné par l'ouverture des professeurs » (entrevue 11). Les Réunionnais ont mentionné que jamais ils n'avaient cru que cette proximité était possible, entre étudiants et professeurs, avant d'arriver au Québec.

5.3.4.2 Gaspé

Les Québécois posent beaucoup de questions aux Réunionnais qui arrivent, notamment sur leur choix de s'installer à Gaspé. « Au début, ils ne comprennent pas pourquoi tu as quitté un pays aussi chaud, une île aussi chaude, pour venir vivre à Gaspé » (entrevue 8). Les Réunionnais mentionnent que les échanges sont faciles et polis avec les Québécois, comme le bonjour en se croisant dans la rue.

La cuisine serait un moyen privilégié pour partager la culture étrangère et découvrir la culture québécoise. « La cuisine, les gens aiment la cuisine. Quand on fait des soupers interculturels, on apporte toujours notre culture avec nous. Ici, dès qu'on parle de cuisine tout le monde vient et ensuite tout le monde s'en va » (entrevue 3). Cette participante, par cet exemple, souligne la difficulté de nouer des liens à long terme avec les Québécois. Les relations en profondeur sont plus difficiles. « Tout le monde était très heureux de me

connaître, ils me disaient on va faire ceci, on va aller à la chasse. Mais le lendemain matin, je marchais sur le trottoir et il n’y avait même plus un bonjour » (entrevue 5). La musique est aussi une source d’échange culturel.

Les relations avec les professeurs en classe sont choquantes au départ, mais au final, elles mettent à l’aise les étudiants et favorisent les échanges. « Moi, la première fois que j’ai levé la main en classe, c’était oui monsieur, excusez, et puis ici c’est appelle-moi François et puis tu intervient quand tu veux » (entrevue 5). Les Réunionnais disent s’être adaptés rapidement à cette façon de communiquer avec les professeurs.

5.3.4.3 Résumé des tendances communes

Les Réunionnais considèrent que les Québécois qu’ils ont rencontrés sont curieux vis-à-vis d’eux, de leur culture et de leur choix de s’installer à Rimouski ou Gaspé. La cuisine, la musique et les émissions de télévision sont les sujets les plus propices pour entrer en contact avec les Québécois, selon les Réunionnais.

Les liens en profondeurs seraient difficiles à créer avec les Québécois. La première approche s’avère généralement facile, comme le bonjour ou une jasette sur le coin d’une table. Toutefois, lorsqu’il est question de faire durer la relation d’amitié, ce serait difficile et les Réunionnais ne comprennent pas pourquoi.

Les Réunionnais soulignent la facilité avec laquelle les Québécois s’expriment, prennent la parole et entrent en contact avec les autres. Certains ont mentionné que ça les a incités à s’extérioriser.

5.3.5 Rôle des immigrants

La personnalité des immigrants est aussi un facteur d'intégration, qui sort du rôle de l'institution, selon plusieurs participants rencontrés. « Moi je suis quelqu'un qui aime découvrir. Je suis porté à aller voir le monde. Donc, j'ai eu une belle intégration » (entrevue 11). Ils estiment que les immigrants qui s'intègrent mieux à leur communauté d'accueil et plus facilement sont ceux qui font preuve d'ouverture face à l'autre et face à de nouvelles façons de faire ainsi que ceux qui ont la capacité de nouer des liens. Ils estiment que ceux qui sont ouverts aux expériences nouvelles, comme des activités en raquettes dans la neige, réussiront à s'intégrer plus rapidement.

Une des participantes va même jusqu'à dire que les immigrants ont une grande responsabilité dans la réussite de leur intégration. « Je pars du principe que s'intégrer, il faut être aidé, mais ça vient de soi. On choisit de s'intégrer ou pas » (entrevue 6). Cette Réunionnaise estime que les immigrants ne doivent pas avoir d'attentes envers ceux qui les accueillent. « Tu peux aimer tout le monde, mais tu ne peux pas obliger les autres à t'aimer et à t'apprécier tel que tu es » (entrevue 6). Elle soutient toutefois que sa vision a changé lorsque son enfant a été confronté à des situations difficiles en matière d'intégration avec les autres. Elle a plutôt posé des actions pour proposer aux Québécois de s'intéresser à sa culture afin qu'elle devienne un atout pour son enfant.

Plusieurs Réunionnais affirment qu'ils sont allés à la rencontre des Québécois dès leur arrivée au Québec. « Pour moi, c'est important d'aller vers les autres, c'est ta personnalité qui fait que tu t'intègres ou non » (entrevue 15). Ce ne serait toutefois pas le cas de tous les étudiants internationaux. « Quand mon ami de La Réunion est venu me rejoindre pour étudier au cégep, je lui ai dit de ne pas faire l'erreur de rester entre immigrés et de se rappeler les choses qui nous manquent. Si tu fais ça, tu n'es pas intéressant pour les

autres. C'est intimidant » (entrevue 12). À l'extrême, deux Réunionnais ont confié qu'ils boudaient parfois les autres Réunionnais pour éviter un effet de ghettoïsation.

Un autre aspect de la personnalité des immigrants, soulevé par les participants, est leur désir de partager leur culture et leur curiosité face à une nouvelle culture. Ils insistent aussi pour exprimer l'importance de faire découvrir leur propre culture aux autres, comme la cuisine et la musique, afin de susciter les échanges.

Les représentants des cégeps affirment que les étudiants internationaux ont un rôle à jouer dans la réussite de leur intégration. « Moi je ne suis pas capable de dire que je suis responsable de leur intégration parce que c'est eux qui en sont responsables. Mais je peux dire qu'on met tout en place pour qu'ils y arrivent » (entrevue 24) Un représentant d'un cégep dit remarquer que les Réunionnais peuvent avoir tendance à se regrouper ensemble aux résidences. « C'est d'aller vers le côté rassurant, la même culture, la même bouffe » (entrevue 20). Il souligne toutefois que l'environnement collégial favorise les échanges interculturels.

En résumé, la personnalité de l'immigrant joue un rôle important dans la réussite de l'intégration, selon les Réunionnais rencontrés. Certains avancent que l'intégration est une responsabilité individuelle qui va bien au-delà de tous les efforts faits par les institutions. Certains ont une attitude fermé, d'autres sont très ouverts. Ils soulignent l'importance d'aller vers les Québécois, de ne pas fréquenter uniquement des Réunionnais ce qui pourrait donner l'effet d'une ghettoïsation, de s'ouvrir aux expériences nouvelles et de partager d'emblée sa culture d'origine pour faire tomber les barrières.

5.3.6 Rôle des institutions dans l'accès au logement

L'accès au logement est un facteur d'intégration. Lorsque les Réunionnais sont arrivés à Gaspé et à Rimouski, ils disent avoir eu un choc en voyant les résidences. Certains ont préféré prendre un appartement rapidement alors que d'autres ont apprécié l'esprit de collégialité des résidences.

5.3.6.1 Rimouski

Dès le départ, la majorité des étudiants de La Réunion se louent une chambre aux résidences du cégep. Ils profitent d'un logement à moindre coût qui est encadré par le cégep, ce qui peut être rassurant. À Rimouski, les responsables des résidences tentent de mêler les groupes de nouveaux arrivants afin d'éviter que les Réunionnais se retrouvent tous ensemble, afin d'éviter un effet de ghettoïsation.

Ensuite, ce sont les besoins de l'individu et le réseau social qui déterminent le lieu de résidence pendant les études. Par exemple, une des participantes a choisi de quitter les résidences après deux mois, car elle manquait d'intimité et de tranquillité. Elle a décidé de louer un appartement avec une camarade d'école.

Un des participants a eu la mauvaise surprise, à son arrivée, de ne pas avoir de chambre qui lui était attitrée, alors qu'il en avait réservé une au préalable. Il a été temporairement localisé dans une pièce commune des résidences, jusqu'à ce que la situation se régularise.

Le cégep a aidé des étudiants à déménager pendant une session. Les résidences ont l'avantage de fournir un environnement où il y a beaucoup d'étudiants, un encadrement qui peut rassurer les parents et des règles strictes. Toutefois, certains étudiants ont dit avoir

manqué de liberté à cet endroit. Les règles peuvent devenir contraignantes pour eux, alors qu'ils ont commencé à prendre goût à une certaine liberté. Ils ont rencontré des amis, ce sont formés des groupes et ils ont plutôt opté pour un appartement en ville. Le cégep leur a donné un coup de main pour le déménagement. Certains ont reçu un petit montant de la part du cégep pour faire un déménagement en taxi, en plein mois de décembre.

Un des participants suggère que la Ville fasse un site web avec les logements disponibles et les ressources d'aide aux logements.

5.3.6.2 Gaspé

La situation du logement à Gaspé est difficile en raison du faible taux d'occupation. Des Réunionnais rencontrés souhaitent que la Ville puisse mettre plus de logements à la disposition des nouveaux arrivants. « Beaucoup de maisons à vendre, peu de logements à louer ». (entrevue 8) La majorité des Réunionnais choisissent de s'installer aux résidences lorsqu'ils arrivent en première année.

Un des participants ne souhaitait pas demeurer aux résidences, lorsqu'il les a vues. « Ça devrait être rénové. Moi quand je suis arrivée dans ma chambre, mes rideaux étaient de la même couleur que les draps mortuaires (rires). Ça m'a refroidi encore plus » (entrevue 4). Il a loué un appartement avec deux amis de La Réunion, ce qui a retardé son intégration selon lui, car il restait avec des gens de sa culture au quotidien dans ses premiers mois de vie au Québec.

Au cégep, un des responsables des étudiants fournit de l'aide à ceux qui désirent louer un appartement. « C'est surtout en leur donnant les outils pour trouver un logement, comprendre son bail, pour les aider. Juste d'avoir une oreille un peu partout et de dire : ah !

Toi ! Tu m'as parlé, tu cherches un logement, tiens je viens de voir ça » (entrevue 20). Il considère la qualité du logement comme un facteur de bien-être et de rétention.

5.3.6.3 Résumé des tendances communes

Les Réunionnais choisissent majoritairement de demeurer aux résidences du cégep pour leur première année, le temps qu'ils rencontrent d'autres étudiants avec qui ils pourraient partager un appartement. La plupart disent vivre un choc lorsqu'ils voient l'aspect des résidences.

La vie aux résidences est l'occasion pour les étudiants internationaux de rencontrer des étudiants québécois et internationaux et de nouer des liens avec eux. Cela facilite aussi leur intégration par les activités qui y sont organisées.

L'accès aux logements, à l'extérieur des résidences, semble être difficile pour les Réunionnais qui aimeraient avoir l'aide de la Ville afin de connaître les logements disponibles et leurs droits comme locataires. Des représentants des cégeps offrent leur aide aux étudiants qui cherchent un appartement, une chambre ou une maison à louer.

5.3.7 Rôle des institutions dans la participation à la vie de la communauté

Le cégep, à travers la vie étudiante et les programmes d'études, invite les étudiants, internationaux ou québécois, à faire du bénévolat à l'intérieur du cégep et dans la communauté d'accueil. Cela dans le but de leur donner un premier contact avec le marché du travail, de se faire connaître, de tisser des liens et de faire rayonner le cégep dans la communauté.

Pendant ses études, une participante a fait du bénévolat au marathon de Rimouski. C'était lié à son domaine d'études, en diététique. C'est par le biais du cégep que cette participante a commencé à faire du bénévolat puisque les organisateurs du marathon ont consulté les étudiants du programme de diététique pour l'élaboration des menus d'après course.

Au cégep, les étudiants ont plusieurs possibilités pour faire du bénévolat, soit dans les activités du cégep, soit dans la communauté. C'est un moyen de faire valoir son savoir-être et son savoir-faire, de rencontrer des gens et d'avoir une expérience quasi-professionnelle. Un des participants a fait beaucoup de bénévolat culturel pendant ses études et il a même reçu une mention de reconnaissance lors d'un gala du cégep. « J'ai participé à tout ce qu'il y avait de culturel dans le cégep de Rimouski d'une manière ou d'une autre » (entrevue 12). Le bénévolat a été une occasion de développer des amitiés et d'aller vers les autres.

Dans le cadre des études en éducation spécialisée, des étudiants doivent faire du bénévolat, ce qui leur permet d'être en contact avec la communauté d'accueil à l'extérieur du cégep, de développer des liens et d'obtenir une expérience de développement communautaire.

Un des participants explique que faire du bénévolat était essentiel pour lui pour découvrir la communauté. « Très important d'en faire quand on arrive pour s'intégrer à une ville ou à une communauté, pour découvrir seulement une culture. J'ai fait de la cuisine, j'ai fait des soirées » (entrevue 5).

La Ligue d'improvisation de Gaspé est aussi reconnue comme un organisme qui accueille chaque année des étudiants internationaux. « Il y a beaucoup de bénévoles recherchés et c'est un moyen pour eux de s'intégrer à d'autre monde extérieur au cégep » (entrevue 20). Des Réunionnais ont poursuivi leur bénévolat dans cet organisme au-delà de leurs années scolaires puisqu'ils y ont créé des liens forts.

Une Réunionnaise qui a fait beaucoup de bénévolat pendant la première année raconte que ça l'a aidé à mieux connaître et comprendre la culture québécoise. Toutefois, il lui a été impossible de continuer son bénévolat après ses études, car elle était trop occupée avec ses emplois, comme la majorité des Réunionnais.

5.3.8 Rôle des institutions dans l'ouverture de la collectivité

Les professeurs sont sensibilisés à la présence d'étudiants internationaux et ils suivent davantage leur parcours scolaire afin de favoriser leur réussite. Il y a même des formations offertes aux enseignants qui veulent encadrer certains étudiants internationaux.

Pour les représentants des cégeps, leur rôle de sensibilisation est essentiel auprès des professeurs, du personnel du cégep, des employeurs et de la communauté en général. « Je pense que notre rôle comme institution, comme direction, comme dirigeant, c'est de se donner des politiques claires, d'affirmer et de réaffirmer l'ouverture que nous avons » (entrevue 19).

Une des participantes mentionne que le fait d'arriver au cégep dans des programmes où les professeurs ont l'habitude d'intégrer des Réunionnais, ça fait une différence, car ils savent où se situe La Réunion et connaissent les différences culturelles. Dans les programmes en services sociaux, les professeurs sembleraient plus avertis ou plus sensibilisés.

Lorsque les Réunionnais arrivent, il y a quelques problèmes de communication causés par l'accent ou le vocabulaire utilisé, mais les professeurs prennent leur temps, créent un climat pour favoriser la communication et font preuve d'ouverture. Les Réunionnais rencontrés disent avoir l'impression d'être sur le même pied que les autres étudiants.

Le cégep, dans le cadre d'un cours, a organisé des activités découvertes sur les pays d'origine de leurs étudiants. Toutefois, les étudiants québécois ne semblent pas toujours préparés à côtoyer des étudiants internationaux. « Ils savent qu'il y a une communauté étrangère, mais de là à ce que ça les pousse à aller vers nous et à ce que ça les intéresse, non » (entrevue 10).

Une participante affirme que les étudiants québécois n'étaient pas préparés à leur arrivée. « On vient nous poser des questions : avez-vous l'eau courante, l'électricité ? Pour certaines personnes, ce n'était pas de la méchanceté, c'était de la curiosité. Quand on décide de faire venir des gens de l'étranger, il faut donner de l'information » (entrevue 6). Un des participants soutient que les gens qu'il rencontrait au début ne connaissaient pas La Réunion et que ces gens ne comprenaient pas pourquoi il avait choisi de s'installer à Rimouski, où il fait froid alors que chez eux il fait chaud. Les Réunionnais affirment qu'ils doivent régulièrement expliquer d'où ils viennent.

5.3.9 Situation de racisme

Six participants sur 16 nous ont confié avoir vécu une situation de racisme, sur les deux terrains confondus. Il s'agit soit d'humour qui peut être maladroit de la part des Québécois, soit des situations plus directes voire violentes.

Un représentant collégial admet que les petits milieux ne sont pas toujours ouverts. « Ce n'est pas une région qui est habituée d'être cosmopolite. Il reste donc certaines barrières à franchir dans certains milieux de travail. Ce n'est pas majoritaire, c'est des cas isolés, mais on ne peut pas dire que ça n'existe pas » (entrevue 19).

« J'ai appris que j'étais noir en 2009 », raconte un Réunionnais qui s'est fait traiter de noir pour la première fois de sa vie au Québec. « J'ai appelé mes parents et je leur ai dit :

putain, je suis noir. Je ne l'ai jamais su de ma vie » (entrevue 5). Des clients ont déjà refusé de se faire servir par lui. Il raconte qu'avoir une peau de couleur est vite associé à l'Afrique ou à Haïti. Au moment du tremblement de terre à Haïti, des gens lui demandaient si sa famille était touchée.

Une des participantes s'est fait dire, dans un bar, par une personne qui avait consommé beaucoup d'alcool, qu'elle « devrait retourner dans son pays » (entrevue 9). Elle mentionne toutefois qu'il s'agit d'un événement isolé qui n'est pas représentatif de ses relations avec les Québécois.

Un certain humour douteux de la part des Québécois est parfois lourd pour les Réunionnais qui sont d'origine française. « Comme je suis Français, des fois, il y a des commentaires qui ont un fond d'humour, mais qui finissent par être agaçants. Qu'on vient voler des jobs, qu'on vient voler leur blonde » (entrevue 12). Il fait aussi référence à des préjugés ou des stéréotypes. « Vous ne vous lavez pas, les femmes ne se rasent pas. Au début, on en rit, mais ça revient et c'est irritant. C'est comme si nous on disait que vous êtes tous des bûcherons en chemise à carreaux » (entrevue 12).

À Gaspé, une Réunionnaise souligne que quelques étudiants québécois qu'elle a côtoyés n'étaient pas aussi ouverts à sa culture qu'elle l'aurait souhaité. « Certains Québécois, ils sont parfois dans leur petit monde et ils ne savent pas ce qui se passe autour d'eux » (entrevue 3). Elle dit qu'elle n'a pas vécu cela sur le marché du travail.

Une participante a vécu du racisme au travail de la part de clients. « Ça m'est déjà arrivé sur mon lieu de travail de me faire jeter des factures en pleine face. Ou sinon, de faire passer d'autres personnes en avant d'eux parce qu'ils ne voulaient pas avoir affaire à moi » (entrevue 6).

Un des participants souligne qu'il y a toujours des gens qui ne sont pas ouverts ou qui n'aiment pas les Français ou les étrangers en général. Il souligne que l'arrivée continue d'étudiants internationaux contribue à sensibiliser la population à leur présence.

5.3.10 Résumé de la trajectoire 2

La deuxième trajectoire que nous venons d'observer correspond à la vie collégiale, qui varie entre trois et quatre ans. Ce temps des études est le moment clé de leur parcours. Les Réunionnais rencontrés vivent une période d'intégration en trois temps pendant cette trajectoire. La première année, c'est le choc, la découverte et l'incertitude. La deuxième année, ce sont les repères qui se forment et le réseau social qui se solidifie. La troisième année, c'est l'heure des choix. Cette dernière année vient cristalliser le parcours collégial, la personnalité des jeunes adultes et confirme ou non le désir d'enracinement dans la région choisie.

Au cours de cette période, le cégep assume pleinement sa mission académique en mettant tout en œuvre pour favoriser la réussite du projet de départ des Réunionnais, soit la réussite d'un programme d'études collégiales techniques. L'institution qu'est le cégep va au-delà de cette mission. En plus de les aider à réussir leurs études, les responsables contribuent au processus d'intégration et de rétentions des étudiants internationaux en leur ouvrant les portes du marché de l'emploi par des références et des stages, en les aidant à créer un réseau social par l'organisation d'activités, la mise sur pied de cellule interculturelle, la mixité des équipes de travail en classe et des appartements aux résidences en en les aidant à accéder à un logement.

De plus, les responsables des cégeps encadrent rigoureusement les étudiants réunionnais qui ont une obligation de réussite pour avoir accès à leur bourse tout au long de

leurs études. Des rencontres individuelles sont organisées par les responsables du cégep pour s'assurer de leur réussite académique, pour mettre en place des mesures spécifiques en cas d'échecs ou de difficultés, pour faire un suivi sur la gestion du temps et des finances et pour s'assurer du bien-être des étudiants.

Le passage au cégep permet aux étudiants de rencontrer beaucoup d'étudiants qui ont des intérêts semblables aux leurs, de construire des liens dans une période cruciale qui est l'entrée dans la vie adulte et de découvrir le fonctionnement de la société, un peu comme un microcosme de la société québécoise. Le cégep leur de l'aide et un soutien constant. Les professeurs et la personne référence sont constamment en contact avec eux. Malgré toutes les ressources disponibles au cégep ou dans les organismes d'aide aux personnes immigrantes, la majorité des Réunionnais ont confié qu'ils hésitent avant d'aller chercher de l'aide, par timidité ou parce qu'ils veulent se débrouiller seuls et que ce n'est pas dans leur culture disent-ils.

Au cours de cette trajectoire, l'administration municipale fait une brève apparition au début, lorsque des représentants sont invités à prononcer un discours devant les étudiants internationaux et à échanger avec eux sur la ville en générale, les activités, la qualité de vie et la vision politique de la régionalisation de l'immigration. Nous pouvons toutefois affirmer que l'administration municipale est invisible dans cette trajectoire des Réunionnais rencontrés.

5.4 TRANSITION 2 : OBTENTION DU DIPLÔME COLLÉGIAL

Ça y est, le parcours collégial est maintenant terminé. Le moment est venu pour les Réunionnais, comme pour tous les étudiants de leur cohorte, de voler de leurs propres ailes. C'est l'heure des choix. S'installer en région ou choisir une autre ville québécoise? Rentrer à la Réunion, comme c'était prévu au départ dans la tête de plusieurs participants, ou acquérir une expérience de travail québécoise? Voyager ou se stabiliser? Cette période correspond au

moment où ils reçoivent leur diplôme et où ils doivent faire un choix pour leur avenir. Cette période correspond aussi au moment où ils doivent s'empresse de faire leurs démarches administratives pour continuer de résider et surtout de pouvoir travailler au Québec.

Nous avons vu que les années d'études collégiales leur ont donné des outils pour investir le marché du travail, pour comprendre les codes de leur nouvelle société et pour démarrer leur vie de manière autonome, sans être encadrés par une institution. Ils ont plusieurs possibilités devant eux et la décision leur appartient.

À ce moment, deux participants ont choisi d'aller travailler à Québec ou Montréal parce qu'ils avaient envie de connaître une autre réalité. Plus de la moitié ont fait un voyage à La Réunion pour voir leur famille et parfois pour réfléchir à un possible retour ou non sur leur île. Le réseau social, une relation amoureuse, la possibilité de décrocher un emploi et la nature les ont incités à revenir à Gaspé. Une seule a choisi de poursuivre ses études à l'Université du Québec à Rimouski puisqu'elle avait travaillé à temps partiel dans son domaine d'études en même temps. Ils ont tous travaillé, après avoir obtenu leur diplôme. Ils ont obtenu leur emploi grâce à un stage qu'ils avaient fait pendant leurs études ou ils ont obtenu des petits boulots au début. Rares sont ceux qui ont eu un poste permanent dès le départ. Certains ont déploré la précarité des conditions de travail, notamment en santé et services sociaux.

Les Villes soutiennent qu'elles doivent obtenir le pouvoir nécessaire pour bien accueillir les diplômés internationaux qui choisissent de l'installer dans leur municipalité. « Il faut reconnaître qu'un immigrant s'installe au Québec oui, mais il s'installe dans une municipalité au Québec, il fait être partenaire » (entrevue 21). Les représentants municipaux soutiennent qu'ils aimeraient être davantage considérés par les gouvernements du Québec et du Canada dans les politiques de régionalisation de l'immigration.

5.4.1 Rôle des institutions lors de l'obtention du diplôme

À ce moment-ci du parcours des Réunionnais, les institutions sont moins présentes. C'est le cégep qui décerne le diplôme, en faisant un acte officiel et administratif. Le cégep offre encore un soutien aux Réunionnais, mais ces derniers souhaitent prendre leur envol. Les réels besoins des immigrants pendant cette transition concernent l'aide pour se trouver un logement et pour remplir les formulaires d'immigration post-diplôme. Les organismes d'aide aux personnes immigrants prennent le relai des cégeps pour guider les nouveaux diplômés dans leurs démarches administratives d'immigration. L'administration municipale est invisible à cette étape.

5.4.1.1 Rimouski

La complexité et la longueur des démarches administratives liées à l'immigration ont été soulevées par les Réunionnais comme des irritants après l'obtention du diplôme. Un participant se demande comment il est possible de suivre un colis à la trace alors que le dossier d'immigration demeurerait sans réponse pendant plusieurs mois. « Pendant 12 mois, tu ne fais pas de projets, tu ne peux pas emprunter, tu ne peux pas faire d'hypothèque, tu fais rien. Tu attends. Ça s'est dur. Je pense qu'il y en a beaucoup qui s'en vont à cause de ça » (entrevue 12).

Lorsque les Réunionnais obtiennent leur diplôme, ils ne subissent aucune pression pour s'établir en région, même si l'objectif du programme de bourse est qu'ils puissent s'établir au Québec après la diplomation. « On vous envoie dans les régions et non pas dans les grandes villes parce qu'on a besoin de main-d'œuvre et de repeupler les régions, mais en étant ici, je n'ai jamais senti ça » (entrevue 10). Une Réunionnaise affirme que ses amis

et des professeurs lui ont suggéré d'aller à Montréal, si elle ne trouvait pas d'emploi en région.

Une des participantes croit que le cégep gagnerait à faire une rencontre avec les nouveaux diplômés pour les informer des démarches à faire en lien avec l'emploi, l'immigration ou même le chômage en cas de besoin.

5.4.1.2 Gaspé

Des Réunionnais affirment, qu'à la fin des études collégiales, ils ont eu l'impression de vivre un moment important, charnière, de leur parcours. « On se dit : ok, le cégep n'est plus là, j'ai fini l'école et il faut que tu te débrouilles tout seul. Mais on avait quand même de bonnes bases » (entrevue 7). « Le cégep est un cocon. C'est bon de s'en détacher après trois ans » (entrevue 1). Les Réunionnais disent avoir l'impression qu'ils sont autonomes et qu'ils ont acquis tout ce qu'il faut pour avancer par eux-mêmes. « On était dans notre bulle au cégep. Après, quand tu voles de tes propres ailes et que tu n'es plus dans un milieu protégé comme le cégep, tu grandis vite » (entrevue 1) D'ailleurs, les représentants du cégep orientent les diplômés vers d'autres organismes. « Je les oriente vers le SAPI, parce que moi malheureusement je perds mon mandat là-dessus au niveau du ministère de l'immigration » (entrevue 20).

Les Réunionnais n'ont jamais senti de pression pour s'établir à Gaspé après leurs études, mais ils affirment que des professeurs en ont discuté avec eux de façon informelle. Des professeurs, même s'ils n'avaient plus de contacts officiels avec ces nouveaux diplômés, leur ont offert de l'aide pour la suite. « L'école était finie, mais si on avait besoin d'aide pour trouver un travail, pour avoir une lettre de recommandation, nos profs étaient toujours là » (entrevue 7). Ils ont le sentiment que les professeurs sont heureux lorsqu'ils choisissent de s'établir à Gaspé.

En réalité, les Réunionnais se sont surtout tournés vers la représentante du Conseil régional de La Réunion et vers le ministère de l'Immigration pour faire leurs démarches administratives, après l'obtention du diplôme. Certaines démarches nécessitent un déplacement à Québec ou Montréal, comme l'obtenir la résidence permanente. Quelques-uns ont fait appel au SAPI.

Deux participants disent avoir fait appel aux députés provinciaux et fédéral pour faire avancer leur dossier d'immigration, ce qui a fonctionné dans leur cas.

5.4.1.3 Résumé des tendances communes

Au cours de cette transition, les nouveaux diplômés de La Réunion ont le sentiment qu'ils peuvent voler de leurs propres ailes, qu'ils sont outillés pour le faire et qu'ils deviennent autonomes.

Des personnes-ressources du cégep sont toujours disponibles pour aider les Réunionnais, s'ils ont des soucis ou s'ils ont besoin d'aide pour compléter leurs démarches d'immigration ou obtenir un permis de travail. Ce sont les organismes d'aide aux immigrants qui prennent le relais des cégeps afin de guider les diplômés dans leurs démarches administratives d'immigration.

Ils n'ont pas subi de pression pour s'établir en région après la diplomation, même s'ils sentent que ça fait plaisir aux professeurs qui les ont formés et accompagnés au cours des trois années précédentes.

5.4.2 Résumé de la transition 2

Au cours de cette transition, le cégep, qui est l'institution présente depuis trois ou quatre ans dans la vie des Réunionnais, n'a plus de fonction officielle auprès des Réunionnais. Les nouveaux diplômés estiment qu'ils sont outillés pour voler de leurs propres ailes. Ils ne ressentent pas de pression pour s'installer dans leur ville d'études, même si c'est le souhait formulé dès le départ par le Conseil régional Région Réunion lorsqu'ils adhèrent au programme Vivre et étudier au Québec.

Cette période comporte un peu d'instabilité puisque les diplômés doivent faire des choix importants pour leur avenir. Ils doivent s'occuper de régulariser leur statut d'immigrant et de faire les demandes nécessaires auprès du ministère de l'Immigration. Ils ont de l'aide pour compléter leurs démarches, notamment des organismes d'aide aux personnes immigrantes. Le principal irritant, après l'obtention du diplôme, est la régularisation du statut d'immigrant qui doit se faire rapidement, sinon, ils n'auront pas le droit de travailler et cela limitera leur capacité de s'établir dans la ville québécoise choisie.

Dans cette deuxième transition, le cégep et les organismes d'aide aux personnes immigrantes offrent un soutien aux diplômés Réunionnais. L'administration municipale ne joue pas de rôle significatif à cette étape.

5.5 TRAJECTOIRE 3 : LA VIE APRÈS LE DIPLÔME

Cette trajectoire correspond à la période d'installation à Rimouski et à Gaspé des Réunionnais, une fois le diplôme en poche et les papiers d'immigration réglés. Plusieurs avaient leur résidence permanente ou étaient en démarche pour l'obtenir au moment où nous les avons rencontrés. Aucun Réunionnais rencontré n'avait le statut de citoyen canadien.

Les Réunionnais qui sont en couple avec un Québécois originaire de la ville où ils se sont établis ont majoritairement le projet de s'établir à long terme. Leur projet se renforce lorsqu'ils ont des enfants. Davantage de Réunionnais de Rimouski que de Gaspé avaient le projet de rester à long terme dans leur première ville d'accueil. Au moins quatre participants au total ont eu des expériences de travail à l'extérieur de Rimouski ou de Gaspé.

Au cours de cette troisième trajectoire, les institutions sont moins omniprésentes dans la vie des Réunionnais qu'elles ne l'étaient lorsqu'ils fréquentaient le cégep.

5.5.1 L'hésitation entre La Réunion et le Québec

Après leurs études, la majorité fait un petit voyage à La Réunion pour revoir leur famille et leurs amis et pour réfléchir à leur avenir. Lorsqu'ils retrouvent leurs premiers repères à La Réunion, ils réalisent tout le chemin personnel, académique et professionnel qu'ils ont parcouru pendant leurs trois années au cégep. C'est souvent à ce moment qu'ils se positionnent sur leur choix d'avenir, sur leur envie de rester au Québec ou de rester en région, ou non.

5.5.1.1 Rimouski

Trois participants ont affirmé avoir réalisé qu'ils étaient beaucoup plus attachés à leur région d'adoption au Québec qu'il ne le croyait, lorsqu'ils sont retournés à La Réunion. « J'ai réalisé que j'étais beaucoup plus ouverte d'esprit et avec le recul, j'ai pu comparer ma vie d'avant à La Réunion avec ma vie québécoise. J'ai compris tout ce qu'il y avait de bon pour moi » (entrevue 9). Une des participantes affirme avoir compris qu'elle voulait

vivre au Québec lorsqu'elle a pris ses vacances à La Réunion et qu'elle s'ennuyait de sa vie à Rimouski. Une autre considère maintenant La Réunion comme le lieu où elle prend ses vacances et chaque fois qu'elle y va, elle a hâte à son retour au Québec.

Une autre participante a dû retourner vivre à La Réunion quelques mois, après avoir obtenu son diplôme, pour soigner un proche malade. Elle a constaté que c'était plus compliqué pour elle d'obtenir un emploi satisfaisant à La Réunion, étant donné que son diplôme, lié au domaine de la santé, n'était pas reconnu. Lorsqu'elle est revenue au Québec, elle a tout de suite pu réintégrer l'emploi qu'elle occupait avant son départ, ce qui a renforcé son choix de s'installer à plus long terme à Rimouski.

5.5.1.2 Gaspé

La question de l'emploi est un facteur de mobilité important dans cette période post-diplôme. Une des Réunionnaises a réalisé que c'était plus facile pour elle de décrocher un emploi au Québec qu'à La Réunion où son diplôme n'était pas reconnu. « Après avoir connu la réalité du marché du travail au Québec, j'avais l'impression d'être plus respectée au Québec. Ça fait trop longtemps que je suis partie de La Réunion maintenant pour reprendre contact avec le marché du travail de La Réunion » (entrevue 8). Le fait qu'elle ait appris de nouvelles façons de faire, au plan professionnel, lui fait même remettre en question la façon dont fonctionne l'île de La Réunion.

Un autre participant affirme être retourné à La Réunion pendant deux mois, après avoir obtenu son diplôme. Il est revenu au Québec ensuite, mais la recherche d'emploi s'est avérée difficile. Il a regretté de ne pas avoir accepté l'emploi qui lui avait été offert après son stage. Il a dû déménager à Montréal, pour ensuite revenir à Gaspé puisqu'il ne pouvait plus supporter la vie dans la métropole.

5.5.1.3 Résumé des tendances communes

Après l'obtention du diplôme, ceux qui sont retournés à l'île de La Réunion ont fait deux constats. D'abord, il était plus difficile pour eux de décrocher un emploi à La Réunion puisqu'ils n'avaient pas une expérience de travail significative dans leur domaine et leur diplôme n'était pas reconnu. Ensuite, ils ont réalisé qu'ils se sont attachés au Québec pendant les trois années collégiales qu'ils ont passées. Ils ont pu prendre un certain recul sur leur expérience québécoise et ils ont réalisé qu'ils avaient envie de poursuivre leur parcours au Québec, en raison de l'emploi et de leur réseau (amoureux, amis).

5.5.2 Le choix de rester en région

Tout au début de leur projet d'immigration, lorsqu'ils résident à l'île de La Réunion et qu'ils prennent connaissance du programme de bourse pour étudier au Québec, l'objectif d'étudier pour travailler et s'installer au Québec leur est clairement expliqué par le Conseil régional Région Réunion. Le programme vise à soutenir des étudiants de La Réunion pendant leurs études collégiales au Québec afin qu'ils obtiennent un diplôme dans un domaine où les perspectives d'emplois sont bonnes et qu'ils puissent travailler et vivre au Québec et idéalement en région, où il y a un déclin de la population et un manque de main-d'œuvre qualifiée.

Leur projet de départ est bien souvent celui d'étudier et de rentrer ensuite à La Réunion. « On vient aussi pour apprendre sur soi. On apprend qui on est, si on est capable ou pas. Puis, au bout d'un certain temps, on finit par se décider si on aime ça ou pas » (entrevue 5).

Leur projet de départ évolue au cours des trois années collégiales, puisque les Réunionnais créent un réseau social, ils vivent des expériences significatives, ils ont du soutien, leur diplôme n'est pas reconnu en territoire français et ils ont des occasions d'emplois au Québec. Ils disent rester principalement pour le travail, la famille, les amis et dans une moindre proportion les activités.

Les Réunionnais ont vécu un déracinement en arrivant au Québec. Ils ont fait des efforts pour s'intégrer, se faire des repères et construire une vie qui leur ressemble. Ils ne veulent parfois pas tout recommencer à zéro, après l'obtention du diplôme. Ils souhaitent plutôt récolter les fruits de tous leurs efforts. « Ma blonde, mon réseau est ici. C'est bête, mais j'ai tout abandonné pour venir ici. Ça a été fastidieux de tout refaire, alors pourquoi recommencer à zéro quelque part? Je travaille, je n'ai pas de raison de me pousser à l'extérieur. J'aime la région » (entrevue 12). Seul un projet d'étude à l'extérieur de la région pourrait l'inciter à déménager.

Certains ont fait des stages dans les grands centres où ils ont eu des expériences de travail pendant l'été. Ils ont pu goûter à la vie urbaine et décider s'ils souhaitaient ce genre de vie. La ville de taille moyenne est parfois plus appréciée des participants que l'effervescence des grandes villes. « Moi, le fait d'arriver et de traverser la rue et qu'il y ait plein de monde et que personne ne se regarde, une espèce de froideur, ça me ronge. Toute la richesse et la pauvreté complètement mélangées » (entrevue 9). Côté la pauvreté dans les grandes villes a été un coup dur pour certains qui ont préféré revenir à Rimouski.

Les Réunionnais qui ont démarré une entreprise dans laquelle ils investissent du temps et de l'argent et ceux qui ont fondé une famille sont plus nombreux à affirmer leur projet d'établissement à long terme en région. Lorsqu'ils sont en couple avec un Gaspésien ou un Rimouski dont la famille réside sur place, le choix de rester devient plus naturel.

La géographie, (montagne, mer et taille de la ville), qui étaient des facteurs d'attraction sont aussi des facteurs de rétention. Le coût de la vie plus faible en région, comparativement à celui plus élevé en ville, est un incitatif pour rester en région.

Le sentiment de sécurité, la qualité de vie et la chaleur des résidents de la ville font en sorte que les gens ont envie de rester. « La voiture et la maison ouvertes et personne ne vole ou n'entre. C'est des petites choses qui font toute la différence » (entrevue 4). Toutefois, le manque de commerces peut devenir un facteur répulsif pour certains.

L'emploi, le réseau social (famille et amis), le sentiment de sécurité, la qualité de vie et la géographie ont, par ordre d'importance, influencé, leur choix de rester à Rimouski et à Gaspé.

5.5.3 Les facteurs répulsifs

L'envie de voyager et de découvrir de nouvelles cultures a motivé les Réunionnais à venir étudier au Québec. C'est aussi ce même désir qui fragilise leur projet d'installation à Rimouski et à Gaspé. « Je n'ai pas d'attache, je n'ai rien et je suis en train de la construire ma vie, faque je ne me mets pas de barrière et je ne veux pas m'obliger à travailler » (entrevue 9). Cette participante occupe un emploi temporaire qu'elle pourra quitter lorsqu'elle aura amassé assez d'argent pour voyager. Elle n'exclut pas un retour en région après ses voyages. Un autre Réunionnais se considère comme un électron libre qui a des envies de découverte.

Ils sont encore au début de la vie adulte après l'obtention du diplôme et certains ne cherchent pas à s'enraciner rapidement. L'hiver peut aussi être un facteur répulsif qui remet en question leur choix de s'établir à long terme.

Certains font le choix de rester à Rimouski ou à Gaspé à moyen terme afin d'acquérir une expérience de travail qui sera un tremplin professionnel vers les plus grandes villes. Dans le cadre de leur emploi, certains sont amenés à se déplacer dans d'autres villes pour le travail, ils côtoient d'autres réalités, voient des occasions de grandir professionnellement et se font parfois proposer une promotion dans une ville, au sein de la même organisation.

Lorsqu'ils restent dans leur première ville d'accueil, leur réseau qui est déjà formé est mis à contribution pour obtenir un emploi, ce qu'ils ne posséderaient pas forcément dans une ville où ils ne connaissent personne. Les diplômés des programmes en services sociaux qui ont fait des stages à l'extérieur de leur région de résidence soulignent, qu'à Rimouski ou Gaspé, ils ont l'impression qu'ils peuvent prendre plus d'initiatives que dans un poste similaire en ville et ainsi faire leur marque et obtenir de bonnes références par la suite. La précarité de certains emplois fragilise le projet d'établissement à long terme.

Une participante projette de quitter Rimouski pour se rendre à Montréal dans un horizon d'un an ou deux, après avoir acquis de l'expérience professionnelle. Elle se dit attirée par les activités et les services plus nombreux dans les grandes villes. « Pour les études, ici c'est bien, c'est calme, mais après c'est vrai que je trouve qu'il manque quand même un peu de vie. Quand je sors, je me retrouve souvent aux mêmes endroits. C'est limité » (entrevue 10).

Des participants ont souligné qu'ils se sentent parfois loin de leur famille, restée à La Réunion. C'est particulièrement vrai lorsqu'un membre de leur famille est malade et qu'ils doivent rentrer pour le soutenir, quelques semaines ou quelques mois.

Le réseau peut à la fois être un facteur de rétention, mais aussi un facteur de déménagement. Les Réunionnais, par leur passage au cégep et dans le cadre de leur emploi, se sont construit un réseau qui dépasse les frontières de leur région d'accueil. Ils peuvent

être tentés de rejoindre des amis ou même un membre de leur famille déménagés dans d'autres villes québécoises ou ailleurs.

Plusieurs facteurs compromettent le projet d'installation à long terme des Réunionnais et ceux-ci sont parfois l'envers du facteur de rétention. Par exemple, certains sont déménagés au Québec parce qu'ils avaient envie de voyager et de découvrir une autre culture et le programme leur permettait de le faire avec une bourse d'études. Leur désir de voyager n'est pas assouvi et ils projettent de continuer à explorer le monde, sans exclure un retour en région un jour. La précarité de certains emplois, dans le domaine de la santé, des services sociaux et de l'éducation, entre autres, fragilise le projet d'installation. Certains souhaitent aussi acquérir une expérience professionnelle de deux ou trois ans dans leur domaine qui leur servira de tremplin pour obtenir un emploi dans une grande ville. Le réseau social qui d'un côté les retient à Rimouski et Gaspé les entraîne aussi dans d'autres villes lorsque les amis et la famille s'y trouvent. Le manque d'activités pour les jeunes et de boutiques diversifiées est aussi, dans une moindre mesure, un élément supplémentaire qui pourrait les convaincre de déménager.

5.5.4 Le rôle des institutions dans la rétention

Il apparaît, selon les témoignages des Réunionnais et des représentants des institutions, que les institutions sont moins présentes à cette étape-ci du parcours. « Une fois qu'ils obtiennent leur diplôme, on les perd de vue un peu » (entrevue 19). Les diplômés veulent voler de leurs propres ailes, ils ont acquis des outils pour le faire au cégep, les stages qu'ils ont faits dans le cadre de leur formation leur ont ouvert les portes au marché du travail. Le réseau social qu'ils ont construit au cégep les a suivis. Ils doivent se débrouiller pour se trouver un logement convenable et ils font face à toutes leurs

démarches pour demeurer sur ce territoire. Le cégep et les organismes d'accueil et d'intégration des personnes immigrants affirment être disponibles au besoin.

5.5.4.1 Rimouski

Le cégep de Rimouski oriente les diplômés vers les services d'aide aux immigrants et vers le ministère de l'Immigration pour toutes les démarches administratives. Le cégep offre un service de placement et d'aide à l'emploi aux diplômés. « Officiellement, le service de placement, c'est à vie. Dans les faits, c'est un an ou deux et encore là deux ans on est loin » (entrevue 24). Un groupe Facebook est aussi créé pour les anciens étudiants du cégep afin de leur diffuser des informations et de prendre des nouvelles.

Il y a un sentiment de fierté chez les Réunionnais. Ils veulent, autant que possible, être autonomes et s'organiser par eux-mêmes. Ils préfèrent de pas retourner au cégep pour demander de l'aide puisqu'ils ont l'impression que le rôle du cégep à leur égard est terminé. « Au niveau du travail, on nous forme bien. Après, j'ai plus eu l'impression que bon, tu as eu ton diplôme, maintenant débrouille-toi » (entrevue 10). Toutefois, ils se disent conforter par le fait que leurs anciens professeurs ou leur ancienne personne-référence du cégep puissent encore les aider et les écouter au besoin.

Une Réunionnaise nous a raconté qu'elle a reçu l'aide du cégep, après avoir obtenu son diplôme pour se trouver un emploi et lorsqu'elle a éprouvé des problèmes de santé. Elle a eu du soutien de ses personnes-références qu'elle avait connues dès son arrivée à Rimouski.

Une aide municipale aurait été appréciée par les Réunionnais. Un des participants mentionne qu'entre l'obtention du diplôme et l'obtention de la résidence permanente, le délai est très long, et que parfois des immigrants ont besoin de soutien, mais qu'ils ne

savent pas toujours vers qui se tourner. Il croit aussi que les municipalités pourraient offrir des incitatifs pour retenir les diplômés internationaux, comme un crédit à l'achat d'une maison ou même une rencontre avec une personne de la ville qui leur souhaiterait la bienvenue. Les représentants de la Ville admettent qu'il n'y a pas de plan établi pour retenir les immigrants.

Les Réunionnais peuvent se référer en tout temps à la personne embauchée au Québec par le Conseil régional Région Réunion dont le rôle est de les suivre pendant leur parcours collégial, mais aussi de les aider à remplir leurs papiers d'immigration. Une minorité de Réunionnais disent entretenir des liens réguliers avec d'anciens professeurs. Les Réunionnais qui étaient plus vieux que les autres à l'arrivée servent aussi de personnes-références pour les plus jeunes après l'obtention du diplôme.

Dans les premiers mois après l'obtention du diplôme, certains Réunionnais affirment vivre une deuxième période d'intégration puisqu'ils ont l'impression de perdre certains repères. « C'est vraiment un monde quand on quitte le cégep. Je n'ai plus cours, je travaille, je ne sais pas où aller. Le mois de juillet, c'était vraiment une grande période de questionnements » (entrevue 10). Certains ne savent plus vers quelle institution ou quel groupe se tourner, lorsqu'ils n'ont pas un emploi et un logement satisfaisants. D'autres Réunionnais continuent de participer à des activités organisées par le cégep après l'obtention du diplôme, puisqu'ils reçoivent des courriels de la part de la personne qui s'occupe des étudiants internationaux qui les informe de la vie étudiante.

D'autres Réunionnais ne voient pas dans cette trajectoire une deuxième adaptation, mais plutôt une continuité de leur parcours. « Toutes mes cartes étaient déjà placées. Je savais que j'allais travailler là où j'avais fait mon stage. Ils voulaient m'engager. Ma blonde était là, mes amis aussi. Tout était installé. Je n'ai pas eu de renouveau » (entrevue 12).

Le territoire joue un rôle dans le désir de rester après les études. Les paysages demeurent toujours attrayants, tout comme la taille de la ville. C'est l'adaptation à l'hiver et au froid qui peut s'avérer plus difficile.

5.5.4.2 Gaspé

À Gaspé, les responsables du cégep réfèrent les Réunionnais vers le SAPI. « C'est là que je disparaissais. Je ne suis pas un conseiller en immigration. Je ne peux plus malheureusement les aider » (entrevue 20). Le lien est toutefois maintenu de façon informelle par les réseaux sociaux. « Quand j'organise une activité de bienvenue aux nouveaux étudiants internationaux, je les invite. Ils viennent parfois à ces soirées-là et ça permet un échange plus riche encore » (entrevue 20). Après l'obtention du diplôme, les Réunionnais qui demeurent à Gaspé et Rimouski deviennent des références pour les nouveaux arrivants.

Le besoin d'être autonome et de s'organiser par soi-même est aussi important pour les Réunionnais de Gaspé. Ce qui ressort dans les témoignages, c'est qu'ils ont l'impression d'avoir reçu beaucoup d'outils pour prendre leur envol. « Le cégep, ça nous permet d'être plus autonome et d'avoir moins peur de se lancer dans la foule. On le sait, que si on a un problème, on peut toujours se tourner vers eux-autres » (entrevue 7). Être en couple aide aussi les participants à se détacher du cégep. Avec le temps, des Réunionnais disent être de plus en plus habiles avec les démarches d'immigration.

Les Réunionnais rencontrés affirment qu'ils n'ont jamais subi de pression pour demeurer à Gaspé, après leurs études. Ils ont eu des discussions informelles avec des professeurs et l'animateur de la vie étudiante. « C'est sûr que l'objectif pour eux, c'est qu'on reste ici après, mais je n'ai pas senti de harcèlement » (entrevue 8). Elle estime que le territoire et la grosseur de la ville jouent un rôle dans son choix de rester. « C'est plus facile

dans un petit milieu parce que les gens sont plus proches les uns les autres, ils parlent plus facilement » (entrevue 8).

Des Réunionnais ont affirmé qu'une personne au cégep était toujours disponible pour les aider et les écouter, au besoin. Toutefois, le personnel du cégep change au fil des années et les Réunionnais ont moins de liens avec le cégep pour cette raison. Deux personnes ont affirmé avoir demandé de l'aide à l'organisme qui aide les personnes immigrantes, le SAPI, pour les démarches administratives d'immigration.

Quelques participants ont eu le sentiment de devoir se débrouiller seul, après avoir obtenu leur diplôme, et que les institutions n'étaient plus disponibles pour les aider. Deux autres ont fait appel à une personne référence au ministère de l'Immigration pour leurs démarches administratives.

Une participante critique les compressions gouvernementales en région qui ont causé des pertes d'emploi dans un contexte où les régions essaient de retenir les jeunes. « Ils sont en contradiction. On va chercher des jeunes de l'extérieur pour peupler les régions. Par contre, on coupe le travail et le support qu'il y a dans les régions. Les jeunes qui sont diplômés s'en vont où ? En ville! » (entrevue 6).

Un participant souligne que des organismes, comme le Carrefour jeunesse emploi, pourraient s'investir davantage auprès des immigrants tout au long de leur parcours pour faciliter leur accès au marché du travail, en organisant des salons de l'emploi ou des rencontres avec des employeurs potentiels. Toutefois, les Réunionnais peuvent recevoir de l'aide pour faire leur curriculum vitae ou faire une simulation d'entrevue au Carrefour jeunesse emploi.

5.5.4.3 Résumé des tendances communes

Les institutions sont encore présentes dans cette trajectoire et contribuent à la rétention des Réunionnais, mais elles se font plus discrètes. Les Réunionnais ne ressentent plus leur omniprésence comme c'était le cas pendant les études collégiales. Les institutions interviennent à la demande des Réunionnais dans des cas bien précis.

Des anciens professeurs, ainsi que la personne-référence au cégep, se montrent disponibles pour écouter et aider les diplômés, au besoin. Toutefois, ils sont peu nombreux à retourner au cégep pour demander de l'aide. Ils ont un bon réseau de soutien autour d'eux, composé d'amis et de famille. Il s'agit par exemple de leur petit noyau familial ou de la famille de leur conjoint. L'aide demandée, à d'autres organismes, concerne principalement les démarches administratives liées au processus d'immigration.

Les Réunionnais ont eu l'impression qu'ils devaient se débrouiller et ils avaient le désir d'être autonomes et de voler de leurs propres ailes. Ils veulent être indépendants et ils considèrent, pour la plupart, que leur passage au cégep leur a donné les connaissances nécessaires pour réussir leur vie post-diplôme, pour se trouver un emploi et être bien intégrés dans la communauté.

Ils affirment qu'ils n'ont jamais senti de pression de quiconque pour s'établir à Rimouski ou à Gaspé après l'obtention de leur diplôme. Le territoire, les paysages et la taille de la ville sont des facteurs de rétention. Certains participants auraient souhaité que la Ville s'investisse dans la rétention des diplômés, par des rencontres de bienvenue ou des incitatifs financiers.

5.5.5 Le rôle des institutions dans l'accès au marché du travail

L'emploi demeure un des principaux facteurs de rétention, avec le réseau social, selon les témoignages des Réunionnais rencontrés. Après l'obtention du diplôme, l'accès au marché du travail devient la priorité pour ceux qui décident de s'établir à Rimouski ou à Gaspé. C'est ce qui leur permettra de combler leurs besoins de base, de se trouver un logement adéquat et de prendre de l'expérience professionnelle liée à leur champ d'études. Alors que plus des trois quarts des participants estiment avoir une situation d'emploi satisfaisante, d'autres font face à des emplois temporaires ou précaires, certains doivent cumuler plus d'un emploi pour joindre les deux bouts.

5.5.5.1 Rimouski

Le fait d'avoir étudié au cégep, une institution québécoise, aiderait les Réunionnais à accéder au marché du travail. « Les employeurs savent quelles compétences ils ont développé quand ils ont un DEC » (entrevue 24).

Un organisme d'aide aux immigrants a même créé des prix qui sont décernés aux entreprises qui embauchent des personnes issues de la diversité. Cet organisme tente de créer une concertation entre les organismes d'affaires de la région. « On fait des efforts particuliers cette année avec la chambre de commerce afin de faire une activité de réseautage » (entrevue 22).

Toutefois, les diplômés internationaux feraient face à des préjugés de la part d'employeurs. Des représentants municipaux ont dû intervenir directement. « J'ai appelé des gens d'affaires pour essayer de placer des gens qui avaient de fortes compétences, de grandes formations » (entrevue 21). Les représentants municipaux pensent que lorsque la

pénurie de main-d'œuvre atteindra un point critique, les employeurs ne pourront plus avoir de préjugés, puisque leurs besoins d'employés sera rendu à ce point criant.

Le cégep continue d'être un point de référence en matière d'emploi pour plusieurs raisons. Les professeurs du cégep envoient des offres d'emplois par courriel aux diplômés de leur département. Un Réunionnais a tellement aimé son expérience au cégep de Rimouski qu'il souhaiterait y travailler un jour. « J'aimerais ça, parce que c'est ça qui m'a intégré, c'est pour ça que je suis arrivé à Rimouski. J'ai beaucoup d'affection pour le cégep » (entrevue 12). Des professeurs ont aussi fait un suivi personnalisé avec les diplômés pour savoir s'ils avaient réussi à trouver un emploi dans leur domaine d'étude. Toutefois, certains diplômés en Travail social ont noté qu'il aurait été préférable de poursuivre des études universitaires pour augmenter leur employabilité et pour pouvoir accéder à des postes supérieurs. Des Réunionnais auraient souhaité que la Ville organise une foire de l'emploi.

Les responsables des stages pendant les études et les anciens professeurs demeurent des références pour les Réunionnais lorsqu'ils cherchent un emploi, même après avoir obtenu leur diplôme. Les stages seraient d'ailleurs de bonnes portes d'entrée pour le marché du travail post-diplôme. Un participant a eu l'occasion de faire valoir son savoir-faire dans un cadre scolaire, lors d'un stage, il a obtenu un poste et depuis il gravit les échelons.

Il y a aussi ceux qui décident de créer leur propre emploi et de démarrer leur entreprise. Une des participantes qui a été malade a dû quitter son emploi, mais elle a su rebondir et démarrer son entreprise. Une professeure du cégep l'a soutenue moralement pendant cette période et l'a encouragée à démarrer son entreprise. Elle n'œuvre plus dans son domaine d'étude, mais son commerce est une source d'épanouissement.

Un des participants suggère à la Ville de mettre en place des mécanismes pour faciliter le démarrage des entreprises et particulièrement pour offrir du soutien aux

immigrants qui ne connaissent pas toutes les ressources disponibles, comme l'accès au financement. Une personne du cégep a pu l'aider à démarrer son projet d'entreprise, en le guidant vers les bonnes ressources, même s'il n'était plus étudiant.

L'accès au marché du travail peut comporter des difficultés liées aux conditions de travail. Une des participantes ne fait que du remplacement, elle va de contrat en contrat, sans garantie de décrocher un nouveau contrat à la fin du dernier. Cela ne lui permet pas, selon elle, de s'engager pleinement dans sa communauté d'accueil qu'elle pense quitter pour cette raison. « En éducation spécialisée, je trouve qu'on nous a peut-être survendu la technique, parce qu'il n'y a pas tant de boulot que ça finalement dans la région, sauf si c'est en remplacement ou en tant d'heures » (entrevue 10). Elle occupe parallèlement un autre emploi à temps partiel afin de s'assurer un revenu satisfaisant, mais cet emploi n'est pas relié à son champ d'expertise; il s'agit d'un emploi en restauration rapide. Ceux qui travaillent en milieu scolaire se retrouvent sans emploi pendant la période estivale.

Un des participants a dû se réorienter après avoir perdu son emploi, en raison d'une faute qu'il avait commise sur son lieu de travail. Cela l'a amené à se réorienter complètement et il occupe un emploi qui n'est pas en lien avec ses études.

Une des difficultés rencontrées par des participants est leur performance lors des entretiens d'embauche. « Sur le dossier, on me disait toujours que c'était bon, mais en entretien on me disait qu'on me trouvait un peu froide, trop réservé. Donc, ça m'a posé souci pour le travail » (entrevue 10).

Le marché du travail devient aussi un lieu d'échanges culturels et d'intégration. « J'ai été représentant pour vendre du sirop d'érable et je viens de La Réunion! » (entrevue 12). Le marché du travail permet aussi d'élargir son réseau social. Le fait de travailler permet aux Réunionnais de participer à la vie économique de la communauté, en achetant des biens, comme une voiture ou des meubles.

5.5.5.2 Gaspé

Le cégep joue encore un rôle, indirectement, auprès des Réunionnais, même s'ils ont obtenu leur emploi. Les professeurs et les employés dédiés au soutien aux étudiants leur envoient des offres d'emploi et fournissent des références pour de futurs employeurs. Les parrains et marraines qui ont pris sous leur aile les Réunionnais à leur arrivée ont pu, dans certains cas, être une référence pour eux.

Lorsqu'une Réunionnaise a voulu démarrer sa propre entreprise, les professeurs l'ont guidée dans les démarches administratives, comme l'obtention de ses permis à la Ville. Après avoir démarré son entreprise, il lui est arrivé d'appeler d'anciens professeurs pour obtenir des conseils, notamment lorsqu'elle faisait face à des difficultés ou à des situations de gestion. Elle souligne que les professeurs se sont toujours montrés très disponibles.

Des participants occupent parfois des emplois précaires, comme des remplacements, ou cumulent plusieurs emplois, au salaire minimum, pour boucler leur budget. Ils aimeraient que la Ville organise une foire de l'emploi.

Les codes sociaux au travail sont différents au Québec et en France, ce qui a pu causer quelques difficultés à des Réunionnais en quête d'un emploi ou même pendant leurs stages. « Nous, on a une manière de fonctionner qui est différente. Chez moi, c'est hiérarchique. Moi, je suis employé, lui, c'est mon patron. Ici, c'est d'égal à égal. Si j'avais été mieux informée, j'aurais pu trouver un travail plus facilement » (entrevue 3).

Cette diplômée croit aussi qu'une formation sur le fonctionnement du marché du travail, les normes du travail et les droits des travailleurs serait essentielle. Les Réunionnais ont expliqué qu'ils ont appris sur le terrain ou par les conseils de leurs professeurs comment postuler. Par exemple, ne pas mettre de photos ou de renseignements trop personnels sur le

curriculum vitae, le remettre en main propre lorsque c'est possible et faire un suivi rapide par téléphone afin de démontrer son intérêt pour le poste.

La personnalité des individus jouerait aussi un rôle important dans l'accès au marché du travail. Un Réunionnais, qui participe à l'embauche d'employés, soutient qu'il recommande toujours aux nouveaux étudiants internationaux de faire preuve d'ouverture, d'observer, d'avoir une belle présentation et de mettre en avant-plan son savoir-faire.

5.5.5.3 Résumé des tendances communes

L'accès au marché du travail demeure le principal facteur de rétention, avec le réseau social, selon les témoignages des Réunionnais. Les cégeps demeurent présents dans la sphère de l'emploi auprès des Réunionnais, mais dans un rôle axé vers le soutien sur demande.

Les représentants des cégeps continuent d'informer les diplômés des offres d'emploi disponible dans les environs. Les professeurs peuvent fournir une lettre de recommandation pour un futur employeur. Les professeurs ont offert du soutien aux Réunionnais qui ont voulu démarrer une entreprise en les informant des divers programmes d'aide et les mettant en relation avec les bonnes personnes.

Certains auraient aimé que la Ville s'implique davantage avec ceux qui veulent démarrer une entreprise en offrant un soutien. Les stages réalisés dans le cadre des études ont été de bonnes portes d'entrée sur le marché du travail.

Des Réunionnais déplorent les conditions précaires de travail au cours des premiers mois d'embauche ou des premières années, notamment en éducation, en santé et en services sociaux. Certains doivent cumuler plusieurs emplois pour être à l'aise financièrement et certains sont choqués de devoir encore travailler dans ce qu'ils considèrent comme des

petits boulots alors qu'ils sont diplômés. Ils soutiennent qu'avant de quitter l'île de La Réunion pour étudier au Québec, on leur avait fait miroiter des perspectives d'emploi intéressantes.

Les codes sociaux au travail sont différents au Québec et dans les territoires français, notamment sur les aspects de la hiérarchie, de la présentation du curriculum vitae et de l'attitude à adopter pendant les entretiens d'embauche. Cette méconnaissance a pu nuire à certains participants.

Le marché du travail devient aussi un lieu d'échanges culturels et d'intégration et un lieu qui permet l'élargissement du cercle social.

5.5.6 Le rôle des institutions dans le réseau social

À ce moment du parcours des Réunionnais, tous affirment faire partie d'un solide réseau d'amis composé de Québécois, de Réunionnais et d'autres nationalités. Le réseau qu'ils ont bâti lors de leur passage au cégep, dans un cadre institutionnel, est resté bien présent dans leur vie. Il devient le groupe de référence et d'entraide en cas de besoin.

Ceux qui sont en couple avec une personne originaire de la région dans laquelle ils se sont établis bénéficient aussi du réseau familial du conjoint.

Le marché du travail est le principal lieu où ils font de nouvelles rencontres, mais elles seraient moins profondes que les rencontres faites au cégep, pendant le temps des études.

Un des participants souligne l'importance de compter des Québécois dans son cercle social. Il a eu beaucoup d'amis réunionnais et québécois lorsqu'il était au cégep. Toutefois, la majorité de ses amis réunionnais ont quitté Gaspé pour une autre ville québécoise ou

pour retourner à La Réunion. Ce sont ses amis québécois qui sont demeurés dans son réseau social. Il affirme participer à plusieurs activités sociales afin de continuer son intégration qu'il ne tient pas pour acquise. Il a rencontré une Gaspésienne et sa famille à elle fait maintenant partie de son réseau. Ceux qui tombent amoureux d'une personne de la place s'intégreraient plus facilement dans les réseaux locaux, par le biais de leur belle-famille.

Les participants ont souligné que l'ajout d'infrastructures en loisirs et en sports et l'organisation d'activités permettent de rencontrer de nouvelles personnes. Des diplômés internationaux aimeraient participer aux activités offertes aux étudiants par le cégep afin de sociabiliser. Ils disent que ça leur permettrait de rencontrer les nouveaux arrivants, de tisser des liens et de faire des activités à moindre coût.

L'écoute de la télévision québécoise est décrite par des Réunionnais comme un facteur d'intégration, qui aide à tisser des liens et qui permet d'avoir des sujets de discussion avec les Québécois.

Travailler, notamment dans le domaine de la santé et des services sociaux, permet aux Réunionnais de jouer un rôle dans le tissu social de la communauté et de développer des mesures liées au bien-être de la population. Dans cette position, ils se sentent investis dans le développement local et régional.

5.5.7 Le rôle des institutions dans la participation à la vie de la communauté

La majorité des Réunionnais rencontrés ont fait du bénévolat lorsqu'ils étaient étudiants au cégep. Toutefois, maintenant qu'ils occupent un emploi et qu'ils ont des enfants, rares sont ceux qui continuent de faire du bénévolat, faute de temps. Ils ont des avis partagés sur leur contribution à la société.

Un Réunionnais dit s'investir dans des consultations décisionnelles de quelques organismes de développement local afin d'améliorer la vie de sa communauté. Une autre s'investit dans des comités qui font la promotion des actions pour améliorer la vie des familles et l'environnement.

Lorsque les membres de leur cercle social s'investissent dans des activités de bénévolat, ils sont davantage portés à en faire. Nous avons constaté que ceux qui continuent de faire du bénévolat y voient une occasion de sociabiliser avec des membres de la communauté d'accueil.

Ceux qui ont le temps de faire du bénévolat en font à l'école de leurs enfants lors des activités spéciales ou lorsqu'ils vont à la rencontre des nouveaux étudiants internationaux à leur arrivée au cégep.

Un participant estime que sa contribution à la communauté est le fait de travailler, d'être un acteur de la vie économique et de payer des impôts. Des participants des deux terrains soulignent qu'ils ne sont pas ou peu sollicités par les élus pour participer à des consultations publiques ou qu'ils n'en entendent pas parler. En revanche, les représentants des administrations municipales soutiennent qu'ils ont pris la peine de consulter les étudiants internationaux lors de grandes consultations populaires sur l'avenir et le développement de la ville. « Pour eux, que le maire vienne les consulter sur une vision, sur comment on voyait le développement de la ville, je pense que ça a eu une signification. Ça a montré que leur opinion compte » (entrevue 21). Toutefois, ce type de consultation demeure rare.

Un Réunionnais affirme que les immigrants ne sont pas assez informés lorsqu'il y a des campagnes électorales et que les candidats ne s'intéressent pas à eux. « Si les immigrants se mettent à voter, peut-être qu'on va s'intéresser à eux. Les élus vont se dire on va mettre des choses en place pour les aider » (entrevue 12). Une seule participante

mentionne ne pas se sentir assez québécoise pour participer à la vie politique de sa communauté.

5.5.8 Le rôle des institutions dans l'ouverture de la communauté

Au cours de cette trajectoire, les Réunionnais affirment que c'est leur participation à des activités de bénévolat ou de loisirs organisées par le cégep qui a pu contribuer à l'ouverture de la communauté aux différences culturelles. Ils ont pu échanger avec des résidents, des étudiants québécois et des employeurs potentiels qu'ils recroisent dans leur vie post-diplôme.

Ils notent aussi les stages qu'ils ont faits dans le cadre scolaire qui leur ont permis de collaborer avec les employeurs locaux et ainsi, pensent-ils, de les sensibiliser à la diversité de la main-d'œuvre.

De plus, les résidents locaux croisent des Réunionnais depuis plus de 10 ans dans les deux villes et leur présence leur devient plus familière. « Dans la rue, les gens me disent bonjour, je ne les connais pas, mais ça me fait plaisir. Ils me demandent d'où je viens. Je sens que les gens sont intéressés par ma présence » (entrevue 4).

Une participante, qui travaille avec des enfants, explique que c'est facile de partager sa culture avec eux. Elle espère gagner le cœur de leurs parents. Elle leur apprend des comptines de son île et, parfois, lorsqu'il y a une fête, elle ajoute des éléments culturels de son pays en animant des ateliers créoles et de danse. Elle organise aussi des journées sur la diversité culturelle pour les familles. Elle affirme que les parents la félicitent et lui disent qu'elle contribue à l'ouverture sur le monde de leurs enfants.

5.5.9 Des Réunionnais qui aident à l'intégration et la rétention de leurs pairs

Les employés des cégeps qui s'occupent de l'accueil des étudiants internationaux font appel aux diplômés internationaux à la rentrée scolaire afin qu'ils accueillent à leur tour les nouveaux arrivants, qu'ils leur prodiguent des conseils et qu'ils les guident à travers la ville au besoin. « Je leur ai parlé de l'hiver, qu'on aime au début et qui nous exaspère à la fin, des péripéties avec les papiers » (entrevue 1). C'est aussi une occasion pour les diplômés de partager leur expérience et de constater tout le chemin qu'ils ont eux-mêmes parcouru depuis leur arrivée. « On leur a donné des petites astuces, des trucs, surtout sur le coût de la vie, les taxes, comment gérer le dollar » (entrevue 3). Des diplômés viennent même donner des conférences aux nouveaux. « Je leur dit de prendre toutes les expériences de travail et de bénévolat qu'ils peuvent parce que c'est comme ça qu'ils se feront connaître, qu'ils auront des références et qu'ils se trouveront un emploi plus facilement » (entrevue 5).

Lors des échanges, les Réunionnais, qui sont installés à Gaspé ou Rimouski, exposent aux nouveaux arrivants les défis de la première année et des moments de découragement qu'ils peuvent vivre pendant leur parcours. Ils ont l'impression de devoir être en mode séduction avec les nouveaux arrivants afin de contribuer à leur rétention. Un autre participant affirme que ça lui fait plaisir d'accueillir les Réunionnais qui arrivent, mais qu'il ne veut pas créer de liens avec eux, afin que ces derniers se tournent vers des Québécois pour éviter l'effet de ghettoïsation et de repli sur soi.

Une autre Réunionnaise, dans le cadre de son travail, croise les nouveaux Réunionnais lorsqu'ils arrivent. Elle prend le temps de discuter avec eux et elle s'informe de leur cheminement. Elle leur offre aussi de l'aide au besoin.

5.5.10 Le sentiment d'appartenance

Finalement, chez vous, c'est où? Rimouski? Gaspé? La Réunion? Ailleurs? Nous avons demandé aux Réunionnais à quel(s) endroit(s) ils ont le sentiment d'être à la maison. Nous avons voulu savoir si le passage au cégep et leur vie à Rimouski et Gaspé après l'obtention du diplôme leur a permis de développer un sentiment d'appartenance, s'ils se sentent bien dans leur communauté d'accueil, s'ils ont l'impression d'être utiles et solidaires des autres, s'ils ont adopté les valeurs de leur société d'adoption.

5.5.10.1 Rimouski

Les Réunionnais rencontrés à Rimouski ont soit un plus grand sentiment d'appartenance envers l'île de La Réunion que Rimouski, soit un sentiment partagé entre les deux territoires. Ils ont, dans certains cas, l'impression de porter deux bagages culturels en eux. Seulement trois participants de Rimouski ont dit avoir la ferme intention de s'installer à long terme à Rimouski. Il y a peut-être en lien avec la projection personnelle à long terme et le sentiment d'appartenance envers un lieu.

Ceux qui éprouvent un sentiment d'appartenance envers Rimouski mentionnent le fait qu'ils y ont commencé à vivre leur vie d'adulte dans ce territoire, un moment marquant pour eux. « Je n'arrive pas encore à décider. Je pense que ma vie d'adulte a commencé ici, donc serait plus ici, mais en même temps, j'ai tous mes souvenirs à La Réunion » (entrevue 10). Certains projets réalisés au cégep sur des enjeux régionaux, comme la santé du Saint-Laurent, ont nourri le sentiment d'appartenance et d'attachement au territoire.

Des participants ont aussi expliqué avoir ressenti un sentiment d'appartenance envers Rimouski et le Bas-Saint-Laurent au moment où ils sont sortis de la région. « En fin de semaine, j'étais à Québec et mon premier réflexe a été de dire que je viens de Rimouski »

(entrevue 12). C'est aussi au retour d'un voyage qu'un des Réunionnais a pris la mesure de son appartenance au territoire bas-laurentien parce qu'il lui avait manqué.

5.5.10.2 Gaspé

Les Réunionnais rencontrés à Gaspé racontent que leur vécu au cégep, au début de leur vie adulte, a été assez marquant pour avoir contribué au développement de leur sentiment d'appartenance « Gaspé m'a ouvert les bras » (entrevue 6). « C'est les trois années où j'ai tout appris » (entrevue 8). « Je suis arrivée ici, j'avais 20 ans. On dirait que c'est là que ta vie d'adulte commence. J'ai rencontré mon chum, on a eu nos enfants, on s'est marié, on a notre maison » (entrevue 7). Toutefois, cette participante se sent autant attachée à Gaspé qu'à l'île de La Réunion, où demeure sa famille et où elle a vécu son enfance et son adolescence. « Quand je retourne en vacances à l'île de La Réunion, les gens rient parce qu'ils trouvent que j'ai l'accent québécois. Je me sens Réunionnaise et aussi Gaspésienne » (entrevue 7).

Le cœur des immigrants est souvent partagé entre leur lieu d'origine et leur lieu d'accueil. « Chez moi, c'est là-bas, mais mes plus belles années c'est ici, car j'ai pris encore plus en maturité puis ici ça m'a permis de me découvrir, de savoir ce que je voulais faire, alors que chez moi, je ne savais vraiment pas ce que je voulais faire » (entrevue 4). Pour une autre participante, c'est son appropriation de la culture québécoise, par la cuisine et par l'utilisation d'expressions québécoises, qui a fait grandir son sentiment d'appartenance. Un autre affirme se sentir Gaspésien puisqu'il se range aux côtés des résidents locaux pour défendre les enjeux locaux.

Les Réunionnais qui ont eu des enfants à Gaspé ou qui sont arrivés avec un enfant expliquent que leur sentiment d'appartenance est plus grand envers leur territoire d'adoption puisque c'est à cet endroit que leurs enfants ont tous leurs repères. « D'être avec

les enfants, qui deviennent québécois, ça augmente mon sentiment d'appartenance. Ça m'oblige à sortir et à découvrir les beautés de l'hiver » (entrevue 1). Les enfants, lorsqu'ils vont à l'école, se font des amis québécois et le réseau des parents s'élargit. Ceux qui ont des enfants soulignent aussi l'importance de leur transmettre leur culture réunionnaise et créole afin qu'ils portent plusieurs bagages en eux.

5.5.10.3 Résumé des tendances communes

Les Réunionnais ont un sentiment d'appartenance partagé entre l'île de La Réunion, où ils ont leurs repères sociaux et familiaux, où ils ont grandi et vécu leur adolescence et leur communauté d'accueil où ils ont commencé leur vie d'adulte. Cette période dans leur parcours est importante pour eux, car ils deviennent autonomes, ils s'affranchissent du nid familial, ils acquièrent des connaissances de vie pour se débrouiller dans leur quotidien et des connaissances professionnelles qui les aideront à obtenir un emploi, gagner leur vie et s'établir dans un lieu.

Le sentiment d'appartenance se renforce lorsque les participants s'imprègnent des éléments culturels locaux, comme la cuisine, l'écoute de la télévision et l'utilisation d'expressions québécoises.

Les participants affirment aussi qu'ils ont pris la mesure de leur sentiment d'appartenance entre le Québec, Rimouski ou Gaspé une fois qu'ils ont pris du recul face à ce territoire et à leur expérience collégiale. Certains mentionnent que lorsqu'ils voyagent, ils ont hâte de revenir au Québec, qu'ils s'identifient à leur communauté d'accueil et qu'ils sont plus en mesure d'apprécier leur vie québécoise.

5.5.11 Résumé de la trajectoire 3

Cette trajectoire correspond à la période qui suit l'obtention du diplôme, un moment crucial où les Réunionnais choisissent de rester dans leur région d'accueil ou de déménager dans une autre ville ou un autre pays. Leur projet de départ s'est transformé avec le temps, ils ont cheminé, pris de la maturité et ils ont mieux défini ce qu'ils veulent pour l'avenir.

Ils sont nombreux à retourner en vacances à La Réunion, après l'obtention de leur diplôme. Lors de ces retours aux sources, ils prennent conscience du cheminement qu'ils ont parcouru et du sentiment d'appartenance qu'ils ont envers leur région d'accueil.

L'emploi, le réseau social (famille et amis), le sentiment de sécurité, la qualité de vie et la géographie ont, par ordre d'importance, influencé, leur choix de rester à Rimouski et à Gaspé. Il y a aussi des facteurs qui fragilisent leur installation à long terme, comme l'envie de voyager, la précarité de certains emplois, l'attrait de la ville, le réseau qui demeure à l'extérieur et le manque d'activités pour les jeunes.

Les nouveaux diplômés doivent voler de leurs propres ailes et ils éprouvent une fierté à être autonomes et indépendants. C'est leur cercle social qui sera le principal soutien en cas de coups durs. Leur cercle social est formé autant de Québécois que d'immigrants. C'est le réseau qu'ils ont bâti au cégep qui les suit pour la suite de leur parcours.

Les institutions, comme le cégep et le territoire semble jouer un rôle dans la vie des Réunionnais. Les institutions ne sont plus omniprésentes comme elles l'étaient pendant le parcours collégial. Les Réunionnais apprécient le soutien qui est toujours disponible au cégep, mais ils préfèrent s'organiser par eux-mêmes. Ils sont toutefois portés à se tourner vers d'anciens professeurs lorsqu'ils veulent avoir des conseils pour démarrer une entreprise ou lorsqu'ils ont besoin d'une lettre de recommandation pour un emploi. Dans certains cas, des amitiés se sont nouées avec des professeurs. Pour ce qui est des démarches

administratives liées à l'immigration, ils demandent l'aide de la personne embauchée par le Conseil régional de La Réunion qui les a suivis pendant leur parcours collégial et du ministère de l'Immigration. Ils font parfois appel à l'organisme qui vient en aide aux personnes immigrantes dans leur ville.

Ils ont beaucoup moins de temps pour faire du bénévolat ou pour participer à la vie démocratique de leur communauté. La Ville et les organismes d'aide aux personnes immigrantes ne semblent pas jouer un grand rôle auprès d'eux. Elles semblent plutôt invisibles, sauf pour des questions administratives lors du démarrage d'une entreprise, par exemple.

Dans ce chapitre sur la présentation des résultats, nous avons exploré le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais diplômés de La Réunion. Nous avons structuré les témoignages des 16 diplômés de La Réunion et des huit représentants des institutions dans un calendrier de vie, tel que suggéré par notre cadre théorique sur les parcours de vie. Nous avons présenté les résultats selon un calendrier de vie construit selon un ordre chronologique de trajectoires et de transitions : la vie à La Réunion, le déménagement au Québec, le temps des études, l'obtention du diplôme et la vie post-diplôme.

Dans les trois trajectoires délimitées, nous nous sommes intéressés aux facteurs d'intégration et de rétention des personnes immigrantes, à travers le récit des personnes interviewées : l'accès à l'emploi, le réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté d'accueil et le rôle ou la personnalité de l'immigrant. Nous avons présenté les résultats terrain par terrain et nous avons fait le résumé des tendances communes afin d'éviter le tropisme territorial.

Dans le prochain chapitre, nous analysons, interprétons et discutons des résultats en regard de la revue de littérature et en répondant à nos questions de recherches.

CHAPITRE 6

ANALYSE, INTERPRÉTATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS

À travers les parcours des diplômés de l'île de La Réunion, notre objectif était d'explorer le rôle des institutions dans leur processus d'intégration et de rétention à Rimouski et à Gaspé.

Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, le processus d'intégration et de rétention dépend de plusieurs facteurs, comme l'accès au marché du travail, la présence d'un réseau social, l'accès au logement, la participation à la vie de la communauté, la personnalité de l'immigrant et le sentiment d'appartenance. À ce processus, pour les étudiants internationaux dont la fréquentation d'un établissement scolaire constitue une partie importante de leur projet d'immigration, s'ajoutent six facteurs qui influencent positivement la réussite de leur intégration. Il s'agit du rôle actif de l'étudiant, de sa valorisation (de l'individu et de sa culture) tout au long de son parcours, de l'engagement des acteurs, des valeurs véhiculées par l'institution, du renforcement de la communauté et de la création de partenariats (Young, 2014, en ligne).

Nous avons recueilli, par le biais d'entretiens semi-dirigés, les histoires de vie de 16 Réunionnais, diplômés des cégeps de Rimouski et de Gaspé ainsi que les témoignages de huit représentants d'institutions de ces deux villes moyennes. Nous avons structuré notre cueillette de données et leur présentation par le cadre des parcours de vie, avec ses trajectoires et ses transitions.

Voici un rappel de la chronologie des trajectoires et des transitions dans lesquels les résultats ont été présentés et analysés.

La trajectoire 1 correspond à la vie à l'île de La Réunion et au début de la vie adulte des Réunionnais que nous avons rencontrés. Ils rêvent de voyage, de découverte et d'aventure. Ils vivent surtout une situation qui n'est pas satisfaisante à leurs yeux. Ils vivent un sentiment de coincement et ils désirent améliorer leur sort.

Les institutions québécoises (cégep) et réunionnaises (Conseil régional Région Réunion) entrent en scène à ce moment et proposent aux Réunionnais d'étudier et de vivre au Québec. Les Réunionnais ont le choix parmi des programmes d'études collégiales techniques, sélectionnés pour leurs perspectives d'emploi. Les caractéristiques géographiques des territoires influencent le choix de la destination des Réunionnais. Ils choisissent Gaspé et Rimouski pour la présence de l'eau et des montagnes, un paysage qui leur rappelle leur île. La qualité et la chaleur du contact avec la personne déléguée par le cégep pour rencontrer et recruter les Réunionnais ont été déterminantes dans le choix de la destination. Les cégeps ont, depuis quelques années, modifié leur stratégie de recrutement. Ils se regroupent et partagent les coûts pour l'embauche d'un seul représentant qui se rend à La Réunion, afin de réduire la facture.

La transition 1, qui correspond au déménagement de l'île de La Réunion à Rimouski et Gaspé, est un moment à ce point marquant dans le parcours des Réunionnais qu'ils s'en souviennent tous avec beaucoup de détails. Ils se remémorent facilement les lieux, la météo du jour, l'ambiance, les gens présents et surtout ce qu'ils ont ressenti à ce moment. L'institution qu'est le cégep encadre les Réunionnais dès leur atterrissage à Montréal.

Le cégep joue un rôle d'accueil à l'arrivée à Montréal et à l'arrivée dans la ville choisie. Un comité d'accueil est mis en place, composé de membres du personnel du cégep, de professeurs et d'étudiants internationaux déjà présents au cégep. La personne référence du cégep, avec qui les Réunionnais ont été en contact depuis le début de leur processus d'immigration, les attend à l'arrivée et fait figure de présence rassurante. Les Réunionnais disent à l'unanimité que cette personne a joué un rôle significatif dans leur parcours global.

Un représentant de l'administration municipale rencontre, à la demande des représentants du cégep, les étudiants internationaux.

La trajectoire 2 correspond au temps des études. Le cégep est omniprésent dès leur arrivée. Ils vivent une intégration sur trois années. La première année comporte ses moments de découvertes et d'incertitudes, la deuxième année, c'est la construction des repères et la troisième est l'année décisive pour la rétention. Le cégep accompagne les Réunionnais dans toutes les sphères de l'intégration (études, emplois, cercle social, bénévolat).

La transition 2 est l'obtention du diplôme. L'institution (cégep) qui est présente depuis trois ou quatre ans dans la vie des Réunionnais se fait plus discrète et les nouveaux diplômés sentent qu'ils sont outillés pour voler de leurs propres ailes. Ils ne ressentent pas de pression pour s'installer dans leur ville d'étude, même si c'est le souhait formulé dès le départ lorsqu'ils adhèrent au programme Étudier et Vivre au Québec. Cette période comporte un peu d'instabilité puisque les diplômés doivent faire des choix importants pour leur avenir et ils doivent s'occuper de leur statut d'immigrant. Ils ont de l'aide pour compléter leurs démarches de la part du ministère de l'Immigration et des organismes d'aide aux personnes immigrantes. Le principal irritant, après l'obtention du diplôme, est la régularisation du statut d'immigrant qui doit se faire rapidement, sinon, ils n'auront pas le droit de travailler.

La trajectoire 3 est un moment crucial où les Réunionnais volent de leurs propres ailes et choisissent de rester dans leur région d'accueil ou de déménager dans une autre ville. Leur projet de départ s'est transformé avec le temps, ils ont cheminé, pris de la maturité et ils ont mieux défini leur projet de vie. L'emploi, le réseau social (famille et amis), le sentiment de sécurité, la qualité de vie et la géographie ont, par ordre d'importance, influencé, leur choix de rester à Rimouski et à Gaspé. Il y a aussi des facteurs qui fragilisent leur installation à long terme, comme l'envie de voyager, la précarité de

certains emplois, l'attrait de la ville, le réseau qui demeure à l'extérieur et le manque d'activités pour les jeunes.

Il en ressort que dans ces cinq étapes, le cégep est présent et actif auprès des Réunionnais rencontrés alors que l'administration municipale et les organismes d'aide aux personnes immigrantes sont presque absents des parcours des participants à cette présente étude.

Considérant notre objectif de recherche, la revue de littérature, le cadre théorique et méthodologique, notre question générale de recherche se formule ainsi : est-ce que les institutions, qui misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle aux enjeux démographiques et économiques de leurs régions, jouent un rôle concret dans le processus d'intégration et de rétention des étudiants internationaux dans les territoires éloignés des grands centres ? À la lumière de la présentation des résultats, la réponse est oui pour certaines institutions (cégep et territoire) et avec une intensité différente selon la trajectoire et la période de transition. La réponse est non pour l'administration municipale qui est pratiquement invisible dans le parcours des Réunionnais rencontrés.

De cette question générale découlent des questions spécifiques de recherche. Quelles institutions jouent plus un rôle dans le processus d'intégration et de rétention ? De quelle façon explicitent-elles ce rôle ? À quels moments dans le parcours des étudiants et des diplômés internationaux les institutions jouent-elles un rôle si elles en jouent un ? Ce rôle est joué plus intensément par les cégeps dans les cinq périodes observés : la vie à la Réunion, le déménagement au Québec, le temps des études collégiales, l'obtention du diplôme et la vie post-diplôme. Nous pouvons affirmer que le territoire est un facteur d'attraction, d'intégration et de rétention. Nous pouvons aussi affirmer que l'administration municipale ne joue pas de rôle concret dans le parcours des Réunionnais, mais que son rôle se situe davantage en hauteur, dans la sphère politique. Les institutions, et tout particulièrement les cégeps de Rimouski et de la Gaspésie et des Îles, jouent un rôle concret dans le processus

d'intégration et de rétention des Réunionnais. Ce sont les individus des institutions qui sont investis de ce rôle, lors du recrutement des Réunionnais, lorsqu'ils les guident à travers leur parcours et lorsqu'ils s'investissent dans les facteurs d'intégration et de rétention.

Nous avons vu, dans la présentation des résultats que les cégeps jouent un rôle auprès des immigrants dans le processus d'intégration et de rétention, dont les facteurs sont l'accès à l'emploi, la création du réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté d'accueil et dans les choix des Réunionnais. Nous avons aussi exploré les limites des actions des institutions. Nous y reviendrons plus en détails à la fin de ce chapitre sur le rôle des institutions dans la régionalisation de l'immigration.

6.1 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL

L'accès au marché du travail est une condition de réussite de l'intégration et de la rétention. Il en est même le facteur le plus important (Boulet, 2016; CIM, 2014; Vatz Laaroussi, Guilbert, Bezzi, 2010 ; Dion, 2010). Les représentants des institutions place en tête ce facteur d'intégration et de rétention.

Nous avons pu le constater par les témoignages des Réunionnais qui soutiennent à l'unanimité que la qualité de leur emploi est un facteur décisif d'installation à moyen et long terme.

La possibilité d'emploi, la diversité des emplois et des emplois liés au domaine d'étude et de connaissance de l'immigrant ou d'un des membres de sa famille sont déterminants autant dans le processus d'intégration que dans le choix de rester ou non au lieu de résidence, que la ville soit de petite ou moyenne taille. Les conditions liées à l'emploi occupé sont aussi importantes, comme un emploi lié aux compétences, stable et bien rémunéré (Boulet, 2016, en ligne).

Selon la littérature, il est plus difficile pour les immigrants de décrocher un bon emploi avec de bonnes conditions au cours des cinq premières années d'installation. Les Réunionnais arrivés entre 2005 et 2009 avaient en général une meilleure situation d'emplois que ceux qui sont arrivés après 2010. Ce sont d'ailleurs les premiers qui disent avoir un projet d'établissement à long terme. Aussi, les derniers diplômés sont ceux qui ont les conditions d'emploi les plus précaires et qui doivent parfois cumuler plus d'un emploi pour joindre les deux bouts.

Les Réunionnais ne sont pas plus nombreux que les natifs à démarrer une entreprise, alors que les immigrants se tournent davantage vers le travail autonome que les natifs (Boulet, 2016, en ligne). Toutefois, les diplômés aimeraient obtenir l'aide des municipalités pour démarrer une entreprise. Ce sont parfois des professeurs qui guident, par leurs conseils, les jeunes diplômés qui souhaitent se lancer en affaires.

L'employabilité est individuelle et collective (Bernier et Vatz Laaroussi, 2013, p.96). Collective parce que les cégeps mettent tout en œuvre pour former les Réunionnais afin qu'ils accèdent au marché du travail et pour mettre en lien les étudiants internationaux et les employeurs, par le biais des stages.

La personne immigrante doit connaître le fonctionnement du marché du travail de sa communauté d'accueil ainsi que les normes culturelles qui y sont rattachées (Boulet, 2016, en ligne). Les professeurs jouent un rôle important dans l'accès au marché du travail. Ils sont des références pour les Réunionnais. Aussi, ils leur font suivre des offres d'emplois disponibles et ils font le lien entre l'étudiant et l'employeur. Les Réunionnais estiment que leur passage au cégep leur donne tous les outils pour comprendre la société québécoise, mais qu'il leur manque des informations sur les codes du marché du travail, ce qui a pu leur nuire dans certains cas, lors d'entretiens d'embauche. Le bénévolat et les stages ont permis aux Réunionnais de se familiariser, de façon formelle et non formelle, aux pratiques professionnelles.

Les politiques et les programmes qui favorisent l'accès aux emplois ainsi que l'ouverture des employeurs et de la communauté en général contribuent à améliorer l'accès au marché du travail pour les personnes immigrantes. À Rimouski et Gaspé, il n'y a pas de politiques d'employabilité des immigrants, mais les dirigeants interviennent parfois directement auprès d'employeurs. « Des fois, c'est des interventions carrément personnelles. Je prends le téléphone et je vais appeler un employeur, dire : regarde, écoute, il y a telle personne qui a telle formation et qui est en recherche d'emploi depuis qu'elle est arrivée, peux-tu la rencontrer ? » (entrevue 21).

Les représentants des institutions se montrent critiques face à leur propre marché du travail. Ils vont jusqu'à nommer des situations où les employeurs cultivent des préjugés envers les diplômés internationaux. « Moi je pense qu'il y a des préjugés lorsqu'une personne arrive avec un accent différent. Je pense que lorsque l'état du renouvellement de la main-d'œuvre sera à ce point critique, les préjugés vont peut-être s'atténuer un peu. Mais actuellement, il y a encore des préjugés » (entrevue 21). D'autre part, les Réunionnais qui ont étudié dans des domaines plus spécialisés, comme à l'Institut maritime du Québec, ont quitté la ville pour obtenir un emploi ailleurs. La Ville tente de sensibiliser des organismes économiques (Chambre de commerces, entre autres) afin de faciliter l'embauche des personnes immigrantes. Les Réunionnais à qui nous avons parlé nous ont aussi mentionné qu'une fois à l'embauche, c'est plus facile d'obtenir un autre emploi puisque leurs noms circulent positivement sur le marché du travail.

6.2 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA CRÉATION DU RÉSEAU SOCIAL

Les réseaux sociaux jouent un rôle dans la rétention des immigrants. La plupart des études (Abu Laban, 2000; Simich, 2003) démontrent que les immigrants s'installent dans une ville d'abord pour l'emploi, mais ensuite pour le réseau social (Vatz Laaroussi, 2008). Ces réseaux peuvent être composés d'amis ou de membres de la famille.

Les diplômés qui ont des projets d'installation à long terme sont majoritairement ceux qui ont un conjoint natif de Rimouski ou de Gaspé puisqu'ils font le choix de demeurer près du réseau familial du conjoint. Ce réseau familial constitue un soutien important et constant pour les immigrants dont la famille est au loin. Les activités socioculturelles et familiales permettent aux immigrants de faire des interactions et de construire leur réseau (Lukasa, 2010). Les réseaux familiaux sont particulièrement importants puisqu'ils « remplissent tout au long de la trajectoire migratoire des fonctions de soutien tant quotidiennes qu'exceptionnelles, mais aussi de lien entre le pays d'origine » (Vatz Laaroussi, 2009, p.86). De plus, lorsqu'ils ont des enfants, leur cercle s'agrandit puisqu'ils rencontrent d'autres familles avec qui ils peuvent échanger.

Plus un immigrant est scolarisé, plus il a de chances de développer de nouveaux réseaux au cours de son établissement (Jean, 2007). Tout au long du temps des études, les étudiants internationaux bâtissent leur réseau qui les suivra tout au long de leur trajectoire post-diplôme. Les Réunionnais affirment que ce réseau est plus solide que celui qui se crée sur les lieux du travail. Ils continueront de fréquenter ce réseau après l'obtention du diplôme. Le passage au cégep permet aux Réunionnais de rencontrer à la fois des étudiants québécois, des professeurs et des étudiants internationaux. Le passage au cégep permet aux étudiants de rencontrer des étudiants qui ont des intérêts semblables aux leurs, de construire des liens dans une période cruciale qui est l'entrée dans la vie adulte et de découvrir le fonctionnement de la société, un peu comme un microcosme de la société québécoise.

Les réseaux de parrains et d'hôtes existent dans une proportion beaucoup plus faible que les réseaux des membres de la famille et des amis. Ces réseaux servent à donner de l'information aux immigrants, à leur donner du soutien de façon générale et à les orienter dans leur recherche d'un emploi et d'un logement (Jean, 2007). C'est ce que fait le cégep de Gaspé dès l'arrivée des étudiants internationaux et l'initiative est un succès.

6.3 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT

L'accès au logement est un facteur de rétention significatif (Drainville, 2006; Vatz Laaroussi, 2013). D'après les résultats de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada de Statistique Canada, la période de six mois à deux ans après l'arrivée est la plus difficile pour la recherche de logement pour les immigrants.

Cette donnée est plus ou moins vraie pour les Réunionnais qui choisissent majoritairement de demeurer aux résidences du cégep pour leur première année, le temps qu'ils rencontrent d'autres étudiants avec qui ils pourraient partager un appartement. La vie aux résidences est l'occasion pour les étudiants internationaux de rencontrer des étudiants québécois et internationaux et de nouer des liens avec eux. Cela facilite aussi leur intégration par les activités qui y sont organisées. Les Réunionnais confirment bénéficier de réseaux de solidarité et d'entraide lorsqu'ils demeurent aux résidences (Ouedraogo, 2012, p.178).

Toutefois, il semble vrai que l'accès aux logements, à l'extérieur des résidences, est difficile, dans la période post-diplôme pour les Réunionnais qui aimeraient avoir l'aide de la Ville afin de connaître les logements disponibles et leurs droits comme locataires.

Tel que mentionné dans Ouedraogo 2012, dans le cas des étudiants internationaux, l'accès au logement n'est pas apparu comme un facteur déterminant d'intégration et de rétention.

6.4 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA PARTICIPATION À LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ

L'intégration, en contexte d'immigration, se présente comme « le processus qui conduit le migrant à se « placer » dans la société d'accueil, à y devenir sujet et acteur »

(Vatz-Laaroussi, 2005, en ligne). Le bénévolat contribue à ce que les immigrants deviennent acteurs du développement.

Le cégep, à travers la vie étudiante et les programmes d'études, invite les étudiants, internationaux ou québécois, à faire du bénévolat à l'intérieur du cégep et dans la communauté d'accueil. Cela dans le but de leur donner un premier contact avec le marché du travail, de se faire connaître, de tisser des liens et de faire rayonner le cégep dans la communauté.

Au cégep, les étudiants ont plusieurs possibilités pour faire du bénévolat, soit dans les activités du cégep, soit dans la communauté. C'est un moyen de faire valoir son savoir-être et son savoir-faire, de rencontrer des gens et d'avoir une expérience quasi professionnelle.

Toutefois, les Réunionnais affirment faire du bénévolat lors de leur arrivée, surtout pour rencontrer des gens. Une fois qu'ils sont sur le marché du travail, ils disent ne plus avoir le temps de s'investir autant.

6.5 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'OUVERTURE DE LA COMMUNAUTÉ

L'accès à l'emploi, l'accès aux services publics et le rôle des communautés locales font partie des trois dimensions principales qui contribuent à la rétention des immigrants (Gallant, Bilodeau, Lechaume, 2012, p.189). « L'exposition à la diversité culturelle et les rencontres interculturelles de la part de la population favorisent l'intégration et l'insertion durables des immigrants dans ces localités » (Vatz Laaroussi, 2013, p.6).

Les professeurs sont sensibilisés à la présence d'étudiants internationaux et ils suivent davantage leur parcours scolaire afin de favoriser leur réussite. Il y a même des formations offertes aux enseignants qui veulent encadrer certains étudiants internationaux.

Une des participantes mentionne que le fait d'arriver au cégep dans des programmes où les professeurs ont l'habitude d'intégrer des Réunionnais, ça fait une différence, car ils savent où se situe La Réunion et connaissent les différences culturelles. Dans les programmes en services sociaux, les professeurs sembleraient plus avertis ou plus sensibilisés.

Lorsque les Réunionnais arrivent, il y a quelques problèmes de communication dus à l'accent ou au vocabulaire, mais les professeurs prennent leur temps, créent un climat pour favoriser la communication et font preuve d'ouverture. Ils ont l'impression d'être sur le même pied que les autres étudiants.

Le cégep, dans le cadre d'un cours, a organisé des activités découvertes sur les pays d'origine de leurs étudiants. Toutefois, les étudiants québécois ne semblent pas toujours préparés à côtoyer des étudiants internationaux.

6.6 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LES CHOIX DE L'IMMIGRANT

L'histoire de vie unique de chaque individu influence son expérience d'intégration et d'adaptation (Gagnon, 2017; Gyurakovics, 2014; Nadeau-Cossette, 2013).

Le parcours devient un levier pour l'immigrant; il teinte son cheminement, ses choix, et son projet d'installation. L'immigrant a un vécu dans son pays d'origine. Son pays d'origine aura même une influence sur sa relation avec sa société d'accueil (Chatel-DeRepentigny, Montmarquette, Vaillancourt, 2011). Le vécu dans son pays d'origine le

conduit à faire deux choix, celui d'immigrer et aussi celui d'une destination. Les étudiants internationaux, par exemple, ont pour la plupart des liens avec la mobilité avant leur départ : ils ont voyagé, ils sont en réseau avec des membres de leur famille ou des amis qui ont fait ce cheminement d'étude à l'étranger (Gagnon, 2017, p.118).

La personnalité de l'immigrant joue un rôle important dans la réussite de l'intégration, selon les Réunionnais rencontrés. Certains avancent que l'intégration est une responsabilité individuelle qui va bien au-delà de tous les efforts faits par les institutions. Ils soulignent l'importance d'aller vers les Québécois, de ne pas fréquenter uniquement des Réunionnais ce qui pourrait donner l'effet d'une ghettoïsation, de s'ouvrir aux expériences nouvelles et de partager d'emblée sa culture d'origine pour faire tomber les barrières.

Les représentants des municipalités croient aussi que la personnalité des immigrants influence la réussite de l'intégration et de la rétention. « On a beaucoup d'efforts à faire, mais je pense que c'est ça aussi, à mon avis, la leçon de Boucar. C'est qu'il faut aussi que l'étudiant fasse l'effort de s'intégrer. On a vécu de beaux exemples d'immigrants qui ont choisi de s'établir ici » (entrevue 21).

6.7 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Les Réunionnais ont un sentiment d'appartenance partagé entre l'île de La Réunion, où ils ont leurs repères sociaux et familiaux, où ils ont grandi et vécu leur adolescence et leur communauté d'accueil (Rimouski ou Gaspé) où ils ont commencé leur vie d'adulte. Cette période dans leur parcours est importante pour eux, car ils deviennent autonomes, ils s'affranchissent du nid familial, ils acquièrent des connaissances de vie pour se débrouiller dans leur quotidien et des connaissances professionnelles qui les aideront à obtenir un emploi, gagner leur vie et s'établir dans un lieu.

Le sentiment d'appartenance se renforce lorsque les participants s'imprègnent des éléments culturels locaux, comme la cuisine, l'écoute de la télévision et l'utilisation d'expressions québécoises.

Les participants affirment aussi qu'ils ont pris la mesure de leur sentiment d'appartenance envers le Québec, Rimouski ou Gaspé une fois qu'ils ont pris du recul face à ce territoire et à leur expérience collégiale. Certains mentionnent que lorsqu'ils voyagent, ils ont hâte de revenir au Québec, qu'ils s'identifient à leur communauté d'accueil et qu'ils sont plus en mesure d'apprécier leur vie québécoise.

6.8 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'INTÉGRATION

Les Réunionnais expliquent qu'ils vivent progressivement leur intégration. Ils affirment qu'ils se sont sentis intégrés entre six mois à un an et demi après leur arrivée. Il y aurait trois étapes à cette intégration et chacune d'elle correspondrait à une année d'étude. La première est celle de la découverte et des incertitudes, la deuxième est celle de la construction de repères, et la troisième est celle qui est décisive dans le choix de rester ou non.

Le cégep et le territoire jouent un rôle dans l'intégration. Au cours de la première année, l'encadrement fourni par le cégep permet aux étudiants de La Réunion de construire une base sociale et une base académique. Il y a plusieurs rencontres avec des tuteurs et des aides pédagogiques afin de faire le suivi sur leur réussite scolaire. Un bon nombre d'activités parascolaires sont offertes au cégep, comme des équipes sportives. Le cégep encourage aussi les étudiants à faire du bénévolat.

Des représentants des cégeps soutiennent toutefois que la volonté des gouvernements de régionaliser l'immigration n'est pas assez ferme et que les régions manquent de moyens. « Il n'y avait pas de volonté politique de favoriser les régions. En tout cas, s'il y en avait

une, elle n'était pas assez forte pour favoriser les régions dans le recrutement, dans la rétention de ces élèves-là, pour l'avenir des régions » (entrevue 23). Une politique claire est réclamée afin que les régions bénéficient de plus de mesures d'attraction et de rétention. Les élus municipaux en région admettent que le défi est de taille pour attirer des immigrants puisque leurs régions vivent sensiblement les mêmes problématiques de développement, comme le déclin démographique. Les élus se concertent et sont partenaires, mais ils sont aussi en compétition pour attirer de nouveaux arrivants. « On a besoin de jeunesse, de vent nouveau pour contribuer au développement. La Gaspésie dans les dernières années a vécu le cercle de la dévitalisation. Si on veut se revitaliser, il faut attirer du monde » (entrevue 17). Les jeunes quittent les régions pour étudier ou travailler dans les grands centres comme Montréal, Laval, Longueuil ou Québec. « Quand tu vis dans une carte postale, tu ne la vois plus la carte postale, mais le monde qui vient de l'extérieur, la voit, la carte postale et tout ce qu'il y a à faire dans le grand terrain de jeu de la Gaspésie » (entrevue 17). Les municipalités appuient des partenariats qui mènent à la régionalisation de l'immigration et soutiennent financièrement les institutions et organismes qui ont cette mission. Aussi, ils adoptent des orientations de régionalisation de l'immigration dans leurs politiques de développement.

Les étudiants réunionnais vivent au moins trois ans entre les murs du cégep, le temps des études collégiales. C'est pendant cette trajectoire qu'ils apprivoisent le Québec et leur nouvelle ville et qu'ils réfléchissent à leur avenir, sur leur désir et la possibilité de s'installer ou non à Rimouski. C'est à ce moment, encadré par une institution qu'est le cégep et vivant sur un territoire donné, que pourrait se jouer le processus d'intégration et de rétention.

6.9 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA RÉTENTION

Les institutions continuent d'être présentes auprès des Réunionnais après l'obtention de leur diplôme, afin de les aider à s'installer. Toutefois, elles se font plus discrètes et les Réunionnais ne ressentent plus leur omniprésence comme c'était le cas pendant les études collégiales.

D'anciens professeurs ainsi que la personne référence au cégep se montrent disponibles pour écouter et aider les diplômés, au besoin. Toutefois, ils sont peu nombreux à retourner au cégep pour demander de l'aide. Ils ont un bon réseau de soutien autour d'eux, composé d'amis et de famille. Il s'agit par exemple de leur petit noyau familial ou de la belle-famille de leur conjoint. L'aide demandée, à d'autres organismes, concerne principalement les démarches administratives liées au processus d'immigration.

Ils ont eu l'impression qu'ils devaient se débrouiller seuls ou avec leur réseau. Ils avaient d'ailleurs, après avoir obtenu leur diplôme, le désir d'être autonomes et de voler de leurs propres ailes. Ils veulent être indépendants et ils considèrent, pour la plupart, que leur passage au cégep leur a donné les connaissances nécessaires pour réussir leur vie post-diplôme, pour se trouver un emploi et être bien intégrés dans la communauté.

Ils affirment qu'ils n'ont jamais ressenti de pression de quiconque pour s'établir à Rimouski ou à Gaspé après leurs études. Le territoire, les paysages et la taille de la ville ont été un facteur de rétention puisqu'ils se sentaient bien en ces lieux. Certains participants auraient souhaité que la Ville s'investisse dans la rétention des diplômés, par des rencontres de bienvenue ou des incitatifs financiers.

6.10 RÔLE DES INSTITUTIONS DANS LA RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION

Dans leurs discours, les institutions, telles que les cégeps et les administrations municipales, sont investies de cette mission de régionalisation de l'immigration. Les dirigeants des cégeps et des Villes proposent un discours d'ouverture et d'inclusion. Ils admettent toutefois que leurs actions ont des limites, notamment en raison des pouvoirs très restreints qu'ils détiennent en matière d'immigration. De plus, depuis l'abolition de structures régionales, comme les Conférences régionales des élus, aucune structure n'a pris formellement cette responsabilité de mettre en œuvre des politiques et des actions régionales pour favoriser la régionalisation de l'immigration, comme l'attraction, l'intégration et la rétention de l'immigration. Les Villes ont tendance à déléguer cette responsabilité à des organismes à but non lucratifs, comme Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent et le SAPI, en leur offrant du soutien au besoin. D'ailleurs, les responsables de ces deux organismes participent à des groupes de travail nationaux sur les questions de régionalisation de l'immigration.

Les Villes de Rimouski et de Gaspé ont adopté des politiques municipales, à leur échelle et dans leur champ de compétence, qui servent de levier à l'attraction des immigrants. Rimouski a adopté une Déclaration des droits du citoyen alors que Gaspé mise sur sa politique familiale. Les cégeps de ces deux villes ont aussi adopté des politiques internes relatives à l'accueil et à l'intégration des étudiants internationaux afin d'orienter les actions des départements et du personnel.

La régionalisation de l'immigration fait partie des préoccupations de dirigeants des Villes. « Un des grands défis des prochaines décennies pour les villes, ça va être d'assurer la relève en quantité et en qualité dans l'ensemble de nos organisations et de nos entreprises. L'immigration est un élément qui peut contribuer à relever ce défi » (entrevue 21).

Pour y parvenir, les administrations municipales estiment que Québec et Ottawa devraient leur déléguer des pouvoirs afin qu'elles élaborent et qu'elles appliquent des politiques et des orientations claires en matière d'immigration. Les municipalités estiment que le gouvernement doit penser à l'immigrant qui s'installe avant tout dans une localité. « C'est tout le débat de la reconnaissance de la Ville, de la municipalité comme gouvernement de proximité. Actuellement, les balises, les objectifs, les critères d'immigration sont déterminés et réfléchis au niveau central » (entrevue 21). Les dirigeants municipaux veulent aussi accroître les responsabilités des Villes, afin que leur rôle ne se limite pas uniquement aux infrastructures, aux routes, à l'aqueduc et aux égouts. Les Villes réclament aussi un budget, comme celui détenu par les CRÉ, pour mettre en œuvre la régionalisation de l'immigration. Les leaders locaux demandent aux gouvernements nationaux des orientations claires en matière de régionalisation de l'immigration.

L'autre enjeu de la régionalisation de l'immigration auquel sont déjà confrontées les institutions, c'est la compétition avec les autres villes et régions qui tentent elles aussi d'attirer des immigrants dans un contexte de baisse démographique et de manque de main d'œuvre. « Le grand défi, ça va être d'assumer d'être une communauté attractive, connectée sur les valeurs d'aujourd'hui, qui a un environnement agréable, qui est sécuritaire, qui a une bonne offre de services, qui a une perception positive de l'extérieur. » (entrevue 21). À cet effet, les cégeps et les villes de l'Est-du-Québec sont en compétition pour attirer des immigrants, mais les institutions travaillent en concertation afin de faire front commun. Par exemple, les cégeps se regroupent pour partager certains coûts liés à l'arrivée des étudiants internationaux. Les Villes sont regroupées dans le réseau des villes innovantes et elles respectent leurs créneaux respectifs.

La régionalisation de l'immigration se fait dans un objectif de développement régional, par les Villes et les cégeps. D'abord, les étudiants font rouler l'économie locale et soutiennent la vitalité de leur communauté, chacun à leur petite échelle. Ces étudiants

contribuent aussi à ouvrir les horizons des résidents locaux. Pour Gaspé, la venue d'étudiants de La Réunion a permis la création d'un partenariat en tourisme lié aux baleines. Les cégeps ont la ferme impression qu'ils forment des citoyens qui s'investiront dans le développement de leur communauté, notamment en leur suggérant à faire du bénévolat dès leur première année de cégep. « C'est pour nous une façon de leur inculquer l'importance de s'impliquer dans la société civile. Le cégep c'est vraiment une mini-société à l'intérieur de la société » (entrevue 19).

En conclusion, nous pouvons affirmer, en nous référant à nos questions de recherche et à notre hypothèse de départ, que les cégeps représentent l'institution qui joue le plus grand rôle concert auprès des Réunionnais que nous avons rencontrés à Rimouski et à Gaspé. Le cégep s'investit pour attirer, intégrer et retenir les étudiants internationaux dans leur enceinte, mais également dans leur communauté locale. Les cégeps posent des actions pour aider les étudiants et les diplômés internationaux à accéder au marché du travail, à créer un réseau social, à accéder à un logement, à faire des choix et pour aider la communauté à faire preuve d'ouverture. Le cégep est omniprésent auprès des Réunionnais jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur diplôme. Ensuite, cette institution demeure présente, mais sur demande seulement et en cas de besoin.

Le territoire est un facteur d'attraction et de rétention. Les Réunionnais ont choisi une ville pour étudier et ensuite une ville comme milieu de vie. Le territoire est attractif par ses paysages, par son caractère maritime et par la taille de ses villes. Le territoire est un facteur de rétention lorsque les Réunionnais ont développé leur sentiment d'appartenance.

L'administration municipale est invisible dans les parcours des Réunionnais. C'est pour nous une des découvertes que nous avons réalisées au cours de cette recherche. Il s'agit d'une institution qui agit en périphérie et en hauteur en matière de régionalisation de l'immigration. Les Villes appuient les initiatives d'autres institutions lorsqu'elles en font la demande.

CONCLUSION GÉNÉRALE

*Celui qui veut améliorer son sort, avait-il l'habitude
de raconter, doit soulever la poussière avec ses pieds
au lieu de la garder collée à son derrière*

Boucar Diouf, 2015

Améliorer son sort ou celui de son territoire demande des efforts, de la volonté, de la concertation, de la collaboration et du temps. C'est un peu comme les immigrants qui quittent leur pays avec le projet d'une vie meilleure, avec l'envie de découvrir d'autres cultures et avec l'envie d'un épanouissement pour soi et sa famille. Leurs parcours sont jonchés de défis, de joies, de peines, d'incertitudes, de réussites, d'obstacles, d'échecs, de remises en question et de projets. Cette citation de Boucar Diouf, c'est aussi un peu comme les régions qui voient leur population vieillir, leurs jeunes partir et qui s'échinent à renverser cette tendance.

Les efforts de régionalisation de l'immigration au Québec sont une solution partielle au déclin démographique observé dans les régions éloignées des grands centres. La régionalisation a commencé timidement dans les années 70, avec l'accueil des réfugiés de la mer. Il a fallu attendre les années 1990 pour voir l'émergence de réelles politiques et orientations gouvernementales en ce sens. L'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants en région éloignée demeurent fragiles.

Le cas du Québec n'est pas unique. Les campagnes du Canada, des États-Unis et d'Australie connaissent d'importantes fluctuations de leur population depuis la Deuxième

Guerre mondiale. Bollman (2007), Beshiri (2004), Collin (2007) et Johnson (2003) nous ont démontré que les petites localités éloignées des grands centres peinent à retenir leurs nouveaux arrivants. Les gouvernements ont successivement mis des politiques en place pour attirer de nouveaux arrivants dans les territoires non métropolitaines avec des succès mitigés. La revue de littérature nous a révélé que les indicateurs qui balisent la réussite de l'intégration et de la rétention sont l'accès au marché du travail, la création d'un réseau social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté et la personnalité de l'immigrant (Gagnon, 2017, Ouedraogo, 2012, Vatz Laaroussi et Bernier, 2013).

Depuis les années 2000, le gouvernement du Québec a créé une initiative concrète pour favoriser la venue d'immigrants en région. Des ententes ont, par exemple, été signées entre le gouvernement, des cégeps et le Conseil régional Région Réunion afin de permettre à de jeunes adultes de La Réunion, bourse à l'appui, d'étudier et de vivre au Québec. Dans le cadre de ce partenariat, les Réunionnais peuvent choisir un programme collégial technique situé dans une région hors des grands centres. L'objectif est que ces étudiants étudient et s'établissent au Québec. Ce passage de trois ans dans une institution d'enseignement leur donne la chance d'appivoiser une région, de mieux comprendre leur société d'accueil, de se familiariser avec le marché du travail local, de décrocher un diplôme et, ainsi, d'augmenter leurs perspectives d'avenir, puisqu'à La Réunion, ils font face à un taux de chômage qui avoisine les 60% chez les 15-24 ans.

L'objectif de ce mémoire de maîtrise était d'explorer le rôle des institutions dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais diplômés à Rimouski et Gaspé et qui ont choisi de s'établir dans ces deux villes moyennes. Nous avons ciblé le cégep, la Ville et le territoire comme institution.

Afin de structurer notre recherche, nous avons choisi le cadre théorique des parcours de vie qui nous a permis d'aborder notre sujet d'étude de manière globale et compréhensive, pour l'étude des vies humaines dans leur temporalité et leur contexte social

et historique. Ce cadre s'est articulé autour des trajectoires de vie, ces périodes de stabilité, délimitées par des transitions, ces périodes de changement de courte durée. Les trajectoires et les transitions sont regroupées dans un calendrier de vie agencé selon un ordre chronologique : la vie à l'île de La Réunion, le déménagement au Québec, le temps des études, l'obtention du diplôme et la vie post-diplôme. Les parcours de vie font appel aux témoignages basés sur les souvenirs et les expériences personnelles et collectives des 24 acteurs que nous avons rencontrés lors d'entretiens semi-dirigés, les Réunionnais et les représentants des institutions.

Nos trois concepts étaient les institutions et leur rôle, l'intégration et la rétention. Selon la théorie néo-institutionnaliste, les institutions régulent les actions et sont en interrelation avec les individus qui les fréquentent (Powell et DiMaggio, 1991). Les deux s'influencent et se transforment dans un contexte précis alors que l'un et l'autre ont besoin de la présence de chacun pour vivre. Les institutions sont aussi influencées par l'environnement dans lequel ils évoluent. L'intégration et la rétention sont liées. Leur réussite survient lorsque les acteurs se placent dans leur société d'accueil et lorsqu'ils participent à sa vie économique, sociale et culturelle et lorsqu'ils s'épanouissent pleinement d'un point de vue social, économique et personnel. Nous avons d'ailleurs vu, lors de la présentation et l'analyse des résultats, que la régionalisation de l'immigration a contribué à la transformation des institutions. Dans ces institutions, les individus peuvent avoir un rôle important, au-delà de la structure organisationnelle et du rôle de l'institution. Les dirigeants ont adopté de nouvelles politiques, mais également des pratiques professionnelles et relationnelles potentiellement innovantes, leur plan d'actions tient compte des enjeux démographiques et économiques de leur région respective, mais les professeurs ont également adapté leur pratique professionnelle quotidienne, leur façon d'enseigner. Du personnel dédié au recrutement, à l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux a été embauché et des activités multiculturelles ont été mises en place.

En lien avec notre objectif de recherche, la revue de littérature, le cadre théorique et méthodologique, notre question générale de recherche se formule ainsi : est-ce que les institutions, qui misent sur la régionalisation de l'immigration comme solution partielle aux enjeux démographiques et économiques de leurs régions, jouent un rôle concret dans le processus d'intégration et de rétention des étudiants internationaux dans les territoires éloignés des grands centres ? À la lumière de la présentation et de l'analyse des résultats, la réponse est oui pour certaines institutions, comme le cégep et le territoire/communauté, avec une intensité différente selon la trajectoire et la période de transition. La réponse semble être plutôt négative en ce qui concerne l'administration municipale qui est pratiquement invisible et peu investie dans la quotidienneté du parcours des Réunionnais rencontrés.

Lors de la première trajectoire, celle de la vie à l'île de La Réunion, le cégep joue un rôle concret dans le recrutement des étudiants. Les cégeps délèguent une personne qui se rend à l'île pour présenter dans les lycées, entre autres, le programme Étudier et vivre au Québec ainsi que les cégeps et les programmes admissibles au programme. Un membre du personnel du cégep prend ensuite le relais auprès des étudiants Réunionnais intéressés à étudier dans leur collège. Cette personne a un rôle clé dans le parcours des étudiants. C'est elle qui les aide à préparer leur dossier d'admission, c'est elle qui s'occupe de leur accueil une fois rendu au cégep et c'est elle qui fait des suivis, en groupe et de façon individuelle, tout au long de l'année, avec ces étudiants internationaux. Ce lien de confiance, créé par une personne-référence du cégep, se révèle être un facteur déterminant dans le processus d'attraction et d'intégration. Le territoire, par ses caractéristiques géographiques, contribue à attirer ces étudiants internationaux qui recherchaient la proximité de l'eau et de la montagne, comme à La Réunion, et qui dans plusieurs cas désiraient vivre dans une ville de taille moyenne. L'administration municipale ne joue aucun rôle dans cette trajectoire.

Lors de la première transition, le déménagement au Québec, c'est le cégep qui prend en charge l'accueil et l'intégration des Réunionnais. Les cégeps de l'Est-du-Québec embauchent

un représentant qui accueille les nouveaux arrivants à l'aéroport à Montréal et qui les guide pendant deux journées dans la métropole afin qu'ils puissent régler leur dossier administratif pour vivre au Québec pendant leurs études. Cette personne les conduit ensuite dans leur ville respective. Un comité d'accueil les attend à leur descente de l'autobus. C'est la personne-référence du cégep, accompagnée d'animateurs à la vie étudiante et d'autres étudiants internationaux, qui s'occupent de leur arrivée, de leur familiarisation avec les lieux et qui les aide à faire leurs premiers achats (épicerie, vêtements adaptés à l'hiver, ouverture d'un compte). Cette personne s'assure aussi que les étudiants internationaux soient rapidement en contact avec les étudiants québécois aux résidences, afin de favoriser les échanges et la création du cercle social. L'administration municipale est invisible, à l'exception du maire qui est parfois appelé par le cégep à prononcer un discours devant les étudiants internationaux.

La deuxième trajectoire, le temps des études collégiales, correspond à la période la plus significative dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais que nous avons rencontrés. Cela correspond aussi à une étape importante de la vie qui est l'entrée dans la vie adulte, le départ du nid familial et l'entrée sur le marché du travail pour certain. Chacune des trois années collégiales comporte ses propres caractéristiques, dans le vécu des étudiants. La première année, c'est le choc de la nouveauté, l'éloignement de la famille, la découverte d'un nouveau milieu de vie, d'une autre culture et de l'hiver ainsi que l'incertitude quant au son désir de rester ou non. Ils constatent aussi s'ils ont choisi le bon domaine d'études. Au cours de la première année, le projet des étudiants est de réussir ses études et de retourner ensuite à La Réunion. Ils ne prévoient pas encore leur établissement à plus long terme lorsqu'ils commencent leurs études. Pendant la deuxième année, ils comprennent mieux la nouvelle réalité et savent plus à quoi s'attendre. Ils ont des repères, un cercle social et ils arrivent à mi-parcours. Certains ont eu une expérience sur le marché du travail et d'autres ont fait du bénévolat. Ils ont créé des liens avec leur communauté d'accueil. La troisième année, c'est l'heure des choix. Ils font des stages professionnels qui peuvent le mener à un emploi à temps

plein après le diplôme. Cette dernière année cristallise leur parcours collégial. La personne-référence qu'ils côtoient depuis le début continue de les suivre régulièrement. Ils ont une rencontre chaque session pour faire le point sur leur réussite académique, pour vérifier s'ils gèrent bien leur temps et leur finance et pour s'assurer de leur bien-être et de leurs besoins. Plusieurs activités leur sont proposées tout au long de l'année dans un but d'intégration. Les professeurs créent un lien étroit avec les étudiants internationaux et surveillent leurs résultats scolaires. La petite taille des cégeps leur permet de faire un suivi plus personnalisé. Les professeurs réfèrent aussi des étudiants auprès des employeurs. Au cours de cette trajectoire, le cégep joue un rôle crucial dans le processus d'intégration et de rétention des Réunionnais en étant un microcosme de la société québécoise. L'institution et ses représentants vont au-delà de leur mission éducative. L'institution agit auprès des Réunionnais rencontrés avec l'objectif de former à être des citoyens qui contribuent au développement de leur région. Elle agit pour favoriser la création du réseau social, l'accès au marché du travail et l'ouverture de la communauté. L'administration municipale n'apparaît pas dans cette trajectoire, selon les témoignages des Réunionnais.

La deuxième transition correspond à l'obtention du diplôme. C'est le cégep qui est l'institution présente pour ce passage entre la vie collégiale et la vie post-diplôme, ou professionnelle. La personne-référence du cégep s'assure à cette étape que les étudiants internationaux aient fait leurs démarches afin de régulariser leur statut et qu'ils ont les permis de travail et de résidence obligatoires. Le ministère de l'Immigration et les organismes à but non-lucratif aident aussi les nouveaux diplômés dans leurs démarches administratives. Le rôle officiel du cégep prend fin à ce moment. Toutefois, la personne-référence du cégep maintient de façon informelle le contact avec les diplômés afin de prendre de leurs nouvelles, de les informer des emplois disponibles dans la communauté et de les solliciter pour des rencontres avec les nouveaux étudiants internationaux. L'administration municipale est aussi absente de cette étape.

La dernière trajectoire observée est la période post-diplôme. Selon leur année d'arrivée, les Réunionnais que nous avons rencontrés avaient terminé leurs études au moment de l'entretien depuis un à sept ans. Les Réunionnais ont affirmé qu'ils avaient le désir de « voler de leurs propres ailes » et qu'ils comptaient se débrouiller seul. Cependant, même si l'encadrement offert par le cégep n'est plus présent autour d'eux, ils savent qu'ils peuvent s'y référer en cas de besoin. Ils croisent d'anciens professeurs et membres du personnel à l'occasion qui prennent de leurs nouvelles. Ceux qui ont démarré des entreprises ont demandé des conseils à leurs anciens professeurs. Le cégep ne peut plus les aider dans leurs démarches administratives d'immigration. Ils doivent se référer au ministère ou aux organismes d'aide aux personnes immigrantes. Après l'obtention du diplôme, ils sont presque tous retournés à l'île de La Réunion, en vacances. Pendant ce voyage, selon les témoignages, ils ont pris du recul face à leur expérience québécoise, ils ont réalisé l'ampleur de ce qu'ils avaient accompli, la maturité qu'ils avaient acquise, les compétences qu'ils avaient développées. Ils ont fait le choix de s'établir dans leur région d'étude, Rimouski et Gaspé, parce qu'ils avaient la possibilité d'avoir un emploi grâce à leur expérience vécue et à leurs nouveaux contacts professionnels, parce qu'ils avaient maintenant un réseau social sur place, parce qu'ils avaient la possibilité d'avoir un logement dans une ville où ils avaient des repères et qui se montrait ouverte à leur présence et parce qu'ils avaient développé un sentiment d'appartenance. Le projet d'établissement à long terme est davantage envisagé par ceux qui sont en couple avec une personne de Rimouski ou de la Gaspésie et qui peuvent compter également sur un réseau familial local. Ceux qui ont des enfants avec leur propre réseau se disent plus attachés au territoire choisi. Toutefois, la rétention des Réunionnais à Rimouski et à Gaspé demeure fragile. Certains ont mentionné qu'ils aimeraient vivre dans une autre ville éventuellement, pour découvrir autre chose, ou retourner vivre à La Réunion. Tous n'ont pas un emploi permanent à temps plein. Certains doivent cumuler plus d'un emploi, d'autres ont un statut précaire ou à temps partiel et quelques-uns envisagent de changer de ville pour pouvoir accéder à des postes supérieurs. Le réseau des Réunionnais rencontrés ne se limite

pas à Rimouski ou Gaspé. Leur premier réseau, familial, est à La Réunion et leurs amis du cégep demeurent parfois à l'extérieur de la région. Dans cette dernière trajectoire, le cégep se fait discret et il peut intervenir à la demande des diplômés dans certaines sphères. Le territoire est un facteur de rétention puisque c'est le lieu de résidence choisi. L'administration municipale est absente.

Nous avons donc constaté que le cégep, surtout la personne-référence, dans les cinq périodes observés : la vie à la Réunion, le déménagement au Québec, le temps des études collégiales, l'obtention du diplôme et la vie post-diplôme, joue un rôle concret dans le processus d'intégration et de rétention des diplômés Réunionnais qui ont choisi Rimouski et Gaspé. Le cégep favorise l'accès à l'emploi, la création du cercle social, l'accès au logement, l'ouverture de la communauté et les choix de l'immigrant. Le territoire et sa communauté ont un rôle d'attraction et de rétention. L'administration municipale est au contraire plus invisible et moins présente aux yeux des Réunionnais rencontrés.

Nous avons toutefois constaté, lors de l'analyse des témoignages des représentants des institutions, que le cégep et plus particulièrement l'administration municipale joue un rôle politique dans la régionalisation de l'immigration. La Ville délègue les actions en matière d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes à des organismes à but non-lucratifs, en les appuyant de différentes façons, depuis l'abolition des Conférences régionales des élus qui portaient autrefois la régionalisation de l'immigration dans ses mandats. Dans ce sens, il faut rappeler que les municipalités font aussi des représentations auprès des gouvernements supérieurs, afin d'être reconnues comme gouvernement de proximité et obtenir officiellement un champ de compétence municipale en matière d'immigration. Les élus municipaux et les dirigeants des cégeps portent dans leurs discours leur volonté d'accueil des immigrants.

Nos résultats rejoignent les travaux de Vatz Laaroussi (2011) et son modèle théorique sur le capital d'attraction et de rétention dans les collectivités locales. Nous avons constaté que la régionalisation de l'immigration s'articule autour de quatre grands axes : le capital

d'employabilité, le capital sociopolitique, le capital culturel et linguistique et le capital d'ouverture de la région. Parmi ses axes, nos résultats démontrent que l'employabilité et l'ouverture de la communauté sont les plus importants dans la rétention des Réunionnais rencontrés. L'intégration et la rétention sont portées par l'immigrant et il est renforcé par sa communauté d'accueil. Les témoignages recueillis nous ont éclairé sur la grande capacité d'intégration d'une institution comme le cégep pendant les trois années collégiales. Nous avons aussi constaté qu'au moment où les institutions sont moins présentes, après l'obtention du diplôme, le projet de rétention devient encore plus fragile. Nous avons constaté que les défis de rétention demeurent importants, tout comme nous l'avaient démontré Bollman (2007), Collin (2007) et Beshiri (2004). Nos résultats nous ont donc démontré que parmi le faible pourcentage de Réunionnais qui s'établissent à Gaspé et à Rimouski, peu d'entre eux envisage réellement une installation à long terme. Par contre, cette instabilité reste aussi beaucoup liée à la nature et à la psychologie du processus migratoire.

Cette recherche présente des limites. Nos résultats se réfèrent aux témoignages des Réunionnais rencontrés. Nous ne pouvons pas généraliser sur l'immigration en général. Nous avons choisi de nous concentrer uniquement sur les diplômés de La Réunion qui sont restés à Rimouski et Gaspé. Nous nous sommes concentrés uniquement sur les diplômés originaires de La Réunion et qui sont venus au Québec par le biais du programme, avec bourse, Étudier et vivre au Québec. Nous avons donc recueilli le point de vue d'immigrants qui sont susceptibles d'avoir des dénominateurs communs dans leur parcours. Le hasard a voulu que tous les Réunionnais rencontrés occupaient un emploi. Nous n'avons pas rencontré d'étudiants québécois qui côtoient les Réunionnais rencontrés. Nous avons choisi deux terrains de recherche qui présentent des dénominateurs communs alors que nous aurions pu choisir deux terrains complètement différents.

À la lumière de nos résultats, de nouvelles pistes d'études se présentent devant nous. Il serait intéressant d'explorer, dans une recherche future, l'effet de l'absence des institutions municipales auprès des étudiants internationaux. Nous pourrions nous pencher sur les raisons qui ont incité les diplômés internationaux à quitter les régions. Une analyse plus en profondeur des politiques publiques et des discours politiques des dirigeants sur la régionalisation de l'immigration apporterait un autre éclairage sur la question. L'innovation en matière de régionalisation de l'immigration au Québec, au Canada ou dans le monde serait utile pour donner des pistes aux régions qui tentent difficilement d'attirer et de retenir de nouveaux arrivants pour contrer le déclin démographique qui s'accroîtra dans les prochaines décennies.

ANNEXE I
LETTRE DE PRÉSENTATION DU PROJET AUX PARTICIPANTS

Rimouski, le X

Objet: Demande de participation à un projet de recherche

Monsieur X, Madame X,

Étudiante en Développement régional à l'Université du Québec à Rimouski, j'entreprends une recherche sur la régionalisation de l'immigration. Je m'intéresse plus spécifiquement aux expériences d'intégration et de rétentions des diplômés de La Réunion qui ont fréquenté le cégep de Gaspé et celui de Rimouski.

Je sollicite une rencontre avec vous pour réaliser une entrevue d'environ une heure sur ce projet de recherche. En tant que diplômé (ou en tant que membre d'une institution qui a à cœur ces thèmes), votre témoignage apporterait un éclairage intéressant sur ces questions de recherche.

En acceptant de participer à cette recherche, vous contribuerez à l'amélioration des connaissances sur la régionalisation de l'immigration et sur l'importance du rôle joué par votre institution en lien avec l'intégration et la rétention des immigrants. Je prendrai contact avec vous prochainement pour vérifier avec vous si vous acceptez de participer et le cas échéant pour convenir d'un rendez-vous au moment qui vous conviendra le mieux.

Veillez accepter mes salutations distinguées.

Catherine St-Vincent Villeneuve, étudiante à la maîtrise en Développement régional

ANNEXE II
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT



FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Titre de la recherche : Comment se déroule le processus d'intégration et de rétention des diplômés de l'île de La Réunion des cégeps de Gaspé et de Rimouski d'un point de vue institutionnel

Chercheur : Catherine St-Vincent Villeneuve

Co-chercheur :

Directeur de recherche : Marco Alberio

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Nous voulons analyser comment se déroule le processus d'intégration et de rétention des diplômés de La Réunion des cégeps de Gaspé et de Rimouski dans ces deux mêmes villes. Nous voulons vérifier quel rôle est joué par les institutions (cégep, Ville) dans ce processus et quelle est l'expérience vécue par les diplômés ciblés vis-à-vis des institutions.

2. Participation à la recherche

Il s'agit d'une rencontre individuelle d'environ une heure. Il y aura une grille d'entretien pour encadrer l'entretien. La rencontre sera enregistrée avec un appareil audio.

3. Confidentialité, anonymat ou diffusion des informations

Les données recueillies lors des entretiens serviront à faire le portrait de la situation étudiée et d'en faire l'analyse. Après chaque entretien avec un diplômé de La Réunion, nous attribuerons un numéro de code au dossier de chaque participant, nous limiterons l'accès à la liste des

codes au seul chercheur et nous préserverons les données dans un endroit sécuritaire et fermé à clé. Lors du dépôt du mémoire, il ne sera pas possible d'identifier un ou l'autre des diplômés réunionnais. Les entretiens seront conservés un an après le dépôt du mémoire et ils seront ensuite détruits. Les informations personnelles ne pourront pas être transmises à des personnes extérieures au projet ou à des organismes.

En ce qui concerne les entretiens avec les représentants des institutions (cégep, Ville), nous avons choisi de ne pas préserver la confidentialité des informations recueillies et de diffuser ces informations en tout ou en partie. Il serait impossible de ne pas faire de recoupement, puisqu'il n'y a qu'un maire par Ville et qu'un directeur par cégep. Nous discuterons de cet aspect avant l'entretien avec la personne interviewée.

4. Avantages et inconvénients

En acceptant de participer à cette recherche, vous contribuerez à l'amélioration et à l'avancement des connaissances sur la régionalisation de l'immigration. Votre témoignage et votre expérience permettront de susciter la réflexion sur le processus d'intégration et de rétention des nouveaux arrivants dans les régions à faible densité d'immigrants, d'un point de vue institutionnel.

Vous ne courez pas de risques ou d'inconvénients particuliers.

5. Droit de retrait

Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps par avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. Si vous vous retirez de la recherche, les renseignements personnels et les données de recherche vous concernant et qui auront été recueillis au moment de votre retrait seront détruits.

6. Indemnité

Aucun dédommagement financier ne sera versé pour votre participation à la présente recherche.

B) CONSENTEMENT

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Signature : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur :
(ou de son représentant) _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Pour toute question relative à la recherche, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer

avec _____, (indiquer la fonction),

au numéro de téléphone suivant : (418) _____ ou à l'adresse de courriel suivante : _____

Un exemplaire du formulaire d'information et de consentement signé doit être remis au participant

ANNEXE III
CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

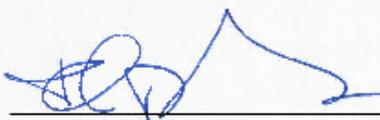
CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Titulaire du projet :	Catherine St-Vincent Villeneuve
Nom du programme :	Maîtrise en développement régional
Nom du directeur :	Marco Alberio
Titre du projet :	Les processus d'intégration et de rétention des diplômés de l'île de La Réunion des cégeps de Rimouski et de Gaspé. Une perspective institutionnelle.

Le CÉR de l'Université du Québec à Rimouski certifie, conjointement avec la personne titulaire de ce certificat, que le présent projet de recherche prévoit que les êtres humains qui y participent seront traités conformément aux principes de l'*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains* ainsi qu'aux normes et principes en vigueur dans la *Politique d'éthique avec les êtres humains de l'UQAR (C2-D32)*.

Réservé au CÉR

N° de certificat :	CÉR-88-621
Période de validité du certificat :	Du 18 novembre 2015 au 17 novembre 2016



Frédéric Deschenaux, président par intérim du CÉR-UQAR

18-11-2015

Date

Certificat émis par le sous-comité d'évaluation déléguée. Ce certificat sera entériné par le CÉR-UQAR le 2 février 2016.

BIBLIOGRAPHIE

- ARCAND, Sébastien et Annick, GERMAIN. 2015. *Travailler et cohabiter : l'immigration au-delà de l'intégration*. Rapport. Québec : Institut nationale de recherche scientifique. 275p.
- ARSENAULT, Stéphanie et Isabelle GIROUX. 2009. *Immigrer en Gaspésie : s'installer pour y rester?*. Rapport de recherche. Québec : Fondation communautaire Gaspésie-les-Îles. 100p.
- BAJOIT, Guy. 2003. *Le Changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*. Éditions Armand Colin : Paris. 192p.
- BARIBEAU, Colette et Chantal ROYER. 2012. « L'entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation ». *Revue des sciences de l'éducation*, volume 38, numéro 1, En ligne. pp. 23-45. <http://id.erudit.org/iderudit/1016748ar>. Consulté le 3 octobre 2015
- BASTIEN, Nicolas et Alain BÉLANGER. 2010. « Recension de politiques et expériences d'intégration en emploi des immigrants dans trois grandes RMR canadiennes d'immigration. » Rapport. Québec : Institut national de la recherche scientifique. Centre urbanisation culture société. En ligne. 53p. http://emploi-metropole.org/wp-content/uploads/2015/03/clienteles_imm_rapport5.pdf. Consulté le 10 mars 2016
- BEAUD, Jean-Pierre. 2004. « L'échantillonnage ». Dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Sous la dir. de Benoît Gauthier. 4e éditions. pp.211-242. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- BELABDI, Mustapha. 2010. « Communication interculturelle et processus d'intégration des nouveaux immigrants marocains au Québec ». Thèse de doctorat en Communication, Montréal : Université du Québec à Montréal. 342p.

- BELKHODJA, Chedly. 2011. « La migration internationale: l'émergence de l'étudiant mobile ». *Diversité canadienne*, volume 8, numéro 5. En ligne. http://canada.metropolis.net/pdfs/cdn_diversity_mobilestudnt.pdf. Consulté le 3 février 2015.
- BELKHODJA, Chedly et Michèle VATZ LAAROUSSI. 2012. Immigration hors des grands centres : enjeux, politiques et pratiques dans cinq états fédéraux : Australie, Belgique, Canada, Espagne, Suisse. Paris: L'Harmattan. 260p.
- BERGERON, J. et S. POTTER. 2006. « Family members and relatives. An important resource for newcomers' settlement ». *Canadian Issues – Thèmes canadiens*, pp.76-80.
- BERNARD, André. 2008. « Les immigrants dans les régions ». Dans *Statistiques Canada*. Ottawa. En ligne. <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2008101/article/10505-fra.htm#a1>. Consulté le 10 février 2015.
- BERNIER, Estelle et Michèle Vatz Laaroussi. 2013. « Le capital socio-économique de trois régions du Québec et l'employabilité des personnes immigrantes ». Dans *Les collectivités locales au cœur de l'intégration des immigrants. Questions identitaires et stratégies régionales*. sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucielle Guilbert. pp.95-111 Québec : Presses de l'Université Laval.
- BERTAUX, Daniel. 2016. Le récit de vie. 4^e édition. Paris : Armand Colin. 132p.
- BESHIRI, Roland, et Emily ALFRED. 2002. « Les immigrants au Canada rural », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, volume 4, numéro 2, Ottawa : Statistique Canada, no 21-006-XIF au catalogue. En ligne. www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1
- BESHIRI, Roland. 2004. « Les immigrants au Canada rural : une mise à jour de 2001 », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, volume 5, numéro 4, Ottawa : Statistique Canada, no 21-006-XIF au catalogue. En ligne. www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1.
- BESHIRI, Roland. 2005. « Immigration in Rural Canada », *Communication faite dans le cadre du NRRN National Workshop*, Brandon, Manitoba, Rural Development Institute.

- BESSIN, Marc. 2009. « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique ». *Informations sociales*, 156,(6), En ligne. pp.12-21. <http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2009-6-page-12.htm>
- BILODEAU, Annie. 2013. « *Le rôle de la qualité de vie dans la rétention des immigrants en région québécoise : le cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean* ». Mémoire de maîtrise en études urbaines. Québec : Institut national de la recherche scientifique. 113 p.
- BOLLMAN, Ray D. 2000. « Régions rurales et petites villes du Canada un aperçu ». *Ottawa: Statistique Canada*. Numéro. 21 FOO 18XIF au catalogue. En ligne www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21FOOI8X&CHROPG=1
- BOLLMAN, Ray, Roland BESHIRI et CLEMENSON. 2007. « Les immigrants au Canada rural ». *Revue Nos diverses cités*. Numéro 3. En ligne. http://nre.concordia.ca/ftp2004/featured_publication/ODC_Summer07_3_fr.pdf
- BOUCHARD, Gérard et Charles TAYLOR. 2008. « Fonder l'avenir Le temps de la conciliation ». *Rapport de recherche*. Québec : Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. 307 p.
- BOUCHARD, Pierre. 2006. « Théorie de l'action et parcours de vie ». *Nouvelles perspectives en sciences sociales*. Volume 1. Numéro 2. En ligne. pp.67-114. <http://id.erudit.org/iderudit/602471ar>. Consulté le 22 décembre 2016.
- BOURDIEU, Pierre. 1986. « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Numéro 62-63, pp. 69-72.
- BOURDIEU, Pierre. 1993. *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- BOUTIN, Gérald. 1997. *L'entretien de recherche qualitatif*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 188p.
- BOUDARBAT, Brahim et Maude BOULET. 2010. « Immigration au Québec: Politiques et intégration au marché du travail ». *Rapport de recherche*. Montréal : CIRANO. En ligne. 98p. <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2010RP-05.pdf>. Consulté le 10 février 2015.

- BOUDARBAT, Brahim et G Grenier. 2014. « L'impact de l'immigration sur la dynamique économique du Québec ». *Rapport de projet*. Montréal : CIRANO. En ligne. 181p. <https://www.cirano.qc.ca/files/publications/2016RP-11.pdf>
- BOUDON, Raymond. 2011. « La théorie générale de la rationalité, base de la sociologie cognitive » *Académie des sciences morales et politiques*. En ligne. 32p. https://www.asmp.fr/fiches_academiciens/textacad/boudon/2011_KaufmanSocioCognitive.pdf. Consulté le 13 mars 2016.
- BOULET, Maude. 2016. « L'intégration des immigrants au marché du travail à Montréal : défis, acteurs et rôle de la Métropole ». *Rapport de projet*. Montréal : Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations. 69p.
- BOULET, Maude et Brahim BOUDARBAT. 2010. « Un diplôme postsecondaire canadien : un tremplin vers des emplois de qualité pour les immigrants ». Montréal : Études IRPP. Numéro 8.
- BOURBEAU, N. 2004. « La situation des étudiants étrangers à l'Université Laval : portrait de leur situation d'adaptation et d'intégration dans le contexte de l'institution d'enseignement, de la politique d'immigration Canada/Québec et de la société québécoise ». Mémoire de maîtrise. Québec : Université Laval.
- CARADEC, Vincent. 1999. « Thomas William I., Znaniecki Florian, *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919)* ». *Revue française de sociologie*. Volume 40. Numéro 4. pp.765-767
- CARPENTIER, Normand et Deena WHITE. 2013. « Perspective des parcours de vie et sociologie de l'individuation ». *Sociologie et sociétés*. volume 45. Numéro 1. En ligne. pp.279-300. <http://id.erudit.org/iderudit/1016404ar>. Consulté le 22 décembre 2016.
- CE - COMMISSION EUROPÉENNE. 2014. « La politique régionale et les régions ultrapériphériques ». *Site web de la Commission européenne*. En ligne. http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/outermost-regions/ Consulté le 04 avril 2016.
- CE - COMMISSION EUROPÉENNE. 2013. « Plan d'action Pacte territorial ». *Site web de la Commission européenne* 56p. En ligne. http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/outermost-regions/pdf/reunion_fr.pdf Consulté le 04 avril 2016.

- CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES. 2015. « Rapport annuel 2014-2015 ». Dans *Site web du Cégep de la Gaspésie et des Îles*. 54p. http://web.cegepgim.ca/publication/cegep_rapport_annuel_final.pdf. Consulté le 9 juillet 2016.
- CÉGEP DE RIMOUSKI. 2016. « Plan stratégique 2017-2022. Version préliminaire. » *Site web du Cégep de Rimouski*. En ligne. 72p. http://www.cegep-rimouski.qc.ca/sites/default/files/ps_2017-2022_-_version_preliminaire_-_17_octobre.pdf. Consulté le 02 décembre 2016.
- CÉGEP DE RIMOUSKI. 2015. « Rapport annuel 2014-2015 ». *Site web du Cégep de Rimouski*. En ligne. 38p. <http://www4.cegep-rimouski.qc.ca/pages/cegep/documents/RA%20CollegedeRimouski%202014-2015.pdf> Consulté le 07 février 2016
- CHATEL-DEREPENTIGNY, Joëlle, Claude MONTMARQUETTE, François VAILLANCOURT. 2011. « Les étudiants internationaux au Québec : état des lieux, impacts économiques et politiques publiques. » *Série scientifique*. Montréal : CIRANO. 61p.
- CHICHA, Marie-Thérèse. 2009 « Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal ». Montréal : La fondation canadienne des relations raciales. 136p.
- CIC – Citoyenneté et Immigration Canada. 2011. « Partenariats locaux en matière d'immigration ». *Manuel*. En ligne. http://www.acfa.ab.ca/Documents/immigration/20111114_CIC-Manuel-PLI.pdf
- CIC – Citoyenneté et Immigration Canada. « Le Canada, terre d'asile. Historique ». *Site web du gouvernement du Canada*. En ligne. <http://www.cic.gc.ca/francais/refugies/historique.asp>
- COLLINS, Jock. 2007. « Les immigrants en région et en milieu rural en Australie ». *Revue. Nos diverses cités*, Numéro 3, été, pp.39-44
- CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL. 2014. « Portrait médiatique de l'intégration économique des immigrants dans la métropole : L'immigration n'est pas un problème, mais une richesse », *Avis sur l'impact des médias, l'importance du dialogue et la nécessité d'une prise de parole : vers un nouveau pacte pour un meilleur vivre ensemble*. Montréal, 82p.

- CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION. 2016. « Mobilité : départ des jeunes Réunionnais pour le Québec ». *Site web de Région Réunion*. En ligne. <http://www.regionreunion.com/fr/spip/Mobilite-depart-des-jeunes.html> Consulté le 12 août 2016
- CÔTÉ, Serge et Dominique POTVIN. 2001. « Les multiples visages de la migration des jeunes en Gaspésie et dans trois régions de l'Est ». Dans *Choix publics et prospective territoriale Horizon 2025 La Gaspésie : futurs anticipés*, sous la direction de Danielle Lafontaine. pp.43-60. Rimouski : GRIDEQ.
- COUPPIÉ, Thomas et Didier DEMAZIÈRE. 1995. « Se souvenir de son passé professionnel. Appel à la mémoire dans les enquêtes rétrospectives et construction sociale des données ». *Bulletin de Méthodologie Sociologique*. 49p.
- DEGAVRE, Florence et Andreia LEMAÎTRE. 2008. « Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale ». *Revue Interventions économiques*. Numéro 38. En ligne. <https://interventionseconomiques.revues.org/313>. Consulté le 5 mars 2015.
- DESJARDINS, Marc, Yves FRENETTE, Jules BÉLANGER et Bernard HÉTU. 1999. *Histoire de la Gaspésie*. Québec : Presses de l'Université Laval. 798 pages.
- DESMARAIS, Danielle et Jean-Marc PILON. 1996. *Pratiques des histoires de vie. Au carrefour de la formation, de la recherche et de l'intervention*. Paris : L'Harmattan. 204p.
- DESMARAIS, Robert. 1984. « Considérations sur les notions de petite ville et de ville moyenne ». *Cahiers de géographie du Québec*. Volume 28. Numéro 75. pp. 355–364 En ligne <https://www.erudit.org/fr/revues/cgq/1984-v28-n75-cgq2647/021667ar.pdf>
- DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA. 2010. « *Profil socio-économique de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. En Bref* ». *Site web du gouvernement du Canada*. En ligne. 2p. <http://www.dec-ced.gc.ca/docs/11-gaspesie-iles-de-la-madeleine-oct2010.pdf>. Consulté le 18 janvier 2015.
- DEWITTE, Philippe. 1999. *Immigration et intégration. L'état des savoirs*. Paris : La Découverte. 439p.

- DI MAGGIO, Paul et Walter POWELL. 1997. « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse des organisations ». *Politix*. Volume. 10 Numéro 40. En ligne. pp.113-154. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1997_num_10_40_1703. Consulté le 2 février 2016.
- DI MAGGIO, Paul et Walter POWELL. 1991. *The New Institutionalism in Organizational Analysis*. Chicago: University of Chicago Press. 486p.
- DION, Patrice. 2010. « Migrations secondaires des nouveaux immigrants au cours de leurs quatre premières années au Canada : motivations et trajectoires. » *Cahiers québécois de démographie*. Volume 39, Numéro 2. En ligne. pp. 243-273
- DIOUF, Boucar. 2015. *Rendez à ces arbres ce qui appartient à ces arbres*. Montréal : Les Éditions La Presse. 130p.
- DRAINVILLE, Isabelle. 2006. « L'immigration à Trois-Pistoles : une expérience exceptionnelle ». *Collection Étude de cas*. Sherbrooke : Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. 44p.
- DRUDI, Guy 2006. « Le choc discriminatoire : analyse, manifestations et impacts sur la pleine participation à la société des Québécoises et des Québécois issus de l'immigration, particulièrement des jeunes de la seconde génération. Vers la recherche de solutions durables ». *Mémoire présenté à la Commission de la culture à l'Assemblée nationale du Québec sur la politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*
- DUBET, François. 1994. *À l'école. Sociologie de l'expérience*. Paris : Éditions du Seuil. 288p.
- DURKHEIM, Émilie. 1922. *Éducation et sociologie*. Paris : Les Presses universitaires de France. 121p.
- EL-ASSAL, Kareem. 2017. « Attirer et retenir plus d'étudiants internationaux. Six propositions pour renverser la tendance au Québec ». Montréal : Institut du Québec. 36p.

- ELDER, Glen Holl. 1998. « The Life Course and Human Development ». Dans *Handbook of Child Psychology*. Volume 1. New York : Wiley & Sons. En ligne. pp. 939-991.
http://s3.amazonaws.com/academia.edu.documents/34889051/Handbook_of_Child_Psychology_Vol_1_Theoretical_Models_of_Human_Development.pdf?AWSAccessKeyId=AKIAJ56TQJRTWSMTNPEA&Expires=1483845076&Signature=TPrDoa%2FLkM%2Bard0MfiIQ%2BdVG6Ps%3D&response-content-disposition=inline%3B%20filename%3DHandbook_of_Child_Psychology_Vol_1_Theor.pdf#page=685. Consulté le 02 janvier 2017.
- EMPLOI-QUÉBEC. 2016. « Plan d'action régional 2016-2017. Bas-Saint-Laurent » *Site web d'Emploi-Québec*. En ligne.
http://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/uploads/tx_fceqpubform/01_admin_PAR_2_015-2016.pdf
- EMPLOI-QUÉBEC. 2016. « Plan d'action régional 2016-2017. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine » *Site web d'Emploi-Québec*. En ligne. 34p.
http://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/uploads/tx_fceqpubform/11_admin_PAR_2_016-2017.pdf
- EMPLOI-QUÉBEC. 2014. « Perspectives d'emploi. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ». *Site web d'Emploi-Québec*. En ligne.
http://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/uploads/tx_fceqpubform/11_depliant_perspective-emploi-profession_2015-2019.pdf
- EMPLOI-QUÉBEC. 2014. « Perspectives d'emploi. Bas-Saint-Laurent ». *Site web d'Emploi-Québec*. En ligne.
http://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/uploads/tx_fceqpubform/01_depliant_perspective-emploi-profession_2015-2019.pdf
- ESSES, Victoria et al. 2011. « Characteristics of a Welcoming Community ». *Rapport* En ligne. <http://p2pcanada.ca/wp-content/uploads/2011/09/Characteristics-of-a-Welcoming-Community-11.pdf>
- EZECHIEL, Arthur Noel Match. 2007. « Les stratégies individuelles d'intégration des immigrants guinéens, maliens et sénégalais au Québec ». Mémoire de Maîtrise en Communication. Montréal : Université du Québec à Montréal. 137 p.

- FÉDÉRATION DES CÉGEPS. 2016. « Les cégeps : au cœur du développement économique du Québec ». *Site web de la Fédération des cégeps* En ligne. 14p. http://www.fedecegeps.qc.ca/wp-content/uploads/2016/02/M%C3%A9moire_consultations_pr%C3%A9budg%C3%A9taires_2016-2017_F%C3%A9d%C3%A9ration-des-c%C3%A9geps.pdf Consulté le 25 novembre 2016.
- FONTAN, Jean-Marc et Andrée LÉVESQUE. 1992. « Initiation au développement économique local et au développement économique communautaire. Expériences pertinentes et études de cas ». *Institut de formation en développement économique communautaire*. En ligne 111p. <http://www.omd.uqam.ca/publications/telechargements/DL-DEC.pdf> Consulté le 6 mars 2015.
- FONTAN, Jean-Marc et Diane-Gabrielle TREMBLAY. 2008. « Le renouveau de la pensée polanyenne ». *Revue Interventions économiques*. En ligne. Numéro 38. <http://interventionseconomiques.revues.org/239> Consulté le 6 avril 2016.
- FORSÉ, M. et S. LANGLOIS. 1997. « Présentation – réseaux, structures et rationalité ». *L'année sociologique*. Volume 47 numéro 1. pp.27-36.
- FORSÉ, Michel. 2008 « Définir et analyser les réseaux sociaux. Les enjeux de l'analyse structurale », *Informations sociales* Volume 3. Numéro 147. pp. 10-19.
- FORTIN, Jean-Charles. 1996. « La genèse d'une capitale régionale : Rimouski avant 1960 ». *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*. Volume 19. Numéro 2. pp.77-83 http://semaphore.uqar.ca/648/1/RIMOUSKI_1696-1996.pdf
- FROELICH CIM Alessandra et Annick LENOIR. 2012. « Les relations école-familles issues de l'immigration en région; le cas de Sherbrooke: l'état de la recherche ». Dans *Les collectivités locales au cœur de l'immigration: questions d'identité et stratégies régionales*. sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert. pp.21-28 Québec: Presses de l'Université Laval.
- GALLANT, Nicole, Annie BILODEAU et Aline LECHAUME. 2012. « Les attitudes par rapport à l'immigration et la diversité sont-elles différentes en région? Le mythe des régions fermées à la diversité et à l'immigration ». Dans *Les collectivités locales au cœur de l'immigration: questions d'identité et stratégies régionales*. sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert. pp.187-210. Québec: Presses de l'Université Laval.

- GAGNON, Véronique. 2017. « Être étudiant d'origine étrangère en région au Québec. Histoires de vie et parcours migratoires. Mémoire. Ethnologie des francophones en Amérique du Nord ». Mémoire de maîtrise en ethnologie et francophonie en Amérique du Nord. Québec : Université Laval. 168p.
- GALARNEAU, Diane et René MORISSETTE. 2008. « Sclolarité des immigrants et compétences professionnelles requises ». *Perspectives*. Numéro : 75-001-X. En ligne. pp.5-19 <http://142.206.64.178/pub/75-001-x/2008112/pdf/10766-fra.pdf>
- GALLANT, Nicole, Annie BILODEAU et Aline LECHAUME. 2012. « Les attitudes par rapport à l'immigration et la diversité sont-elles différentes en région? Le mythe des régions fermées à la diversité et à l'immigration ». Dans *Les collectivités locales au cœur de l'immigration: questions d'identité et stratégies régionales*. sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert. pp.187-210. Québec: Presses de l'Université Laval.
- GANNA, Alia et Yann RICHARD. 2014. La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local. Paris : Éditions Karthala. 276p.
- GARCEA, Joe. 2006. « Attraction et rétention d'immigrants au sein des grandes villes de la Saskatchewan ». *Nos Diverses Citées*. Volume 2. Numéro 2. En ligne. pp.20-30.
http://canada.metropolis.net/publications/Diversity/nos_diverses_cites_vol2_fr.pdf
Consulté le 3 mars 2015.
- GAUTHIER, Benoît. 2004. Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données, 4^e éd. Québec : Presses de l'Université du Québec. 619 p.
- GAUTHIER, Benoît et Isabelle BOURGEOIS. 2016. Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données, 6^e éd. Québec : Presses de l'Université du Québec. 692 p.
- GAUTHIER, Carol-Anne. 2013. « Le rôle des réseaux sociaux dans le processus d'intégration socioprofessionnelle des femmes immigrantes qualifiées au Québec. » *Économie et Solidarités*. Numéro 431-2: pp.98-110.
- GAZIER, Bernard. 2008. « Au pays de l'employabilité ». Dans *Pour une écologie du travail humain? Travail et emploi : Divorce ou mutation*. sous la direction de Michel Adam. pp.153-172 Paris : L'Harmattan.

- GHERGHEL, Ana avec la collaboration de Marie-Christine SAINT-JACQUES. 2013. La théorie du parcours de vie. Une approche interdisciplinaire dans l'étude des familles. Québec : Les Presses de l'Université Laval. 92p.
- GIRAUD, Frédérique, Aurélien RAYNAUD et Émilie SAUNIER. 2014. « Principes, enjeux et usages de la méthode biographique en sociologie ». *Revue Interrogations*. Numéro 17. N°17. En ligne. <https://www.revue-interrogations.org/Principes-enjeux-et-usages-de-la>
- GLASER, Barney G. et Anselm L. STRAUSS. 1967. *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago, IL : Aldine.
- GODARD Francis et Frédéric DE CONINCK. 1989. « *Biographie et cycle de vie* ». *Enquête. Cahiers du Cercom*, numéro 5. En ligne. <http://enquete.revues.org/sommaire12.html>
- GOLEBIEWSKA, Kate. 2011. « Overseas students at regional universities and migration to regional Australia. » *Diversité canadienne. La migration internationale: l'émergence de l'étudiant mobile*. pp.59-64. Volume 8. Numéro 5.
- GOUVERNEMENT DU CANADA. 2015. « Le Canada, terre d'asile. Historique ». *Site web du Gouvernement du Canada*. <http://www.cic.gc.ca/francais/refugies/historique.asp> Consulté le 23 mars 2015.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2016. « 2011-2015. Tableaux sur l'immigration permanente au Québec ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 49p. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Immigration-Quebec-2011-2015.pdf>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2016. « Adoption de la Loi sur l'immigration au Québec. Le Québec en route vers un système d'immigration moderne et efficace ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/presse/communiques/com20160407.html>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2016. « La région du Bas-Saint-Laurent en bref ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. <https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/bas-saint-laurent.html#portrait>

- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2016. « Loi sur l'immigration au Québec ». Site web de l'Assemblée nationale. En ligne. 32p. <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/I-0.2/>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2016. « Portrait économique des régions du Québec. Édition 2016 ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 121p. https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/regions/portraits_regionaux/portrait_socio_econo.pdf
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2016. « Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Structure économique ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. <https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/gaspesie-iles-de-la-madeleine/portrait-regional/structure-economique/>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2015. « Ensemble nous sommes le Québec. Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 78p. http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Politique_ImmigrationParticipationInclusion.pdf
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2011. « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015 ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 39p. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/planification-20122015.pdf>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 2004. « Des valeurs partagées, des intérêts communs. Pour assurer le pleine participation des Québécois des communautés culturelles au développement du Québec. Plan d'action 2004-2007 » *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 142p. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/PlanAction20042007-integral.pdf>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 1992. « Une richesse à partager - orientations pour une répartition régionale plus équilibrée de l'immigration. » *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 35p.

- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 1991. « Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Accord Gagnon-Tremblay-McDougall » *Site web du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion*. En ligne. 32p.
<http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/accord-canada-quebec-immigration-francais.pdf> Consulté le 30 novembre 2015.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 1991. « Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration ». *Site web du Gouvernement du Québec*. En ligne. 112p.
<http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/Enonce-politique-immigration-integration-Quebec1991.pdf>
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 1981. *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action du gouvernement du Québec à l'intention des communautés culturelles*. Québec: Développement culturel et scientifique. 78 p.
- GRANOVETTER, M.S. 1973. « The strength of weak ties ». *The American journal of sociology*. pp.1360-1380. Volume 78. Numéro 6.
- GRAWITZ, Madeleine. 2001. *Méthodes des sciences sociales*. 11^e édition. Paris : Éditions Dalloz. 1019p.
- GUÉRANGER, David. 2012. « La monographie n'est pas une comparaison comme les autres: Les études de l'intercommunalité et leur territoire ». *Terrains & travaux*, 21,(2), pp.23-36. <http://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2012-2-page-23.htm>
- GUILLAUME, Jean-François, Christian LALIVE D'ÉPINAY et Laurence THOMSIN. (2005). *Regards croisés sur la construction des biographies contemporaines*. Liège : Éditions de l'Université de Liège. 214p.
- GUILLEMETTE, François. 2008. « L'entretien de recherche ». *Recherches qualitatives*. (en ligne).
- GYURAKOVICS, J. 2014. « Les étudiants internationaux à Québec : Une étude transculturelle sur les dynamiques de perception des valeurs culturelles liées à la distance hiérarchique et à la proxémie ». Mémoire de maîtrise. Québec : Université Laval.

HAGE, Ghassan. 1998. *White Nation. Fantasies of White Supremacy in a Multicultural Society*, Annandale et West Wickham, Pluto Press et Comerford and Miller

HAGE, Ghassan. 2005. « A not so multi-sited ethnography of a not so imagined community ». *Sage journal*. pp.463-475. Volume 5. Numéro 4. <https://doi.org/10.1177/1463499605059232>

HERVIER, Louise. 2014. « Néo-institutionnalisme sociologique ». *Dictionnaire des politiques publiques*. Paris : Presses de Sciences Po En ligne. pp.374-383. <www.cairn.info/dictionnaire-des-politiques-publiques--9782724615500-page-374.htm>. Consulté le 20 novembre 2015.

HILY, Marie-Antoinette Hily, William BERTHOMIÈRE et Dimitrina MIHAYLOVA. 2004. « La notion de réseaux sociaux en migration ». *Hommes & migrations* En ligne. pp.6-12. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01232479/document>

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 2016. « Rapport annuel 2015 ». *Site web de l'IEDOM*. En ligne. 184p. http://habiter-la-reunion.re/wp-content/uploads/2016/10/ra_2015_iedom_reu.pdf Consulté le 30 novembre 2015.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES. 2016. « Bilan démographique 2014 ». *Site web de l'INSEE*. En ligne. 2p. http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=24&ref_id=24432 Consulté le 30 novembre 2015

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES. 2015. « Un taux de chômage de 26,8% en moyenne en 2014. Rénovation de l'enquête emploi. » *Site web de l'INSEE*. En ligne. 2p.

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=24&ref_id=23045 Consulté le 30 novembre 2015

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2017. « Migrations internationales et interprovinciales, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec, 2001-2002, 2006-2007 et 2010-2011 à 2015-2016 ». *Profil de la région*. En ligne. http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/profil01/societe/demographie/migrations/mig_tot01.htm

- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2017. « Migrations internationales et interprovinciales, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2001-2002, 2006-2007 et 2010-2011 à 2015-2016 » *Profil de la région*. En ligne. http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/profil11/societe/demographie/migrations/mig_tot11.htm
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2016. « Bulletin statistique régional. Édition 2016. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ». *Site web de l'ISQ*. En ligne. 40p. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/bulletins/2016/11-Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine.pdf> Consulté le 18 novembre 2016
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2016. « Le bilan démographique du Québec. Édition 2016. Québec ». *Site web de l'ISQ*. En ligne. 172p. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2016.pdf>
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2016. « Régions. Panorama des régions du Québec. Éditions 2016 ». *Site web de l'ISQ*. En ligne. 186 p. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2016.pdf> Consulté le 17 septembre 2016.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2015. « Le bilan démographique du Québec. Édition 2015 ». *Site web de l'ISQ*. En ligne. 168p. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2015.pdf> Consulté le 2 février 2016
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2014. « Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2011-2061. Éditions 2014 ». *Site web de l'ISQ*. En ligne. 124 p. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/perspectives/perspectives-2011-2061.pdf> Consulté le 30 novembre 2015
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. 2011. « Travail et rémunération. Participation des immigrants au marché du travail en 2009 ». *Site web de l'ISQ*. En ligne. 46p. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/groupes-populationnels/immigrants/immigrants-2009.pdf>
- JEAN, Bruno. 2013. « Le développement régional à l'heure du développement local: le temps des incertitudes ». *Revue canadienne des sciences régionales*. pp.9-24 Volume 12. Numéro 1, En ligne. <http://www.cjrs-rcsr.org/archives/12-1/Jean.pdf> Consulté le 5 mars 2015.

- JEAN, Robert. 2007. « *L'impact des réseaux sociaux sur l'entrée en emploi des immigrants récents au Canada* ». Mémoire de maîtrise en démographie. Québec : Institut national de la recherche scientifique. 151p.
- JEAN, Yves. 2005. « Notions de développement local, territoire et développement durable: réflexions épistémologiques et nécessaire mutation culturelle de l'État et des élus ». Dans *Territoires et fonctions Tome 1 Des politiques aux théories: Les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*. Sous la direction de Danielle Lafontaine et Bruno Jean. pp.131-150. Rimouski : GRIDEQ.
- JOHANSEN, H.E. et FUGUITT, G.V. 1983. « The changing rural village in America ». *Ballinger Publish Co.*
- JOHNSON, Kenneth. 2003. « Unpredictable Directions of Rural Population Growth and Migration ». Dans *Challenges for Rural America in the Twenty-First Century*. sous la direction de David L. Brown et Louis E. Swanson. pp. 19-31 Pennsylvanie: Pennsylvania State University Press
- KANOUTÉ, Fasal. 2002. « Profils d'acculturation d'élèves issus de l'immigration récente à Montréal ». *Revue des sciences de l'éducation*. Volume 28. Numéro 1. pp.171-190. En ligne. <http://id.erudit.org/iderudit/007154ar> Consulté le 4 avril 2015.
- KANOUTÉ, Fasal, Michèle VATZ LAAROUSSI, Lilyane RACHÉDI et Madeleine TCHIMOU DOFFOUCI. 2008. « Familles et réussite scolaire d'élèves immigrants du secondaire ». *Revue des sciences de l'éducation*. Volume 34. Numéro 2. En ligne. pp.265-289. <http://id.erudit.org/iderudit/019681ar> Consulté le 4 avril 2015.
- KAUFMANN, Jean-Claude. 2006. *L'entretien compréhensif*. Paris : Éditions Nathan 132p.
- KAYSER, Bernard. 1988. « Renaissance rurale aux États-Unis ». Dans *Économie rurale*. Numéro 183. pp. 3-10 En ligne. www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1988_num_183_1_3874
- KAYSER, Bernard. 1989. *La Renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*. Paris :Armand Colin. 316p.

- KLEIN, Juan Luis. 1992. « Le partenariat : vers une planification flexible du développement local? » *Revue canadienne des sciences régionales*. Numéro15. p.491- 505. En ligne. <https://www.erudit.org/revue/crs/2008/v/n45/1002498ar.html> Consulté le 7 avril 2015.
- KLEIN, Juan Luis. 2008. « Territoire et régulation : l'effet instituant de l'initiative locale ». *Cahiers de recherche sociologique*. Numéro 45. pp.41-58. En ligne. <http://www.erudit.org/revue/crs/2008/v/n45/1002498ar.html?vue=resume> Consulté le 7 avril 2008
- KOJI, Junichiro. 2011. « Les réseaux d'acteurs et le changement des politiques publiques : Enquête sur la politique québécoise d'intégration des immigrants et des minorités ethnoculturelles, 1976-1991 ». Thèse de doctorat en Sciences politiques. Ottawa : Université d'Ottawa. 291p. https://www.ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/20043/1/Koji_Junichiro_2011_these.pdf
- LABELLE, Micheline. 2015. « Politique d'immigration du Québec » *Encyclopédie canadienne*. En ligne. <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/politique-dimmigration-du-quebec/>. Consulté le 30 novembre 2015.
- LAFONTAINE, Danielle. 2005. « Le développement régional et territorial : un nouveau paradigme? Jalons pour un projet de recherche internationale comparative » Dans *Territoires et fonctions Tome 1 Des politiques aux théories : Les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*. sous le direction de Danielle Lafontaine et Bruno Jean. pp.347-378 Rimouski : Grideq.
- LAVILLE, Jean-Louis. 2008. « Encastrement et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss ». *Revue Interventions économiques*. En ligne. Numéro 38 <http://interventionseconomiques.revues.org/245> Consulté le 4 avril 2016.
- LEBEL-RACINE, Marie. 2008. « Représentations sociales interethniques en région: le cas de Drummondville et de Gatineau ». Mémoire de maîtrise en sociologie. Montréal : Université de Montréal. 126 p. https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/2418/memoire_Marie-Lebel-Racine.pdf

- LECOURS, André. 2002. « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité? Dans l'approche néo-institutionnaliste en science politique. » *Politique et sociétés*. pp.3-19 Volume 21. Numéro 3. En ligne. <http://www.erudit.org/revue/ps/2002/v21/n3/000494ar.html> Consulté le 5 novembre 2015.
- LELOUP, Xavier et Martha RADICE. 2008. Les nouveaux territoires de l'ethnicité. Presses de l'Université Laval. Québec. 283p.
- LEMIEUX, Vincent. 1999. Les réseaux d'acteurs sociaux. Paris : PUF. 160p.
- LEMIEUX, Vincent et Mathieu OUIOMET. 2004. L'analyse structurale des réseaux sociaux. Québec : Les Presses de l'Université Laval. 116p.
- LESTEL, Laurence et Catherine CARRÉ. 2017. Les rivières urbaines et leur pollution. Paris : Éditions Quae.
- LEVY, Rene et the Pavia Team. 2005. « Why look at life courses in an interdisciplinary perspective? » Dans *Towards an Interdisciplinary Perspective on the Life Course*. sous la direction de Rene Levy, Paolo Ghisletta, Jean-Marie Le Goff, Dario Spini et Eric Widmer. pp. 3- 32. Oxford : Elsevier.
- LI, Peter. 2003. « Deconstructing Canada's discourse of immigrant integration » *Journal of International Migration and Integration*. Volume 4. Numéro 3. 20p. En ligne. <https://sites.ualberta.ca/~pcerii/WorkingPapers/WP04-03.pdf> Consulté le 4 avril 2015.
- LONGO, María Eugenia. 2016. « Les parcours de vie des jeunes comme des processus ». *Les Cahiers Dynamiques* 1. Numéro 67. pp.48-57 En ligne www.cairn.info/revue-les-cahiers-dynamiques-2016-1-page-48.htm Consulté le 25 août 2016.
- LONGO, Maria, Eugenia. 2011. « Transitions des jeunes vers la vie adulte : processus d'insertion et rapports à la vie professionnelle. Perspectives pour les programmes d'action ». Dans *INJEP*. 82p. En ligne. <http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/Transitions-des-jeunes-vers-la-vie-adulte.pdf> Consulté le 25 août 2016

- LOUNNAS, Rezki. 2004. « Théorie des Institutions et Applications aux Organisations ». *Cahier de recherche* Numéro 04-01. 35p. En ligne. <http://neumann.hec.ca/chairemsi/cahiers/Lounnas3.pdf> Consulté le 29 mars 2015
- LUCK, Gary W, Digby RACE et Rosemary BLACK. 2010. *Demographic Change in Australia's Rural Landscapes*. Springer. 388p.
- LUKUSA, Achilles Kasonga. 2010. « *Intégration socioculturelle dans le développement des régions : cas des enjeux socioculturels de l'immigration à Rimouski* ». Mémoire de maîtrise en Développement régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 258 p.
- MARTUCCELLI, Danilo. 2010. « La socio-analyse, un avatar de la sociologie de l'individu », *Sociologies*. En ligne. <http://sociologies.revues.org/3228> Consulté le 30 novembre 2016.
- MÉNARD, Claude. 2003. « L'approche néo-institutionnelle : des concepts, une méthode, des résultats ». *Cahiers d'économie politique*. Volume 1. Numéro 44. pp.103-118. En ligne. http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=CEP_044_0103 Consulté le 30 mars 2015
- MÉNISSIER, Thierry. 2000. « Culture et identité : Une critique philosophique de la notion d'appartenance culturelle ». *Le Philosophoire*. Volume 3. Numéro 13. pp. 211-231. En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-le-philosophoire-2000-3-page-211.htm>> Consulté le 28 décembre 2016.
- MERKLÉ, Pierre. 2004. *Sociologie des réseaux sociaux*. La Découverte collection Repères. 128.
- METROPOLIS. 2003. « *Régionalisation de l'immigration. Série de conversations 9* » *Metropolis*. 29 p. En ligne. http://canada.metropolis.net/research-policy/conversation/conversation_9f.pdf Consulté le 3 mars 2015.
- MICHELAT, Guy. 1975. « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie ». *Revue française de sociologie*. Volume 16. pp. 229-247. En ligne. http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1975_num_16_2_6864 Consulté le 25 mars 2015.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION. 2016. « Glossaire. Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion. Ensemble, Nous sommes le Québec ». *Site web du gouvernement du Québec*. (en ligne) 12p. En ligne. http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Glossaire_ImmigrationParticipationInclusion.pdf Consulté le 15 septembre 2016.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION. 2016. « L'immigration au Québec, le rôle du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et de ses partenaires. La planification de l'immigration au Québec pour la période 2017-2019. ». *Site web du gouvernement du Québec*. 162p. En ligne. http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/DOC_RoleQuebecImmigrationn.pdf Consulté le 15 septembre 2016.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION. (2015). « Les immigrants et le marché du travail en 2014 ». *Site web du gouvernement du Québec*. 33p. En ligne. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/ImmigrantsMarcheTravail2014.pdf>

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION. (1991). « Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains » *Site web du gouvernement du Québec*. 32p. En ligne. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Accord-canada-quebec-immigration-francais.pdf>

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DES RÉFUGIÉS ET DE LA CITOYENNETÉ DU CANADA. 2011. « Capital social et entrée sur le marché du travail des nouveaux immigrants au Canada ». *Site web du gouvernement du Québec*. En ligne. <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/marche-du-travail/analyse.asp>. Consulté le 23 juillet 2016.

MONGEAU, Pierre. 2009. Réaliser son mémoire ou sa thèse. Québec : Presses de l'Université du Québec. 145p.

MORIN, Sophie. 2009. « Analyse des impacts de la mondialisation sur l'éducation au Québec » *Rapport 7 – La mobilité étudiante : phénomène en pleine croissance et perspectives québécoises*. Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation.

MRC RIMOUSKI-NEIGETTE. 2008. « La diversité culturelle, une richesse à partager ». *Site web de la MRC Rimouski-Neigette*. 28p. En ligne. http://www.mrcrimouskineigette.qc.ca/service/culture/immigration/politique_accueil.pdf

Consulté le 30 novembre 2015.

MUCCHIELLI, Roger. 2014. L'entretien de face à face dans la relation d'aide. 23^e édition. Paris : Éditions sociales françaises. 176 p.

NADEAU-COSSETTE, Anaïs. 2013. « L'intégration socio-scolaire des adolescents immigrants. Facteurs influents ». *Édiscope*. Numéro 5. Québec.

PAILLÉ, Pierre et Alex MUCCHIELLI. 2008. L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales. Paris : Armand Colin.

PIRES, Alvaro. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique ». Dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. sous la direction de Poupert, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires. Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives pp. 113-169. Montréal : Gaëtan Morin, Éditeur, 1997, 405p.

OCDE. 2010. « Regards sur l'éducation 2010 – Les indicateurs de l'OCDE ». Paris. 533 p. En ligne. <http://www.oecd.org/edu/skills-beyond-school/48631602.pdf>

OCDE. 2017. « Développement régional ». *Site web de l'OCDE*. En ligne <http://www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale/developpementregional.htm>

ORIS, Michel et al. 2009. Transitions dans les parcours de vie et construction des inégalités. Lausanne : Presses polytechnique et universitaires romandes. 442p.

OUEDRAOGO, Abdoul Echraf. 2012. « Processus d'intégration et de rétention des immigrants dans les régions non métropolitaines. Analyse d'une cohorte de jeunes migrants installés dans des villes moyennes du Québec ». Thèse de doctorat en Développement régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 367p.

PAGÉ, Michel. 2010. « L'intégration linguistique des immigrants au Québec ». *Études IRPP*. Numéro 3. En ligne. <http://www.ledevoir.com/documents/pdf/immigrants.pdf> Consulté 10 novembre 2015.

- PARENT, Alphonse-Marie. 1964. « Rapport Parent » *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*. Volume 2. En ligne. http://classiques.uqac.ca/contemporains/quebec_commission_parent/rapport_paren_t_2/rapport_parent_vol_2.pdf Consulté le 3 janvier 2016
- PASSERON, Jean-Claude. 1990 « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires ». *Revue française de sociologie*. Volume XXXI-I. En ligne. pp.3-22. http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1990_num_31_1_1077 Consulté le 7 janvier 2016.
- PECQUEUR, Bernard. 2005. « Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud ». Dans *Le territoire est mort, vive les territoires*. sous la direction de Benoît Antheaume et Frédéric Giraut. Paris : IRD Éditions. 90p. http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-07/010035244.pdf
- PEROUMA, Jean-Pierre. 2016. « L'immigration réunionnaise au Québec : un exemple? ». *Réunionnais du monde*. En ligne. <http://www.reunionnaisdumonde.com/spip.php?article19130> Consulté le 4 décembre 2015
- PIRES, Alvaro. 1982. « La méthode qualitative en Amérique du Nord : un débat manqué (1918-1960) ». *Sociologie et sociétés*. Volume 14. Numéro 1. pp.15-29. En ligne. <http://id.erudit.org/iderudit/006772ar> Consulté le 20 novembre 2015.
- PIRES, Alvaro. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique ». Dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. sous la direction de Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires. pp. 113-169. Montréal : Gaëtan Morin, Éditeur.
- POIRIER-GRENIER, Geneviève. 2007. « Les politiques de régionalisation de l'immigration au Québec et leurs effets sur le système urbain ». Mémoire de maîtrise en géographie humaine. Montréal : Université du Québec à Montréal. 137 p. <http://www.archipel.uqam.ca/4763/1/M10013.pdf>
- POISSON, Yves. 1991. *La recherche qualitative en éducation*. Québec : Presses de l'université du Québec. 190p.
- POLANYI, Karl. 1944. *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard. 467p.

- POUPART, Jean. 1997. « L'entretien de type qualitatif: considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques ». ». Dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. sous la direction de Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires. Montréal : Gaëtan Morin, Éditeur.
- QUIMPER, Éric. 2005. « Le processus d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants : une étude comparative de six expériences au Québec dans une perspective de développement local ». Mémoire de maîtrise en Gestion des coopératives et des collectivités. Sherbrooke : Université de Sherbrooke. 188p.
- RENAUD, Jean, Annick GERMAIN et Xavier LELOUP. 2004. Racisme et discrimination. Québec : Les Presses de l'Université Laval. 284p.
- RICHARD, Yann. 2010. « L'Union européenne et ses voisins orientaux. Contribution à l'étude des intégrations régionales dans le monde ». *Thèse d'habilitation à diriger des recherches*. Volume 3, 459p. En ligne. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00812887>
- RIZZA, Roberto. 2008. « Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique : quelles relations ? » *Revue Interventions économiques*. Numéro 38. En ligne. <http://interventionseconomiques.revues.org/292> Consulté le 15 juin 2015.
- ROCHER, François, Micheline LABELLE, Ann-Marie FIELD et Jean-Claude ICART. 2007. « Le concept d'interculturalisme en contexte québécois. Généalogie d'un néologisme ». *Les classiques des sciences sociales*. Chicoutimi : Université de Chicoutimi. 90. En ligne. http://classiques.uqac.ca/contemporains/labelle_micheline/concept_interculturalisme/concept_interculturalisme.pdf
- ROJOT, Jacques. 1997. « Fondements historiques du pouvoir: des origines du néo-institutionnalisme à un individualisme méthodologique complexe ». Paris : CERGOR. En ligne. 25p. <http://cergor.univ-paris1.fr/docsatelecharger/9702.pdf>
- ROULEAU, Linda. 2007. *Théorie des organisations. Approches classiques, contemporaines et de l'avant-garde*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 262p.

- ROYER, Chantal, Colette BARIBEAU et Audrey DUCHESNE. 2009. « Les entretiens individuels dans la recherche en sciences sociales au Québec : où en sommes-nous? Un panorama des usages ». *Recherches qualitatives*. Numéro 7 pp.64-79. En ligne. http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v7/HS7_Texte_Royer_Baribeau.pdf Consulté le 30 octobre 2015.
- SALÉE, Daniel. 2010. « Penser l'aménagement de la diversité ethnoculturelle au Québec : mythes, limites et possibles de l'interculturalisme ». *Politique et Sociétés*. Volume 29. Numéro 1. En ligne. pp.145-180. <http://www.erudit.org/revue/ps/2010/v29/n1/039959ar.pdf> Consulté le 3 avril 2015.
- SAPIN, Marlène, Dario SPINI et Eric WIDMER. 2007. *Les parcours de vie : de l'adolescence au grand âge*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes. 144p.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine. 2004. « L'entrevue semi-dirigée ». Dans *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données (4e édition)* sous la direction de Benoît Gauthier. pp.293-316. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine. 1996. « Saturation ». Dans *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. sous la direction de Alex Mucchielli. Paris : Armand Colin.
- SIMARD, Jean-François. 1994. « Contribution à une réflexion sur la régionalisation de l'immigration: résultats d'une recherche-action menée auprès d'intervenants socioéconomiques de la MRC Rimouski-Neigette ». Volume 327. Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 164p.
- SIMARD, Myriam. 1996. « La politique québécoise de régionalisation de l'immigration : enjeux et paradoxes ». *Recherches sociographiques*. Volume. XXXVII. Numéro 3. En ligne. pp. 439-469. <http://www.erudit.org/revue/rs/1996/v37/n3/057068ar.html?vue=resume> Consulté le 6 avril 2015.
- SIMARD, Myriam. 2008. « L'intégration des immigrants hors de Montréal ». *Nos diverses cités*. En ligne. http://canada.metropolis.net/pdfs/simard_f.pdf Consulté le 3 avril 2015.

- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. 2000. « L'immigration en milieu rural. I Mémoire présenté à la consultation publique sur l'immigration au Québec, 2001-2003 ». *Site web de Solidarité rurale du Québec*. En ligne. 25p. http://www.ruralite.qc.ca/fichiers/dossiers/Immigration_en_milieu_rural.pdf Consulté le 2 février 2015.
- STATISTIQUE CANADA. 2007. « *Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada. Le processus, les progrès et les perspectives* ». Ottawa. En ligne. 56p. <http://publications.gc.ca/Collection/Statcan/89-611-X/89-611-XIF2003001.pdf>
- STEINBACK, Marilyn et Sylvain LUSSIER. 2013. « L'intégration sociale des élèves issus de l'immigration dans une région du Québec ». Dans *Les collectivités locales au cœur de l'immigration: questions d'identité et stratégies régionales*. Sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert. pp.29-47. Québec: Presses de l'Université Laval.
- ST-AMOUR, Martine et Jacques LEDENT. 2010. « Attraction et rétention des immigrants récents hors Montréal : une analyse longitudinale par cohorte d'arrivée au Québec (1992, 1996, 2000 et 2004) ». *Cahiers québécois de démographie*. Numéro 391. pp.59-90. <https://www.erudit.org/fr/revues/cqd/2010-v39-n1-cqd3962/045056ar/>
- TERMOTE, Marc. 2010. « Immigration et marché de l'emploi ». *Colloque de l'Institut de recherche en économie contemporaine*. En ligne. 19p. http://www.irec.net/upload/File/Marc-Termote_Immigration-et-marche-emploi_ColloqueIREC_110510.pdf Consulté le 3 avril 2015.
- THOMAS I. William et Florian ZNANIECKI. 2005. *Paysan polonais en Europe et en Amérique, le récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919)*. Paris : Armand Colin. 446p.
- TREMBLAY, Diane-Gabrielle et Jean-Marc FONTAN. 1997. *Le développement économique local*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 579p.
- TREMBLAY, Karine. 2005. « Academic mobility and Immigration ». *Journal of Studies in International Education*. Volume 9. Numéro 3 pp.196-228.
- UNESCO. 2016. « La mobilité des étudiants internationaux ». *Institut de statistique de l'Unesco*. En ligne. www.uis.unesco.org/Education/Pages/international-student-flow-vizFR.aspx

- UNIVERSITÉ MCGILL. 2016. « Attraction et rétention des étudiants internationaux au Québec : pour une cible ambitieuse ». *Mémoire présenté à la Commission des relations avec les citoyens sur la planification de l'immigration au Québec*. 41p.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle. 2015. « Sensibiliser, accompagner et lutter contre le racisme pour mieux vivre ensemble ». *Mémoire présenté au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion*. Dans le cadre de la consultation publique : Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle. 2011. « Capital d'attraction et de rétention des immigrants dans les collectivités locales: vers un modèle théorique » *Capsule recherche. Centre métropolis du Québec*. En ligne. http://www.im.metropolis.net/medias/Laaroussi_attraction_et_retention_octobre_2011.pdf Consulté le 12 février 2015.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle. 2009. *Mobilité, réseaux et résilience : le cas des familles immigrants et réfugiées au Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 251p.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle. 2008. « Immigration en région : le territoire local à l'épreuve de la mobilité et des réseaux transnationaux ». Dans *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, sous la direction de Xavier Leloup et Martha Radice. pp.79-106 Québec : Presses de l'Université Laval.
- VATZ-LAAROUSSI, Michèle. 2007. « La recherche quantitative interculturelle : Une recherche engagée? » *Actes du colloque Approches Qualitatives et Recherche Interculturelle: Bien Comprendre pour Mieux Intervenir*. En ligne. http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v4/laaroussi.pdf
- VATZ LAAROUSSI, Michèle. 2005. « L'immigration en dehors des métropoles : vers une relecture des concepts interculturels ». *Études ethniques au Canada*. Volume XXXVII. Numéro 3. En ligne. pp.97-113 http://espace.inrs.ca/108/1/St-Amour_Martine_MA_2010.pdf Consulté le 2 février 2015.

- VATZ LAAROUSSI, Michèle, et Estelle BERNIER. (2013). « Dynamiques locales et enjeux de l'immigration en région ». Dans *Les collectivités locales au cœur de l'intégration des immigrants. Questions identitaires et stratégies régionales*. sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert. pp.219-235 Québec :Presses de l'Université Laval.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle et Estelle, BERNIER. 2013. « Gouvernance et participation des personnes immigrantes dans trois régions du Québec », Dans *Les collectivités locales au cœur de l'immigration: questions d'identité et stratégies régionales*. Sous la direction de Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert. P.121-133. Québec: Presses de l'Université Laval.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle, Estelle, BERNIER et Lucille GUILBERT. 2013. *Les collectivités locales au cœur de l'intégration des immigrants. Questions identitaires et stratégies régionales*. Québec : Presses de l'Université Laval. 237p.
- VATZ LAAROUSSI, Michèle, Lucille GUILBERT et Gabriela BEZZI. 2010. « La rétention des immigrants dans les régions du Québec ou comment installer son «chez-soi»? » *Diversité canadienne*. Volume 8. Numéro 1. En ligne. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/cr/ri/diversite/Diversite-canadienne-special-quebec.pdf> Consulté le 1 février 2015.
- YOUNG, Nancy E. 2014. « *Seeking Best Practices for Integrating International and Domestic Students* ». *Rapport*. Minnesota: University of Minnesota. 82p. http://global.umn.edu/icc/documents/14_integration_best_practices_overall.pdf Consulté le 6 avril 2016.

